

États financiers consolidés

	PAGE		PAGE
Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière	128	États financiers consolidés	
		Bilan consolidé	134
		État du résultat consolidé	135
		État du résultat global consolidé	136
Rapport de l'auditeur indépendant – Normes d'audit généralement reconnues du Canada	129	État des variations des capitaux propres consolidé	137
Rapport du cabinet d'experts-comptables inscrit indépendant – Public Company Accounting Oversight Board (États-Unis)	131	État des flux de trésorerie consolidé	138
Rapport du cabinet d'experts-comptables inscrit indépendant – Contrôle interne à l'égard de l'information financière	133		

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTE	SUJET	PAGE	NOTE	SUJET	PAGE
1	Nature des activités	139	18	Autres passifs	193
2	Sommaire des principales méthodes comptables	139	19	Billets et débentures subordonnés	193
3	Jugements, estimations et hypothèses comptables importants	148	20	Titres de fiducie de capital	194
4	Modifications de méthodes comptables courantes et futures	151	21	Capitaux propres	194
5	Évaluations à la juste valeur	153	22	Assurance	197
6	Compensation des actifs financiers et des passifs financiers	162	23	Rémunération fondée sur des actions	199
7	Valeurs mobilières	163	24	Avantages du personnel	200
8	Prêts, prêts douteux et provision pour pertes sur créances	166	25	Impôt sur le résultat	206
9	Transferts d'actifs financiers	173	26	Résultat par action	208
10	Entités structurées	175	27	Provisions, passifs éventuels, engagements, garanties, actifs donnés en garantie et sûretés	208
11	Dérivés	177	28	Transactions entre parties liées	211
12	Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	187	29	Informations sectorielles	212
13	Acquisitions et cessions importantes	189	30	Produits d'intérêts et charges d'intérêts	214
14	Goodwill et autres immobilisations incorporelles	189	31	Risque de crédit	214
15	Terrains, bâtiments, matériel et mobilier, et autres actifs amortissables	191	32	Fonds propres réglementaires	216
16	Autres actifs	192	33	Gestion des risques	216
17	Dépôts	192	34	Renseignements sur les filiales	217

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction de La Banque Toronto-Dominion et de ses filiales (la « Banque ») est responsable de l'intégrité, de l'uniformité, de l'objectivité et de la fiabilité des états financiers consolidés de la Banque ainsi que de l'information financière connexe incluse aux présentes. Les Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board, de même que les exigences de la *Loi sur les banques* (Canada) et les règlements connexes ont été appliqués, et la direction a exercé son jugement et effectué les meilleures estimations possible quand elle l'a jugé opportun.

Le système comptable de la Banque et les contrôles internes connexes, de même que les procédés à l'appui utilisés, sont conçus de manière à fournir une assurance raisonnable de l'intégralité et de l'exactitude des comptes financiers et de la protection des biens contre les pertes attribuables à un usage ou à une cession non autorisés de ceux-ci. Les procédés à l'appui comprennent le choix judicieux et la formation appropriée d'employés qualifiés, la mise en place de structures organisationnelles assurant une division précise des responsabilités et l'obligation de rendre compte sur le rendement, ainsi que la communication de politiques et de directives sur la conduite des activités à l'échelle de la Banque.

La direction a utilisé les critères établis dans le document intitulé *Internal Control – Integrated Framework* publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Commission Treadway (cadre de 2013) pour une appréciation de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Banque en date du 31 octobre 2021. D'après cette appréciation, la direction a conclu que le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Banque était efficace en date du 31 octobre 2021.

Le conseil d'administration de la Banque, par l'intermédiaire du comité d'audit qui est composé entièrement d'administrateurs indépendants, s'assure que la direction s'acquitte de ses responsabilités relativement à la présentation de l'information financière. Le comité d'audit examine les états financiers consolidés et les soumet à l'approbation du conseil d'administration. Les autres responsabilités du comité d'audit incluent la surveillance du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Banque et la formulation de recommandations au conseil d'administration et aux actionnaires à l'égard de la nomination de l'auditeur externe.

L'auditeur en chef de la Banque, qui a pleinement et librement accès au comité d'audit, procède à un vaste programme d'audits. Ce programme soutient le système de contrôle interne et est exécuté par une équipe professionnelle d'auditeurs.

Le Bureau du surintendant des institutions financières Canada examine les affaires de la Banque et prend les renseignements qu'il juge nécessaires pour s'assurer que les dispositions de la *Loi sur les banques* relatives à la sécurité des déposants sont dûment observées et que la situation financière de la Banque est saine.

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L., auditeurs indépendants nommés par les actionnaires de la Banque, ont audité l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Banque en date du 31 octobre 2021, en plus d'auditer les états financiers consolidés de la Banque à cette même date. Leurs rapports, dans lesquels ils expriment une opinion sans réserve, figurent aux pages suivantes des états financiers consolidés. Les auditeurs d'Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L. ont pleinement et librement accès au comité d'audit, qu'ils rencontrent périodiquement, afin de discuter de leur audit et des questions s'y rapportant, comme les commentaires qu'ils peuvent avoir à formuler relativement à la fidélité de l'information financière et au caractère approprié des contrôles internes.



Bharat B. Masrani
Président du Groupe et
chef de la direction



Kelvin Tran
Premier vice-président à la direction
et chef des finances

Toronto, Canada
Le 1^{er} décembre 2021

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux actionnaires et administrateurs de La Banque Toronto-Dominion

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de La Banque Toronto-Dominion et ses filiales (la TD), qui comprennent les bilans consolidés aux 31 octobre 2021 et 2020, les états du résultat consolidés, les états du résultat global consolidés, les états des variations des capitaux propres consolidés et les états des flux de trésorerie consolidés pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans close le 31 octobre 2021, ainsi que les notes des états financiers consolidés, y compris le résumé des principales méthodes comptables (collectivement, les « états financiers consolidés »). À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du groupe aux 31 octobre 2021 et 2020, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour chacun des exercices de la période de trois ans close le 31 octobre 2021, conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la TD conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans notre audit des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 octobre 2021. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions. Notre description de la façon dont chaque question ci-après a été traitée dans le cadre de l'audit est fournie dans ce contexte.

Nous nous sommes acquittés des responsabilités décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport, y compris à l'égard de ces questions. Par conséquent, notre audit a comporté la mise en œuvre de procédures conçues dans le but de répondre à notre évaluation des risques d'anomalies significatives dans les états financiers consolidés. Les résultats de nos procédures d'audit, y compris les procédures mises en œuvre en réponse aux questions ci-après, fournissent le fondement de notre opinion d'audit sur les états financiers consolidés ci-joints.

Provision pour pertes sur créances

Question clé de l'audit

La TD décrit ses jugements, estimations et hypothèses comptables importants à l'égard de la provision pour pertes sur créances à la note 3 des états financiers consolidés. Comme il est indiqué à la note 7 et à la note 8 des états financiers consolidés, la TD a eu recours à un modèle fondé sur les pertes de crédit attendues pour comptabiliser une provision pour pertes sur créances de 7 255 millions de dollars à son bilan consolidé. Le montant des pertes de crédit attendues correspond à une estimation objective et fondée sur des pondérations probabilistes des pertes de crédit qui devraient se réaliser dans l'avenir, laquelle est fondée sur la probabilité de défaillance (PD), la perte en cas de défaillance (PCD) et l'exposition en cas de défaillance (ECD) ou les insuffisances de flux de trésorerie attendus liées à l'actif financier sous-jacent. Les pertes de crédit attendues sont déterminées par l'évaluation d'un intervalle de résultats possibles intégrant la valeur temps de l'argent et des informations raisonnables et justifiables sur des événements passés, les circonstances actuelles et des prévisions sur l'évolution de la conjoncture économique à venir. Les provisions pour pertes de crédit attendues sont évaluées au montant correspondant i) aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir; ou ii) aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie pour les instruments financiers dont le risque de crédit a augmenté de façon importante depuis leur comptabilisation initiale ou lorsqu'il existe une indication objective de dépréciation.

L'audit de la provision pour pertes sur créances a constitué un processus complexe qui, en raison de la complexité inhérente des modèles, de la nature prospective des principales hypothèses et de l'interrelation entre les variables importantes ayant servi à évaluer les pertes de crédit attendues, a nécessité une grande part de jugement et la participation de spécialistes. Les principales questions faisant appel au jugement comprennent l'évaluation i) des modèles et méthodes utilisés pour

calculer les pertes de crédit attendues tant pour les 12 mois à venir que pour la durée de la vie; ii) des hypothèses utilisées dans les scénarios de pertes de crédit attendues, y compris les informations prospectives et l'attribution de pondérations probabilistes; iii) de la question de savoir si une augmentation importante du risque de crédit s'est produite; et iv) de la composante qualitative appliquée aux pertes de crédit attendues modélisées en fonction du jugement d'expert en matière de crédit de la direction. La direction a exercé une part importante de jugement pour les aspects mentionnés ci-dessus afin de déterminer l'incidence de la COVID-19 sur la provision pour pertes sur créances. Tout particulièrement, la direction a fait preuve de jugement pour évaluer l'incidence de la COVID-19 sur les pertes de crédit attendues en tenant compte de la migration des notes de crédit de l'emprunteur, les répercussions de la COVID-19 propres à l'industrie et à la région, les initiatives de soutien aux paiements offertes par la TD et les gouvernements et le maintien de la paralysie de l'économie.

Façon dont la question a été traitée dans le cadre de l'audit

Nous avons acquis une compréhension, évalué la conception et testé l'efficacité du fonctionnement des contrôles de la direction sur la provision pour pertes sur créances. Les contrôles que nous avons testés comprennent, notamment, les contrôles sur l'élaboration et la validation des modèles et la sélection des données d'entrée appropriées, y compris les prévisions économiques, la détermination des notations de risque-emprunteur autres que de détail, l'intégrité des données utilisées, y compris les contrôles connexes à l'égard des systèmes de technologie de l'information pertinents, ainsi que les contrôles sur la gouvernance et la surveillance en ce qui a trait aux résultats modélisés et à l'application d'un jugement d'expert en matière de crédit.

Pour tester la provision pour pertes sur créances, nos procédures d'audit ont compris, entre autres, avec l'aide de nos spécialistes du risque de crédit, l'évaluation de la méthode et des hypothèses utilisées, y compris des déclencheurs d'une augmentation importante du risque de crédit utilisés par la direction, dans les modèles importants ayant servi à estimer les pertes de crédit attendues dans l'ensemble des différents portefeuilles pour déterminer s'ils étaient conformes aux exigences des normes IFRS et des normes sectorielles. Elles ont compris la réexécution des procédures de validation des modèles pour un échantillon de modèles afin d'évaluer si les conclusions de la direction étaient appropriées. Avec l'aide de nos experts en économie, nous avons évalué les modèles, les méthodes et le processus mis en œuvre par la direction pour élaborer les prévisions des variables d'informations prospectives utilisées dans chaque scénario et les pondérations probabilistes appliquées aux scénarios. Pour un échantillon de variables d'informations prospectives, nous avons comparé les informations prospectives de la direction aux prévisions établies par des sources indépendantes et aux informations diffusées publiquement. À partir d'un échantillon, nous avons recalculé, les pertes de crédit attendues afin de vérifier l'exactitude arithmétique des modèles de la direction. Nous avons testé l'exhaustivité et l'exactitude des données utilisées dans l'évaluation des pertes de crédit attendues en vérifiant leur concordance avec les documents sources et les systèmes et avons évalué un échantillon des notations de risque-emprunteur autres que de détail de la direction par rapport à la politique en matière de notation des risques de la TD. Avec l'aide de nos spécialistes du risque de crédit, nous avons également évalué la méthode et les processus de gouvernance de la direction en fonction de l'application d'un jugement d'expert en matière de crédit en vérifiant si les montants comptabilisés représentaient la qualité sous-jacente du crédit et les tendances macroéconomiques, y compris l'incidence de la COVID-19. Nous avons également évalué le caractère adéquat des informations fournies relatives aux pertes de crédit attendues.

Évaluation à la juste valeur des dérivés

Question clé de l'audit

La TD décrit ses jugements, estimations et hypothèses comptables importants à l'égard de l'évaluation à la juste valeur des dérivés à la note 3 des états financiers consolidés. Comme il est indiqué à la note 5 des états financiers consolidés, la TD détient des actifs dérivés totalisant 54 427 millions de dollars et des passifs dérivés totalisant 57 122 millions de dollars qui sont comptabilisés à la juste valeur. Parmi ces dérivés, certains découlent de transactions complexes et illiquides et nécessitent le recours à des techniques d'évaluation qui peuvent comprendre des modèles complexes et des données d'entrée non observables, qui font appel aux estimations et au jugement de la direction.

L'audit de l'évaluation de certains dérivés a exigé de l'auditeur qu'il pose des jugements importants, en plus de nécessiter la participation de spécialistes en évaluation pour évaluer les modèles complexes et les données d'entrée non observables utilisés, y compris tout rajustement important de valeur. Certaines données d'entrée servant à l'évaluation, comme les volatilités, les corrélations et les écarts de crédit, utilisées pour déterminer la juste valeur peuvent de ne pas être observables. L'évaluation de certains dérivés est sensible à ces données d'entrée, car elles sont de nature prospective et peuvent être influencées par la conjoncture économique et les conditions du marché futures.

Façon dont la question a été traitée dans le cadre de l'audit

Nous avons acquis une compréhension, évalué la conception et testé l'efficacité du fonctionnement des contrôles de la direction, y compris ceux liés à la technologie, sur l'évaluation du portefeuille de dérivés de la TD. Les contrôles que nous avons testés comprennent, notamment, les contrôles à l'égard de la pertinence et l'exactitude des calculs des modèles ayant servi à l'évaluation des dérivés, les contrôles liés à l'évaluation indépendante de la juste valeur par la direction, y compris l'intégrité des données utilisées dans le cadre de l'évaluation, telles que les données d'entrée importantes mentionnées précédemment, les contrôles à l'égard des systèmes de technologie de l'information pertinents et des contrôles sur la revue des rajustements de valeur importants effectués.

Pour tester l'évaluation de ces dérivés, nos procédures d'audit ont compris, entre autres, une évaluation des méthodes et des données d'entrée importantes utilisées par la TD. Avec l'aide de nos spécialistes en évaluation, nous avons réalisé une évaluation indépendante d'un échantillon de dérivés afin d'évaluer les hypothèses de modélisation et les données d'entrée importantes utilisées pour estimer leur juste valeur, ce qui a signifié obtenir des données d'entrée importantes à partir de sources externes indépendantes. Pour un échantillon des rajustements de valeur, nous avons eu recours aux services de nos spécialistes en évaluation afin d'évaluer la méthode appliquée par rapport à la pratique sectorielle et nous avons réalisé un calcul de ces rajustements. Nous avons également évalué le caractère adéquat des informations fournies relatives à l'évaluation de la juste valeur des dérivés.

Évaluation de la provision pour sinistres impayés

Question clé de l'audit

TD décrit ses jugements, estimations et hypothèses comptables importants à l'égard de la provision pour sinistres impayés à la note 3 des états financiers consolidés. Comme il est indiqué à la note 22 des états financiers consolidés, la TD a comptabilisé des passifs liés aux assurances de 7 676 millions de dollars à son bilan consolidé. Les passifs liés aux assurances comprennent une provision pour sinistres impayés, laquelle est calculée conformément aux pratiques actuarielles reconnues.

L'audit de la provision pour sinistres impayés a compris l'application de modèles, de méthodes et d'hypothèses qui nécessite une grande part de jugement. La principale hypothèse servant de fondement aux estimations des passifs au titre des demandes d'indemnisation est le montant et l'échéancier liés aux événements assurés survenus, y compris ceux qui n'ont pas encore été déclarés par les assurés. Elle tient également compte des variables comme le taux d'actualisation, la marge pour écarts défavorables, les pertes passées, les tendances actuelles en matière de demandes d'indemnisation et les incidences des changements survenus dans les contextes social, économique et juridique sur les sinistres.

Façon dont la question a été traitée dans le cadre de l'audit

Nous avons évalué l'objectivité, l'indépendance et l'expertise de l'actuaire désigné par la direction. De plus, nous avons acquis une compréhension, évalué la conception et testé l'efficacité du fonctionnement des contrôles de la direction sur l'évaluation de la provision pour sinistres impayés. Les contrôles que nous avons testés comprennent, notamment, les contrôles liés aux processus de sinistres et aux processus actuariels de la TD, y compris les contrôles entourant l'exhaustivité et l'exactitude des flux de données dans les systèmes d'administration des sinistres ainsi que les contrôles visant la revue globale de la provision pour sinistres impayés effectuée par la direction.

Pour tester l'évaluation des sinistres impayés dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons notamment dû faire appel à nos actuaires afin de calculer de façon indépendante la provision pour sinistres impayés à partir d'un échantillon. Nos actuaires ont, entre autres, évalué l'exactitude des données de la TD en comparant un échantillon des données aux données des systèmes sources et effectué une analyse comparative des hypothèses par rapport aux tendances sectorielles. Nous avons fait appel à nos actuaires afin d'évaluer les méthodes actuarielles et les hypothèses importantes de la TD, y compris en comparant le raisonnement derrière les jugements appliqués par rapport aux pratiques actuarielles reconnues. Nous avons réalisé des tests d'intégrité des données tirées des sinistres survenus, des sinistres payés et des primes gagnées ayant servi à l'estimation de la provision pour sinistres impayés.

Évaluation des provisions pour positions fiscales incertaines

Question clé de l'audit

La TD décrit ses jugements, estimations et hypothèses comptables importants à l'égard de l'impôt sur le résultat à la note 3 des états financiers consolidés. En tant qu'institution financière exerçant ses activités dans divers territoires, la TD est assujettie à des lois fiscales complexes et en constante évolution. L'incertitude à l'égard d'une position fiscale peut découler du fait que les lois fiscales peuvent prêter à interprétation. La TD exerce une grande part de jugement pour i) déterminer s'il est probable que la TD devra verser un paiement aux autorités fiscales par suite de leur examen de certaines positions fiscales incertaines; et ii) évaluer le montant du passif.

L'audit de la comptabilisation et de l'évaluation des provisions pour positions fiscales incertaines de la TD a nécessité le recours au jugement et tient compte de l'interprétation de la législation fiscale et de la jurisprudence.

Façon dont la question a été traitée dans le cadre de l'audit

Nous avons acquis une compréhension, évalué la conception et testé l'efficacité du fonctionnement des contrôles de la direction sur la comptabilisation et l'évaluation des provisions pour positions fiscales incertaines de la TD, y compris les contrôles à l'égard de l'évaluation du fondement technique des positions fiscales et du processus appliqué par la direction pour calculer les provisions pour positions fiscales incertaines.

Avec l'aide de nos professionnels de la fiscalité, nous avons évalué le fondement technique des positions fiscales adoptées et le montant comptabilisé à titre de provisions pour positions fiscales incertaines. Pour ce faire, nous avons dû avoir recours à nos connaissances et à notre expérience en matière d'application des lois fiscales par les autorités fiscales compétentes afin d'évaluer les interprétations et l'évaluation des lois fiscales par la TD à l'égard des positions fiscales incertaines. Nous avons évalué l'incidence des constatations issues de la correspondance reçue par la TD des autorités fiscales compétentes ainsi que les avis fiscaux et autres avis de tiers obtenus. Nous avons également évalué le caractère adéquat des informations fournies aux positions fiscales incertaines.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent :

- du rapport de gestion;
- des informations contenues dans le rapport annuel 2021, outre les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le rapport de gestion et le rapport annuel 2021 avant la date de ce rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la TD à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la TD ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la TD.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la TD;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la TD à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la TD à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la TD pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit de groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précise que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

L'associée responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est Carrie Marchitto.

Ernst + Young S.M./S.E.V.C.R.L.

Comptables professionnels agréés
Experts-comptables autorisés

Toronto, Canada
Le 1^{er} décembre 2021

RAPPORT DU CABINET D'EXPERTS-COMPTABLES INSCRIT INDÉPENDANT

Aux actionnaires et administrateurs de La Banque Toronto-Dominion

Opinion sur les états financiers consolidés

Nous avons effectué l'audit des bilans consolidés ci-joints de La Banque Toronto-Dominion (la « TD ») aux 31 octobre 2021 et 2020, de même que des états du résultat consolidés, des états du résultat global consolidés, des états des variations des capitaux propres consolidés et des états des flux de trésorerie consolidés connexes pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans close le 31 octobre 2021, ainsi que des notes annexes (collectivement, les « états financiers consolidés »).

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de la TD aux 31 octobre 2021 et 2020, ainsi que des résultats d'exploitation et de ses flux de trésorerie consolidés pour chacun des exercices de la période de trois ans close le 31 octobre 2021, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board.

Nous avons également effectué l'audit, conformément aux normes du Public Company Accounting Oversight Board (États-Unis) (« PCAOB »), du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la TD en date du 31 octobre 2021, selon les critères établis dans le document intitulé *Internal Control – Integrated Framework* publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Commission Treadway (cadre de 2013), et notre rapport daté du 1^{er} décembre 2021 exprime une opinion sans réserve à leur égard.

Fondement de l'opinion

La responsabilité de ces états financiers consolidés incombe à la direction de la TD. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés de la TD, sur la base de nos audits. Nous sommes un cabinet d'experts-comptables inscrit auprès du PCAOB et nous sommes tenus d'être indépendants de la TD conformément aux lois fédérales sur les valeurs mobilières des États-Unis et aux règles et règlements applicables de la Securities and Exchange Commission et du PCAOB.

Nous avons effectué nos audits conformément aux normes du PCAOB. Ces normes requièrent que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Nos audits impliquent la mise en œuvre de procédures en vue d'évaluer les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et la mise en œuvre de procédures pour répondre à ces risques. Ces procédures comprennent le contrôle par sondages d'éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Nos audits comportent également l'appréciation des méthodes comptables retenues et des estimations importantes faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés. Nous estimons que nos audits constituent un fondement raisonnable à notre opinion.

Questions critiques de l'audit

Les questions critiques de l'audit ci-dessous sont des questions relevées au cours de l'audit des états financiers consolidés de la période considérée qui ont été ou doivent être communiquées au comité d'audit et qui 1) se rapportent à des comptes ou des informations fournies qui sont significatifs par rapport aux états financiers consolidés et 2) requièrent des jugements particulièrement difficiles, subjectifs ou complexes de notre part. La communication des questions critiques de l'audit ne modifie en rien notre opinion sur les états financiers consolidés pris dans leur ensemble et ne signifie pas que nous exprimons des opinions distinctes sur les questions critiques de l'audit ou sur les comptes ou les informations fournies connexes.

Provision pour pertes sur créances

Description de la question

La TD décrit ses jugements, estimations et hypothèses comptables importants à l'égard de la provision pour pertes sur créances à la note 3 des états financiers consolidés. Comme il est indiqué à la note 7 et à la note 8 des états financiers consolidés, la TD a eu recours à un modèle fondé sur les pertes de crédit attendues pour comptabiliser une provision pour pertes sur créances de 7 255 millions de dollars à son bilan consolidé. Le montant des pertes de crédit attendues correspond à une estimation objective et fondée sur des pondérations probabilistes des

pertes de crédit qui devraient se réaliser dans l'avenir, laquelle est fondée sur la probabilité de défaillance (PD), la perte en cas de défaillance (PCD) et l'exposition en cas de défaillance (ECD) ou les insuffisances de flux de trésorerie attendus liées à l'actif financier sous-jacent. Les pertes de crédit attendues sont déterminées par l'évaluation d'un intervalle de résultats possibles intégrant la valeur temps de l'argent et des informations raisonnables et justifiables sur des événements passés, les circonstances actuelles et des prévisions sur l'évolution de la conjoncture économique à venir. Les provisions pour pertes de crédit attendues sont évaluées au montant correspondant i) aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir; ou ii) aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie pour les instruments financiers dont le risque de crédit a augmenté de façon importante depuis leur comptabilisation initiale ou lorsqu'il existe une indication objective de dépréciation.

L'audit de la provision pour pertes sur créances a constitué un processus complexe qui, en raison de la complexité inhérente des modèles, de la nature prospective des principales hypothèses et de l'interrelation entre les variables importantes ayant servi à évaluer les pertes de crédit attendues, a nécessité une grande part de jugement et la participation de spécialistes. Les principales questions faisant appel au jugement comprennent l'évaluation i) des modèles et méthodes utilisés pour calculer les pertes de crédit attendues tant pour les 12 mois à venir que pour la durée de la vie; ii) des hypothèses utilisées dans les scénarios de pertes de crédit attendues; y compris les informations prospectives et l'attribution de pondérations probabilistes; iii) de la question de savoir si une augmentation importante du risque de crédit s'est produite; et iv) de la composante qualitative appliquée aux pertes de crédit attendues modélisées en fonction du jugement d'expert en matière de crédit de la direction. La direction a exercé une part importante de jugement pour les aspects mentionnés ci-dessus afin de déterminer l'incidence de la COVID-19 sur la provision pour pertes sur créances. Tout particulièrement, la direction a fait preuve de jugement pour évaluer l'incidence de la COVID-19 sur les pertes de crédit attendues en tenant compte de la migration des notes de crédit de l'emprunteur, les répercussions de la COVID-19 propres à l'industrie et à la région, les initiatives de soutien aux paiements offertes par la TD et les gouvernements et le maintien de la paralysie de l'économie.

Façon dont nous avons traité de la question dans le cadre de l'audit

Nous avons acquis une compréhension, évalué la conception et testé l'efficacité du fonctionnement des contrôles de la direction sur la provision pour pertes sur créances. Les contrôles que nous avons testés comprennent, notamment, les contrôles sur l'élaboration et la validation des modèles et la sélection des données d'entrée appropriées, y compris les prévisions économiques, la détermination des notations de risque-emprunteur autres que de détail, l'intégrité des données utilisées, y compris les contrôles connexes à l'égard des systèmes de technologie de l'information pertinents, ainsi que les contrôles sur la gouvernance et la surveillance en ce qui a trait aux résultats modélisés et à l'application d'un jugement d'expert en matière de crédit.

Pour tester la provision pour pertes sur créances, nos procédures d'audit ont compris, entre autres, avec l'aide de nos spécialistes du risque de crédit, l'évaluation de la méthode et des hypothèses utilisées, y compris des déclencheurs d'une augmentation importante du risque de crédit utilisés par la direction, dans les modèles importants ayant servi à estimer les pertes de crédit attendues dans l'ensemble des différents portefeuilles pour déterminer s'ils étaient conformes aux exigences des normes IFRS et des normes sectorielles. Elles ont compris la réexécution des procédures de validation des modèles pour un échantillon de modèles afin d'évaluer si les conclusions de la direction étaient appropriées. Avec l'aide de nos experts en économie, nous avons évalué les modèles, les méthodes et le processus mis en œuvre par la direction pour élaborer les prévisions des variables d'informations prospectives utilisées dans chaque scénario et les pondérations probabilistes appliquées aux scénarios. Pour un échantillon de variables d'informations prospectives, nous avons comparé les informations prospectives de la direction aux prévisions établies par des sources indépendantes et aux informations diffusées publiquement. À partir d'un échantillon, nous avons recalculé, les pertes de crédit attendues afin de vérifier l'exactitude arithmétique des modèles de la direction. Nous avons testé l'exhaustivité et l'exactitude des données utilisées dans l'évaluation des pertes de crédit attendues en vérifiant leur concordance avec les documents sources et les systèmes et avons évalué un échantillon des notations de risque-emprunteur autres que de détail de la direction par rapport à la politique en matière de notation des risques de la TD. Avec l'aide de nos spécialistes du risque de crédit, nous avons également évalué la méthode et les processus de gouvernance de la direction en fonction de l'application d'un jugement d'expert en matière de crédit en vérifiant si les montants comptabilisés représentaient la qualité sous-jacente du crédit et les tendances macroéconomiques, y compris l'incidence de la COVID-19. Nous avons également évalué le caractère adéquat des informations fournies relatives aux pertes de crédit attendues.

Évaluation à la juste valeur des dérivés

Description de la question

La TD décrit ses jugements, estimations et hypothèses comptables importants à l'égard de l'évaluation à la juste valeur des dérivés à la note 3 des états financiers

consolidés. Comme il est indiqué à la note 5 des états financiers consolidés, la TD détient des actifs dérivés totalisant 54 427 millions de dollars et des passifs dérivés totalisant 57 122 millions de dollars qui sont comptabilisés à la juste valeur. Parmi ces dérivés, certains découlent de transactions complexes et illiquides et nécessitent le recours à des techniques d'évaluation qui peuvent comprendre des modèles complexes et des données d'entrée non observables, qui font appel aux estimations et au jugement de la direction.

L'audit de l'évaluation de certains dérivés a exigé de l'auditeur qu'il pose des jugements importants, en plus de nécessiter la participation de spécialistes en évaluation pour évaluer les modèles complexes et les données d'entrée non observables utilisés, y compris tout rajustement important de valeur. Certaines données d'entrée servant à l'évaluation, comme les volatilités, les corrélations et les écarts de crédit, utilisées pour déterminer la juste valeur peuvent de ne pas être observables. L'évaluation de certains dérivés est sensible à ces données d'entrée, car elles sont de nature prospective et peuvent être influencées par la conjoncture économique et les conditions du marché futures.

Façon dont nous avons traité de la question dans le cadre de l'audit

Nous avons acquis une compréhension, évalué la conception et testé l'efficacité du fonctionnement des contrôles de la direction, y compris ceux liés à la technologie, sur l'évaluation du portefeuille de dérivés de la TD. Les contrôles que nous avons testés comprennent, notamment, les contrôles à l'égard de la pertinence et l'exactitude des calculs des modèles ayant servi à l'évaluation des dérivés, les contrôles liés à l'évaluation indépendante de la juste valeur par la direction, y compris l'intégrité des données utilisées dans le cadre de l'évaluation, telles que les données d'entrée importantes mentionnées précédemment, les contrôles à l'égard des systèmes de technologie de l'information pertinents et des contrôles sur la revue des rajustements de valeur importants effectués.

Pour tester l'évaluation de ces dérivés, nos procédures d'audit ont compris, entre autres, une évaluation des méthodes et des données d'entrée importantes utilisées par la TD. Avec l'aide de nos spécialistes en évaluation, nous avons réalisé une évaluation indépendante d'un échantillon de dérivés afin d'évaluer les hypothèses de modélisation et les données d'entrée importantes utilisées pour estimer leur juste valeur, ce qui a signifié obtenir des données d'entrée importantes à partir de sources externes indépendantes. Pour un échantillon des rajustements de valeur, nous avons eu recours aux services de nos spécialistes en évaluation afin d'évaluer la méthode appliquée par rapport à la pratique sectorielle et nous avons réalisé un calcul de ces rajustements. Nous avons également évalué le caractère adéquat des informations relatives fournies à l'évaluation de la juste valeur des dérivés.

Évaluation de la provision pour sinistres impayés

Description de la question

La TD décrit ses jugements, estimations et hypothèses comptables importants à l'égard de la provision pour sinistres impayés à la note 3 des états financiers consolidés. Comme il est indiqué à la note 22 des états financiers consolidés, la TD a comptabilisé des passifs liés aux assurances de 7 676 millions de dollars à son bilan consolidé. Les passifs liés aux assurances comprennent une provision pour sinistres impayés, laquelle est calculée conformément aux pratiques actuarielles reconnues.

L'audit de la provision pour sinistres impayés a compris l'application de modèles, de méthodes et d'hypothèses qui nécessite une grande part de jugement. La principale hypothèse servant de fondement aux estimations des passifs au titre des demandes d'indemnisation est le montant et l'échéancier liés aux événements assurés survenus, y compris ceux qui n'ont pas encore été déclarés par les assurés. Elle tient également compte des variables comme le taux d'actualisation, la marge pour écarts défavorables, les pertes passées, les tendances actuelles en matière de demandes d'indemnisation et les incidences des changements survenus dans les contextes social, économique et juridique sur les sinistres.

Façon dont nous avons traité de la question dans le cadre de l'audit

Nous avons évalué l'objectivité, l'indépendance et l'expertise de l'actuaire désigné par la direction. De plus, nous avons acquis une compréhension, évalué la conception et testé l'efficacité du fonctionnement des contrôles de la direction sur l'évaluation de la provision pour sinistres impayés. Les contrôles que nous avons testés comprennent, notamment, les contrôles liés aux processus de sinistres et aux processus actuariels de la TD, y compris les contrôles entourant l'exhaustivité et l'exactitude des flux de données dans les systèmes d'administration des sinistres ainsi que les contrôles visant la revue globale de la provision pour sinistres impayés effectuée par la direction.

Pour tester l'évaluation des sinistres impayés dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons notamment dû faire appel à nos actuaires afin de calculer de façon indépendante la provision pour sinistres impayés à partir d'un échantillon. Nos actuaires ont, entre autres, évalué l'exactitude des données de la TD en comparant un échantillon des données aux données des systèmes sources et effectué une analyse comparative des hypothèses par rapport aux tendances sectorielles. Nous avons fait appel à nos actuaires afin d'évaluer les méthodes

actuarielles et les hypothèses importantes de la TD, y compris en comparant le raisonnement derrière les jugements appliqués par rapport aux pratiques actuarielles reconnues. Nous avons réalisé des tests d'intégrité des données tirés des sinistres survenus, des sinistres payés et des primes gagnées ayant servi à l'estimation de la provision pour sinistres impayés.

Évaluation des provisions pour positions fiscales incertaines

Description de la question

La TD décrit ses jugements, estimations et hypothèses comptables importants à l'égard de l'impôt sur le résultat à la note 3 des états financiers consolidés. En tant qu'institution financière exerçant ses activités dans divers territoires, la TD est assujettie à des lois fiscales complexes et en constante évolution. L'incertitude à l'égard d'une position fiscale peut découler du fait que les lois fiscales peuvent prêter à interprétation. La TD exerce une grande part de jugement pour i) déterminer s'il est probable que la TD devra verser un paiement aux autorités fiscales par suite de leur examen de certaines positions fiscales incertaines; et ii) évaluer le montant du passif.

L'audit de la comptabilisation et de l'évaluation des provisions pour positions fiscales incertaines de la TD a nécessité le recours au jugement et tient compte de l'interprétation de la législation fiscale et de la jurisprudence.

Façon dont nous avons traité de la question dans le cadre de l'audit

Nous avons acquis une compréhension, évalué la conception et testé l'efficacité du fonctionnement des contrôles de la direction sur la comptabilisation et l'évaluation des provisions pour positions fiscales incertaines de la TD, y compris les contrôles à l'égard de l'évaluation du fondement technique des positions fiscales et du processus appliqué par la direction pour calculer les provisions pour positions fiscales incertaines.

Avec l'aide de nos professionnels de la fiscalité, nous avons évalué le fondement technique des positions fiscales adoptées et le montant comptabilisé à titre de provisions pour positions fiscales incertaines. Pour ce faire, nous avons dû avoir recours à nos connaissances et à notre expérience en matière d'application des lois fiscales par les autorités fiscales compétentes afin d'évaluer les interprétations et l'évaluation des lois fiscales par la TD à l'égard des positions fiscales incertaines. Nous avons évalué l'incidence des constatations issues de la correspondance reçue par la TD des autorités fiscales compétentes ainsi que les avis fiscaux et autres avis de tiers obtenus. Nous avons également évalué le caractère adéquat des informations fournies relatives aux positions fiscales incertaines.



Comptables professionnels agréés
Experts-comptables autorisés

Nous agissons en tant que seuls auditeurs de la TD depuis 2006. Avant 2006, nous avons agi ou notre société prédécesseure a agi en tant que coauditeurs de concert avec plusieurs autres cabinets depuis 1955.

Toronto, Canada
Le 1^{er} décembre 2021

RAPPORT DU CABINET D'EXPERTS-COMPTABLES INSCRIT INDÉPENDANT

Aux actionnaires et administrateurs de La Banque Toronto-Dominion

Opinion sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière

Nous avons effectué l'audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière de La Banque Toronto-Dominion (la « TD ») en date du 31 octobre 2021, selon les critères établis dans le document intitulé *Internal Control – Integrated Framework* publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Commission Treadway (cadre de 2013) (les « critères du COSO »). À notre avis, la TD maintenait, à tous les égards importants, un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière en date du 31 octobre 2021, selon les critères du COSO.

Nous avons également effectué l'audit, conformément aux normes du Public Company Accounting Oversight Board (États-Unis) (« PCAOB »), des bilans consolidés de la TD aux 31 octobre 2021 et 2020, et des états du résultat consolidés, des états du résultat global consolidés, des états des variations des capitaux propres consolidés et des états des flux de trésorerie consolidés pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans close le 31 octobre 2021, ainsi que des notes annexes et notre rapport daté du 1^{er} décembre 2021 exprime une opinion sans réserve à leur égard.

Fondement de l'opinion

La direction de la TD est responsable du maintien d'un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière et de l'appréciation qu'elle fait de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière incluse dans le rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui figure dans le rapport de gestion ci-joint. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la TD sur la base de notre audit. Nous sommes un cabinet d'experts-comptables inscrit auprès du PCAOB et nous sommes tenus d'être indépendants de la TD conformément aux lois fédérales sur les valeurs mobilières des États-Unis et aux règles et règlements applicables de la Securities and Exchange Commission et du PCAOB.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes du PCAOB. Ces normes requièrent que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable qu'un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière était maintenu à tous les égards importants.

Notre audit a comporté l'acquisition d'une compréhension du contrôle interne à l'égard de l'information financière, une évaluation du risque de l'existence d'une faiblesse significative, des tests et une évaluation de l'efficacité de la conception et du fonctionnement du contrôle interne en fonction de notre appréciation du risque, ainsi que la mise en œuvre des autres procédures que nous avons jugées nécessaires dans les circonstances. Nous estimons que notre audit constitue un fondement raisonnable à notre opinion.

Définition et limites du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une société est un processus conçu pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux Normes internationales d'information financière telles que publiées par l'International Accounting Standards Board. Il comprend les politiques et procédures qui 1) concernent la tenue de comptes suffisamment détaillés qui donnent une image fidèle des opérations et des cessions d'actifs de la société; 2) fournissent une assurance raisonnable que les opérations sont enregistrées comme il se doit pour établir les états financiers selon les Normes internationales d'information financière telles que publiées par l'International Accounting Standards Board et que les encaissements et décaissements de la société ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et du conseil d'administration; et 3) fournissent une assurance raisonnable quant à la prévention ou à la détection à temps de toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée d'actifs de la société qui pourrait avoir une incidence significative sur les états financiers.

En raison des limites qui lui sont inhérentes, il se peut que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de détecter certaines anomalies. De plus, toute projection du résultat d'une évaluation de son efficacité sur des périodes futures comporte le risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de situation ou que le niveau de respect des politiques ou des procédures diminue.



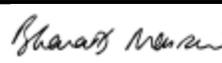
Comptables professionnels agréés
Experts-comptables autorisés

Toronto, Canada
Le 1^{er} décembre 2021

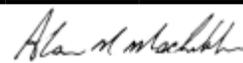
Bilan consolidé

(aux dates indiquées et en millions de dollars canadiens)	31 octobre 2021	31 octobre 2020
ACTIF		
Trésorerie et montants à recevoir de banques	5 931 \$	6 445 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	159 962	164 149
	165 893	170 594
Prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction (Note 5)	147 590	148 318
Actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net (Note 5)	9 390	8 548
Dérivés (Notes 5, 11)	54 427	54 242
Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net (Notes 5, 7)	4 564	4 739
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (Note 5)	79 066	103 285
	295 037	319 132
Titres de créance au coût amorti, déduction faite de la provision pour pertes sur créances (Notes 5, 7)	268 939	227 679
Valeurs mobilières prises en pension	167 284	169 162
Prêts (Notes 5, 8)		
Prêts hypothécaires résidentiels	268 340	252 219
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers	189 864	185 460
Cartes de crédit	30 738	32 334
Entreprises et gouvernements	240 070	255 799
	729 012	725 812
Provision pour pertes sur prêts (Note 8)	(6 390)	(8 289)
Prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts	722 622	717 523
Divers		
Engagements de clients au titre d'acceptations	18 448	14 941
Participation dans Schwab (Note 12)	11 112	12 174
Goodwill (Note 14)	16 232	17 148
Autres immobilisations incorporelles (Note 14)	2 123	2 125
Terrains, bâtiments, matériel et mobilier, et autres actifs amortissables (Note 15)	9 181	10 136
Actifs d'impôt différé (Note 25)	2 265	2 444
Montants à recevoir des courtiers et des clients	32 357	33 951
Autres actifs (Note 16)	17 179	18 856
	108 897	111 775
Total de l'actif	1 728 672 \$	1 715 865 \$
PASSIF		
Dépôts détenus à des fins de transaction (Notes 5, 17)	22 891 \$	19 177 \$
Dérivés (Notes 5, 11)	57 122	53 203
Passifs de titrisation à la juste valeur (Notes 5, 9)	13 505	13 718
Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net (Notes 5, 17)	113 988	59 665
	207 506	145 763
Dépôts (Notes 5, 17)		
Particuliers	633 498	625 200
Banques	20 917	28 969
Entreprises et gouvernements	470 710	481 164
	1 125 125	1 135 333
Divers		
Acceptations	18 448	14 941
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert (Note 5)	42 384	34 999
Obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension	144 097	188 876
Passifs de titrisation au coût amorti (Notes 5, 9)	15 262	15 768
Montants à payer aux courtiers et aux clients	28 993	35 143
Passifs liés aux assurances (Note 22)	7 676	7 590
Autres passifs (Note 18)	28 133	30 476
	284 993	327 793
Billets et débiteures subordonnés (Notes 5, 19)	11 230	11 477
Total du passif	1 628 854	1 620 366
CAPITAUX PROPRES		
Capitaux propres attribuables aux actionnaires		
Actions ordinaires (Note 21)	23 066	22 487
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (Note 21)	5 700	5 650
Actions propres – actions ordinaires (Note 21)	(152)	(37)
Actions propres – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (Note 21)	(10)	(4)
Surplus d'apport	173	121
Résultats non distribués	63 944	53 845
Cumul des autres éléments du résultat global	7 097	13 437
Total des capitaux propres	99 818	95 499
Total du passif et des capitaux propres	1 728 672 \$	1 715 865 \$

Les notes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.



Bharat B. Masrani
Président du Groupe et
chef de la direction



Alan N. MacGibbon
Président, comité d'audit

État du résultat consolidé

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Pour les exercices clos les 31 octobre

	2021	2020	2019
Produits d'intérêts¹ (Note 30)			
Prêts	23 959 \$	28 337 \$	31 870 \$
Valeurs mobilières			
Intérêts	3 721	5 432	7 844
Dividendes	1 594	1 714	1 547
Dépôts auprès de banques	307	350	683
	29 581	35 833	41 944
Charges d'intérêts (Note 30)			
Dépôts	3 742	8 447	13 732
Passifs de titrisation	343	379	522
Billets et débiteures subordonnés	374	426	395
Divers	991	2 084	3 474
	5 450	11 336	18 123
Produits d'intérêts nets	24 131	24 497	23 821
Produits autres que d'intérêts			
Services de placement et de valeurs mobilières	6 179	5 341	4 872
Commissions sur crédit	1 453	1 400	1 289
Profits nets (pertes nettes) sur les valeurs mobilières (Note 7)	14	40	78
Produits (pertes) de négociation	313	1 404	1 047
Produits (pertes) sur les instruments financiers détenus à des fins autres que de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net	228	14	121
Produits (pertes) sur les instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	(401)	55	8
Frais de service	2 655	2 593	2 885
Services de cartes	2 435	2 154	2 465
Produits d'assurance (Note 22)	4 877	4 565	4 282
Autres produits (pertes) (Note 12)	809	1 583	197
	18 562	19 149	17 244
Total des produits	42 693	43 646	41 065
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances (Note 8)	(224)	7 242	3 029
Indemnités d'assurance et charges connexes (Note 22)	2 707	2 886	2 787
Charges autres que d'intérêts			
Salaires et avantages du personnel	12 378	11 893	11 256
Charges d'occupation des locaux, amortissement compris	1 882	1 990	1 835
Charges liées à la technologie, au matériel et au mobilier, amortissement compris	1 694	1 634	1 481
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	706	817	800
Communication et marketing	1 203	1 187	1 202
Frais (recouvrement de frais) de restructuration	47	(16)	175
Frais liés aux activités de courtage et honoraires de sous-conseiller	427	362	336
Services professionnels, services-conseils et services externes	1 620	1 451	1 666
Divers	3 119	2 286	3 269
	23 076	21 604	22 020
Résultat avant impôt sur le résultat et quote-part du résultat net de la participation dans Schwab et TD Ameritrade	17 134	11 914	13 229
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat (Note 25)	3 621	1 152	2 735
Quote-part du résultat net de la participation dans Schwab et TD Ameritrade (Note 12)	785	1 133	1 192
Résultat net	14 298	11 895	11 686
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur autres instruments de capitaux propres	249	267	252
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires et aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	14 049 \$	11 628 \$	11 434 \$
Attribuable aux :			
Actionnaires ordinaires	14 049 \$	11 628 \$	11 416 \$
Participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	–	–	18
Résultat par action (en dollars canadiens) (Note 26)			
De base	7,73 \$	6,43 \$	6,26 \$
Dilué	7,72	6,43	6,25
Dividendes par action ordinaire (en dollars canadiens)	3,16	3,11	2,89

¹ Comprendent des produits d'intérêts de 26 217 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 octobre 2021 (32 476 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 octobre 2020; 34 828 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 octobre 2019) qui ont été calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Certains montants comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice considéré.

Les notes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

État du résultat global consolidé¹

(en millions de dollars canadiens)

	Pour les exercices clos les 31 octobre		
	2021	2020	2019
Résultat net	14 298 \$	11 895 \$	11 686 \$
Autres éléments du résultat global, après impôt sur le résultat			
Éléments qui seront reclassés par la suite dans le résultat net			
Variation nette des profits latents (pertes latentes) sur les actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global			
Variation des profits latents (pertes latentes)	25	257	73
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets)	(59)	(6)	(31)
Variations de la provision pour pertes sur créances comptabilisées en résultat	1	2	(1)
	(33)	253	41
Variation nette des profits latents (pertes latentes) de change sur les investissements dans des établissements à l'étranger, déduction faite des activités de couverture			
Profits latents (pertes latentes)	(6 082)	855	(165)
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets)	–	(1 531)	–
Profits nets (pertes nettes) sur les couvertures	1 955	(291)	132
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les couvertures	–	1 531	–
	(4 127)	564	(33)
Variation nette des profits (pertes) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie			
Variation des profits (pertes)	(2 411)	3 565	3 459
Reclassement en résultat de pertes (profits)	515	(1 236)	517
	(1 896)	2 329	3 976
Quote-part des autres éléments du résultat global de la participation dans Schwab et TD Ameritrade	(768)	(27)	39
Éléments qui ne seront pas reclassés par la suite dans le résultat net			
Écarts actuariels sur les régimes d'avantages du personnel	1 787	(390)	(921)
Variation des profits nets latents (pertes nettes latentes) sur les titres de capitaux propres désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	433	(212)	(95)
Profits (pertes) découlant des variations de la juste valeur attribuables au risque de crédit propre des passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	51	(51)	14
	2 271	(653)	(1 002)
Total des autres éléments du résultat global, après impôt sur le résultat	(4 553)	2 466	3 021
Total du résultat global, après impôt sur le résultat	9 745 \$	14 361 \$	14 707 \$
Attribuable aux :			
Actionnaires ordinaires	9 496 \$	14 094 \$	14 437 \$
Actionnaires privilégiés et porteurs d'autres instruments de capitaux propres	249	267	252
Participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	–	–	18

¹ Les montants sont présentés déduction faite des charges (recouvrements) d'impôt sur le résultat figurant dans le tableau ci-après.

Charges (recouvrements) d'impôt sur le résultat associés aux éléments de l'état du résultat global consolidé

(en millions de dollars canadiens)

	Pour les exercices clos les 31 octobre		
	2021	2020	2019
Variation des profits latents (pertes latentes) sur les actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	2 \$	78 \$	21 \$
Moins le reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) liés aux actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	16	1	(1)
Variations de la provision pour pertes sur créances relative aux actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global comptabilisées en résultat	–	1	–
Profits nets (pertes nettes) sur les couvertures des investissements dans des établissements à l'étranger	693	(102)	48
Moins le reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les couvertures des investissements dans des établissements à l'étranger	–	(545)	–
Variation des profits (pertes) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(761)	947	1 235
Moins le reclassement en résultat de pertes (profits) sur les couvertures de flux de trésorerie	(92)	121	(157)
Écarts actuariels sur les régimes d'avantages du personnel	635	(140)	(324)
Variation des profits nets latents (pertes nettes latentes) sur les titres de capitaux propres désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	154	(78)	(35)
Profits (pertes) découlant des variations de la juste valeur attribuables au risque de crédit propre des passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	18	(18)	4
Total de l'impôt sur le résultat	817 \$	1 111 \$	1 107 \$

Certains montants comparatifs ont été retraités afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice considéré.

Les notes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

État des variations des capitaux propres consolidé

(en millions de dollars canadiens)

Pour les exercices clos les 31 octobre

	2021	2020	2019
Actions ordinaires (Note 21)			
Solde au début de l'exercice	22 487 \$	21 713 \$	21 221 \$
Produit des actions émises à l'exercice d'options sur actions	165	79	124
Actions émises dans le cadre du plan de réinvestissement des dividendes	414	838	357
Actions émises dans le cadre d'acquisitions	–	–	366
Rachat d'actions aux fins d'annulation et autres	–	(143)	(355)
Solde à la fin de l'exercice	23 066	22 487	21 713
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (Note 21)			
Solde au début de l'exercice	5 650	5 800	5 000
Émission d'actions et d'autres instruments de capitaux propres	1 750	–	800
Rachat d'actions et d'autres instruments de capitaux propres	(1 700)	(150)	–
Solde à la fin de l'exercice	5 700	5 650	5 800
Actions propres – actions ordinaires (Note 21)			
Solde au début de l'exercice	(37)	(41)	(144)
Achat d'actions	(10 859)	(8 752)	(9 782)
Vente d'actions	10 744	8 756	9 885
Solde à la fin de l'exercice	(152)	(37)	(41)
Actions propres – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (Note 21)			
Solde au début de l'exercice	(4)	(6)	(7)
Achat d'actions et d'autres instruments de capitaux propres	(205)	(122)	(151)
Vente d'actions et d'autres instruments de capitaux propres	199	124	152
Solde à la fin de l'exercice	(10)	(4)	(6)
Surplus d'apport			
Solde au début de l'exercice	121	157	193
Prime nette (escompte net) sur la vente d'actions propres	–	(31)	(22)
Émission d'options sur actions, déduction faite des options exercées	6	–	(8)
Divers	46	(5)	(6)
Solde à la fin de l'exercice	173	121	157
Résultats non distribués			
Solde au début de l'exercice	53 845	49 497	46 145
Incidence de l'adoption d'IFRS 16, <i>Contrats de location</i>	s. o. ¹	(553)	s. o.
Incidence de l'adoption d'IFRS 15, <i>Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients</i>	s. o.	s. o.	(41)
Résultat net attribuable aux porteurs d'instruments de capitaux propres	14 298	11 895	11 668
Dividendes sur actions ordinaires	(5 741)	(5 614)	(5 262)
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur autres instruments de capitaux propres	(249)	(267)	(252)
Prime nette sur le rachat d'actions ordinaires, d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	(1)	(710)	(1 880)
Frais liés à l'émission d'actions et d'autres instruments de capitaux propres	(5)	–	(9)
Écarts actuariels sur les régimes d'avantages du personnel	1 787	(390)	(921)
Profits réalisés (pertes réalisées) sur les titres de capitaux propres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	10	(13)	49
Solde à la fin de l'exercice	63 944	53 845	49 497
Cumul des autres éléments du résultat global			
<i>Profit net latent (perte nette latente) sur les actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global :</i>			
Solde au début de l'exercice	543	290	249
Autres éléments du résultat global	(34)	251	42
Provision pour pertes sur créances	1	2	(1)
Solde à la fin de l'exercice	510	543	290
<i>Profit net latent (perte nette latente) sur les titres de capitaux propres désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global :</i>			
Solde au début de l'exercice	(252)	(40)	55
Autres éléments du résultat global	443	(225)	(46)
Reclassement de la perte (du profit) dans les résultats non distribués	(10)	13	(49)
Solde à la fin de l'exercice	181	(252)	(40)
<i>Profit (perte) découlant des variations de la juste valeur attribuables au risque de crédit des passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net :</i>			
Solde au début de l'exercice	(37)	14	–
Autres éléments du résultat global	51	(51)	14
Solde à la fin de l'exercice	14	(37)	14
<i>Profit net latent (perte nette latente) de change sur les investissements dans des établissements à l'étranger, déduction faite des activités de couverture :</i>			
Solde au début de l'exercice	9 357	8 793	8 826
Autres éléments du résultat global	(4 127)	564	(33)
Solde à la fin de l'exercice	5 230	9 357	8 793
<i>Profit net (perte nette) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie :</i>			
Solde au début de l'exercice	3 826	1 497	(2 479)
Autres éléments du résultat global	(1 896)	2 329	3 976
Solde à la fin de l'exercice	1 930	3 826	1 497
<i>Quote-part du cumul des autres éléments du résultat global de la participation dans Schwab et TD Ameritrade</i>	(768)	–	27
Total du cumul des autres éléments du résultat global	7 097	13 437	10 581
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires	99 818	95 499	87 701
Participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales			
Solde au début de l'exercice	–	–	993
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	–	–	18
Rachat de participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	–	–	(1 000)
Divers	–	–	(11)
Solde à la fin de l'exercice	–	–	–
Total des capitaux propres	99 818 \$	95 499 \$	87 701 \$

¹ Sans objet.

Certains montants comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice considéré.

Les notes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

État des flux de trésorerie consolidé

(en millions de dollars canadiens)

Pour les exercices clos les 31 octobre

	2021	2020	2019
Flux de trésorerie des activités d'exploitation			
Résultat net	14 298 \$	11 895 \$	11 686 \$
Ajustements pour déterminer les flux de trésorerie nets des activités d'exploitation			
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances (Note 8)	(224)	7 242	3 029
Amortissement (Note 15)	1 360	1 324	605
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	706	817	800
Pertes nettes (profits nets) sur les valeurs mobilières (Note 7)	(14)	(40)	(78)
Quote-part du résultat net de la participation dans Schwab et TD Ameritrade (Note 12)	(785)	(1 133)	(1 192)
Profit net à la vente de la participation dans TD Ameritrade (Note 12)	–	(1 491)	–
Impôt différé (Note 25)	258	(1 065)	(33)
Variations des actifs et passifs d'exploitation			
Intérêts à recevoir et à payer (Notes 16, 18)	(288)	(108)	(26)
Valeurs mobilières mises en pension	(44 779)	63 020	32 467
Valeurs mobilières prises en pension	1 878	(3 227)	(38 556)
Valeurs mobilières vendues à découvert	7 030	5 343	(9 822)
Prêts et valeurs mobilières détenus à des fins de transaction	1 177	(2 318)	(18 103)
Prêts, déduction faite de la titrisation et des ventes	(3 660)	(39 641)	(41 693)
Dépôts	(6 494)	240 648	(52 281)
Dérivés	3 734	(2 196)	9 883
Actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net	(842)	(2 045)	(2 397)
Actifs et passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	54 498	(46 165)	104 693
Passifs de titrisation	(719)	2 342	(157)
Impôt exigible	239	280	(771)
Montants à recevoir des courtiers et des clients ou à payer à ceux-ci	(4 592)	(1 979)	1 726
Divers, y compris les (profits latents) pertes latentes de change	27 348	(1 896)	1 050
Flux de trésorerie nets des activités d'exploitation	50 129	229 607	830
Flux de trésorerie des activités de financement			
Émission de billets et débetures subordonnés (Note 19)	–	3 000	1 749
Rachat de billets et débetures subordonnés	(7)	(2 530)	24
Émission d'actions ordinaires, montant net	145	68	105
Émission d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	1 745	–	791
Rachat d'actions ordinaires (Note 21)	–	(847)	(2 235)
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres (Note 21)	(700)	(156)	–
Vente d'actions propres et d'autres instruments de capitaux propres	10 943	8 849	10 015
Achat d'actions propres et d'autres instruments de capitaux propres (Note 21)	(11 064)	(8 874)	(9 933)
Dividendes versés sur les actions et distributions versées sur les autres instruments de capitaux propres	(5 555)	(3 660)	(5 157)
Rachat de participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	–	–	(1 000)
Distributions aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	–	–	(11)
Remboursement des obligations locatives ¹	(543)	(596)	s. o.
Flux de trésorerie nets des activités de financement	(5 036)	(4 746)	(5 652)
Flux de trésorerie des activités d'investissement			
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	(729)	(138 266)	5 169
Activités relatives aux actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global			
Achats	(21 056)	(50 569)	(24 898)
Produit tiré des échéances	33 541	49 684	37 835
Produit tiré des ventes	5 363	11 005	10 158
Activités relatives aux titres de créance au coût amorti			
Achats	(153 896)	(146 703)	(51 202)
Produit tiré des échéances	92 131	51 400	28 392
Produit tiré des ventes	2 365	1 391	1 418
Achats nets de terrains, de bâtiments, de matériel et mobilier, d'autres actifs amortissables et d'autres immobilisations incorporelles	(1 129)	(1 261)	(1 385)
Trésorerie nette acquise (payée) dans le cadre de dessaisissements et d'acquisitions (Note 13)	(1 858)	–	(540)
Flux de trésorerie nets des activités d'investissement	(45 268)	(223 319)	4 947
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les montants à recevoir de banques	(339)	40	3
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des montants à recevoir de banques	(514)	1 582	128
Trésorerie et montants à recevoir de banques au début de l'exercice	6 445	4 863	4 735
Trésorerie et montants à recevoir de banques à la fin de l'exercice	5 931 \$	6 445 \$	4 863 \$
Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie des activités d'exploitation			
Montant d'impôt sur le résultat payé (recouvré) au cours de l'exercice	4 071 \$	2 285 \$	3 589 \$
Montant des intérêts payés au cours de l'exercice	5 878	11 587	18 013
Montant des intérêts reçus au cours de l'exercice	28 127	34 262	40 261
Montant des dividendes reçus au cours de l'exercice	1 614	1 675	1 583

¹ Avant l'adoption d'IFRS 16, les paiements sur les obligations au titre de contrats de location-financement étaient inclus dans les flux de trésorerie nets des activités d'exploitation.

Certains montants comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice considéré.

Les notes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Notes des états financiers consolidés

NOTE 1 NATURE DES ACTIVITÉS

INFORMATION SUR LA SOCIÉTÉ

La Banque Toronto-Dominion est une banque à charte en vertu de la *Loi sur les banques*. Les actionnaires d'une banque ne sont pas responsables, en tant que tels, des dettes, actes ou défauts de celle-ci, sauf dans les cas prévus par la *Loi sur les banques*. La Banque Toronto-Dominion et ses filiales sont désignées collectivement par l'appellation Groupe Banque TD (la « TD » ou la « Banque »). La Banque est issue de la fusion, le 1^{er} février 1955, de la Banque de Toronto, qui a obtenu une charte en 1855, et de la Banque Dominion, dont la charte remonte à 1869. La Banque est constituée au Canada, et son siège social et sa principale place d'affaires sont situés au 66 Wellington Street West, Toronto (Ontario). La TD offre ses services dans trois secteurs d'exploitation qui exercent leurs activités dans plusieurs centres financiers dans le monde : Services de détail au Canada, Services de détail aux États-Unis et Services bancaires de gros.

BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les états financiers consolidés ci-joints dressés par la Banque et les principes comptables qu'elle a suivis sont conformes aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), y compris les exigences comptables du Bureau du surintendant

des institutions financières Canada (BSIF). Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, sauf indication contraire.

Les présents états financiers consolidés ont été préparés à l'aide des méthodes comptables décrites aux notes 2 et 4. Certains montants comparatifs ont été révisés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour la période considérée.

La préparation des états financiers consolidés exige que la direction exerce son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses et à l'égard des montants présentés d'actifs, de passifs, de produits et de charges, et de l'information à fournir à l'égard des actifs ou passifs éventuels, comme il est décrit plus en détail à la note 3. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer des montants estimatifs, au fur et à mesure que surviennent des événements qui les confirment.

Les états financiers consolidés ci-joints de la Banque ont été approuvés et leur publication a été autorisée par le conseil d'administration de la Banque, conformément à une recommandation du comité d'audit, le 1^{er} décembre 2021.

Certaines informations sont présentées dans les passages ombragés de la section « Gestion des risques » du rapport de gestion de 2021 ci-joint, comme le permettent les IFRS, et font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTE 2 SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés comprennent les actifs, les passifs, les résultats d'exploitation ainsi que les flux de trésorerie de la Banque et de ses filiales, dont certaines entités structurées que la Banque contrôle.

Les états financiers consolidés de la Banque ont été préparés en utilisant des méthodes comptables uniformes pour des transactions et événements semblables se produisant dans des circonstances similaires. Toutes les opérations intersociétés, tous les soldes intersociétés et tous les profits latents et pertes latentes intersociétés comptabilisés sur ces opérations sont éliminés à la consolidation.

Filiales

Les filiales sont des sociétés ou d'autres entités juridiques contrôlées par la Banque, généralement parce qu'elle détient directement plus de la moitié des droits de vote de ces entités. Le contrôle des filiales est fondé sur l'exercice du pouvoir par la détention de droits de vote qui correspond généralement à l'exposition aux risques et aux rendements (désigné collectivement comme les « rendements variables ») de filiales absorbés par la Banque du fait de la détention de ces droits de vote. Par conséquent, la Banque contrôle et consolide les filiales lorsqu'elle détient la majorité des droits de vote de la filiale, à moins d'indications qu'un autre investisseur dispose du contrôle sur la filiale. L'existence et l'effet des droits de vote potentiels qui sont actuellement exerçables ou convertibles sont pris en considération pour apprécier si la Banque contrôle une entité. Les filiales sont consolidées à partir de la date à laquelle la Banque obtient le contrôle et le sont jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse d'exister.

La Banque peut consolider certaines filiales lorsqu'elle détient la moitié ou moins des droits de vote. La plupart de ces filiales sont des entités structurées comme il est décrit à la rubrique ci-dessous.

Entités structurées

Les entités structurées sont des entités créées pour réaliser un objectif limité et bien défini. Les entités structurées peuvent prendre la forme d'une société par actions, d'une fiducie, d'une société de personnes ou d'une entité sans personnalité morale. Elles sont souvent créées aux termes d'accords juridiques qui imposent des limites au pouvoir de décision du conseil d'administration, du fiduciaire ou de la direction quant aux activités de l'entité. Généralement, les entités structurées sont contrôlées autrement que par la détention directe par la Banque de plus de la moitié des droits de vote de ces entités, puisque la détention des droits de vote peut ne pas correspondre à l'exposition aux rendements variables absorbés de l'entité. Par conséquent, les entités structurées sont consolidées si la substance de la relation entre la Banque et l'entité indique que la Banque contrôle l'entité structurée. Pour déterminer si elle doit consolider une entité structurée, la Banque évalue trois critères importants afin de conclure si, dans les faits :

- elle a le pouvoir de diriger les activités de l'entité structurée ayant l'incidence la plus importante sur les risques ou les rendements de l'entité;

- elle est exposée à une forte proportion des rendements variables liés à l'entité;
- elle a la capacité d'exercer son pouvoir de manière à influencer sur les risques ou les rendements auxquels elle est exposée.

Les conclusions portant sur la consolidation sont réévaluées à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. La politique de la Banque est de tenir compte de l'incidence de tous les changements importants de circonstances sur la consolidation, surtout les suivants :

- Modifications substantielles des droits de propriété, comme l'acquisition ou la cession de participations non négligeables dans une entité
- Modifications des accords contractuels ou des arrangements relatifs à la gouvernance inhérents à une entité
- Activités qui s'ajoutent à la structure, telles que l'octroi d'une facilité de trésorerie autrement qu'en vertu des modalités initiales ou la conclusion d'une transaction qui n'avait pas été envisagée initialement
- Modifications apportées à la structure de financement d'une entité

Participations dans des entreprises associées et des coentreprises

Les sociétés sur lesquelles la Banque exerce une influence notable sont des entreprises associées et les entités sur lesquelles la Banque exerce un contrôle conjoint sont des coentreprises. L'influence notable est le pouvoir de participer aux décisions en matière de politiques financières et d'exploitation de l'entreprise détenue, sans toutefois exercer un contrôle ou un contrôle conjoint sur ces entités. La Banque présume exercer une influence notable lorsqu'elle détient entre 20 % et 50 % des droits de vote d'une entité. L'influence notable pourrait aussi exister lorsque la Banque détient moins de 20 % des droits de vote, mais qu'elle a une influence sur les processus d'élaboration de politiques financières et d'exploitation par l'entremise d'une représentation au sein du conseil d'administration et d'accords commerciaux importants. Les entreprises associées et les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les participations dans des entreprises associées et des coentreprises sont portées au bilan consolidé initialement au coût, puis leur valeur comptable est augmentée ou diminuée pour comptabiliser la quote-part de la Banque dans le résultat net de l'entreprise associée ou de la coentreprise, les opérations portant sur les capitaux propres, y compris la réception de dividendes, et les moins-values afin de tenir compte de toute dépréciation de ces entreprises. Les augmentations et les diminutions, ainsi que les profits et pertes réalisés à la cession, sont présentés dans l'état du résultat consolidé. La valeur comptable des participations comprend également la quote-part de la Banque des autres éléments du résultat global de l'entreprise détenue, laquelle est présentée dans la section pertinente de l'état du résultat global consolidé.

À la date du bilan, la Banque détermine s'il existe une indication objective d'une dépréciation de la participation dans une entreprise associée ou une coentreprise. La Banque calcule le montant de la dépréciation comme la différence entre sa juste valeur ou sa valeur d'utilité, selon le montant le plus élevé, et sa valeur comptable.

Participations ne donnant pas le contrôle

Lorsque la Banque ne détient pas toutes les actions d'une entité consolidée, la participation ne donnant pas le contrôle dans la filiale est présentée au bilan consolidé parmi les participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales présentées dans le total des capitaux propres, mais séparément des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Banque. Le résultat attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle, après impôt, est présenté sous un poste distinct dans l'état du résultat consolidé.

TRÉSORERIE ET MONTANTS À RECEVOIR DE BANQUES

La trésorerie et les montants à recevoir de banques se composent de trésorerie et de montants à recevoir de banques qui sont émis par des institutions financières de première qualité. Ces montants sont remboursables à vue ou ont une échéance initiale de trois mois ou moins.

COMPTABILISATION DES PRODUITS

Les produits sont comptabilisés au montant qui représente le montant de contrepartie auquel la Banque s'attend à avoir droit en échange de la prestation des services au client, à l'exclusion des sommes perçues pour le compte de tiers. La Banque comptabilise les produits lorsqu'elle transfère le contrôle du bien ou du service fourni au client à un moment précis ou progressivement. L'exercice de jugement est requis pour déterminer à quel moment les obligations de prestation sont remplies. Pour plus de renseignements, se reporter à la note 3.

La Banque identifie les contrats conclus avec des clients qui entrent dans le champ d'application d'IFRS 15 et qui créent des droits et des obligations exécutoires. La Banque détermine les obligations de prestation en fonction des services distincts promis aux clients aux termes du contrat. Les contrats de la Banque ont en général une durée qui ne dépasse pas un an et constituent une seule obligation de prestation. Les obligations de prestation représentent généralement les services à fournir.

Pour chaque contrat, la Banque détermine le prix de transaction, en outre en estimant la contrepartie variable et en appréciant si une limitation s'applique au prix. La contrepartie variable est incluse dans le prix de transaction dans la mesure où il est hautement probable que le dénouement ultérieur de l'incertitude relative au montant de contrepartie variable ne donnera pas lieu à un rajustement à la baisse important des produits comptabilisés. Par conséquent, une limitation s'applique à l'estimation de la contrepartie variable jusqu'à la fin de la période de facturation. Comme l'incertitude est généralement levée à la fin de la période de présentation de l'information financière, aucun jugement important n'est exercé pour la comptabilisation de la contrepartie variable dans les produits.

La réception du paiement des clients par la Banque survient habituellement lorsque la Banque a rempli ses obligations de prestation ou peu après qu'elle les a remplies. Par conséquent, la Banque n'a comptabilisé aucun actif sur contrat important (créances non facturées) ou passif sur contrat important (produits différés). De plus, aucune composante financement importante n'est associée à la contrepartie à payer à la Banque.

Lorsqu'un tiers intervient dans le transfert de services au client, une appréciation est réalisée afin de déterminer si la Banque agit pour son propre compte, ce qui entraîne la présentation des produits au montant brut, ou comme mandataire, ce qui entraîne la présentation des produits au montant net. La Banque agit pour son propre compte lorsqu'elle contrôle les services spécifiés dans le contrat avant qu'ils ne soient fournis au client. La Banque exerce un contrôle lorsque la responsabilité première de transférer les services au client lui incombe ou lorsqu'elle dispose d'une latitude pour fixer le prix des services, ou les deux.

Services de placement et de valeurs mobilières

Les produits tirés des services de placement et de valeurs mobilières englobent les honoraires de gestion d'actifs, les honoraires d'administration et les commissions, de même que les honoraires de services de placements bancaires. La Banque comptabilise les honoraires d'administration et de gestion d'actifs selon l'écoulement du temps, afin de refléter la manière dont sont rendus les services de gestion de placements et services connexes au fil du temps. Les honoraires sont principalement calculés à partir de la moyenne des actifs gérés quotidiens ou des actifs administrés quotidiens, ou en fonction des actifs gérés ou administrés à une date donnée, dépendamment du mandat de placement.

Les commissions englobent les commissions de courtage, de suivi et de vente. Les commissions de vente et de courtage sont habituellement comptabilisées au moment où la transaction est exécutée. Les commissions de suivi sont comptabilisées progressivement et sont généralement déterminées en fonction de la valeur liquidative quotidienne moyenne du fonds au cours d'une période donnée.

Les honoraires de services de placements bancaires comprennent les honoraires de services-conseils et les honoraires de prise ferme, et sont habituellement comptabilisés au moment de la conclusion fructueuse des transactions.

Commissions sur crédit

Les commissions sur crédit comprennent les commissions de liquidité, les commissions de restructuration, les commissions de lettres de crédit et les commissions de syndication de prêts. Les commissions de liquidité, de restructuration et de lettres de crédit sont comptabilisées en résultat sur la

période au cours de laquelle les services sont rendus. Les commissions de syndication de prêts sont habituellement comptabilisées au moment de la conclusion du placement.

Frais de service

Les produits tirés des frais de service sont gagnés sur les comptes de dépôt de particuliers et d'entreprises et comprennent les frais de compte et les frais de service sur les opérations. Les frais de compte ont trait aux activités relatives à la gestion de compte et sont comptabilisés en résultat sur la période au cours de laquelle les services sont rendus. Les frais de service sur les opérations sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés, au moment où les opérations sont réalisées.

Services de cartes

Les produits tirés des services de cartes comprennent les frais d'interchange de même que les honoraires d'administration des cartes, notamment les frais annuels et les frais de transaction. Les frais d'interchange sont comptabilisés à un moment précis, soit au moment où les transactions sont autorisées et financées. Les honoraires d'administration des cartes sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés à la date des opérations, à l'exception des frais annuels, lesquels sont comptabilisés sur une période de douze mois.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Réforme des taux d'intérêt de référence – Phase 1

La Banque a adopté les dispositions du document intitulé *Réforme des taux d'intérêt de référence – Modifications d'IFRS 9, d'IAS 39 et d'IFRS 7* (« Réforme des taux d'intérêt de référence – Phase 1 »), y compris les modifications applicables d'IFRS 7 relatives à la comptabilité de couverture adoptées au quatrième trimestre de 2019. En vertu de ces modifications, il est présumé que le taux d'intérêt de référence couvert ne change pas et, par conséquent, que la comptabilité de couverture reste en vigueur jusqu'à la date de remplacement du taux de référence actuel par le taux de référence alternatif. La Banque n'est pas tenue de cesser d'utiliser la comptabilité de couverture lorsque les résultats réels de l'opération de couverture ne respectent pas les contraintes d'efficacité en raison de la réforme des taux interbancaires offerts. Pour les relations de comptabilité de couverture de la Banque touchées par la réforme des taux interbancaires offerts, se reporter à la note 11.

Pour plus de renseignements sur le document intitulé *Réforme des taux d'intérêt de référence – Phase 2 – Modifications d'IFRS 9, d'IAS 39, d'IFRS 7, d'IFRS 4 et d'IFRS 16* (« Réforme des taux d'intérêt de référence – Phase 2 ») publié le 27 août 2020, dont les dispositions ont été adoptées de façon anticipée par la Banque le 1^{er} novembre 2020, se reporter à la note 4.

Classement et évaluation des actifs financiers

La Banque classe ses actifs financiers selon les catégories suivantes :

- Au coût amorti
- À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG)
- Détenus à des fins de transaction
- Détenus à des fins autres que de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN)
- Désignés à la JVRN

La Banque comptabilise les actifs financiers à la date de règlement, à l'exception des dérivés et des valeurs mobilières, qui sont comptabilisés à la date de transaction.

Instrument de créance

Le classement et l'évaluation des instruments de créance sont fondés sur les modèles économiques de la Banque pour gérer ses actifs financiers et selon que les flux de trésorerie contractuels correspondent ou non uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts (critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels). Pour le jugement à l'égard de la détermination des modèles économiques de la Banque et de la question de savoir si les flux de trésorerie contractuels correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts, se reporter à la note 3.

La Banque a établi ses modèles économiques comme suit :

- Détenue aux fins de la perception : L'objectif est de percevoir des flux de trésorerie contractuels.
- Détenue aux fins de la perception et de la vente : L'objectif est de percevoir des flux de trésorerie contractuels et de vendre les actifs financiers.
- Détenue en vue de la vente ou autres modèles économiques : L'objectif ne correspond à aucun des objectifs susmentionnés.

La Banque vérifie le critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels pour les actifs financiers qui s'inscrivent dans les modèles économiques de types détention aux fins de la perception et détention aux fins de la perception et de la vente. Si ces actifs financiers comportent des flux de trésorerie contractuels qui ne concordent pas avec un contrat de prêt de base, ils sont classés comme des actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction évalués à la JVRN. Dans un contrat de prêt de base, l'intérêt ne comprend qu'une contrepartie pour la valeur temps de l'argent, le risque de crédit et les autres risques qui se rattachent à un prêt de base, ainsi qu'une marge raisonnable.

Titres de créance et prêts évalués au coût amorti

Les titres de créance et prêts détenus qui s'inscrivent dans un modèle économique de type détention aux fins de la perception et dont les flux de trésorerie contractuels satisfont au critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels sont évalués au coût amorti. La valeur comptable de ces actifs financiers est ajustée pour tenir compte d'une provision pour pertes sur créances (au bilan) comptabilisée et évaluée comme il est décrit à la rubrique « Dépréciation – Modèle fondé sur les pertes de crédit attendues » de la présente note, ainsi que des radiations et des produits non gagnés, qui comprennent l'intérêt payé d'avance, des commissions et coûts de montage de prêts, des commissions d'engagement, des commissions de syndication de prêts et des primes ou escomptes non amortis. Les produits d'intérêts sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise les flux de trésorerie futurs attendus sur la durée de vie prévue de l'instrument financier de manière à obtenir la valeur comptable de l'instrument. Le calcul tient compte du taux d'intérêt contractuel ainsi que des honoraires ou des coûts marginaux directement attribuables à l'instrument et de tous les autres escomptes ou primes. Les commissions et coûts de montage de prêts sont considérés comme des ajustements du rendement du prêt et sont comptabilisés dans les produits d'intérêts sur la durée du prêt. Les commissions d'engagement sont comptabilisées dans les commissions sur crédit sur la période d'engagement lorsqu'il est improbable que l'engagement soit appelé. Sinon, elles sont comptabilisées dans les produits d'intérêts sur la durée du prêt connexe. Les commissions de syndication de prêts sont comptabilisées dans les commissions sur crédit au moment de la conclusion du placement, à moins que le rendement de tout prêt conservé par la Banque ne soit inférieur à celui d'autres établissements de crédit comparables participant au syndicat financier, auquel cas une fraction appropriée des commissions est comptabilisée à titre d'ajustement du rendement dans les produits d'intérêts sur la durée du prêt.

Titres de créance et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Les titres de créance et prêts détenus qui s'inscrivent dans un modèle économique de type détention aux fins de la perception et de la vente et dont les flux de trésorerie contractuels satisfont au critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels sont évalués à la JVAERG. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global, à l'exception des gains ou des pertes de valeur, des produits d'intérêts et des profits et pertes de change sur le coût amorti des instruments, lesquels sont comptabilisés dans l'état du résultat consolidé. La provision pour pertes de crédit attendues est comptabilisée et évaluée comme il est décrit à la rubrique « Dépréciation – Modèle fondé sur les pertes de crédit attendues » de la présente note. Lorsque l'actif financier est décomptabilisé, les profits et les pertes cumulés qui avaient été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sont reclassés hors des capitaux propres en résultat et inscrits au poste Profits nets (pertes nettes) sur les valeurs mobilières. Les produits d'intérêts tirés de ces actifs financiers sont inclus dans les produits d'intérêts selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Actifs financiers détenus à des fins de transaction

Les actifs financiers dans un portefeuille de négociation s'inscrivent dans le modèle économique de type détention en vue de la vente lorsqu'ils ont été créés, acquis ou contractés principalement dans le but d'être vendus dans un proche avenir, ou s'ils font partie d'un portefeuille d'instruments financiers identifiés qui sont gérés ensemble et qui présentent des indications de prise de profits à court terme. Les actifs financiers qui s'inscrivent dans ce modèle économique comprennent les valeurs mobilières détenues à des fins de transaction, les prêts détenus à des fins de transaction ainsi que certaines valeurs mobilières prises en pension.

Les actifs du portefeuille de négociation sont comptabilisés à la juste valeur, et les variations de juste valeur de même que tous les profits ou pertes réalisés à la cession sont comptabilisés dans les produits (pertes) de négociation. Les coûts de transaction sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés. Les dividendes sont comptabilisés à la date ex-dividende et les produits d'intérêts sont comptabilisés selon la comptabilité d'engagement. Les dividendes et les intérêts sont inclus dans les produits d'intérêts.

Actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction évalués à la juste valeur par le biais du résultat net

Les actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction évalués à la JVRN comprennent les actifs financiers qui s'inscrivent dans le modèle économique de type détention en vue de la vente ou autres modèles économiques, comme les titres de créance et prêts gérés sur la base de leur juste valeur. Les actifs financiers qui s'inscrivent dans les modèles économiques de types détention aux fins de la perception ou détention aux fins de la perception et de la vente et qui ne satisfont pas au critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels sont également classés dans les actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction évalués à la JVRN. Les variations de la juste valeur ainsi que tous les profits ou pertes réalisés à la cession sont comptabilisés dans les produits (pertes) sur les instruments financiers détenus à des fins autres que de transaction à la JVRN. Les produits d'intérêts tirés des instruments de créance sont inclus dans les produits d'intérêts selon la comptabilité d'engagement.

Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net

Les instruments de créance qui s'inscrivent dans les modèles économiques de types détention aux fins de la perception ou détention aux fins de la perception et de la vente peuvent être désignés au moment de leur comptabilisation initiale comme étant évalués à la JVRN, dans la mesure où cette désignation permet d'éliminer ou de réduire de façon importante une non-concordance comptable qui autrement découlerait de l'évaluation de ces actifs financiers sur une base différente. La désignation à la JVRN n'est possible que pour les instruments financiers dont la juste valeur peut être établie de façon fiable. Une fois que les actifs financiers ont été désignés à la JVRN, cette désignation ne peut être révoquée. Les variations de la juste valeur ainsi que tous les profits ou pertes réalisés à la cession sont comptabilisés dans les produits (pertes) sur les instruments financiers désignés à la JVRN. Les produits d'intérêts tirés de ces actifs financiers sont inclus dans les produits d'intérêts selon la comptabilité d'engagement.

Engagements de clients au titre d'acceptations

Les acceptations représentent une forme de titres de créance à court terme négociables émis par des clients, que la Banque garantit moyennant une commission. Les produits sont comptabilisés selon la comptabilité d'engagement. L'obligation éventuelle de la Banque est comptabilisée à titre de passif au poste Acceptations dans le bilan consolidé. Le recours de la Banque contre le client dans le cas d'un appel de fonds à l'égard de tels engagements est comptabilisé à titre d'actif d'un montant équivalent.

Instruments de capitaux propres

Les instruments de capitaux propres doivent être évalués à la JVRN, sauf si au moment de la comptabilisation initiale, la Banque a irrévocablement choisi de désigner une participation en actions, détenue à des fins autres que de transaction, à la JVAERG. Si ce choix a été effectué, les variations de la juste valeur, y compris les profits ou les pertes de change correspondants, sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global et ne sont pas ultérieurement reclassées en résultat net, même au moment de la cession de la participation. Les profits et pertes réalisés sont transférés directement dans les résultats non distribués au moment de la cession. Par conséquent, la participation n'est pas soumise à un test de dépréciation. En général, les dividendes seront comptabilisés dans les produits d'intérêts à moins que les dividendes ne représentent le recouvrement d'une partie du coût de la participation. Les profits et les pertes sur les participations en actions détenues à des fins de transaction et sur les participations en actions détenues à des fins autres que de transaction évaluées à la JVRN sont compris respectivement dans les produits (pertes) de négociation et dans les produits (pertes) sur les instruments financiers détenus à des fins autres que de transaction à la JVRN.

Classement et évaluation des passifs financiers

La Banque classe ses passifs financiers selon les catégories suivantes :

- Détenus à des fins de transaction
- Désignés à la JVRN
- Autres passifs

Passifs financiers détenus à des fins de transaction

Les passifs financiers sont détenus dans un portefeuille de négociation s'ils ont été contractés principalement dans le but de les racheter dans un avenir proche ou font partie d'un portefeuille d'instruments financiers identifiés qui sont gérés ensemble et qui présentent des indications d'un profil récent de prise de profit à court terme. Les passifs financiers détenus à des fins de transaction sont principalement les dépôts détenus à des fins de transaction, les passifs de titrisation à la juste valeur, les obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert et certaines obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension.

Les passifs du portefeuille de négociation sont comptabilisés à la juste valeur et les variations de juste valeur, de même que tous les profits ou pertes réalisés à la cession, sont comptabilisées dans les produits (pertes) de négociation. Les coûts de transaction sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés. Les intérêts sont comptabilisés selon la comptabilité d'engagement et sont inclus dans les charges d'intérêts.

Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net

Certains passifs financiers peuvent être désignés à la JVRN au moment de leur comptabilisation initiale. Pour être désignés à la JVRN, les passifs financiers doivent satisfaire à un des critères suivants : 1) la désignation élimine ou réduit significativement une incohérence d'évaluation ou de comptabilisation; 2) les passifs financiers ou un groupe d'actifs et de passifs financiers sont gérés et leur performance est évaluée sur la base de la juste valeur conformément à une stratégie documentée de gestion de risques ou d'investissement; 3) l'instrument comprend un ou plusieurs dérivés incorporés à moins : a) que les dérivés incorporés ne modifient pas significativement les flux de trésorerie qui autrement seraient imposés par le contrat, ou b) qu'il soit évident sans analyse approfondie, voire sans analyse, que la séparation du dérivé incorporé de l'instrument financier est interdite. En outre, la désignation à la JVRN n'est possible que pour les instruments financiers dont la juste valeur peut être établie de façon fiable. Une fois que les passifs financiers ont été désignés à la JVRN, cette désignation ne peut être révoquée.

Les passifs financiers désignés à la JVRN sont comptabilisés à la juste valeur dans le bilan consolidé, et les variations de la juste valeur de même que tous les profits ou pertes réalisés à la cession sont comptabilisés dans les produits (pertes) sur les instruments financiers désignés à la JVRN, à l'exception du montant de la variation de la juste valeur attribuable aux variations du risque de crédit propre à la Banque, lequel est présenté dans les autres éléments du résultat global. Les montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ne sont pas ultérieurement reclassés en résultat net au moment de la décomptabilisation du passif financier, ils sont plutôt transférés directement dans les résultats non distribués.

Les variations de la juste valeur attribuables aux variations du risque de crédit propre à la Banque correspondent à la différence entre i) la variation d'une période à l'autre de la valeur actualisée des flux de trésorerie attendus calculée à l'aide d'une courbe d'actualisation globale reflétant tant la courbe de taux d'intérêt de référence que le risque de crédit propre à la Banque, et ii) la variation d'une période à l'autre de la valeur actualisée de ces mêmes flux de trésorerie attendus calculée à l'aide d'une courbe d'actualisation fondée uniquement sur la courbe de taux d'intérêt de référence.

Pour les engagements de prêt et les contrats de garantie financière qui ont été désignés à la JVRN, la variation de la juste valeur du passif est comptabilisée dans les produits (pertes) sur les instruments financiers désignés à la JVRN.

Les intérêts sont constatés selon la comptabilité d'engagement dans les charges d'intérêts.

Autres passifs financiers

Dépôts

Les dépôts, à l'exception des dépôts inclus dans le portefeuille de négociation et les dépôts désignés à la JVRN, sont comptabilisés au coût amorti. Les intérêts courus sur les dépôts sont inclus dans les autres passifs au bilan consolidé. Les intérêts, y compris les coûts de transaction incorporés à l'actif, sont comptabilisés à titre de charges d'intérêts dans l'état du résultat consolidé selon la comptabilité d'engagement au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.

Billets et débiteures subordonnés

Les billets et débiteures subordonnés sont comptabilisés au coût amorti. Les intérêts courus sur les billets et débiteures subordonnés sont inclus dans les autres passifs au bilan consolidé. Les intérêts, y compris les coûts de transaction incorporés à l'actif, sont comptabilisés à titre de charges d'intérêts dans l'état du résultat consolidé selon la comptabilité d'engagement, au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.

Reclassement des actifs et passifs financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers ne sont pas reclassés après leur comptabilisation initiale, à l'exception des actifs financiers pour lesquels la Banque change de modèle économique pour les gérer. Ces reclassements d'actifs financiers devraient, en principe, être rares.

Dépréciation – Modèle fondé sur les pertes de crédit attendues

Le modèle fondé sur les pertes de crédit attendues s'applique aux actifs financiers, y compris aux prêts et titres de créance, évalués au coût amorti, aux prêts et titres de créance évalués à la JVAERG, aux engagements de prêts et contrats de garantie financière qui ne sont pas évalués à la JVRN.

Le modèle des pertes de crédit attendues comprend trois étapes : étape 1 – pertes de crédit attendues pour les douze mois à venir pour les actifs financiers productifs, étape 2 – pertes de crédit attendues pour la durée de vie pour les actifs financiers dont le risque de crédit a augmenté de façon importante depuis leur comptabilisation initiale, et étape 3 – pertes de crédit attendues pour la durée de vie pour les actifs financiers qui sont dépréciés. Les pertes de crédit attendues correspondent à la différence entre tous les flux de trésorerie contractuels qui sont dus à la Banque aux termes d'un contrat et tous les flux de trésorerie que la Banque s'attend à recevoir, actualisés au taux d'intérêt effectif initial. Si le risque de crédit a augmenté de manière importante depuis la comptabilisation initiale, la dépréciation correspondra alors aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie, sinon elle correspondra aux pertes de crédit attendues pour les douze mois à venir, soit la portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie qui devraient être subies en fonction des cas de défaillance possibles dans les douze mois suivant la date de clôture. Si la qualité du crédit s'améliore dans une période ultérieure, au point où l'augmentation du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale n'est plus considérée comme importante, la provision pour pertes est de nouveau évaluée en fonction des pertes de crédit attendues pour les douze mois à venir.

Augmentation importante du risque de crédit

Pour les expositions de détail, une augmentation importante du risque de crédit est évaluée en fonction des variations de la probabilité de défaillance (PD) pour les douze mois à venir depuis la comptabilisation initiale, à l'aide d'une combinaison de renseignements individuels et collectifs qui intègre des attributs particuliers à l'emprunteur et au compte ainsi que des variables macroéconomiques prospectives pertinentes.

Pour les expositions autres que de détail, une augmentation importante du risque de crédit est évaluée en fonction des variations des cotes de risque internes

(notation de risque-emprunteur (NRE)) depuis la comptabilisation initiale. Pour plus de renseignements sur l'échelle de NRE en 21 points de la Banque s'alignant sur les notations de risque, se reporter aux passages ombragés de la section « Gestion des risques » du rapport de gestion de 2021.

Pour les expositions de détail et autres que de détail, le filet de sécurité en cas de défaillance lorsque les paiements contractuels sont en souffrance depuis plus de 30 jours sert également à déterminer si le risque de crédit a augmenté de manière importante.

La Banque définit une défaillance comme étant un retard de 90 jours et plus pour la plupart des produits de détail et une NRE de 9 pour les expositions autres que de détail. Les expositions sont considérées comme étant douteuses et sont transférées à l'étape 3 lorsque la définition de cas de défaillance est respectée ou lorsqu'il y a une indication objective que la qualité du crédit s'est détériorée au point où la Banque n'est plus raisonnablement assurée de recouvrer le plein montant du principal et des intérêts en temps voulu.

Pour évaluer si le risque de crédit d'un actif financier a augmenté de manière importante depuis la comptabilisation initiale, la Banque prend en considération toutes les informations raisonnables et justifiables sur des événements passés, des circonstances actuelles et des prévisions de la conjoncture économique encore à venir qu'il est possible d'obtenir sans devoir engager des coûts ou des efforts déraisonnables. Pour plus de renseignements, se reporter à la note 3.

Évaluation des pertes de crédit attendues

Les pertes de crédit attendues correspondent à la pondération probabiliste de la valeur actualisée des insuffisances de flux de trésorerie attendus sur la durée de vie attendue restante de l'instrument financier et tiennent compte des informations raisonnables et justifiables sur des événements passés, des circonstances actuelles et des prévisions d'événements et de la conjoncture économique à venir ayant une incidence sur l'évaluation du risque de crédit de la Banque. La durée de vie attendue correspond à la période contractuelle maximale au cours de laquelle la Banque est exposée au risque de crédit, y compris les options de prorogations que l'emprunteur peut exercer unilatéralement. Pour certains instruments financiers qui comprennent un prêt et un engagement de prêt non utilisé et pour lesquels la capacité contractuelle de la Banque d'exiger le remboursement et d'annuler l'engagement de prêt non utilisé ne limite pas l'exposition de la Banque aux pertes de crédit à la période de préavis contractuelle, les pertes de crédit attendues sont évaluées sur la période pendant laquelle la Banque est exposée au risque de crédit. Par exemple, les pertes de crédit attendues sur les cartes de crédit sont évaluées en fonction du cycle de vie comportemental de l'emprunteur en y intégrant des hypothèses relatives à l'espérance de vie et les caractéristiques propres à l'emprunteur.

La Banque se sert de l'approche fondée sur les notations internes avancée (l'approche NI avancée) qu'elle utilise aux fins des fonds propres réglementaires et y apporte des ajustements au besoin afin de calculer les pertes de crédit attendues.

Informations prospectives et jugement d'expert en matière de crédit

Les informations prospectives sont prises en compte afin de déterminer si le risque de crédit a augmenté de manière importante et d'évaluer les pertes de crédit attendues. Les facteurs macroéconomiques prospectifs sont intégrés aux paramètres de risque dans la mesure où ils sont pertinents.

Les facteurs qualitatifs qui ne sont pas déjà pris en compte par les modèles quantitatifs sont intégrés en exerçant un jugement d'expert en matière de crédit afin de déterminer les pertes de crédit attendues définitives. Pour plus de renseignements, se reporter à la note 3.

Prêts modifiés

Dans le cas où un emprunteur éprouve des difficultés financières, la Banque peut consentir certaines modifications modalités du prêt. Les modifications peuvent comporter un report des remboursements, une prolongation de la période d'amortissement, une réduction de taux d'intérêt, une renonciation de principal, une consolidation de dettes, une abstention et d'autres mesures visant à atténuer la perte économique et à éviter la saisie ou la reprise de la sûreté. La Banque a des politiques pour établir les mesures correctives appropriées pour chaque emprunteur.

Si la Banque établit qu'une modification entraîne l'expiration des droits sur les flux de trésorerie, l'actif initial est décomptabilisé tandis que le nouvel actif est comptabilisé selon les nouvelles modalités contractuelles. Une augmentation importante du risque de crédit est évaluée par rapport au risque de défaillance à la date de la modification.

Si la Banque établit qu'une modification n'entraîne pas une décomptabilisation, l'augmentation importante du risque de crédit est évaluée selon le risque de défaillance au moment de la comptabilisation initiale de l'actif initial. Les flux de trésorerie attendus de la modification des modalités contractuelles sont pris en compte dans le calcul de la perte de crédit attendue pour l'actif modifié. Pour les prêts qui ont été modifiés alors qu'ils étaient évalués en fonction des pertes de crédit attendues pour la durée de vie, après une période de rendement et une amélioration de la situation financière de l'emprunteur, ils peuvent être de nouveau évalués en fonction des pertes de crédit attendues pour les douze mois à venir.

Provision pour pertes sur prêts, compte non tenu des prêts dépréciés acquis

La provision pour pertes sur prêts représente le calcul de la direction des pertes de crédit attendues fondées sur des pondérations probabilistes dans les portefeuilles de prêts, y compris les expositions hors bilan, à la date du bilan. La provision pour pertes sur prêts pour les portefeuilles de prêts présentés au bilan consolidé, qui comprend les provisions relatives au crédit pour les prêts hypothécaires résidentiels, les prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers, les cartes de crédit, les prêts aux entreprises et aux gouvernements et les engagements de clients au titre d'acceptations, est déduite des prêts au bilan consolidé. La provision pour pertes sur prêts pour les prêts évalués à la JVAERG est présentée dans l'état des variations des capitaux propres consolidé. La provision pour pertes sur prêts pour les instruments hors bilan, qui est liée à certaines garanties ou lettres de crédit et à certaines lignes de crédit non utilisées, est comptabilisée dans les autres passifs au bilan consolidé. Les provisions pour les portefeuilles de prêts présentées dans les expositions au bilan et hors bilan sont calculées selon la même méthode. La provision au bilan consolidé est augmentée de la provision pour pertes sur créances à l'état du résultat consolidé et diminuée des radiations nettes des recouvrements et des cessions. Chaque trimestre, les provisions sont réévaluées et ajustées en fonction des modifications apportées par la direction à l'estimation des pertes de crédit attendues. Les pertes sur prêts pour les prêts douteux se retrouvant à l'étape 3 continuent d'être constatées au moyen d'une provision pour pertes sur prêts jusqu'à ce que le prêt soit radié.

Un prêt est radié à même la provision pour pertes sur prêts connexe lorsqu'il n'est plus réaliste d'envisager son recouvrement. Les prêts autres que de détail sont généralement radiés lorsque tous les efforts raisonnables de recouvrement ont été épuisés, y compris la vente du prêt, la réalisation des biens donnés en garantie ou le règlement de la question des garanties avec le séquestre ou devant le tribunal en matière de faillite. Les prêts de détail autres que pour des biens immobiliers sont généralement radiés lorsque les versements sont en souffrance depuis 180 jours aux termes du contrat ou lorsque le prêt est vendu. Les prêts de détail garantis par des biens immobiliers sont généralement radiés lorsque la garantie est réalisée. La période au cours de laquelle la Banque accomplit des activités de recouvrement du montant contractuel dû au titre des actifs financiers qui sont radiés varie d'un territoire à l'autre et s'étale habituellement sur une période allant de moins de un an jusqu'à cinq ans.

Provision pour pertes sur créances relative aux titres de créance

La provision pour pertes sur créances relative aux titres de créance représente le calcul de la direction des pertes de crédit attendues fondées sur des pondérations probabilistes. Les titres de créance évalués au coût amorti sont présentés déduction faite de la provision pour pertes sur créances dans le bilan consolidé. La provision pour pertes sur créances relative aux titres de créance évalués à la JVAERG est présentée dans l'état des variations des capitaux propres consolidé. La provision pour pertes sur créances au bilan consolidé est augmentée de la provision pour pertes sur créances à l'état du résultat consolidé et diminuée des radiations nettes des recouvrements et des cessions. Chaque trimestre, les provisions sont réévaluées et ajustées en fonction des modifications apportées par la direction à l'estimation des pertes de crédit attendues.

Prêts productifs acquis

Les prêts productifs acquis sont initialement évalués à la juste valeur, compte tenu des pertes de crédit subies et attendues estimées à la date d'acquisition ainsi que des ajustements en fonction du taux d'intérêt du prêt acquis par rapport au taux de marché en vigueur. À l'acquisition, les pertes de crédit attendues pour les douze mois à venir sont comptabilisées pour les prêts productifs acquis, ce qui se traduit par une valeur comptable inférieure à leur juste valeur. Les prêts productifs acquis sont par la suite comptabilisés au coût amorti selon les flux de trésorerie contractuels, et tout escompte ou prime lié à l'acquisition, y compris les escomptes relatifs au crédit, est considéré comme un ajustement du rendement du prêt et est comptabilisé dans les produits d'intérêts selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée du prêt ou sur la durée de vie prévue du prêt pour les prêts productifs renouvelables acquis.

Prêts dépréciés acquis

Lorsque les prêts acquis ont manifestement déjà subi une perte de crédit et qu'il est probable dès la date d'acquisition que la Banque n'arrivera pas à encaisser tous les remboursements de principal et paiements d'intérêts exigés aux termes du contrat, ils sont en général considérés comme étant des prêts dépréciés acquis, sans qu'une perte de crédit attendue soit comptabilisée à l'acquisition. Les prêts dépréciés acquis sont désignés douteux à l'acquisition en fonction des risques spécifiques qui les caractérisent, notamment le retard observé dans les paiements, l'historique de performance et les notes de crédit récentes de l'emprunteur. Les prêts dépréciés acquis sont comptabilisés d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie attendus plutôt que selon leurs flux de trésorerie contractuels. La Banque établit la juste valeur de ces prêts à la date d'acquisition en actualisant les flux de trésorerie attendus selon un taux d'actualisation qui tient compte de facteurs qu'un intervenant du marché utiliserait pour établir cette juste valeur, y compris les hypothèses de la direction relatives aux taux de défaillance, à la gravité des pertes subies, au montant et à l'échéancier des remboursements anticipés et à d'autres

facteurs qui reflètent la situation actuelle des marchés. Certains prêts dépréciés acquis qui sont individuellement significatifs sont comptabilisés individuellement. Les prêts dépréciés acquis restants sont regroupés, pourvu qu'ils aient été acquis au cours d'un même trimestre et qu'ils présentent des caractéristiques de risques communes. Les prêts regroupés sont comptabilisés comme un seul actif comportant des flux de trésorerie regroupés et un taux d'intérêt composé unique. Après l'acquisition, la Banque réévalue régulièrement son montant estimatif des flux de trésorerie et le met à jour pour tenir compte des changements apportés aux hypothèses liés aux taux de défaillance, à la gravité des pertes subies, au montant et à l'échéancier des remboursements anticipés et à d'autres facteurs qui reflètent la situation actuelle des marchés. Des baisses probables des flux de trésorerie attendus entraînent la comptabilisation d'une dépréciation additionnelle, qui est déterminée en fonction de l'écart entre la valeur actualisée des flux de trésorerie attendus révisés, calculée au moyen du taux d'intérêt effectif des prêts, et la valeur comptable des prêts. Le montant des pertes de crédit attendues excédant les escomptes initiaux relatifs au crédit est comptabilisé dans la provision pour pertes sur créances. Les produits d'intérêts sur les prêts dépréciés acquis sont calculés en multipliant le taux d'intérêt effectif ajusté en fonction de la qualité du crédit par le coût amorti des prêts dépréciés acquis.

CAPITAL SOCIAL ET AUTRES INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES

La Banque classe les instruments financiers qu'elle émet soit comme des passifs financiers, des instruments de capitaux propres ou des instruments hybrides.

Les instruments émis qui sont à rachat obligatoire ou convertibles au gré du porteur en un nombre variable d'actions ordinaires de la Banque sont classés dans le passif au bilan consolidé. Les versements de dividendes ou d'intérêts sur ces instruments sont comptabilisés dans les charges d'intérêts dans l'état du résultat consolidé.

Les instruments émis sont classés à titre de capitaux propres lorsqu'il n'y a aucune obligation contractuelle de transférer de la trésorerie ou d'autres actifs financiers. De plus, les instruments émis qui ne sont ni à rachat obligatoire ni convertibles au gré du porteur en un nombre variable d'actions ordinaires de la Banque sont classés à titre de capitaux propres dans le bilan consolidé. Les coûts marginaux directement attribuables à l'émission d'instruments de capitaux propres sont inclus dans les capitaux propres comme une déduction du produit, après impôt. Les dividendes et distributions sur ces instruments sont portés en déduction des capitaux propres.

Les instruments hybrides comportent des composantes passif et capitaux propres selon la substance de l'accord contractuel. La composante passif est initialement comptabilisée à la juste valeur, et tout montant résiduel est attribué à la composante capitaux propres. Les coûts de transaction sont répartis proportionnellement entre les composantes passif et capitaux propres.

Les actions ordinaires, les actions privilégiées ou les autres instruments de capitaux propres émis et détenus par la Banque sont classés à titre d'actions propres dans les capitaux propres, et leur coût est porté en déduction des capitaux propres. Au moment de la vente des actions propres, la différence entre le produit de la vente et le coût de ces instruments est comptabilisée dans le surplus d'apport.

GARANTIES

La Banque émet des contrats de garantie qui exigent que des paiements soient effectués aux bénéficiaires de la garantie en raison : 1) de changements survenus dans les caractéristiques économiques sous-jacentes se rapportant à un actif ou à un passif détenu par le bénéficiaire de la garantie; 2) de l'inexécution d'une obligation contractuelle de la part d'une autre partie; ou 3) du manquement d'une autre partie à son obligation de rembourser sa dette à l'échéance. Les garanties sont initialement évaluées et comptabilisées à leur juste valeur. La juste valeur d'un passif au titre de garantie à sa comptabilisation initiale correspond généralement à la valeur actualisée des frais de garantie reçus sur la durée du contrat. Toute diminution de risques par la Banque est comptabilisée sur la durée de la garantie à l'aide d'une méthode d'amortissement systématique et rationnelle.

Si une garantie répond à la définition d'un dérivé, elle est comptabilisée à la juste valeur au bilan consolidé et présentée comme un dérivé dans les actifs financiers ou passifs financiers à la juste valeur. Les garanties considérées être des dérivés sont des contrats dérivés de crédit négociés hors Bourse qui permettent de transférer le risque de crédit d'un instrument financier sous-jacent d'une partie à une autre.

DÉRIVÉS

Les dérivés sont des instruments dont la valeur tient aux variations des taux d'intérêt, des taux de change, des écarts de crédit, des prix des marchandises, du cours des actions et autres mesures financières ou non financières sous-jacentes. Ces instruments comprennent les contrats de taux d'intérêt, les contrats de change, les dérivés d'actions, les contrats de marchandises et les contrats dérivés de crédit. La Banque les utilise à des fins de transaction et à des fins autres que de transaction. Les dérivés sont portés au bilan consolidé à leur juste valeur.

Dérivés détenus à des fins de transaction

La Banque recourt à des contrats de dérivés détenus à des fins de transaction afin de répondre aux besoins de ses clients, de fournir des liquidités et des activités

de tenue de marché, et, dans certains cas, à des fins de gestion des risques dans ses portefeuilles de négociation. Les profits et les pertes réalisés et latents sur les dérivés détenus à des fins de transaction sont comptabilisés dans les produits (pertes) de négociation.

Dérivés détenus à des fins autres que de transaction

Les dérivés détenus à des fins autres que de transaction sont surtout utilisés pour gérer le risque de taux d'intérêt, le risque de change et d'autres risques de marché qui entourent les activités bancaires traditionnelles de la Banque. Lorsque des dérivés sont détenus à des fins autres que de transaction et que les opérations satisfont aux exigences de comptabilité de couverture d'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (IAS 39), les dérivés sont présentés comme dérivés détenus à des fins autres que de transaction et sont comptabilisés selon la comptabilité de couverture, selon ce qui convient. Certains instruments dérivés qui sont détenus à des fins de couverture économique, mais qui ne répondent pas aux exigences de la comptabilité de couverture d'IAS 39, sont également présentés comme dérivés détenus à des fins autres que de transaction et les variations de la juste valeur de ces dérivés sont comptabilisées dans les produits autres que d'intérêts.

Relations de couverture

Comptabilité de couverture

La Banque peut choisir d'appliquer les exigences relatives à la comptabilité de couverture selon IFRS 9 ou IAS 39. La Banque a décidé de continuer d'appliquer les exigences relatives à la comptabilité de couverture selon IAS 39, mais se conforme aux obligations d'information annuelle révisées relatives à la comptabilité de couverture énoncées dans les modifications corrélatives à IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir* (IFRS 7).

Au moment de la création d'une relation de couverture, la Banque documente la relation entre l'instrument de couverture et l'élément couvert, ses objectifs de gestion des risques et la stratégie qui l'a conduite à établir cette relation de couverture. La Banque exige également une évaluation documentée, non seulement au début de la relation de couverture, mais aussi de façon continue, pour savoir si les dérivés utilisés dans des relations de couverture sont très efficaces pour contrebalancer les variations des justes valeurs ou des flux de trésorerie des éléments couverts attribuables aux risques couverts. Pour que la couverture soit considérée comme efficace, l'instrument de couverture et l'élément couvert doivent avoir un degré élevé et inverse de corrélation, de sorte que les variations de la juste valeur de l'instrument de couverture compenseront pour ainsi dire les effets du risque couvert pendant toute la durée de la relation de couverture. Si une relation de couverture devient inefficace, elle cesse d'être admissible à la comptabilité de couverture, et toute variation ultérieure de la juste valeur de l'instrument de couverture est comptabilisée dans les produits autres que d'intérêts à l'état du résultat consolidé.

Les variations de juste valeur liées à la composante du dérivé exclue de l'évaluation de l'efficacité de la couverture sont comptabilisées dans les produits d'intérêts nets ou les produits autres que d'intérêts, selon le cas, à l'état du résultat consolidé. Le 1^{er} novembre 2020, la Banque a changé sa méthode comptable de façon rétrospective pour la présentation de la composante exclue dans certaines relations de couverture de juste valeur. Pour plus de renseignements, se reporter à la note 4.

Lorsque des dérivés sont désignés comme éléments constitutifs d'une couverture, la Banque les classe comme : 1) couvertures de l'exposition aux variations de la juste valeur d'actifs ou de passifs comptabilisés ou d'engagements fermes (couvertures de juste valeur); 2) couvertures de l'exposition aux variations de flux de trésorerie futurs hautement probables, attribuables à un actif ou à un passif comptabilisé ou à une opération prévue (couvertures de flux de trésorerie); ou 3) couvertures d'un investissement net dans un établissement à l'étranger (couvertures d'un investissement net).

Réforme des taux d'intérêt de référence

Une relation de couverture est touchée par la réforme des taux interbancaires offerts si cette réforme donne naissance à des incertitudes quant à l'un ou l'autre des éléments suivants ou aux deux : a) le taux d'intérêt de référence (spécifié contractuellement ou non contractuellement) désigné comme risque couvert; b) l'échéancier ou le montant des flux de trésorerie fondés sur un taux d'intérêt de référence de l'élément couvert ou de l'instrument de couverture.

Pour pareilles relations de couverture, les exceptions temporaires suivantes s'appliquent pendant la période d'incertitude :

- Pour évaluer si une opération prévue est hautement probable ou devrait se produire, la Banque suppose que la réforme des taux interbancaires offerts ne change pas le taux d'intérêt de référence sur lequel sont fondés les flux de trésorerie couverts (spécifiés contractuellement ou non contractuellement).
- Pour évaluer si une couverture devrait être hautement efficace, la Banque suppose que la réforme des taux interbancaires offerts ne change pas le taux d'intérêt de référence sur lequel sont fondés les flux de trésorerie couverts ou le risque couvert (spécifiés contractuellement ou non contractuellement) ou celui sur lequel sont fondés les flux de trésorerie de l'instrument de couverture.

- La Banque n'est pas tenue de mettre fin à une couverture si les résultats réels de la couverture sont à l'extérieur de la fourchette de 80 % à 125 % à la suite de la réforme des taux interbancaires offerts.
- Pour une couverture de la portion taux de référence contractuellement spécifiée d'un risque de taux d'intérêt, l'exigence voulant que la composante du risque soit séparément identifiable s'applique uniquement lors de la mise en place de la relation de couverture.

Couvertures de juste valeur

Les couvertures de juste valeur de la Banque consistent essentiellement en des swaps de taux d'intérêt utilisés comme protection contre les variations de la juste valeur des instruments financiers à taux fixe amenées par des fluctuations des taux d'intérêt du marché.

Les variations de la juste valeur des dérivés qui sont désignés et admissibles comme instruments de couverture de juste valeur sont comptabilisées dans les produits d'intérêts nets à l'état du résultat consolidé, de même que les variations de la juste valeur des actifs, des passifs ou d'un groupe mixte composé des deux, attribuables au risque couvert. Les variations de juste valeur qui se rapportent à la partie inefficace de la relation de couverture sont immédiatement comptabilisées dans les produits autres que d'intérêts.

Le rajustement cumulé de la valeur comptable de l'élément couvert (l'ajustement au montant de base) est amorti dans les produits d'intérêts nets à l'état du résultat consolidé d'après un taux d'intérêt effectif recalculé sur la durée de vie restante prévue de l'élément couvert, l'amortissement commençant au plus tard lorsque l'élément couvert cesse d'être ajusté pour prendre en compte les variations de sa juste valeur attribuables au risque couvert. Si l'élément couvert a été décomptabilisé, l'ajustement au montant de base sera immédiatement constaté selon le cas dans les produits d'intérêts nets ou les produits autres que d'intérêts à l'état du résultat consolidé.

Couvertures de flux de trésorerie

La Banque est exposée aux variations de flux de trésorerie futurs attribuables aux risques liés au taux d'intérêt, au taux de change et au prix des actions. Les montants et le calendrier des flux de trésorerie futurs font l'objet de projections pour chaque risque couvert selon les modalités du contrat et d'autres éléments pertinents, notamment les estimations quant aux remboursements anticipés et aux défauts de paiement.

La partie efficace de la variation de la juste valeur de l'instrument dérivé qui est désigné et admissible comme couverture de flux de trésorerie est comptabilisée initialement dans les autres éléments du résultat global. La variation de la juste valeur de l'instrument dérivé qui se rapporte à la partie inefficace est immédiatement comptabilisée dans les produits autres que d'intérêts. Les montants dans le cumul des autres éléments du résultat global sont reclassés selon le cas dans les produits d'intérêts nets ou les produits autres que d'intérêts à l'état du résultat consolidé de la période au cours de laquelle l'élément couvert se répercute sur le résultat.

Lorsqu'un instrument de couverture expire ou est vendu, ou lorsqu'une couverture ne répond plus aux critères de la comptabilité de couverture, les profits ou les pertes cumulés jusqu'alors dans le cumul des autres éléments du résultat global demeurent dans le cumul des autres éléments du résultat global jusqu'à ce que la transaction prévue se répercute dans l'état du résultat consolidé. Lorsqu'on ne s'attend plus à ce qu'une transaction prévue soit réalisée, les profits et les pertes cumulés comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global sont immédiatement reclassés dans les produits d'intérêts nets ou les produits autres que d'intérêts, selon ce qui convient, à l'état du résultat consolidé.

Couvertures d'un investissement net

Les couvertures d'un investissement net dans un établissement à l'étranger sont comptabilisées de la même façon que les couvertures de flux de trésorerie. La variation de la juste valeur de l'instrument de couverture qui se rapporte à la partie efficace est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global. La variation de la juste valeur de l'instrument de couverture qui se rapporte à la partie inefficace est immédiatement comptabilisée dans les produits autres que d'intérêts. Les profits et les pertes dans le cumul des autres éléments du résultat global sont reclassés à l'état du résultat consolidé lorsqu'une sortie totale ou partielle de la participation dans l'établissement à l'étranger survient. La Banque désigne des instruments dérivés et des instruments non dérivés (comme des passifs de dépôt en monnaies étrangères) à titre d'instruments de couverture dans le cadre des couvertures d'un investissement net.

Dérivés incorporés

Des dérivés peuvent être incorporés dans un passif financier ou un autre contrat hôte. Les dérivés incorporés sont traités comme des dérivés distincts lorsque leurs caractéristiques économiques et leurs risques ne sont pas clairement et étroitement liés à ceux de l'instrument hôte, qu'un instrument séparé comportant les mêmes conditions que le dérivé incorporé répondrait à la définition d'un dérivé, et que le contrat pris dans son ensemble n'est pas évalué à la juste valeur avec les variations de la juste valeur comptabilisées en résultat, comme dans le cas des instruments détenus à des fins de transaction ou désignés comme détenus selon l'option

de la JVRN. Les dérivés incorporés, séparés du contrat hôte, sont comptabilisés à titre de dérivés au bilan consolidé et sont évalués à la juste valeur, toute variation subséquente de la juste valeur étant comptabilisée dans les produits autres que d'intérêts dans l'état du résultat consolidé.

CONVERSION ET PRÉSENTATION DES MONNAIES ÉTRANGÈRES

Les états financiers consolidés de la Banque sont présentés en dollars canadiens. Les éléments inclus dans les états financiers de chaque entité de la Banque sont évalués selon la monnaie fonctionnelle de l'entité, soit la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel l'entité exerce ses activités.

Les actifs et passifs monétaires libellés dans une monnaie différente de la monnaie fonctionnelle de l'entité sont convertis dans la monnaie fonctionnelle de l'entité au taux de change prévalant à la date du bilan. Les actifs et passifs non monétaires sont convertis au taux de change historique. Les produits et les charges sont convertis dans la monnaie fonctionnelle de l'entité aux taux de change moyens de la période. Les profits et pertes de change sont inclus dans les produits autres que d'intérêts, à l'exception des profits et pertes de change latents sur les instruments de capitaux propres désignés à la JVAERG qui sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

Les établissements à l'étranger sont ceux dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar canadien. Pour les besoins de la conversion dans la monnaie de présentation de la Banque, tous les actifs et passifs sont évalués dans un premier temps selon la monnaie fonctionnelle de l'établissement à l'étranger, et par la suite, convertis au taux de change prévalant à la date du bilan. Les produits et charges sont convertis aux taux de change moyens pour la période. Les profits et pertes de change latents relatifs à ces établissements à l'étranger, déduction faite de tout profit ou de toute perte découlant des couvertures d'un investissement net et de l'impôt sur le résultat applicable, sont inclus dans les autres éléments du résultat global. Les profits et pertes de change dans le cumul des autres éléments du résultat global sont comptabilisés dans l'état du résultat consolidé quand survient une sortie totale ou partielle de l'établissement à l'étranger. Le solde de l'investissement dans des entités à l'étranger comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence, y compris la participation de la Banque dans The Charles Schwab Corporation et TD Ameritrade, est converti en dollars canadiens au taux de change prévalant à la date du bilan, et les profits ou pertes de change sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

COMPENSATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Les actifs et passifs financiers sont compensés et le solde net est présenté dans le bilan consolidé, seulement si la Banque a actuellement un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et a l'intention soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément. Dans tous les autres cas, le montant brut des actifs et passifs est présenté.

CALCUL DE LA JUSTE VALEUR

La juste valeur d'un instrument financier au moment de la comptabilisation initiale est généralement le prix de la transaction, comme la juste valeur de la contrepartie donnée ou reçue. Les prix cotés sur des marchés actifs représentent la meilleure indication de la juste valeur. S'il n'existe pas de marché actif pour l'instrument, la juste valeur peut être fondée sur d'autres transactions courantes sur le marché qui peuvent être observées pour le même instrument ou un instrument semblable, sans modification ni reconditionnement, ou sur la base d'une autre technique d'évaluation qui maximise l'utilisation de données de marché observables.

Lorsque les actifs et les passifs financiers présentent des risques de marché ou des risques de crédit qui se compensent, la Banque applique l'exception aux fins de l'évaluation, comme il est décrit à la rubrique « Exception aux fins de l'évaluation d'un portefeuille » de la note 5. La valeur obtenue par suite de l'application de l'exception aux fins de l'évaluation du portefeuille doit être répartie entre les instruments financiers individuels au sein du groupe pour parvenir à la juste valeur d'un instrument financier individuel. Les exigences de présentation relatives à la compensation au bilan, telles que décrites à la rubrique *Compensation des instruments financiers* ci-dessus de la présente note, sont alors appliquées, le cas échéant.

Les rajustements de valeur reflètent l'évaluation faite par la Banque des facteurs utilisés par les intervenants du marché pour évaluer les actifs ou les passifs. La Banque comptabilise différents types de rajustements de valeur, entre autres, des rajustements à l'égard des écarts cours acheteur-cours vendeur, du caractère inobservable des données utilisées dans les modèles d'évaluation, ou des hypothèses relatives au risque, telles que la solvabilité de l'une ou l'autre des contreparties ainsi que les coûts de financement non garanti et avantages implicites du marché pour les dérivés négociés hors Bourse.

S'il existe une différence entre le prix de transaction initial et la valeur fondée sur une autre technique d'évaluation, cette différence correspond alors au profit ou à la perte initial. Le profit ou la perte initial est constaté à la comptabilisation initiale de l'instrument seulement si la juste valeur se fonde sur des données observables. Lorsqu'une technique d'évaluation fait appel à des données non observables importantes pour évaluer un instrument, ce dernier est d'abord évalué au prix de transaction, qui est considéré comme la meilleure estimation de la juste valeur. Après la comptabilisation initiale, toute différence entre le prix de transaction et la valeur établie par la technique d'évaluation au moment de la

comptabilisation initiale est constatée à mesure que les données non observables deviennent observables.

Si la juste valeur d'un actif financier évalué à la juste valeur devient négative, l'actif est comptabilisé comme un passif financier jusqu'à ce que sa juste valeur redevienne positive, auquel moment il est comptabilisé à titre d'actif financier, ou jusqu'à ce qu'il soit éteint.

DÉCOMPTABILISATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Actifs financiers

La Banque décomptabilise un actif financier lorsque les droits contractuels de cet actif ont expiré. Il peut aussi être approprié de recourir à la décomptabilisation lorsque le droit contractuel de recevoir des flux de trésorerie futurs de l'actif a été transféré, ou lorsque la Banque conserve les droits aux flux de trésorerie futurs de l'actif, mais prend en charge l'obligation de payer ces flux de trésorerie à un tiers sous réserve de certains critères.

Quand la Banque transfère un actif financier, elle doit évaluer dans quelle mesure elle conserve les risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif transféré. Si la Banque conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif financier, elle continue de comptabiliser l'actif financier, et comptabilise également un passif financier pour la contrepartie reçue. Certains coûts de transaction engagés sont aussi incorporés à l'actif et sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Si la Banque transfère la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif financier, elle décomptabilise l'actif financier et comptabilise séparément comme éléments d'actif ou de passif tous les droits et obligations créés ou conservés au moment du transfert. La Banque détermine si la quasi-totalité des risques et avantages a été transférée en effectuant une comparaison quantitative de la variabilité des flux de trésorerie avant et après le transfert. Si la variabilité des flux de trésorerie ne change pas de façon importante par suite du transfert, la Banque conserve la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété.

Si la Banque ne transfère ni ne conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif financier, elle décomptabilise l'actif financier si elle n'en a pas conservé le contrôle. La Banque est considérée comme ayant abandonné le contrôle de l'actif financier si le cessionnaire a la capacité pratique de vendre l'actif financier transféré. Si la Banque conserve le contrôle de l'actif financier, elle continue de comptabiliser l'actif financier dans la mesure de son implication continue dans l'actif financier. Dans ce cas, la Banque conserve généralement les droits aux flux de trésorerie futurs relatifs à l'actif par le biais d'une participation résiduelle et est exposée à un certain degré de risque associé à cet actif financier.

Les critères de décomptabilisation sont également appliqués au transfert d'une partie d'un actif, par opposition à la totalité de l'actif, ou à un groupe entier d'actifs financiers similaires, selon le cas. Dans le cas du transfert d'une partie d'un actif, la partie ne comprend que des flux de trésorerie identifiés de manière spécifique, qu'une part parfaitement proportionnelle de l'actif ou qu'une part parfaitement proportionnelle des flux de trésorerie identifiés de manière spécifique.

Titrisation

La titrisation est l'opération par laquelle des actifs financiers sont transformés en valeurs mobilières. La Banque titre les actifs financiers en les transférant à un tiers et, dans le cadre de la titrisation, certains actifs financiers (collectivement, les « droits conservés ») peuvent être conservés et comprendre des coupons d'intérêts et, dans certains cas, un compte de réserve au comptant. Si le transfert satisfait aux conditions de décomptabilisation, un profit ou une perte à la vente des actifs est comptabilisé immédiatement dans les autres produits, compte tenu de l'incidence des couvertures sur l'actif vendu, le cas échéant. Le montant du profit ou de la perte correspond à la différence entre la valeur comptable de l'actif transféré et la somme du produit en espèces reçu, de la juste valeur de tout actif financier reçu ou passif financier pris en charge, et de tout profit ou perte cumulé attribué à l'actif transféré qui avait été comptabilisé dans le cumul des autres éléments du résultat global. Pour établir la valeur des droits conservés initialement comptabilisée, la valeur comptable antérieure de l'actif cédé est répartie entre le montant décomptabilisé au bilan et les droits conservés comptabilisés, en proportion de leur juste valeur relative à la date du transfert. Après la comptabilisation initiale, puisqu'il n'y a généralement pas de prix cotés pour les droits conservés, la Banque estime la juste valeur en estimant la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus selon les meilleures estimations de la direction au sujet des hypothèses clés qu'utiliseraient les intervenants du marché pour établir la juste valeur. Pour plus de renseignements sur les hypothèses utilisées par la direction pour déterminer la juste valeur des droits conservés, se reporter à la note 3. Les droits conservés sont classés à titre de valeur mobilière détenue à des fins de transaction, et les variations ultérieures de la juste valeur sont comptabilisées dans les produits de négociation.

Lorsque la Banque conserve les droits de gestion, les avantages résultant de la gestion sont évalués en regard des attentes du marché. Lorsque les avantages résultant de la gestion sont plus qu'adéquats, un actif de gestion est comptabilisé. De la même façon, lorsque les avantages de la gestion sont moins qu'adéquats, un passif de gestion est comptabilisé. Les actifs de gestion et les passifs de gestion sont initialement comptabilisés à la juste valeur et par la suite, au coût amorti.

Passifs financiers

La Banque décomptabilise un passif financier lorsque l'obligation résultant du passif est éteinte ou annulée ou qu'elle arrive à expiration. Si un passif financier existant est remplacé par un autre passif financier du même prêteur selon des termes substantiellement différents ou si des modifications substantielles ont été apportées aux termes du passif existant, le passif initial est décomptabilisé et un nouveau passif est comptabilisé, et la différence entre les valeurs comptables respectives est comptabilisée dans l'état du résultat consolidé.

Prises en pension, mises en pension, prêts et emprunts de valeurs mobilières

Les prises en pension consistent, pour la Banque, à acheter des valeurs mobilières qu'elle s'engage à revendre à une date ultérieure en vertu de contrats de revente. Ces contrats sont comptabilisés à titre de transactions de prêts garantis, qui consistent pour la Banque à prendre possession des valeurs mobilières acquises, sans toutefois acquérir les risques et avantages rattachés au droit de propriété. La Banque surveille la valeur de marché des valeurs mobilières acquises par rapport aux paiements prévus en vertu des contrats et, au besoin, exige l'apport d'une garantie additionnelle. En cas de défaillance de la contrepartie, la Banque a le droit contractuel de liquider le bien qu'elle détient en garantie et de porter le produit en diminution des paiements à recevoir de la contrepartie.

Pour ce qui est des obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension, elles consistent, pour la Banque, à vendre des valeurs mobilières à des contreparties qu'elle s'engage à racheter à une date ultérieure en vertu de contrats de rachat. Ces contrats ne représentent pas une renonciation aux risques et avantages rattachés au droit de propriété et sont comptabilisés à titre de transactions d'emprunts garantis. La Banque surveille la valeur de marché des valeurs mobilières vendues par rapport aux paiements prévus en vertu des contrats de mise en pension et, au besoin, transfère une garantie additionnelle et peut exiger que les contreparties rendent les sûretés données en garantie. Certaines transactions qui ne satisfont pas aux critères de décomptabilisation sont également incluses dans les obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension. Pour plus de renseignements, se reporter à la note 9.

Les valeurs mobilières prises en pension et les obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension sont comptabilisées initialement au bilan consolidé aux prix auxquels elles ont été initialement acquises ou cédées, plus les intérêts courus. Par la suite, les contrats sont évalués au coût amorti dans le bilan consolidé, plus les intérêts courus, sauf lorsqu'ils sont détenus à des fins de transaction ou désignés à la JVRN. Les intérêts gagnés sur les prises en pension et les intérêts engagés sur les mises en pension sont établis à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif et sont comptabilisés respectivement à titre de produits d'intérêts et de charges d'intérêts dans l'état du résultat consolidé. Les variations de la juste valeur des prises en pension et des mises en pension détenues à des fins de transaction ou désignées à la JVRN sont comptabilisées dans les produits (pertes) de négociation ou les produits (pertes) sur les instruments financiers désignés à la JVRN à l'état du résultat consolidé.

Dans le cas des transactions de prêt de valeurs mobilières, la Banque prête à une contrepartie des valeurs mobilières et reçoit en retour des garanties sous forme de trésorerie ou de valeurs mobilières. Si de la trésorerie est prise en garantie, la Banque la comptabilise, de même qu'une obligation de remettre la trésorerie, à titre d'obligation liée aux valeurs mobilières mises en pension au bilan consolidé. Si des valeurs mobilières sont prises en garantie, la Banque ne les comptabilise pas au bilan consolidé.

Dans le cas des transactions d'emprunt de valeurs mobilières, la Banque emprunte des valeurs mobilières à une contrepartie en donnant des garanties sous forme de trésorerie ou de valeurs mobilières. Si de la trésorerie est donnée en garantie, la Banque comptabilise les transactions comme des valeurs mobilières prises en pension dans le bilan consolidé. Les valeurs mobilières données en garantie demeurent au bilan consolidé de la Banque.

Quand des valeurs mobilières sont données ou prises en garantie, les frais d'emprunt de valeurs mobilières et les produits de prêt de valeurs mobilières sont comptabilisés dans les produits autres que d'intérêts dans l'état du résultat consolidé sur la durée de la transaction. Quand de la trésorerie est donnée ou prise en garantie, les intérêts reçus ou engagés sont comptabilisés respectivement à titre de produits d'intérêts et de charges d'intérêts dans l'état du résultat consolidé.

Les marchandises physiques achetées ou vendues en vertu d'un contrat qui en prévoit la vente ou le rachat à une date ultérieure à un prix fixe sont aussi incluses respectivement dans les valeurs mobilières prises en pension et les obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension, si les critères de décomptabilisation ne sont pas respectés. Ces instruments sont évalués à la juste valeur.

GOODWILL

Le goodwill représente l'excédent du prix d'acquisition sur la juste valeur nette des actifs identifiables et des passifs acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises. Le goodwill est comptabilisé au coût initial diminué du cumul des pertes de valeur.

Le goodwill est affecté à une unité génératrice de trésorerie (UGT) ou à un groupe d'UGT qui devrait bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises, indifféremment du fait que des actifs acquis et des passifs repris sont assignés à l'UGT ou au groupe d'UGT. Une UGT est le plus petit groupe identifiable d'actifs

qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Chaque UGT ou groupe d'UGT auquel le goodwill est affecté représente au sein de la Banque le niveau le plus bas auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi pour des besoins de gestion interne et n'est pas plus grand qu'un secteur d'exploitation. Si la composition d'une UGT ou d'un groupe d'UGT auquel le goodwill a été affecté change par suite de la vente d'une entreprise, d'une restructuration ou d'autres changements, le goodwill est réaffecté aux unités touchées en utilisant une approche fondée sur la valeur relative, sauf si la Banque peut démontrer qu'une autre méthode reflète mieux le goodwill lié aux unités touchées.

Le goodwill est soumis au moins annuellement à un test de dépréciation et chaque fois qu'un événement ou un changement de situation indique que la valeur comptable peut avoir subi une perte de valeur. Lorsque des indications de dépréciation sont présentes, la valeur recouvrable de l'UGT ou du groupe d'UGT, laquelle correspond à la valeur la plus élevée entre sa juste valeur estimée, diminuée des coûts de sortie, et sa valeur d'utilité, est calculée. Une perte de valeur existe lorsque la valeur comptable de l'UGT ou du groupe d'UGT est supérieure à sa valeur recouvrable. La perte de valeur est comptabilisée à l'état du résultat consolidé et ne peut pas être reprise au cours des périodes ultérieures.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles représentent des actifs non monétaires identifiables qui sont acquis séparément ou dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, ou des logiciels internes. Les immobilisations incorporelles de la Banque sont principalement des immobilisations incorporelles liées aux dépôts de base et des immobilisations incorporelles relatives aux cartes de crédit et aux logiciels. Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées initialement à la juste valeur et sont amorties sur leur durée d'utilité estimée (3 à 20 ans) au prorata de leurs avantages économiques attendus, sauf pour les logiciels, qui sont amortis sur leur durée d'utilité estimée (3 à 7 ans) de façon linéaire.

Chaque trimestre, la Banque soumet ses immobilisations incorporelles à un test de dépréciation. Lorsque des indications de dépréciation sont présentes, la valeur recouvrable de l'actif, laquelle correspond à la valeur la plus élevée entre sa juste valeur estimée, diminuée des coûts de sortie, et sa valeur d'utilité, est calculée. Si la valeur comptable de l'actif en excède la valeur recouvrable, l'actif est ramené à sa valeur recouvrable. Lorsqu'il est impossible d'estimer la valeur recouvrable d'un actif pris isolément, la Banque estime la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle appartient l'actif. Si l'UGT ne s'est pas dépréciée, la durée d'utilité de l'immobilisation incorporelle est évaluée et tout changement est comptabilisé de façon prospective. Une perte de valeur est comptabilisée à l'état du résultat consolidé dans la période au cours de laquelle la dépréciation est décelée. Les pertes de valeur déjà comptabilisées sont évaluées et reprises si les circonstances qui ont mené à la dépréciation ne sont plus présentes. La reprise d'une perte de valeur ne doit pas excéder la valeur comptable de l'immobilisation incorporelle qui aurait été établie si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif au cours de périodes antérieures.

TERRAINS, BÂTIMENTS, MATÉRIEL ET MOBILIER, ET AUTRES ACTIFS AMORTISSABLES

Les terrains sont comptabilisés au coût. Les bâtiments, le matériel informatique, le mobilier et les agencements, le matériel divers et les améliorations locatives sont comptabilisés au coût moins l'amortissement cumulé et les provisions pour dépréciation, le cas échéant. Les profits ou les pertes découlant des cessions sont inclus dans les produits autres que d'intérêts à l'état du résultat consolidé.

Le 1^{er} novembre 2019, la Banque a adopté IFRS 16, *Contrats de location* (IFRS 16). Pour plus de renseignements, se reporter à la rubrique « Contrats de location » de la présente note.

La Banque comptabilise à la juste valeur l'obligation associée à la mise hors service d'un actif à long terme dans la période au cours de laquelle cette obligation est engagée et peut être raisonnablement estimée, et comptabilise une augmentation correspondante de la valeur comptable de l'actif. L'actif est amorti sur une base linéaire sur sa durée d'utilité restant à courir, et le passif est désactivé pour refléter le passage du temps jusqu'au règlement éventuel de l'obligation.

L'amortissement est comptabilisé sur une base linéaire sur la durée d'utilité estimée des actifs par catégorie d'actifs, comme suit :

Actif	Durée d'utilité
Bâtiments	15 à 40 ans
Matériel informatique	2 à 8 ans
Mobilier et agencements	3 à 15 ans
Autre matériel	5 à 15 ans
Améliorations locatives	Le moindre de la durée restante du contrat et de la durée d'utilité restant à courir de l'actif

Chaque trimestre, la Banque évalue si la durée d'utilité de ses actifs amortissables a changé ou soumet ces actifs à un test de dépréciation. Lorsqu'une indication de dépréciation est présente et que l'actif amortissable ne génère pas d'entrées de trésorerie distinctes sur une base autonome, la dépréciation est estimée selon la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle appartient l'actif amortissable. Si l'UGT

ne s'est pas dépréciée, la durée d'utilité de l'actif amortissable est évaluée et tout changement est comptabilisé de façon prospective. Une perte de valeur est comptabilisée à l'état du résultat consolidé dans la période au cours de laquelle la dépréciation est décelée. Les pertes de valeur déjà comptabilisées sont évaluées et reprises si les circonstances qui ont mené à la dépréciation ne sont plus présentes. La reprise d'une perte de valeur ne doit pas excéder la valeur comptable de l'actif amortissable qui aurait été établie si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif au cours de périodes antérieures.

ACTIFS NON COURANTS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE

Les actifs non courants pris individuellement ou les groupes destinés à être cédés sont classés comme détenus en vue de la vente s'ils sont disponibles en vue de la vente immédiate dans leur état actuel, sous réserve uniquement des conditions qui sont habituelles et coutumières pour la vente de tels actifs ou groupes destinés à être cédés, et leur vente doit être hautement probable dans un délai d'une année. Pour qu'une vente soit hautement probable, la direction doit être engagée à l'égard d'un plan de vente et avoir mis en œuvre un programme actif de mise en vente des actifs non courants ou des groupes destinés à être cédés. Les actifs non courants ou les groupes destinés à être cédés classés comme détenus en vue de la vente sont évalués au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de la vente dans le bilan consolidé. Les baisses de valeur des actifs non courants liés aux locaux et les baisses de valeur du matériel et mobilier lors du classement initial comme détenus en vue de la vente sont incluses respectivement aux postes Charges d'occupation, amortissement compris et Charges de matériel et de mobilier, amortissement compris et présentées à titre de charges autres que d'intérêts dans l'état du résultat consolidé. Par la suite, un actif non courant ou un groupe destiné à être cédé qui est détenu en vue de la vente n'est plus amorti et toute baisse de valeur subséquente de la juste valeur diminuée des coûts de la vente ou toute augmentation n'excédant pas le cumul des baisses de valeur est comptabilisée dans les autres produits dans l'état du résultat consolidé.

RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS

La Banque attribue des options sur actions à certains employés en contrepartie des services qu'ils ont rendus à la Banque. La Banque utilise un modèle d'évaluation des options fondé sur un arbre binomial pour estimer la juste valeur de toutes les attributions d'options sur actions dans le cadre de la rémunération. Le coût des options sur actions repose sur la juste valeur estimée à la date d'attribution et est comptabilisé à titre de charge de rémunération et de surplus d'apport sur la période de service requise pour que les employés soient entièrement admissibles aux attributions. Cette période correspond généralement à la période d'acquisition des droits en plus d'une période précédant la date d'attribution. En ce qui concerne les options sur actions de la Banque, la période est généralement de cinq ans. Lorsque les options sont exercées, le montant comptabilisé initialement dans le solde du surplus d'apport est diminué, puis une augmentation correspondante est comptabilisée dans les actions ordinaires.

La Banque a établi divers autres plans de rémunération fondée sur des actions selon lesquels certains employés se voient attribuer des unités d'actions équivalant aux actions ordinaires de la Banque en contrepartie des services qu'ils ont rendus à la Banque. L'obligation relative aux unités d'actions est incluse dans les autres passifs dans le bilan consolidé. La charge de rémunération est comptabilisée en fonction de la juste valeur des unités d'actions à la date d'attribution ajustée selon les variations de juste valeur survenues entre la date d'attribution et la date d'acquisition des droits, déduction faite des activités de couverture, sur la période de prestation de services au cours de laquelle les employés acquièrent pleinement les droits rattachés aux attributions. Cette période correspond généralement à la période d'acquisition des droits, en plus d'une période précédant la date d'attribution. En ce qui concerne les unités d'actions de la Banque, la période est généralement de quatre ans.

AVANTAGES DU PERSONNEL

Régimes à prestations définies

Les évaluations actuarielles sont effectuées au moins tous les trois ans afin d'établir la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations projetées pour les régimes à prestations définies de la Banque. Entre les périodes d'évaluations actuarielles, une extrapolation est faite en fonction des dernières évaluations effectuées. Les écarts actuariels sont comptabilisés immédiatement dans les autres éléments du résultat global, et les profits ou les pertes cumulés sont reclassés dans les résultats non distribués. Les charges liées aux régimes de retraite et d'avantages complémentaires de retraite à prestations définies sont établies d'après des évaluations actuarielles distinctes selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services et les hypothèses les plus probables de la direction à l'égard du taux d'actualisation, de l'augmentation des salaires, du taux de variation des coûts des soins de santé et des taux de mortalité, qui sont évalués annuellement avec les actuaires de la Banque. Le taux d'actualisation utilisé pour évaluer les passifs est établi d'après le rendement de marché d'obligations de sociétés de haute qualité dont les modalités correspondent à celles des flux de trésorerie propres aux régimes. La charge comptabilisée inclut le coût des prestations pour les services rendus au cours de l'exercice considéré, les charges d'intérêts nettes ou les produits d'intérêts nets sur le passif ou l'actif net au titre des prestations

définies, le coût des services passés liés aux modifications, aux réductions ou aux liquidations de régimes et les charges administratives. Les coûts de modification de régime sont comptabilisés au cours de la période d'une modification de régime, que les droits soient acquis ou non. Les réductions ou liquidations sont comptabilisées par la Banque au moment où elles surviennent. Une réduction survient lorsque le nombre de personnes bénéficiant du régime baisse significativement. Il y a liquidation lorsque la Banque conclut une transaction éliminant toute obligation juridique ou implicite ultérieure pour tout ou partie des prestations prévues par un régime à prestations définies.

La juste valeur des actifs des régimes et la valeur actualisée des obligations au titre des prestations projetées sont évaluées au 31 octobre. L'actif ou le passif net au titre des régimes à prestations définies correspond à la différence entre les écarts actuariels cumulés, les charges et les cotisations comptabilisées et est présenté dans les autres actifs ou autres passifs.

L'actif net au titre des prestations définies comptabilisé par la Banque est assujéti à un plafonnement qui limite la valeur de l'actif inscrit au bilan consolidé au montant recouvrable par des remboursements de cotisations ou des congés de cotisations futurs. De plus, lorsqu'on détermine, à des fins réglementaires, qu'un déficit de capitalisation existe pour un régime à prestations définies, la Banque doit comptabiliser un passif équivalant à la valeur actualisée de l'ensemble des paiements futurs en trésorerie nécessaires pour éliminer ce déficit.

Régimes à cotisations définies

Pour les régimes à cotisations définies, la charge de retraite annuelle est égale aux cotisations de la Banque à ces régimes.

ASSURANCE

Les primes de contrats d'assurance de courte durée sont différées comme primes non acquises et sont comptabilisées sur une base linéaire dans les produits autres que d'intérêts dans l'état du résultat consolidé sur la durée contractuelle généralement de douze mois des polices sous-jacentes. Ces primes sont comptabilisées, déduction faite des montants cédés en réassurance, et s'appliquent principalement pour les contrats d'assurance de dommages. Les primes non acquises sont comptabilisées dans les passifs liés aux assurances, déduction non faite des primes cédées aux réassureurs, lesquelles sont comptabilisées dans les autres actifs. Les primes pour les polices d'assurance de personnes sont comptabilisées en résultat à mesure qu'elles sont gagnées dans les produits d'assurance.

Pour l'assurance de dommages, les demandes d'indemnisation et les obligations liées aux indemnités d'assurance représentent les demandes d'indemnisation réelles et les estimations des demandes d'indemnisation futures relatives à des événements pouvant faire l'objet d'une réclamation d'assurance survenus au plus tard à la date du bilan consolidé. Elles sont calculées par l'actuaire désigné conformément aux pratiques actuarielles reconnues, et sont comptabilisées dans les autres passifs. Les indemnisations attendues et les obligations liées aux indemnités d'assurance attendues sont évaluées individuellement et tiennent compte de variables comme les pertes passées, les tendances en matière de demandes d'indemnisation réelles et les changements survenus dans les contextes social, économique et légal en vigueur. Ces obligations sont passées en revue constamment et, au fur et à mesure que des événements surviennent et que de nouvelles informations sont disponibles, les obligations sont ajustées au besoin. Outre les informations sur les demandes d'indemnisation significatives, les obligations comptabilisées par la Banque comprennent une provision pour tenir compte des prévisions de réclamations, y compris les sinistres subis, mais non encore signifiés par les titulaires de police. Les sinistres subis, mais non encore signifiés sont évalués en fonction des tendances de développement historiques et des méthodologies actuarielles pour les groupes de sinistres qui présentent des caractéristiques similaires. Les passifs actuariels pour l'assurance de personnes représentent la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs de la police établie au moyen de méthodes d'évaluation actuarielle standard. Les passifs actuariels sont comptabilisés dans les passifs liés aux assurances et les variations sont comptabilisées dans les indemnisations d'assurance et charges connexes.

PROVISIONS

Une provision est comptabilisée lorsque la Banque a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, dont le montant peut être estimé de façon fiable, et qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour l'éteindre.

Les provisions reposent sur la meilleure estimation par la direction de la contrepartie qui sera nécessaire pour éteindre l'obligation à la fin de la période de présentation de l'information financière, en tenant compte des risques et des incertitudes qui touchent l'obligation. Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, les provisions sont évaluées à la valeur actualisée des dépenses qui devraient être nécessaires pour éteindre l'obligation, au moyen d'un taux d'actualisation reflétant l'appréciation actuelle par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'obligation.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

L'impôt sur le résultat est composé de l'impôt exigible et de l'impôt différé. L'impôt sur le résultat est comptabilisé dans la charge (le recouvrement) de l'impôt sur le résultat dans l'état du résultat consolidé, sauf dans la mesure où il est rattaché

aux éléments comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ou directement dans les capitaux propres, auquel cas cet impôt est aussi comptabilisé respectivement dans les autres éléments du résultat global ou directement dans les capitaux propres.

L'impôt différé est comptabilisé pour les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et passifs inscrits au bilan consolidé et les valeurs attribuées à ces actifs et passifs aux fins fiscales. Les actifs et passifs d'impôt différé sont calculés d'après les taux d'imposition qui devraient s'appliquer lorsque les actifs ou les passifs seront déclarés aux fins fiscales. Un actif d'impôt différé n'est comptabilisé que s'il est probable que les résultats imposables des périodes futures, auxquels les différences temporaires déductibles pourront être imputées, seront suffisants. Aucun passif d'impôt différé n'est comptabilisé pour les différences temporaires liées aux participations dans des filiales, succursales et entreprises associées et aux investissements dans des coentreprises si la Banque contrôle la date à laquelle la différence temporaire s'inversera et s'il est probable que la différence temporaire ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

La Banque comptabilise une provision pour positions fiscales incertaines s'il est probable qu'elle devra verser un montant aux autorités fiscales par suite de leur examen d'une position fiscale. Cette provision est évaluée selon la meilleure estimation par la Banque du montant prévu à payer. Les provisions sont reprises dans la charge (le recouvrement) d'impôt sur le résultat au cours de la période pendant laquelle la direction établit qu'elles ne sont plus requises, ou selon les dispositions de la loi.

CONTRATS DE LOCATION

Un accord contient un contrat de location lorsqu'il comporte un bien déterminé et que la Banque a le droit d'en contrôler l'utilisation pour un certain temps moyennant une contrepartie. Un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative sont comptabilisés pour tous les contrats de location, à l'exception des contrats de location à court terme et des contrats de location

relatifs à des actifs de faible valeur comme il est décrit ci-dessous. À la date de début du contrat de location, l'obligation locative est initialement comptabilisée à la valeur actualisée des paiements de loyers futurs sur la durée résiduelle du contrat de location, calculée à l'aide du taux d'emprunt marginal de la Banque. L'actif au titre du droit d'utilisation est comptabilisé au coût, ce qui comprend un montant correspondant à l'obligation locative, sous réserve de certains ajustements. Ultérieurement, l'actif au titre du droit d'utilisation est évalué au coût, diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, et ajusté pour tenir compte de toute réévaluation des obligations locatives, tandis que l'obligation locative est désactualisée à l'aide du taux d'emprunt marginal de la Banque. L'obligation locative est réévaluée s'il y a une modification, un changement de la durée du contrat de location, un changement des paiements de loyers (p. ex., modifications apportées aux paiements futurs par suite d'un changement d'indice ou de taux utilisé pour déterminer ces paiements de loyers) ou des changements dans les hypothèses ou les stratégies de la Banque relatives à l'exercice d'une option d'achat, de prolongation ou de résiliation.

Les contrats de location de la Banque sont principalement composés de contrats de location visant des biens immobiliers, du matériel et d'autres actifs. Les actifs au titre de droits d'utilisation sont comptabilisés au poste Terrains, bâtiments, matériel et mobilier, et autres actifs amortissables, et les obligations locatives sont incluses dans les autres passifs au bilan consolidé. La charge d'intérêts liée aux obligations locatives est incluse dans les produits d'intérêts nets et l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation est comptabilisé dans les charges autres que d'intérêts à l'état du résultat consolidé.

Les contrats de location à court terme, dont la durée est d'au plus douze mois, et les contrats de location relatifs à des actifs de faible valeur ne sont pas visés par cette comptabilisation, leurs paiements étant comptabilisés selon la méthode linéaire dans les charges autres que d'intérêts à l'état du résultat consolidé de la Banque.

NOTE 3

JUGEMENTS, ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES COMPTABLES IMPORTANTS

Les estimations utilisées dans l'application des méthodes comptables de la Banque sont essentielles pour faire comprendre les résultats d'exploitation et la situation financière de la Banque. Certaines méthodes comptables de la Banque amènent nécessairement à poser des jugements et à établir des estimations de nature complexe et subjective, puisqu'elles portent sur des questions qui sont de nature incertaine. Toute modification de ces jugements et estimations et toute modification des normes et méthodes comptables pourraient avoir une incidence négative importante sur les états financiers consolidés de la Banque. La Banque a instauré des procédés pour s'assurer que les méthodes comptables sont appliquées de manière uniforme et que les processus de modification des méthodes de calcul des estimations et d'adoption des nouvelles normes comptables sont adéquatement contrôlés et suivis de manière appropriée et systématique.

CLASSEMENT ET ÉVALUATION DES ACTIFS FINANCIERS

Évaluation des modèles économiques

La Banque établit ses modèles économiques en fonction de l'objectif selon lequel ses portefeuilles d'actifs financiers sont gérés. Pour des renseignements sur les modèles économiques de la Banque, se reporter à la note 2. Pour établir ses modèles économiques, la Banque prend en compte ce qui suit :

- L'intention de la direction et ses objectifs stratégiques ainsi que l'application dans la pratique des politiques énoncées
- Les principaux risques qui influent sur la performance du modèle économique et la façon dont ces risques sont gérés
- La façon dont le rendement du portefeuille est évalué et dont on en fait rapport à la direction
- La fréquence et l'importance des ventes d'actifs financiers effectuées au cours des périodes précédentes, les raisons de ces ventes et les activités de ventes futures attendues

Les ventes ne permettent pas de déterminer à elles seules le modèle économique et ne sont pas considérées isolément. Les ventes témoignent plutôt de la façon dont les flux de trésorerie sont générés. Un modèle économique de type détention aux fins de la perception sera réévalué par la Banque afin de déterminer si les ventes sont conformes à l'objectif de percevoir des flux de trésorerie contractuels lorsque ces ventes sont de valeur plus que négligeable ou qu'elles sont plus qu'inhabituelles.

Critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels

Pour évaluer si les flux de trésorerie contractuels correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts, la Banque tient compte des modalités contractuelles de l'instrument, notamment si l'actif financier est assorti de modalités contractuelles qui pourraient modifier l'échéancier ou le montant des flux de trésorerie contractuels et qui feraient en sorte qu'il ne correspond pas à un contrat de prêt de base. Dans le cadre de cette évaluation, la Banque tient compte des principales modalités comme suit et évalue si les

flux de trésorerie contractuels des instruments satisfont toujours au critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels :

- Caractéristiques liées à la performance
- Modalités qui limitent les droits de la Banque aux flux de trésorerie d'actifs spécifiés (absence d'un droit de recours)
- Modalités de remboursement anticipé et de prolongation
- Caractéristiques liées à l'effet de levier
- Caractéristiques qui modifient des éléments de la valeur temps de l'argent

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS FINANCIERS

Augmentation importante du risque de crédit

Pour les expositions de détail, les critères d'évaluation d'une augmentation importante du risque de crédit sont définis pour le produit ou pour le portefeuille approprié et varient en fonction de l'exposition au risque de crédit à la création de l'actif financier. Les critères comprennent les variations relatives de la PD, un filet de sécurité absolu en cas de PD et un filet de sécurité en cas de défaillance lorsque les paiements contractuels sont en souffrance depuis plus de 30 jours. Une augmentation importante du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale survient lorsque l'un de ces critères est rempli.

Pour les expositions autres que de détail, la NRE est établie par emprunteur individuel, d'après des modèles de risque de crédit propres aux industries qui sont fondés sur des données historiques. Les informations actuelles et prospectives qui sont propres à l'emprunteur et aux industries sont prises en compte en fonction du jugement d'experts en matière de crédit. Les critères d'évaluation d'une augmentation importante du risque de crédit sont définis pour la segmentation appropriée et varient en fonction de la NRE à la création de l'actif financier. Les critères comprennent les variations relatives de la NRE, un filet de sécurité absolu relatif à la NRE et un filet de sécurité en cas de défaillance lorsque les paiements contractuels sont en souffrance depuis plus de 30 jours. Une augmentation importante du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale survient lorsque l'un de ces critères est rempli. Se reporter à la rubrique « Incidence de la COVID-19 » de la présente note pour en savoir plus sur les considérations liées à la COVID-19.

Évaluation des pertes de crédit attendues

Pour les expositions de détail, les pertes de crédit attendues sont calculées en fonction du produit de la PD, de la perte en cas de défaillance (PCD) et de l'exposition en cas de défaillance (ECD) à chaque période de la durée de vie attendue restante de l'actif financier, et actualisées à la date de clôture selon le taux d'intérêt effectif. Les estimations de la PD correspondent à la PD prospective et sont mises à jour trimestriellement en fonction des antécédents, des conditions actuelles et des informations prospectives pertinentes de la Banque sur la durée de vie attendue de l'exposition pour déterminer la courbe de la PD pour la durée de vie. Les estimations de la PCD sont fondées sur les radiations et les recouvrements

de paiement passés, les données actuelles sur les caractéristiques propres à l'emprunteur et les coûts directs. Les flux de trésorerie attendus des sûretés, des garanties et d'autres rehaussments de crédit sont intégrés dans la PCD s'ils font partie intégrante des modalités contractuelles. Les variables macroéconomiques pertinentes sont intégrées dans le calcul afin de déterminer la PCD attendue. L'ECD correspond au solde attendu au moment de la défaillance sur la durée de vie attendue restante de l'exposition. L'ECD incorpore les anticipations prospectives à l'égard des remboursements des soldes prélevés et des prélèvements futurs, le cas échéant.

Pour les expositions autres que de détail, les pertes de crédit attendues sont calculées en fonction de la valeur actualisée des insuffisances de flux de trésorerie, déterminées comme la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux de trésorerie attendus au cours de la durée de vie attendue restante de l'instrument financier. La PD pour la durée de vie est déterminée en établissant une concordance entre la NRE de l'exposition et la PD prospective sur la durée de vie attendue. Les estimations de la PCD sont déterminées en établissant une concordance entre la notation de risque par facilité (NRF) de l'exposition et la PCD attendue, laquelle tient compte des caractéristiques propres à la facilité comme la sûreté, le rang de subordination de la créance et la structure du prêt. Les variables macroéconomiques pertinentes sont intégrées dans le calcul afin de déterminer la PD et la PCD attendues. Les flux de trésorerie attendus sont établis en appliquant la PCD attendue aux flux de trésorerie contractuels afin de calculer les insuffisances de flux de trésorerie sur la durée de vie attendue de l'exposition.

Informations prospectives

Pour calculer les pertes de crédit attendues, la Banque se sert de modèles internes fondés sur des paramètres de PD, de PCD et d'ECD. Des facteurs macroéconomiques prospectifs, y compris des facteurs propres aux régions, sont intégrés aux paramètres de risque selon le cas. Des facteurs de risque additionnels qui sont propres aux industries ou aux secteurs sont également intégrés, lorsque pertinent. Des scénarios macroéconomiques prospectifs sont produits par les Services économiques TD dans le processus relatif aux pertes de crédit attendues : un scénario économique de base, ainsi qu'un scénario optimiste et un scénario pessimiste fondés sur une conjoncture économique plausible tenant compte des sources d'incertitude entourant le scénario de base. Tous les scénarios macroéconomiques sont mis à jour trimestriellement en fonction de chacune des variables régionales, le cas échéant, et sont incorporés selon le cas dans la modélisation trimestrielle des paramètres de risque du scénario de base, du scénario optimiste et du scénario pessimiste utilisés dans le calcul des pertes de crédit attendues et des pertes de crédit attendues fondées sur des pondérations probabilistes. Les Services économiques TD exerceront leur jugement pour recommander chaque trimestre les pondérations probabilistes de chacun des scénarios. Les scénarios macroéconomiques et les pondérations probabilistes proposés font l'objet d'un examen critique approfondi de la direction par l'entremise d'un comité regroupant des représentants des Services économiques TD et des fonctions Gestion du risque, Finances et Entreprise. La Banque applique des facteurs de pondération probabiliste propres aux pertes de crédit attendues calculées selon chacun des trois scénarios afin de déterminer les pertes de crédit attendues fondées sur des pondérations probabilistes. Se reporter à la rubrique « Incidence de la COVID-19 » de la présente note pour en savoir plus sur les considérations liées à la COVID-19 et à la note 8 pour plus de renseignements sur les variables macroéconomiques et la sensibilité des pertes de crédit attendues.

Jugement d'expert en matière de crédit

Les pertes sur crédit attendues sont comptabilisées au moment de la comptabilisation initiale des actifs financiers. La provision pour pertes sur créances représente la meilleure estimation de la direction du risque de défaillance et des pertes de crédit attendues sur les actifs financiers, y compris les expositions hors bilan, à la date du bilan. La direction exercera un jugement d'expert en matière de crédit pour déterminer si le risque de crédit d'une exposition a augmenté de manière importante depuis la comptabilisation initiale et pour établir le montant des pertes de crédit attendues à chaque date de clôture en tenant compte des informations raisonnables et justifiables qui ne sont pas déjà comprises dans les modèles quantitatifs. Se reporter à la rubrique « Incidence de la COVID-19 » de la présente note pour en savoir plus sur les considérations liées à la COVID-19.

La direction exerce son jugement pour établir le montant de la fourchette qui constitue la meilleure estimation de la composante qualitative qui contribue aux pertes de crédit attendues, d'après l'évaluation de la conjoncture économique, l'historique des pertes, la composition du portefeuille de prêts et d'autres indicateurs et informations prospectives pertinents qui ne sont pas totalement intégrés dans le calcul des modèles. Toute modification de ces hypothèses aurait une incidence directe sur la provision pour pertes sur créances (à l'état du résultat) et pourrait entraîner une modification de la provision pour pertes sur créances (au bilan).

Incidence de la COVID-19

En 2020, la Banque a mis en place des programmes d'allègement qui permettraient aux emprunteurs de reporter temporairement le paiement du principal ou des intérêts, ou des deux, sur leurs prêts, et a apporté son soutien à différents

programmes d'aide gouvernementale qui lui ont permis de réduire son exposition aux pertes attendues. En vertu de ces programmes d'aide, et nonobstant toute autre variation du risque de crédit, la participation à un programme de report de paiements n'équivalait pas, en soi, à un événement déclenchant une augmentation importante du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale (ce qui aurait entraîné une migration vers une autre étape) ni ne s'est traduite par un nombre supplémentaire de jours en souffrance ou en retard. La majorité de ces programmes d'aide ont maintenant pris fin.

En raison de la COVID-19, le degré d'incertitude est plus élevé quand vient le temps d'établir des informations prospectives raisonnables et justifiables. La direction exerce un jugement d'expert en matière de crédit pour déterminer si le risque de crédit d'une exposition a augmenté de manière importante depuis la comptabilisation initiale et pour établir le montant des pertes de crédit attendues à chaque date de clôture en tenant compte des informations raisonnables et justifiables qui ne sont pas déjà comprises dans les modèles quantitatifs. Le contexte actuel peut évoluer rapidement et dans la mesure où certaines répercussions de la COVID-19 ne sont pas totalement intégrées dans les calculs des modèles, des ajustements quantitatifs et qualitatifs temporaires accrus ont été pris en compte. Ces ajustements comprennent les notes de crédit de l'emprunteur, les répercussions de la COVID-19 propres à l'industrie et à la région, les initiatives de soutien aux paiements offertes par la Banque et les gouvernements et le maintien de la paralysie de l'économie dont les effets ne sont pas encore totalement reflétés dans les modèles quantitatifs. La Banque a effectué certaines évaluations quantitatives supplémentaires du risque de crédit au niveau des portefeuilles et des prêts pour déterminer s'il avait augmenté de manière importante.

CONTRATS DE LOCATION

La Banque exerce son jugement pour déterminer la durée appropriée de chaque contrat de location. Elle tient compte de tous les faits et circonstances qui créent un avantage économique à exercer une option de prolongation ou à ne pas exercer une option de résiliation, notamment les investissements dans des améliorations locatives majeures, le rendement des succursales et les pratiques commerciales antérieures. Les périodes visées par les options de prolongation ou de résiliation sont prises en compte dans la durée du contrat de location uniquement si la Banque a la certitude raisonnable de les exercer. La direction considère le seuil de « certitude raisonnable » comme étant un seuil élevé. Tout changement touchant le contexte économique ou l'industrie pourrait influencer sur l'évaluation par la Banque de la durée du contrat de location, et toute modification de l'estimation par la Banque des durées des contrats de location pourrait avoir une incidence significative sur le bilan consolidé et l'état du résultat consolidé de la Banque.

Afin de déterminer la valeur comptable des actifs au titre de droits d'utilisation et des obligations locatives, la Banque doit estimer le taux d'emprunt marginal propre à chaque bien loué ou portefeuille de biens loués si le taux d'intérêt implicite du contrat de location ne peut être déterminé facilement. La Banque détermine le taux d'emprunt marginal de chaque bien loué ou portefeuille de biens loués en prenant en considération le degré de solvabilité de la Banque, la garantie, la durée et la valeur de l'actif au titre du droit d'utilisation ainsi que l'environnement économique dans lequel le bien loué est exploité. Les taux d'emprunt marginaux peuvent changer principalement par suite de changements dans l'environnement macroéconomique.

ÉVALUATIONS DE LA JUSTE VALEUR

La juste valeur des instruments financiers négociés sur un marché actif à la date du bilan est fondée sur leurs cours de marché disponibles. Pour tous les autres instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif, la juste valeur peut être fondée sur d'autres transactions de marché courantes observables portant sur les mêmes instruments ou des instruments similaires, sans modification ni reconditionnement, ou sur la base d'une autre technique d'évaluation qui maximise l'utilisation de données de marché observables. Les données de marché observables peuvent comprendre les courbes de taux d'intérêt, les taux de change et la volatilité des options. Les techniques d'évaluation comprennent des comparaisons avec des instruments similaires lorsqu'il existe des prix de marché observables, des analyses fondées sur la valeur actualisée des flux de trésorerie, des modèles d'évaluation des options et d'autres techniques d'évaluation couramment utilisées par les intervenants du marché.

Dans le cas de certains instruments financiers complexes ou illiquides, la juste valeur est établie d'après des techniques d'évaluation qui ne s'appuient pas sur des transactions de marché courantes ou sur des données de marché observables. Les jugements exercés touchent entre autres la détermination des techniques d'évaluation à appliquer, des critères de liquidité et des données de modélisation comme les volatilités, les corrélations, les écarts de crédit, les taux d'actualisation, les taux de remboursements anticipés et les prix des instruments sous-jacents. Toute imprécision de ces estimations peut influencer sur la juste valeur qui en découle.

Il faut aussi porter des jugements pour comptabiliser les rajustements de valeur appliqués aux justes valeurs déterminées à l'aide de modèles afin de tenir compte des limites de système ou de l'incertitude relative à la mesure, comme dans l'évaluation d'instruments financiers complexes et négociés moins activement sur le marché. Si le marché pour un instrument financier complexe se développait, le cours de cet instrument pourrait devenir plus transparent, ce qui permettrait

de peaufiner les modèles d'évaluation. Par exemple, la réforme des taux interbancaires offerts pourrait également avoir une incidence sur la juste valeur des produits qui font référence à des modèles d'évaluation incorporant des taux interbancaires offerts à titre d'intrants ou qui utilisent ces modèles.

Une analyse de la juste valeur des instruments financiers et des renseignements sur le mode d'évaluation sont présentés à la note 5.

DÉCOMPTABILISATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Certains actifs transférés dans le cadre d'une transaction de titrisation peuvent être admissibles à la décomptabilisation du bilan consolidé de la Banque. Pour déterminer si les actifs sont admissibles à la décomptabilisation, certaines questions importantes doivent être tranchées. Il faut établir si les droits de recevoir des flux de trésorerie des actifs financiers ont été conservés ou transférés et dans quelle mesure les risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif financier ont été conservés ou transférés. Si la Banque n'a ni transféré ni conservé la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif financier, il faut établir si la Banque a conservé le contrôle de l'actif financier. Au moment de la décomptabilisation, la Banque comptabilise un profit ou une perte à la vente de ces actifs qui correspond à la différence entre la valeur comptable de l'actif transféré et la somme du produit en espèces reçu, y compris tout actif financier reçu ou passif financier pris en charge, et tout profit ou perte cumulé attribué à l'actif transféré qui avait été comptabilisé dans le cumul des autres éléments du résultat global. Pour calculer la juste valeur de l'actif financier reçu, la Banque évalue les flux de trésorerie futurs à partir du montant estimé des intérêts attendus sur les actifs titrisés, du rendement à verser aux investisseurs, de la tranche des actifs titrisés qui sera remboursée avant l'échéance prévue, des pertes de crédit attendues du coût de gestion des actifs et du taux d'actualisation de ces flux de trésorerie futurs attendus. Les flux de trésorerie réels peuvent être très différents des estimations de la Banque. Les droits conservés sont classés comme valeurs mobilières détenues à des fins de transaction et sont initialement comptabilisés à la juste valeur relative au bilan consolidé de la Banque. Par la suite, la juste valeur des droits conservés comptabilisée par la Banque est calculée au moyen de l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus. La différence entre les flux de trésorerie réels et les flux de trésorerie futurs estimés par la Banque est comptabilisée en produits de négociation. Les hypothèses sont révisées périodiquement et peuvent être modifiées en cas de changements économiques importants.

GOODWILL ET AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

La valeur recouvrable des UGT de la Banque est calculée à l'aide de modèles d'évaluation internes qui tiennent compte de divers facteurs et hypothèses comme les résultats prévus, les taux de croissance, les taux d'actualisation et les taux de croissance finaux. La direction doit exercer son jugement pour estimer la valeur recouvrable des UGT, et l'utilisation de différentes hypothèses et estimations pour le calcul pourrait influencer sur la détermination de l'existence d'une dépréciation et l'évaluation du goodwill. La direction est d'avis que les hypothèses et estimations utilisées sont raisonnables et justifiables. Si possible, les hypothèses émises en interne sont comparées à des données de marché pertinentes. Les valeurs comptables des UGT de la Banque sont établies par la direction à l'aide de modèles de capital basés sur le risque aux fins de l'ajustement des actifs et passifs nets par UGT. Ces modèles intègrent divers facteurs, notamment le risque de marché, le risque de crédit et le risque opérationnel, y compris le capital investi (composé du goodwill et des autres immobilisations incorporelles). Tout capital qui n'est pas directement attribuable aux UGT est détenu dans le secteur Siège social. Les comités de surveillance du capital de la Banque surveillent les méthodes de répartition du capital de la Banque.

AVANTAGES DU PERSONNEL

Les obligations et les charges projetées au titre des prestations des régimes de retraite et d'avantages complémentaires de retraite à prestations définies de la Banque sont établies au moyen de multiples hypothèses qui peuvent influencer de façon significative sur la valeur de ces montants. Les hypothèses actuarielles, notamment les taux d'actualisation, les augmentations de salaire, les taux de progression du coût des soins de santé et les taux de mortalité, représentent les meilleures estimations de la direction et sont révisées annuellement de concert avec les actuaires de la Banque. La Banque élabore chaque hypothèse d'après des résultats techniques passés pertinents de la Banque et des données liées au marché, et évalue si ces données ont une incidence prolongée ou importante sur les hypothèses. Le taux d'actualisation utilisé pour évaluer les obligations au titre des prestations projetées est établi d'après le rendement de marché d'obligations de sociétés de haute qualité dont les modalités correspondent à celles des flux de trésorerie propres aux régimes. Les autres hypothèses sont également des estimations à long terme. Toutes les hypothèses supposent un certain degré d'incertitude. Les écarts entre les résultats réels et les hypothèses ainsi que les modifications des hypothèses découlant des changements quant aux attentes futures entraînent des écarts actuariels qui sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global au cours de l'exercice et ont en outre une incidence sur les charges au cours des périodes futures.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

La Banque est assujettie à l'impôt dans de nombreux territoires. La détermination définitive de l'impôt applicable à bon nombre d'opérations et de calculs dans le cadre normal des activités est incertaine. La Banque constitue des provisions pour positions fiscales incertaines qui, selon elle, reflètent de façon appropriée les risques liés aux positions fiscales faisant l'objet de discussions, de vérifications, de différends ou d'appels auprès des autorités fiscales, ou qui sont autrement incertaines. Ces provisions sont établies à l'aide des meilleures estimations de la Banque quant au montant prévu à payer, en fonction d'une évaluation de tous les facteurs pertinents, lesquels sont révisés à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. Cependant, il se peut qu'une vérification de la part d'autorités fiscales compétentes puisse donner lieu à un passif d'impôt additionnel.

Un actif d'impôt différé n'est comptabilisé que s'il est probable que les résultats imposables des périodes futures seront suffisants pour permettre d'utiliser les différences temporaires déductibles. Cependant, le montant d'un actif d'impôt différé comptabilisé et considéré comme réalisable peut être réduit si les résultats projetés ne sont pas réalisés à cause de divers facteurs, comme une conjoncture économique défavorable. Si la Banque estime que les résultats projetés ne seront pas atteints, elle ramène l'actif d'impôt différé à un montant qu'elle croit réalisable. L'ordre de grandeur de la réduction repose en grande partie sur les prévisions de la Banque quant à ses résultats, qui donnent une indication de l'utilisation possible de l'actif d'impôt différé.

PROVISIONS

Une provision est comptabilisée lorsque le montant d'une perte et le moment où elle sera réalisée sont incertains. Les provisions sont fondées sur les meilleures estimations de la Banque à l'égard des dépenses qui pourraient être requises pour régler ses obligations actuelles, compte tenu de tous les risques et incertitudes pertinents, de même que, si elle est importante, de la valeur temps de l'argent.

Nombre de provisions de la Banque ont trait à diverses poursuites intentées contre elle dans le cadre normal des activités. Les provisions pour litiges nécessitent l'implication de la direction et des conseillers juridiques de la Banque pour évaluer la probabilité de perte et estimer toute incidence financière. Tant qu'une provision existe, la direction ou les conseillers juridiques de la Banque peuvent obtenir de nouvelles informations qui peuvent modifier leur évaluation quant à la probabilité de perte et au montant estimatif de la perte. Toute modification d'une évaluation peut mener à des variations dans le montant comptabilisé pour ces provisions. De plus, les coûts réels de résolution de ces litiges peuvent être sensiblement supérieurs ou inférieurs aux provisions. La Banque examine chacune de ses provisions pour litiges, après prise en compte de différents facteurs, notamment l'évolution de chaque cas, l'expérience de la Banque, l'expérience de tiers dans des cas similaires, et l'opinion et l'avis des conseillers juridiques.

Certaines des provisions découlent d'initiatives de restructuration entreprises par la Banque. Les provisions de restructuration exigent la meilleure estimation de la direction, y compris sur les prévisions à l'égard des conditions économiques. Tout au long de la durée d'une provision, la Banque peut prendre connaissance de nouvelles informations qui pourraient avoir une incidence sur l'évaluation des montants à être engagés. Toute modification d'une évaluation peut mener à des variations dans le montant comptabilisé pour ces provisions.

ASSURANCE

Les hypothèses utilisées pour établir les demandes d'indemnisation et les obligations liées aux indemnités d'assurance de la Banque sont fondées sur les meilleures estimations quant aux résultats possibles.

Pour l'assurance de dommages, le coût définitif des engagements d'indemnisation est estimé au moyen de techniques actuarielles appropriées en matière d'évaluation prospective des sinistres, conformément à la pratique actuarielle reconnue au Canada. Un jugement qualitatif supplémentaire est utilisé pour évaluer la mesure dans laquelle les tendances passées pourraient ne pas se répéter dans l'avenir afin d'établir le coût final estimé d'indemnisation des sinistres qui présente le résultat le plus vraisemblable, compte tenu de toutes les incertitudes présentes.

Pour l'assurance de personnes, les passifs actuariels tiennent compte de tous les flux de trésorerie futurs des polices, y compris les primes, les demandes d'indemnisation et les coûts nécessaires pour administrer les polices. Les hypothèses critiques utilisées dans l'évaluation des passifs au titre des contrats d'assurance de personnes sont établies par l'actuaire désigné.

De plus amples renseignements sur les hypothèses utilisées pour établir le risque d'assurance sont présentés à la note 22.

CONSOLIDATION DES ENTITÉS STRUCTURÉES

La direction doit exercer son jugement pour évaluer si la Banque doit consolider une entité. Par exemple, il pourrait être impossible de déterminer si la Banque contrôle une entité en évaluant uniquement les droits de vote pour certaines entités structurées. En pareil cas, le jugement de la direction est nécessaire pour déterminer si la Banque dispose d'un pouvoir décisionnel quant aux principales activités pertinentes de l'entité et si la Banque peut utiliser ce pouvoir pour absorber une partie importante des rendements variables de l'entité. S'il est

déterminé que la Banque dispose d'un pouvoir décisionnel et qu'elle absorbe une forte proportion des rendements variables de l'entité, elle exerce aussi son jugement afin de déterminer si elle délègue ce pouvoir à titre de mandant, soit pour son propre compte, ou à titre de mandataire, soit pour le compte d'une autre partie.

Pour évaluer si la Banque dispose d'un pouvoir décisionnel, elle doit comprendre l'objet et la conception de l'entité de façon à déterminer les principales activités économiques de cette dernière. Dans ce contexte, les principales activités économiques d'une entité sont celles qui ont une incidence prédominante sur la performance économique de l'entité. Lorsque la Banque a la capacité actuelle de diriger les principales activités économiques de l'entité, elle est considérée disposer d'un pouvoir décisionnel sur l'entité.

La Banque évalue également son exposition aux rendements variables de l'entité structurée afin de déterminer si elle absorbe une forte proportion des rendements variables pour lesquels l'entité structurée a été conçue. Dans cette évaluation, la Banque tient compte du but et de la conception de l'entité afin de déterminer si elle absorbe des rendements variables de l'entité structurée aux termes d'accords contractuels, qui peuvent être sous forme de valeurs mobilières émises par l'entité, de dérivés conclus avec l'entité ou d'autres accords comme des garanties, des facilités de liquidité ou des engagements de crédit.

Si la Banque dispose d'un pouvoir décisionnel sur l'entité et absorbe une partie importante des rendements variables de l'entité, alors elle doit déterminer si elle agit pour son propre compte ou comme mandataire lorsqu'elle exerce son pouvoir décisionnel. Les principaux facteurs à prendre en considération sont l'étendue des pouvoirs décisionnels; les droits détenus par d'autres parties associées à l'entité, y compris tout droit de révocation de la capacité de la Banque à agir à titre de décideur ou de participer aux décisions principales; si les droits détenus par d'autres parties peuvent réellement être exercés; et les rendements variables absorbés par la Banque et par les autres parties associées à l'entité. Pour évaluer la consolidation, il est présumé que la Banque exerce un pouvoir décisionnel pour son propre compte si elle est aussi exposée à une partie importante des rendements variables, à moins qu'une analyse des facteurs mentionnés précédemment n'indique le contraire.

Ces prises de décision se fondent sur des faits et circonstances précis et pertinents pour l'entité et pour des transactions connexes envisagées.

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS

La Banque porte des jugements pour déterminer quand les obligations de prestation sont remplies, ce qui influe sur le moment de la comptabilisation des produits, en évaluant le rythme auquel la Banque transfère le contrôle des services promis au client. Une obligation de prestation est remplie progressivement lorsque le client reçoit et consomme simultanément les avantages procurés par la prestation des services par la Banque. Pour les obligations de prestation remplies progressivement, ce qui est le cas par exemple des produits tirés de forfaits liés aux comptes de dépôts des particuliers, les produits sont habituellement comptabilisés au moyen de la méthode du temps écoulé, laquelle se fonde sur le temps écoulé en proportion de la période au cours de laquelle le service est fourni. La méthode du temps écoulé reflète fidèlement le transfert du contrôle de ces services puisque le contrôle est transféré uniformément au client lorsque la Banque fournit un service consistant à se tenir prête pour la prestation d'autres services ou que les efforts de la Banque sont déployés uniformément pour fournir un service sur la durée du contrat. Dans le cas de contrats où la Banque a le droit à une contrepartie d'un client dont le montant correspond directement à la valeur qu'ont pour le client les obligations de prestation que la Banque a remplies jusqu'à la date considérée, elle comptabilise les produits au montant qu'elle a droit de facturer.

La Banque remplit une obligation de prestation à un moment précis si le client obtient le contrôle des services promis au même moment. La détermination du moment où le contrôle est transféré exige l'exercice de jugement. Pour les services fondés sur les opérations, la Banque détermine que le contrôle est transféré au client à un moment précis lorsque le client obtient la quasi-totalité des avantages du service rendu et que la Banque a un droit actuel à un paiement, ce qui coïncide généralement avec le moment où l'opération est exécutée.

La Banque pose des jugements pour déterminer si les coûts engagés liés à l'obtention de nouveaux contrats générateurs de produits satisfont aux conditions pour être inscrits à l'actif comme des coûts marginaux d'obtention ou d'exécution d'un contrat conclu avec des clients.

NOTE 4 MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES COURANTES ET FUTURES

MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES COURANTES

Les nouvelles normes et modifications de méthodes comptables ci-après ont été adoptées par la Banque le 1^{er} novembre 2020.

Réforme des taux d'intérêt de référence – Phase 2

Le 27 août 2020, l'IASB a publié le document intitulé *Réforme des taux d'intérêt de référence – Phase 2 – Modifications d'IFRS 9, d'IAS 39, d'IFRS 7, d'IFRS 4 et d'IFRS 16* (« Réforme des taux d'intérêt de référence – Phase 2 »). Les modifications entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021. L'adoption anticipée est permise. Aucun ajustement lié à la transition n'a été nécessaire par suite de l'adoption anticipée par la Banque de ces modifications le 1^{er} novembre 2020.

La Réforme des taux d'intérêt de référence – Phase 2 porte sur les questions touchant l'information financière lorsque des changements sont apportés aux flux de trésorerie contractuels des instruments financiers ou aux relations de couverture découlant de la réforme des taux interbancaires offerts. Les modifications permettent que la modification aux actifs financiers, passifs financiers et obligations locatives du preneur requise en conséquence directe de la réforme des taux interbancaires offerts et apportée selon une base économiquement équivalente soit comptabilisée en révisant de façon prospective le taux d'intérêt effectif. Si la modification ne respecte pas les dispositions relatives à la mesure de simplification, les dispositions des IFRS en vigueur doivent être appliquées. Des allègements sont également prévus à l'égard des relations de comptabilité de couverture d'une entité dans le cas où des changements aux éléments couverts et aux instruments de couverture découlent de la réforme des taux interbancaires offerts. Les modifications permettent aux entités de modifier la désignation formelle d'une relation de couverture et de mettre à jour la documentation relative à celle-ci afin de refléter ces changements sans mettre fin à la relation de couverture ou sans avoir à désigner une nouvelle relation de couverture. Les changements permis comprennent la redéfinition du risque couvert en fonction d'un taux de référence alternatif (spécifié contractuellement ou non contractuellement), la modification de la description de l'élément couvert et de l'instrument de couverture pour refléter le taux de référence alternatif et la modification de la description de la méthode d'appréciation de l'efficacité de la couverture par l'entité. Les relations de couverture qui entrent dans le champ d'application de la Réforme des taux d'intérêt de référence – Phase 2 sont les mêmes que celles qui entrent dans le champ d'application de la Réforme des taux d'intérêt de référence – Phase 1. La Réforme des taux d'intérêt de

référence – Phase 2 a également modifié IFRS 7, ajoutant des obligations accrues d'informations qualitatives et quantitatives à fournir sur les risques découlant de la réforme des taux interbancaires offerts, la façon dont l'entité gère ces risques, son degré d'avancement dans la réalisation du passage aux taux de référence alternatifs et la manière dont elle gère ce passage.

La réforme des taux d'intérêt de référence à l'échelle mondiale dont l'objectif est le passage des taux interbancaires offerts à des taux de référence alternatifs pourrait mener à un déséquilibre des marchés et avoir d'autres conséquences négatives sur la Banque, ses clients, les intervenants du marché et le secteur des services financiers. Des risques de marché peuvent survenir puisque les nouveaux taux de référence différeront probablement de ceux existants, ce qui pourrait donner lieu à des rendements financiers différents de ceux générés par les transactions déjà comptabilisées, exiger d'autres stratégies de couverture ou avoir une incidence sur la planification et la gestion des fonds propres et de la liquidité de la Banque. Afin de gérer ces risques, la Banque a mis en place une initiative à l'échelle des fonctions de l'entreprise, supervisée par la haute direction et le conseil d'administration pour évaluer et surveiller l'incidence du risque de marché, du risque financier, du risque opérationnel, du risque juridique, du risque technologique et des autres risques sur ses produits, services, systèmes, modèles, processus et cadres de gestion des risques dans le but de la gérer au moyen de mesures d'atténuation appropriées.

Le plan de transition de la Banque progresse, et la Banque continue d'assurer le suivi des faits nouveaux relatifs au secteur et à la réglementation tout en intégrant au plan les meilleures pratiques sur les activités de transition des groupes de travail et des organismes de réglementation. De plus amples renseignements sur certains faits nouveaux sur le marché sont présentés ci-dessous :

- Pour soutenir la transition des anciens contrats dérivés, le courtier en swaps inscrit de la Banque et quatre autres sociétés affiliées de la Banque ont adhéré au International Swaps and Derivatives Association IBOR Fallbacks Protocol (protocole ISDA). Le protocole ISDA, qui est entré en vigueur le 25 janvier 2021, offre un mécanisme de transition efficace pour les contreparties qui y ont adhéré d'un commun accord afin d'incorporer des taux de substitution prescrits dans les anciens contrats dérivés.
- La Chambre de compensation de Londres et le Chicago Mercantile Exchange (CME) Group ont établi un processus avec les intervenants du marché permettant de convertir les swaps indexés au taux interbancaire offert à Londres (LIBOR) en cours en des contrats standardisés du marché indexés à un taux de référence alternatif.

- En juillet 2021, l'Alternative Reference Rates Committee a officiellement recommandé les taux à terme prospectifs fondés sur le Secured Overnight Financing Rate (SOFR) du CME Group, après qu'un changement important a été apporté aux conventions de négociations entre courtiers le 26 juillet 2021 aux termes de l'initiative SOFR First.

En mars 2021, la ICE Benchmark Administrator (IBA) a annoncé qu'elle abandonnera immédiatement après le 31 décembre 2021 la publication de tous les taux LIBOR en livre sterling, en yen japonais, en franc suisse et en euro ainsi que les taux LIBOR en dollar américain à une semaine et à deux mois. La publication des autres taux LIBOR en dollar américain sera abandonnée immédiatement après le 30 juin 2023. En septembre 2021, la Financial Conduct Authority (FCA) du Royaume-Uni a confirmé qu'elle exigera que la IBA publie certains taux LIBOR en livre sterling et en yen japonais présentés sur une base synthétique non représentative après le 31 décembre 2021 en vue d'assurer une cessation ordonnée des anciennes expositions sur le marché. Afin de soutenir l'objectif

réglementaire mondial visant l'abandon de l'utilisation des taux de référence LIBOR, les organismes de réglementation à l'échelle mondiale ont publié des lignes directrices et des énoncés de politique à l'intention des institutions relevant de leur juridiction pour limiter l'utilisation du LIBOR en dollar américain à titre de taux de référence dans de nouveaux contrats conclus après le 31 décembre 2021, sous réserve de rares exceptions.

Le tableau ci-après présente les expositions de la Banque aux taux d'intérêt de référence importants assujettis à la réforme des taux interbancaires offerts qui n'ont pas encore été indexés à un taux de référence alternatif et qui viendront à échéance après le 30 juin 2023 pour certains taux LIBOR en dollar américain et après le 31 décembre 2021 pour certains autres taux interbancaires offerts assujettis à la transition. Elles comprennent aussi les expositions aux taux d'intérêt de référence assujettis à la réforme des taux interbancaires offerts dont l'indexation à un taux de référence alternatif n'est pas nécessaire.

Expositions aux taux d'intérêt de référence assujettis à la réforme des taux interbancaires offerts^{1, 2, 3}

(en millions de dollars canadiens)

Au 31 octobre 2021

	Actifs financiers non dérivés ⁴		Passifs financiers non dérivés		Dérivés		Engagements hors bilan ⁵	
	Valeur comptable		Valeur comptable	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative	Montant contractuel	
Échéances du LIBOR en dollar américain qui seront abandonnées le 31/12/2021	1 496 \$		– \$	172 \$	1 \$	16 \$	– \$	
Échéances du LIBOR en dollar américain qui seront abandonnées le 30/06/2023	102 219		519	3 242 624	1 486	2 327	89 407	
LIBOR en livre sterling	748		–	254 009	10	2	1 870	
Autres taux interbancaires offerts ⁶	328		–	241 485	301	176	–	
	104 791		519	3 738 290	1 798	2 521	91 277	
Swaps de devises⁷								
LIBOR en dollar américain / autres taux ⁸	s. o.		s. o.	447 821	7 148	7 488	s. o.	
LIBOR en dollar américain / LIBOR en livre sterling	s. o.		s. o.	122 832	438	408	s. o.	
LIBOR en dollar américain / LIBOR en yen japonais	s. o.		s. o.	34 335	486	525	s. o.	
Autres taux interbancaires offerts ⁶	s. o.		s. o.	37 277	1 072	890	s. o.	
	s. o.		s. o.	642 265	9 144	9 311	s. o.	
Total	104 791 \$		519 \$	4 380 555 \$	10 942 \$	11 832 \$	91 277 \$	

¹ Les taux de référence alternatifs pour les principaux taux d'intérêt de référence comprennent le SOFR (Secured Overnight Financial Rate) pour le LIBOR en dollar américain, le SONIA (Sterling Overnight Index Average) pour le LIBOR en livre sterling et le TONAR (Tokyo Overnight Average Rate) pour le LIBOR en yen japonais.

² L'EURIBOR (Euro Interbank Offered Rate) est exclu du présent tableau puisqu'il a fait l'objet d'un changement de méthode de calcul en 2019 et qu'il demeurera un taux d'intérêt de référence. Au 31 octobre 2021, le notionnel des dérivés indexés au taux EURIBOR s'élevait à 1 811 milliards de dollars et les valeurs comptables des actifs financiers non dérivés et des passifs financiers non dérivés indexés au taux EURIBOR s'établissaient respectivement à 618 millions de dollars et 19 millions de dollars.

³ Certaines facilités à vue indexées au taux LIBOR en dollar américain n'ont aucune échéance précise, par conséquent elles sont exclues du tableau. Au 31 octobre 2021, les valeurs comptables des prêts à vue et des dépôts à vue indexés au taux LIBOR en dollar américain qui ne sont pas assortis d'une échéance précise s'élevaient respectivement à 2 milliards de dollars et 2 milliards de dollars.

⁴ Les prêts présentés comme actifs financiers non dérivés représentent les montants empruntés et excluent la provision pour pertes sur prêts. Au 31 octobre 2021, la valeur comptable des actifs financiers non dérivés indexés au taux LIBOR en dollar américain pour les échéances qui seront abandonnées après le 30 juin 2023 s'élevait à 102 milliards de dollars, dont une tranche de 60 milliards de dollars se rapporte aux prêts, une tranche de 37 milliards de dollars, aux titres de créances au coût amorti, et une tranche de 5 milliards de dollars, aux actifs financiers à la JVAERG.

⁵ Bien des facilités de prêts consenties par la Banque à de grandes entreprises permettent à l'emprunteur de choisir le taux d'intérêt de référence au moment de l'emprunt sur la facilité. En fonction des antécédents que possède la Banque, le taux d'intérêt de référence choisi par

l'emprunteur est souvent libellé dans la même devise que celle de la facilité, par conséquent, la Banque a présumé que le taux d'intérêt de référence pour ses engagements au titre du crédit non utilisé et des liquidités est libellé dans la même devise que celle de la facilité aux fins des informations présentées dans le présent tableau.

⁶ La catégorie « Autres taux interbancaires offerts » comprend les taux d'intérêt de référence suivants qui sont assujettis à la réforme des taux interbancaires offerts : LIBOR en euro, LIBOR en franc suisse, LIBOR en yen japonais, EONIA (Euro Overnight Index Average) en euro, NIBOR (Norwegian Interbank Offered Rate) en couronne norvégienne, SGD (Singapore Dollar Swap Offer Rate) en dollar de Singapour, HIBOR (Hong Kong Interbank Offered Rate) en dollar de Hong Kong, JIBAR (Johannesburg Interbank Average Rate) en rand, STIBOR (Stockholm Interbank Offered Rate) en couronne suédoise et TIIE (Interbank Equilibrium Interest Rate) en peso mexicain.

⁷ Le LIBOR en dollar américain présenté sous Swaps de devises dans le tableau ci-dessus se rapporte aux échéances (à un jour, à un mois, à trois mois, à six mois et à douze mois) qui seront abandonnées après le 30 juin 2023. Au 31 octobre 2021, la Banque ne détenait aucun swap de devises indexé au LIBOR en dollar américain dont les échéances sont à une semaine et à deux mois qui seront abandonnées après le 31 décembre 2021.

⁸ La catégorie « Autres taux » se rapporte aux taux qui ne sont pas assujettis à la réforme des taux interbancaires offerts ou qui ont déjà fait l'objet d'une réforme.

Relations de couverture

Le 1^{er} novembre 2020, la Banque a changé sa méthode comptable de façon rétrospective pour la présentation des variations de la juste valeur des instruments de couverture désignés dans certaines relations de couverture de juste valeur, en reclassant dans les produits d'intérêts nets et hors des produits autres que d'intérêts la composante exclue de l'évaluation de l'efficacité de la couverture. Par suite de ce reclassement, les variations de la juste valeur de l'élément couvert et de l'instrument de couverture connexe (à l'exclusion de l'inefficacité de couverture) sont présentées aux mêmes postes dans l'état du résultat consolidé. Afin de rendre conformes les montants comparatifs des exercices clos les 31 octobre 2020 et 2019 à la présentation adoptée pour l'exercice considéré, la Banque a reclassé dans les produits d'intérêts nets et hors des produits autres que d'intérêts à l'état du résultat consolidé des pertes respectivement de 1 114 millions de dollars et 110 millions de dollars.

Regroupements d'entreprises

En octobre 2018, l'IASB a publié des modifications de portée limitée d'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*. Les modifications fournissent des indications supplémentaires sur la définition d'une entreprise qui permettent de déterminer si une acquisition constitue une acquisition d'entreprise ou d'un groupe d'actifs. Un acquéreur comptabilise un goodwill uniquement lorsqu'il acquiert une entreprise et non lorsqu'il acquiert un groupe d'actifs. La Banque a adopté ces modifications de façon prospective le 1^{er} novembre 2020, lesquelles n'ont eu aucune incidence importante sur la Banque.

Cadre conceptuel de l'information financière révisé

En mars 2018, l'IASB a publié le Cadre conceptuel de l'information financière révisé (le cadre conceptuel révisé), qui propose un ensemble de concepts en vue d'aider l'IASB à élaborer des normes et les préparateurs à appliquer des méthodes comptables cohérentes en l'absence d'une norme comptable précise.

Ce cadre n'est pas une norme comptable et n'a pas préséance sur les dispositions contenues dans d'autres normes IFRS. Le cadre conceptuel révisé stipule que l'information financière doit être pertinente et donner une image fidèle de ce qu'elle doit représenter pour être utile, propose des définitions et des critères de comptabilisation révisés des actifs et des passifs et confirme que les différentes bases d'évaluation sont utiles et permises. La Banque a adopté le cadre conceptuel révisé de façon prospective le 1^{er} novembre 2020, lequel n'a eu aucune incidence importante sur la Banque.

MODIFICATIONS DE MÉTHODE COMPTABLES FUTURES

La norme suivante a été publiée, mais n'était pas encore en vigueur en date de la publication des états financiers consolidés de la Banque. La Banque évalue actuellement l'incidence de l'application de cette norme sur les états financiers consolidés et adoptera la norme lorsqu'elle entrera en vigueur.

Contrats d'assurance

L'IASB a publié IFRS 17, *Contrats d'assurance* (IFRS 17), qui remplace les lignes directrices d'IFRS 4, *Contrats d'assurance*, et établit les principes pour la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des contrats d'assurance ainsi que pour les informations à fournir sur ceux-ci. Les contrats d'assurance sont divisés en groupes et ces groupes sont évalués à la valeur actualisée, ajustée en fonction

du risque, des flux de trésorerie liés à l'exécution des contrats. Les produits sont comptabilisés à mesure que les services prévus aux contrats d'assurance sont fournis au cours de la période de couverture. Les pertes sont comptabilisées immédiatement si le groupe de contrats devait être déficitaire.

La norme est en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023, soit le 1^{er} novembre 2023 pour la Banque. Selon le préavis connexe publié par le BSIF, l'adoption anticipée de la norme n'est pas permise. La norme sera appliquée de façon rétrospective avec retraitement des montants comparatifs, sauf si ce retraitement est impraticable.

L'adoption d'IFRS 17 représente une mesure importante prise par la Banque et est soutenue par une solide structure de gouvernance. Le comité directeur de la direction rassemble des représentants du secteur Assurance, des fonctions Finances, Actuariat, Risque, Technologie et des équipes de gestion de projet. Le conseil d'administration de la filiale TD Assurance, le comité de risque et le comité d'audit de la Banque sont également informés de la progression du projet par la communication de mises à jour.

La Banque procède à la mise en œuvre d'une solution logicielle, y compris à la préparation des données, à la mise à l'essai et à la configuration du système. De plus, la Banque participe à des consultations sectorielles, y compris à celle menée par le BSIF portant sur l'ébauche d'exigences de fonds propres réglementaires.

NOTE 5

ÉVALUATIONS À LA JUSTE VALEUR

Certains actifs et passifs, surtout les instruments financiers, sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur sur une base récurrente. Ces instruments financiers comprennent les prêts et valeurs mobilières détenus à des fins de transaction, les actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction à la JVRN, les actifs et passifs financiers désignés à la JVRN, les actifs financiers à la JVAERG, les dérivés, certaines valeurs mobilières prises en pension, les dépôts détenus à des fins de transaction, les passifs de titrisation à la juste valeur, les obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert et certaines obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension. Tous les autres actifs financiers et passifs financiers sont comptabilisés au coût amorti.

a) GOUVERNANCE EN MATIÈRE D'ÉVALUATION

Les processus d'évaluation suivent des politiques et des procédures approuvées par la haute direction et par des spécialistes en la matière. La surveillance par la haute direction du processus d'évaluation relève de divers comités responsables des questions d'évaluation. De plus, la Banque met en place un certain nombre de contrôles supplémentaires, notamment un processus de vérification indépendante des prix assurant l'exactitude des évaluations de la juste valeur présentées dans les états financiers. Les sources utilisées pour l'évaluation indépendante des prix respectent les critères établis dans les politiques approuvées touchant l'évaluation, qui prennent en compte l'évaluation de la fiabilité, la pertinence et la fréquence des données.

b) MÉTHODES ET HYPOTHÈSES

Aux fins de l'évaluation et de la présentation de l'information financière, la Banque calcule la juste valeur selon les méthodes d'évaluation et les hypothèses qui suivent.

Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement

La juste valeur des titres de créance des gouvernements canadiens repose sur les prix cotés sur des marchés actifs, s'ils sont disponibles. Si aucun prix coté n'est disponible, des techniques d'évaluation comme les modèles de flux de trésorerie actualisés peuvent être utilisés, ce qui maximise le recours aux données observables telles que les courbes de rendement des obligations de gouvernements.

La juste valeur des titres de créance du gouvernement américain et des titres de créance des organismes gouvernementaux américains est établie en se référant aux prix des transactions récentes, aux cours de courtiers ou aux prix de fournisseurs indépendants. Il est possible que les courtiers et les fournisseurs indépendants utilisent un modèle d'évaluation propre à une catégorie d'actifs pour évaluer ces valeurs mobilières. Les données de marché observables du modèle comprennent les prix du marché prévus, mais non encore annoncés, les indices applicables et des données telles que le coupon, l'échéance et l'échéance moyenne pondérée de la catégorie. Les données de marché utilisées dans le modèle d'évaluation comprennent, sans toutefois s'y restreindre, les courbes de rendement indexées et les écarts de négociation.

La juste valeur des autres obligations émises et garanties par des gouvernements de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) repose sur des cours de courtiers et des prix de fournisseurs indépendants, ou lorsque ces cours ou ces prix ne sont pas disponibles facilement, d'autres techniques d'évaluation, comme les modèles de flux de trésorerie actualisés, peuvent être utilisées. Les données de marché utilisées dans les autres techniques d'évaluation ou les cours de courtiers ou les prix de fournisseurs indépendants comprennent des courbes de rendement d'obligations de gouvernements et des données sur les transactions exécutées.

La juste valeur des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles est établie à l'aide des cours de courtiers, des prix de fournisseurs indépendants et d'autres techniques d'évaluation, comme l'utilisation de modèles d'écart redressé en fonction des options recourant à des données telles que des hypothèses de taux de remboursements anticipés rattachés à la garantie sous-jacente. Les données observables comprennent, sans toutefois s'y restreindre, les courbes de rendement indexées et les écarts cours acheteur-cours vendeur. D'autres données peuvent comprendre les hypothèses relatives à la volatilité formulées à partir de simulations de Monte-Carlo et tiennent compte de facteurs comme la qualité du crédit de la contrepartie et la liquidité.

Autres titres de créance

La juste valeur des titres de créance de sociétés et des autres titres de créance repose sur des cours de courtiers, des prix de fournisseurs indépendants ou d'autres techniques d'évaluation, comme les techniques fondées sur les flux de trésorerie actualisés. Les données de marché utilisées dans les autres techniques d'évaluation ou les prix des fournisseurs indépendants ou les cours de courtiers sous-jacents comprennent des courbes de rendement de titres de référence et d'obligations de gouvernements, des écarts de crédit et des données sur les transactions exécutées.

Les titres adossés à des actifs sont évalués à la juste valeur principalement à partir des prix de fournisseurs indépendants. Les fournisseurs indépendants utilisent un modèle d'évaluation qui optimise le recours à des données observables telles que les courbes de rendement de titres de référence et des écarts cours acheteur-cours vendeur. Le modèle tient également compte des données pertinentes à l'égard des garanties sous-jacentes, comme les hypothèses relatives à la durée moyenne pondérée jusqu'à l'échéance et au taux des remboursements anticipés.

Titres de capitaux propres

La juste valeur des titres de capitaux propres repose sur les prix cotés sur des marchés actifs, s'ils sont disponibles. S'il n'y a pas de prix cotés disponibles facilement, comme pour les titres de capitaux propres privés, ou si l'écart cours acheteur-cours vendeur est important, la juste valeur est calculée d'après les prix cotés de titres semblables ou au moyen de techniques d'évaluation, y compris l'analyse des flux de trésorerie actualisés, les multiples du résultat avant impôt et amortissement, et d'autres techniques d'évaluation pertinentes.

S'il existe des restrictions quant à la négociation des titres de capitaux propres détenus, un rajustement de valeur est comptabilisé par rapport aux prix disponibles, afin de tenir compte de la nature des restrictions. Cependant, les restrictions qui ne font pas partie du titre détenu et qui représentent un accord contractuel distinct conclu par la Banque et un tiers n'influent pas sur la juste valeur de l'instrument initial.

Droits conservés

Les droits conservés sont classés comme valeurs mobilières détenues à des fins de transaction et sont initialement comptabilisés à leur juste valeur marchande relative. Par la suite, la juste valeur des droits conservés comptabilisée par la Banque est calculée au moyen de l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus. La différence entre les flux de trésorerie réels et les flux de trésorerie futurs estimés par la Banque est comptabilisée en résultat. Les hypothèses sont révisées périodiquement et peuvent être modifiées en cas de changements économiques importants.

Prêts

La juste valeur estimée des prêts comptabilisés au coût amorti reflète les variations survenues dans les cours du marché depuis que les prêts ont été consentis ou achetés. En ce qui a trait aux prêts productifs à taux fixe, la juste valeur estimée est établie par l'actualisation des flux de trésorerie futurs prévus liés à ces prêts aux taux d'intérêt actuels du marché pour des prêts ayant des risques de crédit similaires. En ce qui a trait aux prêts productifs à taux variable, les variations des taux d'intérêt ont peu d'incidence sur la juste valeur étant donné que les taux d'intérêt imputés aux prêts sont révisés régulièrement en fonction du marché. Ainsi, la juste valeur est présumée se rapprocher de la valeur comptable. La juste valeur des prêts n'est pas rajustée pour tenir compte de la valeur de toute protection de crédit que la Banque a pu acheter pour atténuer le risque de crédit.

La juste valeur des prêts comptabilisés à la JVRN, qui comprennent les prêts détenus à des fins de transaction et les prêts détenus à des fins autres que de transaction à la JVRN, est établie d'après les prix de marché observables, s'ils sont disponibles. Lorsque la Banque est teneur de marché pour des prêts négociés sur le marché secondaire, la juste valeur est établie à l'aide des prix réels, ou des prix pour des transactions comparables. Quant aux prêts pour lesquels la Banque n'est pas teneur de marché, la Banque obtient des cours d'autres courtiers dignes de confiance ou utilise des techniques d'évaluation pour déterminer la juste valeur.

La juste valeur des prêts comptabilisés à la JVAERG est présumée se rapprocher de leur coût amorti, étant donné que ces prêts sont habituellement des prêts productifs à taux variable et, par nature, sont à court terme.

Marchandises

La juste valeur des marchandises est déterminée d'après les prix cotés sur des marchés actifs, lorsqu'ils sont disponibles. La Banque négocie également des contrats de dérivés de marchandises qui peuvent être négociés sur une Bourse ou sur des marchés hors cote.

Instruments financiers dérivés

La juste valeur des instruments financiers dérivés négociés en Bourse est déterminée d'après les prix cotés. La juste valeur des instruments financiers dérivés négociés hors Bourse est estimée à l'aide de techniques d'évaluation bien établies comme les techniques fondées sur les flux de trésorerie actualisés, le modèle Black-Scholes et la simulation de Monte-Carlo. Les modèles d'évaluation utilisent des données observables sur le marché ou qui peuvent être tirées de celles-ci.

Les prix obtenus en utilisant ces modèles sont comptabilisés déduction faite des rajustements de valeur. Les données utilisées dans les modèles d'évaluation sont fonction du type de dérivé et de la nature de l'instrument sous-jacent et sont propres à l'instrument évalué. Les données peuvent comprendre, sans toutefois s'y restreindre, les courbes de taux d'intérêt, les taux de change, les ratios dividende/cours projetés, les prix au comptant et à terme des marchandises, les taux de recouvrement, la volatilité, les cours au comptant et la corrélation.

Le rajustement de la valeur du crédit (RVC) est appliqué à la valeur selon le modèle des dérivés négociés hors Bourse pour tenir compte de l'incertitude liée à la possibilité qu'une des deux contreparties à un dérivé ne soit pas en mesure de respecter ses obligations dans le cadre du contrat. Pour établir le RVC, la Banque tient compte des conventions-cadres de compensation et des garanties, et évalue la solvabilité de la contrepartie et sa propre qualité de crédit, en utilisant les écarts de crédit observables sur le marché ou les écarts de crédit de remplacement pour apprécier les montants futurs pouvant être dus à la Banque ou dus par la Banque.

La juste valeur d'un dérivé est en partie une fonction du nantissement. La Banque utilise la courbe de swap indexé sur le taux à un jour pertinente pour actualiser les flux de trésorerie des dérivés garantis puisque la majorité des sûretés sont fournies sous forme de trésorerie et peuvent être financées au taux de financement à un jour.

Un rajustement de la valeur lié au financement (RVF) est appliqué à la valeur selon le modèle des dérivés négociés hors Bourse pour tenir compte des coûts de financement non garantis et avantages implicites du marché dans la fixation des prix et le calcul de la juste valeur. Certains des principaux facteurs du RVF comprennent l'écart du coût de financement implicite du marché et l'exposition moyenne attendue par contrepartie.

La Banque continuera à surveiller les pratiques de l'industrie en matière de rajustements de valeur et pourrait peaufiner la méthode qu'elle utilise en fonction de l'évolution des pratiques sur le marché.

Dépôts

La juste valeur estimée des dépôts à terme est établie par l'actualisation des flux de trésorerie contractuels au moyen des taux d'intérêt en vigueur pour les dépôts assortis de modalités similaires.

La Banque considère la juste valeur des dépôts dont l'échéance n'est pas définie comme égale à la valeur comptable, soit l'équivalent du montant à payer à la date du bilan.

La juste valeur des dépôts détenus à des fins de transaction et des dépôts désignés à la JVRN, qui sont compris dans les passifs financiers désignés à la JVRN, est établie d'après des techniques d'évaluation fondées sur les flux de trésorerie actualisés qui maximisent l'utilisation de données de marché observables comme les courbes de rendement de titres de référence et les taux de change. La Banque tient compte de l'incidence de son propre risque de crédit dans l'évaluation de ces dépôts par rapport aux données de marché observables.

Passifs de titrisation

La juste valeur des passifs de titrisation est calculée d'après les prix cotés ou les prix cotés d'instruments financiers similaires, s'ils sont disponibles. Si les prix cotés ne sont pas disponibles, la juste valeur est établie au moyen de techniques d'évaluation qui maximisent l'utilisation de données observables comme les courbes de rendement des obligations hypothécaires du Canada et les courbes de rendement des titres adossés à des créances hypothécaires.

Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert

La juste valeur de ces obligations est fondée sur la juste valeur des valeurs mobilières sous-jacentes, qui peuvent comprendre des titres de capitaux propres ou des titres de créance. Étant donné que ces obligations sont entièrement garanties, la méthode utilisée pour calculer la juste valeur serait la même que celle qui est utilisée pour les titres de capitaux propres et les titres de créance sous-jacents.

Valeurs mobilières prises en pension et obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension

Les marchandises et certaines obligations et actions achetées ou vendues en vertu d'un contrat qui prévoit la vente ou le rachat des marchandises ou obligations à une date ultérieure à un prix fixe sont comptabilisées à la juste valeur. La juste valeur de ces contrats est établie d'après des techniques d'évaluation comme les modèles de flux de trésorerie actualisés qui maximisent l'utilisation des données de marché observables comme les courbes de swaps de taux et les prix à terme des marchandises.

Billets et débentures subordonnés

La juste valeur des billets et débentures subordonnés est fondée sur les prix cotés pour des émissions semblables ou sur les taux actuellement disponibles pour la Banque pour des titres de créance ayant une même qualité de crédit et une même durée jusqu'à l'échéance.

Exception aux fins de l'évaluation d'un portefeuille

En vertu de l'exception aux fins de l'évaluation énoncée par IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*, une entité peut évaluer la juste valeur d'un groupe d'actifs financiers et de passifs financiers dont les risques se compensent sur la base de la vente ou du transfert de son exposition nette à un risque particulier ou à plusieurs risques. La Banque gère certains actifs financiers et passifs financiers, notamment des actifs dérivés et des passifs dérivés, selon leur exposition nette à un risque particulier ou à plusieurs risques, et utilise les cours moyens comme base d'établissement de la juste valeur des positions de risques qui se compensent et applique, selon le cas, le cours le plus représentatif à l'intérieur de l'écart cours acheteur-cours vendeur à la position nette ouverte. Pour plus de renseignements sur l'utilisation de l'exception aux fins de l'évaluation d'un portefeuille pour établir la juste valeur, se reporter à la note 2.

c) JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS NON COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR

La valeur comptable et la juste valeur des actifs et passifs financiers qui ne sont pas comptabilisés à la juste valeur sont présentées dans le tableau ci-après. La juste valeur de ces instruments est calculée seulement aux fins de la présentation de l'information financière selon les techniques d'évaluation utilisées par la Banque. De plus, la Banque a déterminé que la valeur comptable de certains actifs et passifs financiers se rapproche de leur juste valeur, lesquels comprennent la trésorerie et les montants à recevoir de banques, les dépôts productifs d'intérêts auprès de banques, les engagements de clients au titre d'acceptations, les montants à recevoir des courtiers et des clients, les autres actifs, les acceptations, les montants à payer aux courtiers et aux clients et les autres passifs. La quasi-totalité des valeurs mobilières prises en pension et des obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension est évaluée au coût amorti, la valeur comptable se rapprochant de leur juste valeur.

Actifs et passifs financiers non comptabilisés à la juste valeur¹

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Aux</i>			
	31 octobre 2021		31 octobre 2020	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
ACTIFS FINANCIERS				
Titres de créance au coût amorti, déduction faite de la provision pour pertes sur créances				
Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement	208 559 \$	207 927 \$	174 592 \$	175 500 \$
Autres titres de créance	60 380	60 525	53 087	53 373
Total des titres de créance au coût amorti, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	268 939	268 452	227 679	228 873
Total des prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts	722 622	725 177	717 523	727 197
Total des actifs financiers non comptabilisés à la juste valeur	991 561 \$	993 629 \$	945 202 \$	956 070 \$
PASSIFS FINANCIERS				
Dépôts	1 125 125 \$	1 124 762 \$	1 135 333 \$	1 137 624 \$
Passifs de titrisation au coût amorti	15 262	15 202	15 768	16 143
Billets et débiteures subordonnés	11 230	11 838	11 477	12 374
Total des passifs financiers non comptabilisés à la juste valeur	1 151 617 \$	1 151 802 \$	1 162 578 \$	1 166 141 \$

¹ Ce tableau ne tient pas compte des actifs et passifs financiers dont la valeur comptable se rapproche de leur juste valeur.

d) HIÉRARCHIE DES JUSTES VALEURS

Les IFRS précisent les informations à fournir selon une hiérarchie d'évaluation de la juste valeur à trois niveaux en fonction du caractère observable des données utilisées pour l'évaluation d'un actif ou d'un passif à la date d'évaluation. Les trois niveaux se définissent comme suit :

Niveau 1 : La juste valeur est fondée sur les prix cotés pour des actifs ou des passifs identiques qui sont négociés sur un marché actif ou qui sont très liquides et activement négociés sur des marchés hors cote.

Niveau 2 : La juste valeur repose sur des données observables autres que les prix du niveau 1, telles que les prix cotés d'actifs ou de passifs semblables (non identiques) sur des marchés actifs, les prix cotés d'actifs ou de passifs identiques sur des marchés inactifs, et d'autres données observables ou pouvant être corroborées par des données de marché observables pour pratiquement toute la durée des actifs ou des passifs. Les actifs et passifs du niveau 2 comprennent les titres de créance ayant un prix coté qui sont négociés moins souvent que les instruments cotés en Bourse, et les contrats de dérivés dont la valeur est établie à

l'aide de techniques d'évaluation utilisant des données observables sur le marché ou pouvant être dérivées essentiellement des données observables sur le marché ou corroborées par ces dernières.

Niveau 3 : La juste valeur est fondée sur des données non observables soutenues par peu ou pas d'activité sur le marché et qui influent largement sur la juste valeur des actifs ou des passifs. Les instruments financiers classés au niveau 3 de la hiérarchie pour l'évaluation de la juste valeur sont initialement comptabilisés à leur prix de transaction, qui est considéré comme la meilleure estimation de la juste valeur. Après l'évaluation initiale, la juste valeur des actifs et passifs du niveau 3 est établie à l'aide de modèles d'évaluation, de méthodes d'actualisation des flux de trésorerie ou de techniques similaires.

Hiérarchie des justes valeurs pour les actifs et passifs non comptabilisés à la juste valeur

Le tableau ci-après présente, aux 31 octobre 2021 et 2020, le classement dans les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs de chaque actif et passif financier qui n'était pas comptabilisé à la juste valeur, mais dont la juste valeur est présentée.

Hiérarchie des justes valeurs pour les actifs et passifs non comptabilisés à la juste valeur¹

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Aux</i>							
	31 octobre 2021				31 octobre 2020			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
ACTIFS								
Titres de créance au coût amorti, déduction faite de la provision pour pertes sur créances								
Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement	20 \$	207 897 \$	10 \$	207 927 \$	919 \$	174 571 \$	10 \$	175 500 \$
Autres titres de créance	–	60 524	1	60 525	–	53 371	2	53 373
Total des titres de créance au coût amorti, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	20	268 421	11	268 452	919	227 942	12	228 873
Total des prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts	–	251 034	474 143	725 177	–	236 287	490 910	727 197
Total des actifs dont la juste valeur est présentée	20 \$	519 455 \$	474 154 \$	993 629 \$	919 \$	464 229 \$	490 922 \$	956 070 \$
PASSIFS								
Dépôts	– \$	1 124 762 \$	– \$	1 124 762 \$	– \$	1 137 624 \$	– \$	1 137 624 \$
Passifs de titrisation au coût amorti	–	15 202	–	15 202	–	16 143	–	16 143
Billets et débiteures subordonnés	–	11 838	–	11 838	–	12 374	–	12 374
Total des passifs dont la juste valeur est présentée	– \$	1 151 802 \$	– \$	1 151 802 \$	– \$	1 166 141 \$	– \$	1 166 141 \$

¹ Ce tableau ne tient pas compte des actifs et passifs financiers dont la valeur comptable correspond à une estimation raisonnable de la juste valeur.

Le tableau ci-après présente, aux 31 octobre 2021 et 2020, le classement dans les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs de chaque actif et passif évalué à la juste valeur sur une base récurrente.

Hiérarchie des justes valeurs des actifs et passifs évalués à la juste valeur sur une base récurrente

(en millions de dollars canadiens)

	Aux							
	31 octobre 2021				31 octobre 2020			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
ACTIFS FINANCIERS ET MARCHANDISES								
Prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction¹								
Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement								
Obligations des gouvernements canadiens								
Fédéral	294 \$	10 902 \$	– \$	11 196 \$	351 \$	21 141 \$	– \$	21 492 \$
Provinces	–	8 326	–	8 326	–	8 468	–	8 468
Obligations émises par le gouvernement fédéral des États-Unis, des gouvernements d'États, des municipalités et d'autres organismes américains	–	13 241	–	13 241	–	22 809	16	22 825
Autres obligations émises et garanties par des gouvernements de l'OCDE	–	7 785	–	7 785	–	4 563	–	4 563
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	1 500	–	1 500	–	1 690	–	1 690
Autres titres de créance								
Émetteurs canadiens	–	5 970	–	5 970	–	5 613	2	5 615
Autres émetteurs	–	12 389	6	12 395	–	13 352	1	13 353
Titres de capitaux propres	59 933	158	33	60 124	43 840	39	–	43 879
Prêts détenus à des fins de transaction	–	12 405	–	12 405	–	12 959	–	12 959
Marchandises	13 919	720	–	14 639	12 976	484	–	13 460
Droits conservés	–	9	–	9	–	14	–	14
	74 146	73 405	39	147 590	57 167	91 132	19	148 318
Actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net								
Valeurs mobilières	166	6 127	760	7 053	232	4 027	571	4 830
Prêts	–	2 334	3	2 337	–	3 715	3	3 718
	166	8 461	763	9 390	232	7 742	574	8 548
Dérivés								
Contrats de taux d'intérêt	12	10 277	1	10 290	22	17 937	–	17 959
Contrats de change	26	35 786	7	35 819	13	29 605	2	29 620
Contrats dérivés de crédit	–	57	–	57	–	19	–	19
Dérivés d'actions	3	5 359	–	5 362	5	3 855	370	4 230
Contrats de marchandises	365	2 495	39	2 899	383	2 022	9	2 414
	406	53 974	47	54 427	423	53 438	381	54 242
Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net								
Valeurs mobilières ¹	–	4 564	–	4 564	–	4 739	–	4 739
	–	4 564	–	4 564	–	4 739	–	4 739
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global								
Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement								
Obligations des gouvernements canadiens								
Fédéral	–	12 519	–	12 519	–	14 126	–	14 126
Provinces	–	18 143	–	18 143	–	16 502	–	16 502
Obligations émises par le gouvernement fédéral des États-Unis, des gouvernements d'États, des municipalités et d'autres organismes américains	–	19 300	–	19 300	–	33 034	–	33 034
Autres obligations émises et garanties par des gouvernements de l'OCDE	–	6 564	–	6 564	–	10 756	–	10 756
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	1 254	–	1 254	–	3 865	–	3 865
Autres titres de créance								
Titres adossés à des actifs	–	6 981	–	6 981	–	10 006	–	10 006
Obligations de sociétés et autres	–	8 040	64	8 104	–	9 875	20	9 895
Titres de capitaux propres	2 989	1	1 609	4 599	1 005	15	1 579	2 599
Prêts	–	1 602	–	1 602	–	2 502	–	2 502
	2 989	74 404	1 673	79 066	1 005	100 681	1 599	103 285
Valeurs mobilières prises en pension	–	7 992	–	7 992	–	7 395	–	7 395
PASSIFS FINANCIERS								
Dépôts détenus à des fins de transaction								
	–	22 750	141	22 891	–	14 528	4 649	19 177
Dérivés								
Contrats de taux d'intérêt	14	11 580	89	11 683	14	19 022	96	19 132
Contrats de change	28	35 146	–	35 174	14	27 300	–	27 314
Contrats dérivés de crédit	–	347	–	347	–	327	–	327
Dérivés d'actions	–	7 932	82	8 014	–	3 360	1 077	4 437
Contrats de marchandises	300	1 596	8	1 904	355	1 611	27	1 993
	342	56 601	179	57 122	383	51 620	1 200	53 203
Passifs de titrisation à la juste valeur	–	13 505	–	13 505	–	13 718	–	13 718
Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net								
	–	113 912	76	113 988	–	59 641	24	59 665
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert¹								
	2 015	40 360	9	42 384	1 039	33 960	–	34 999
Obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension								
	–	5 126	–	5 126	–	3 675	–	3 675

¹ Les soldes reflètent la diminution des valeurs mobilières détenues (positions acheteur) du montant équivalant aux valeurs mobilières identiques vendues mais non encore achetées (positions vendeur).

e) TRANSFERTS ENTRE LES NIVEAUX DE LA HIÉRARCHIE DES JUSTES VALEURS DES ACTIFS ET PASSIFS ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR SUR UNE BASE RÉCURRENTÉ

La politique de la Banque est de comptabiliser le transfert des actifs et des passifs entre les différents niveaux de la hiérarchie des justes valeurs selon les justes valeurs à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. Les actifs sont transférés entre le niveau 1 et le niveau 2 si la fréquence et le volume de transactions sont suffisants sur un marché actif. Pour l'exercice clos le 31 octobre 2021, la Banque a transféré des obligations des gouvernements canadiens à la JVAERG d'un montant de 400 millions de dollars hors du niveau 2 dans le niveau 1, lesquelles sont par la suite venues à échéance (aucun transfert important pour l'exercice clos le 31 octobre 2020).

Transferts des instruments du niveau 3

Les transferts importants au niveau 3 ou hors de ce niveau sont surtout effectués dans les circonstances suivantes :

- Il y a transfert du niveau 3 au niveau 2 lorsque les techniques utilisées pour établir la valeur de l'instrument intègrent des données de marché observables importantes ou des cours de courtiers qui n'étaient pas observables auparavant.
- Il y a transfert du niveau 2 au niveau 3 d'un instrument lorsque la juste valeur de l'instrument, qui était auparavant établie selon des techniques d'évaluation faisant appel à des données de marché observables importantes, est maintenant établie selon des techniques d'évaluation intégrant des données non observables importantes.

En raison de la nature non observable des données utilisées pour évaluer les instruments financiers de niveau 3, il peut y avoir une incertitude à l'égard de l'évaluation de ces instruments. La juste valeur d'instruments financiers de niveau 3 peut être déterminée au moyen de diverses hypothèses raisonnables possibles. Pour déterminer les niveaux appropriés pour ces données non observables, les paramètres sont choisis de manière à tenir compte des indications actuelles du marché et du jugement de la direction.

Pour l'exercice clos le 31 octobre 2021, des transferts de dépôts détenus à des fins de transaction et de dérivés d'actions hors du niveau 3 dans le niveau 2 ont été effectués du fait de changements à l'égard du degré d'observabilité de certaines données dans l'évaluation de la juste valeur de ces instruments (aucun transfert important pour l'exercice clos le 31 octobre 2020).

f) RAPPROCHEMENT DES VARIATIONS DE LA JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS DE NIVEAU 3

Les tableaux ci-après font le rapprochement des variations de la juste valeur de tous les actifs et passifs qui sont évalués à la juste valeur à l'aide de données non observables importantes de niveau 3 respectivement pour les exercices clos les 31 octobre 2021 et 2020.

Rapprochement des variations de la juste valeur des actifs et passifs de niveau 3

(en millions de dollars canadiens)

	Total des profits réalisés et latents (pertes réalisées et latentes)			Activités		Transferts		Juste valeur au 31 octobre 2021	Variation des profits latents (pertes latentes) sur les instruments détenus ⁵
	Juste valeur au 1 ^{er} nov. 2020	Inclus dans le résultat net ¹	Inclus dans les autres éléments du résultat global ^{2, 3}	Achats/émissions	Ventes/règlements ⁴	Au niveau 3	Hors du niveau 3		
ACTIFS FINANCIERS									
Prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction									
Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement									
	16 \$	2 \$	– \$	– \$	(18) \$	1 \$	(1) \$	– \$	– \$
Autres titres de créance									
	3	–	–	23	(3)	7	(24)	6	–
Titres de capitaux propres									
	–	–	–	33	–	–	–	33	–
	19	2	–	56	(21)	8	(25)	39	–
Actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net									
Valeurs mobilières									
	571	130	–	140	(81)	–	–	760	76
Prêts									
	3	–	–	–	–	–	–	3	–
	574	130	–	140	(81)	–	–	763	76
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global									
Autres titres de créance									
	20	–	4	–	–	40	–	64	4
Titres de capitaux propres									
	1 579	–	32	161	(163)	–	–	1 609	20
	1 599 \$	– \$	36 \$	161 \$	(163) \$	40 \$	– \$	1 673 \$	24 \$
PASSIFS FINANCIERS									
Dépôts détenus à des fins de transaction⁶									
	(4 649) \$	(999) \$	– \$	(790) \$	2 636 \$	(7) \$	3 668 \$	(141) \$	(5) \$
Dérivés⁷									
Contrats de taux d'intérêt									
	(96)	(9)	–	–	17	–	–	(88)	7
Contrats de change									
	2	5	–	–	–	1	(1)	7	6
Dérivés d'actions									
	(707)	(729)	–	(36)	235	3	1 152	(82)	52
Contrats de marchandises									
	(18)	55	–	–	(6)	–	–	31	32
	(819)	(678)	–	(36)	246	4	1 151	(132)	97
Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net									
	(24)	(51)	–	(263)	262	–	–	(76)	(44)
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert									
	–	–	–	(8)	(1)	(1)	1	(9)	–

¹ Les profits/pertes sur les actifs et passifs financiers sont comptabilisés dans les produits autres que d'intérêts dans l'état du résultat consolidé.

² Autres éléments du résultat global.

³ Comprennent les profits et pertes réalisés transférés dans les résultats non distribués au moment de la cession d'actions désignées à la JVAERG. Pour plus de renseignements, se reporter à la note 7.

⁴ Comprennent les variations de change.

⁵ Les variations des profits latents / pertes latentes sur les actifs financiers à la JVAERG sont comptabilisées dans le cumul des autres éléments du résultat global.

⁶ Les émissions et les rachats des dépôts détenus à des fins de transaction sont présentés au montant brut.

⁷ Composés au 31 octobre 2021 d'actifs dérivés de 47 millions de dollars (381 millions de dollars au 31 octobre 2020/1^{er} novembre 2020; 604 millions de dollars au 1^{er} novembre 2019) et de passifs dérivés de 179 millions de dollars (1 200 millions de dollars au 31 octobre 2020/1^{er} novembre 2020; 1 630 millions de dollars au 1^{er} novembre 2019), qui ont été présentés au montant net dans ce tableau aux fins de la présentation seulement.

Rapprochement des variations de la juste valeur des actifs et passifs de niveau 3 (suite)

(en millions de dollars canadiens)

	Juste valeur au 1 ^{er} nov. 2019	Total des profits réalisés et latents (pertes réalisées et latentes)		Activités		Transferts		Juste valeur au 31 octobre 2020	Variation des profits latents (pertes latentes) sur les instruments détenus ⁵
		Inclus dans le résultat net ¹	Inclus dans les autres éléments du résultat global ^{2, 3}	Achats/émissions	Ventes/règlements ⁴	Au niveau 3	Hors du niveau 3		
ACTIFS FINANCIERS									
Prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction									
Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement									
	8 \$	(1) \$	– \$	– \$	(8) \$	17 \$	– \$	16 \$	– \$
Autres titres de créance									
	4	–	–	29	(41)	18	(7)	3	–
	12	(1)	–	29	(49)	35	(7)	19	–
Actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net									
Valeurs mobilières									
	493	12	–	118	(52)	–	–	571	(2)
Prêts									
	5	–	–	–	(2)	–	–	3	–
	498	12	–	118	(54)	–	–	574	(2)
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global									
Autres titres de créance									
	24	–	(4)	–	–	–	–	20	(4)
Titres de capitaux propres									
	1 551	–	(23)	50	1	–	–	1 579	(24)
	1 575 \$	– \$	(27) \$	50 \$	1 \$	– \$	– \$	1 599 \$	(28) \$
PASSIFS FINANCIERS									
Dépôts détenus à des fins de transaction⁶									
	(4 092) \$	214 \$	– \$	(3 334) \$	2 558 \$	(3) \$	8 \$	(4 649) \$	328 \$
Dérivés⁷									
Contrats de taux d'intérêt									
	(83)	(43)	–	–	30	–	–	(96)	(17)
Contrats de change									
	(1)	2	–	–	–	1	–	2	1
Dérivés d'actions									
	(925)	172	–	(101)	146	(1)	2	(707)	172
Contrats de marchandises									
	(17)	(42)	–	–	41	–	–	(18)	(16)
	(1 026)	89	–	(101)	217	–	2	(819)	140
Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net									
	(21)	112	–	(202)	87	–	–	(24)	112
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert									
	–	–	–	–	–	(6)	6	–	–

¹ Les profits/pertes sur les actifs et passifs financiers sont comptabilisés dans les produits autres que d'intérêts dans l'état du résultat consolidé.

² Autres éléments du résultat global.

³ Comprennent les profits et pertes réalisés transférés dans les résultats non distribués au moment de la cession d'actions désignées à la JVAERG. Pour plus de renseignements, se reporter à la note 7.

⁴ Comprennent les variations de change.

⁵ Les variations des profits latents / pertes latentes sur les actifs financiers à la JVAERG sont comptabilisées dans le cumul des autres éléments du résultat global.

⁶ Les émissions et les rachats des dépôts détenus à des fins de transaction sont présentés au montant brut.

⁷ Composés au 31 octobre 2021 d'actifs dérivés de 47 millions de dollars (381 millions de dollars au 31 octobre 2020/1^{er} novembre 2020; 604 millions de dollars au 1^{er} novembre 2019) et de passifs dérivés de 179 millions de dollars (1 200 millions de dollars au 31 octobre 2020/1^{er} novembre 2020; 1 630 millions de dollars au 1^{er} novembre 2019), qui ont été présentés au montant net dans ce tableau aux fins de la présentation seulement.

g) ÉVALUATIONS DES ACTIFS ET PASSIFS CLASSÉS DANS LE NIVEAU 3

Données non observables importantes des positions de niveau 3

La présente rubrique porte sur les données non observables importantes incluses dans les positions de niveau 3 et présente une évaluation de l'incidence potentielle que pourrait avoir une variation de chacune des données non observables sur l'évaluation de la juste valeur.

Équivalent de prix

Certains instruments financiers, surtout des titres de créance et des titres de capitaux propres, sont évalués au moyen d'équivalents de prix lorsqu'il n'y a pas de prix cotés, et la juste valeur est mesurée par comparaison avec des données observables sur le prix d'instruments ayant des caractéristiques semblables. Pour les titres de créance, l'équivalent de prix est exprimé en points et représente un pourcentage de la valeur nominale, et les prix qui se retrouvent à la limite inférieure de la fourchette sont en général rattachés à des titres qui ont subi une perte de valeur. Pour les titres de capitaux propres, l'équivalent de prix se fonde sur un pourcentage d'un prix de référence. Il peut y avoir des écarts importants en fonction de la liquidité des titres. Pour les nouvelles émissions de titres de créance et de titres de participation, le prix équivaut à 100 % du prix d'émission.

Corrélation

Les variations de certaines données ne sont pas nécessairement indépendantes de celles d'autres données. Pareilles relations, lorsqu'elles sont importantes pour la juste valeur d'un instrument, sont intégrées dans les modèles d'évaluation sous la forme de données de corrélation. La Banque inclut la corrélation existant entre les actifs d'une même catégorie de même que la corrélation existant entre les catégories d'actifs. Par exemple, la corrélation de prix représente la relation entre les prix des titres de capitaux propres dans un panier de dérivés d'actions et la corrélation quanto représente la relation entre les instruments réglés dans une monnaie et les titres sous-jacents qui sont libellés dans une autre monnaie.

Volatilité implicite

La volatilité implicite désigne la valeur de la volatilité d'un instrument sous-jacent qui, si elle est utilisée dans un modèle d'évaluation des options (comme le modèle Black-Scholes), donnera une valeur théorique égale au prix courant du marché de l'option. La volatilité implicite est une mesure prospective et subjective, et elle diffère de la volatilité passée puisque celle-ci est calculée à partir de rendements passés connus d'un titre.

Ratio de financement

Le ratio de financement est une donnée non observable importante requise pour évaluer les engagements de prêt contractés par la Banque. Le ratio de financement correspond à une estimation du pourcentage des engagements qui sont en fin de compte financés par la Banque. Le ratio de financement est fondé sur un certain nombre de facteurs tels que les pourcentages de financement passés observables au sein de divers canaux de crédit et les perspectives économiques, compte tenu

de facteurs comme, sans toutefois s'y limiter, la concurrence sur le plan des prix et l'écart entre le taux hypothécaire fixe et le taux hypothécaire variable. Une augmentation/diminution du ratio de financement fera augmenter/diminuer la valeur de l'engagement de crédit compte tenu des taux d'intérêt en vigueur.

Ratio cours/bénéfice, taux d'actualisation et escompte de liquidité

Le ratio cours/bénéfice, le taux d'actualisation et l'escompte de liquidité sont des données importantes utilisées pour évaluer certains titres de capitaux propres et certains droits conservés. Le choix des ratios cours/bénéfice se fait pour des entités comparables, et plus un ratio est élevé, plus la juste valeur sera élevée. Les taux d'actualisation entrent dans le calcul des prévisions de flux de trésorerie pour refléter la valeur temps de l'argent et les risques associés aux flux de trésorerie. Plus un taux d'actualisation est élevé, moins la juste valeur sera élevée. Les escomptes de liquidité peuvent être appliqués quand il y a une différence de liquidité entre l'entité comparée et les titres de capitaux propres qui sont évalués.

Courbe de swaps propre à une devise

La juste valeur des contrats de change est établie au moyen de données comme les cours au comptant de devises et les courbes de swaps. En général, les courbes de swaps sont observables, mais certaines durations ou certains cours au comptant propres à une devise et certaines courbes de swaps propres à une devise ne sont pas observables.

Rendement de l'action

Le rendement de l'action est une importante donnée servant à évaluer les dérivés d'actions et il est en général exprimé en pourcentage du cours de l'action. Le rendement de l'action peut être obtenu à partir du prix d'une prise en pension ou des prix à terme de l'action dont on cherche à établir la juste valeur. Le rendement au comptant de l'action peut également être obtenu à partir de sources de prix, s'il peut être établi que le rendement au comptant de l'action est une bonne indication des dividendes à venir.

Courbe de swaps indexés sur l'inflation

La juste valeur des contrats de swaps indexés sur l'inflation résulte de l'échange de valeur entre la courbe de taux d'intérêt et l'indice d'inflation. L'écart de rendement d'un swap indexé sur l'inflation n'est pas observable et est établi à l'aide de données d'entrée de substitution telles que les taux de l'indice d'inflation et le rendement des obligations dans l'indice des prix à la consommation (IPC). Les courbes de swaps sont généralement observables; toutefois, il peut arriver que certaines courbes de swaps particulières ne le soient pas.

Valeur liquidative

La juste valeur de certains fonds privés est fondée sur la valeur liquidative fournie par les gestionnaires de fonds qui ont recours à des méthodes d'évaluation puisqu'aucun prix n'est observable pour ces instruments.

Techniques d'évaluation et données utilisées pour l'évaluation à la juste valeur des actifs et passifs de niveau 3

Le tableau ci-après présente les actifs et passifs de la Banque qui sont comptabilisés à la juste valeur et classés dans le niveau 3 ainsi que les techniques d'évaluation utilisées pour évaluer la juste valeur, les données importantes utilisées

pour une technique d'évaluation qui sont considérées comme non observables et une fourchette de valeurs pour ces données non observables. La fourchette de valeurs représente l'échelle des données utilisées dans le calcul de la juste valeur, allant de la plus basse à la plus haute.

Techniques d'évaluation et données utilisées pour l'évaluation à la juste valeur des actifs et passifs de niveau 3

		<i>Aux</i>						
		31 octobre 2021		31 octobre 2020				
Technique d'évaluation	Données non observables importantes (niveau 3)	Bas de la fourchette	Haut de la fourchette	Bas de la fourchette	Haut de la fourchette	Unité		
Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement	Comparable de marché	Équivalent de prix d'obligations	s. o.	s. o.	19	116	points	
Autres titres de créance	Comparable de marché	Équivalent de prix d'obligations	–	102	–	111	points	
Titres de capitaux propres¹	Comparable de marché	Prix de nouvelles émissions	100	100	100	100	%	
	Flux de trésorerie actualisés	Taux d'actualisation	9	9	9	9	%	
	Comparable de marché	Équivalent de prix	35	36	23	23	%	
Actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net	Comparable de marché	Prix de nouvelles émissions	100	100	100	100	%	
	Flux de trésorerie actualisés	Taux d'actualisation	11	13	20	20	%	
	Multiple du BAIIA	Ratio cours/bénéfice	2,8	20,0	1,5	16,0	fois	
	Fondée sur le prix	Valeur liquidative ²	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.		
Dérivés	Contrats de taux d'intérêt	Flux de trésorerie actualisés	Courbes de swaps indexés sur l'inflation					
			Modèle d'évaluation des options	Ratio de financement	1	3	1	2
Contrats de change	Modèle d'évaluation des options	Volatilité propre aux devises	Ratio de financement	60	75	60	75	%
			Volatilité propre aux devises	4	33	4	18	%
Dérivés d'actions	Modèle d'évaluation des options	Corrélation de prix	Corrélation quanto	–	93	(16)	95	%
			Corrélation quanto	10	15	10	68	%
			Rendement de l'action	–	7	–	10	%
			Volatilité des actions	27	240	8	117	%
			Prix de nouvelles émissions	s. o.	s. o.	100	100	%
Contrats de marchandises	Modèle d'évaluation des options	Corrélation quanto	Corrélation des options sur swap	(67)	(47)	(66)	(46)	%
			Corrélation des options sur swap	s. o.	s. o.	73	85	%
Dépôts détenus à des fins de transaction	Modèle d'évaluation des options	Corrélation de prix	Corrélation quanto	–	93	(16)	98	%
			Corrélation quanto	s. o.	s. o.	(35)	68	%
			Rendement de l'action	–	2	–	11	%
			Volatilité des actions	22	114	7	284	%
			Volatilité propre aux devises	35	484	21	462	%
Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	Modèle d'évaluation des options	Ratio de financement	3	89	1	70	%	
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert	Comparable de marché	Équivalent de prix d'obligations	Prix de nouvelles émissions	100	100	s. o.	s. o.	points
			Prix de nouvelles émissions	100	100	s. o.	s. o.	%

¹ Au 31 octobre 2021, les actions ordinaires ne comprenaient pas la juste valeur des actions de la Réserve fédérale et des actions de la Federal Home Loan Bank (FHLB) de 1,5 milliard de dollars (1,5 milliard de dollars au 31 octobre 2020), rachetables par l'émetteur au coût, lequel se rapproche de la juste valeur. Ces titres ne peuvent pas être négociés sur le marché; ils n'ont donc pas fait l'objet de l'analyse de sensibilité.

² Aucune information n'a été fournie sur la valeur liquidative des fonds privés en raison de la large fourchette de prix de ces instruments.

Le tableau ci-après présente l'effet qu'aurait pu avoir l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles sur les actifs financiers et les passifs financiers détenus et qui sont classés dans le niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs aux 31 octobre. Pour les contrats de taux d'intérêt, la Banque a effectué une analyse de sensibilité sur la volatilité implicite non observable. La sensibilité des dérivés d'actions a été calculée en utilisant des hypothèses raisonnablement possibles pour analyser les effets de la variation des dividendes, de la corrélation

ou du prix de l'instrument de capitaux propres sous-jacent et de la volatilité de l'instrument en question. La sensibilité des titres détenus à des fins autres que de transaction évalués à la JVRN et des titres de capitaux propres à la JVAERG a été calculée en soumettant la juste valeur présentée à un choc à la hausse et à un choc à la baisse. La sensibilité des dépôts détenus à des fins de transaction a été calculée en faisant varier les données non observables qui peuvent inclure la volatilité, les écarts de crédit et la corrélation.

Analyse de sensibilité des actifs et passifs financiers de niveau 3

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Aux</i>			
	31 octobre 2021		31 octobre 2020	
	Incidence sur l'actif net		Incidence sur l'actif net	
	Diminution de la juste valeur	Augmentation de la juste valeur	Diminution de la juste valeur	Augmentation de la juste valeur
ACTIFS FINANCIERS				
Actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net				
Valeurs mobilières	92 \$	38 \$	57 \$	27 \$
Dérivés				
Dérivés d'actions	-	-	18	27
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
Titres de capitaux propres	16	7	13	7
PASSIFS FINANCIERS				
Dépôts détenus à des fins de transaction				
Dérivés				
Contrats de taux d'intérêt	12	10	12	10
Dérivés d'actions	2	1	71	52
	14	11	83	62
Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net				
	9	13	1	3
Total	131 \$	69 \$	205 \$	198 \$

Le tableau ci-après résume la différence totale non encore comptabilisée dans le résultat net qui est attribuable à l'écart entre le prix de transaction et le montant établi d'après des techniques d'évaluation qui font appel à des données non observables importantes au moment de la comptabilisation initiale.

(en millions de dollars canadiens)	<i>Exercices clos les 31 octobre</i>	
	2021	2020
Solde au début de l'exercice	36 \$	15 \$
Nouvelles transactions	47	87
Comptabilisés dans l'état du résultat consolidé au cours de l'exercice	(51)	(66)
Solde à la fin de l'exercice	32 \$	36 \$

h) INSTRUMENTS FINANCIERS DÉSIGNÉS À LA JUSTE VALEUR

Valeurs mobilières désignées à la juste valeur par le biais du résultat net

Certaines valeurs mobilières utilisées à l'appui des provisions d'assurance dans les filiales de souscription d'assurances de la Banque ont été désignées à la JVRN. L'évaluation actuarielle des provisions d'assurance est établie au moyen d'un facteur d'actualisation fondé sur le rendement des actifs investis utilisés à l'appui des provisions, y compris les valeurs mobilières désignées à la JVRN, les variations du facteur d'actualisation étant comptabilisées à l'état du résultat consolidé. Les

profits latents ou les pertes latentes sur les valeurs mobilières désignées à la JVRN sont comptabilisés à l'état du résultat consolidé dans la même période que les pertes ou les profits résultant des variations du taux d'actualisation utilisé pour évaluer les passifs d'assurance.

En outre, certains titres de créance ont été désignés à la JVRN étant donné qu'ils sont couverts économiquement par des dérivés et que cette désignation permet d'éliminer ou de réduire sensiblement une non-concordance comptable.

Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net

Certains dépôts ont été désignés à la JVRN pour réduire une non-concordance comptable découlant des couvertures économiques connexes et sont inclus dans les passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net au bilan consolidé. En plus, certaines obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension ont été désignées à la JVRN étant donné que ces instruments sont compris dans un portefeuille qui est géré sur la base de la juste valeur; ces obligations sont incluses dans les obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension au bilan consolidé. La juste valeur des obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension désignées comme étant à la JVRN était de 1 491 millions de dollars au 31 octobre 2021 (néant au 31 octobre 2020).

Pour les passifs financiers désignés à la JVRN, le montant estimatif que la Banque serait contractuellement tenue de verser à l'échéance, lequel est calculé à partir des notionnels, était plus faible de 9 millions de dollars que sa juste valeur au 31 octobre 2021 (155 millions de dollars au 31 octobre 2020).

La Banque conclut des accords de compensation avec des contreparties (comme des chambres de compensation) pour gérer le risque de crédit associé principalement aux opérations de mise en pension et de prise en pension, de prêts et d'emprunts de valeurs mobilières et de dérivés négociés hors Bourse et en Bourse. Ces accords de compensation et accords similaires permettent généralement aux contreparties de compenser les passifs contre des actifs disponibles reçus. Le droit d'opérer compensation est un droit établi de régler ou d'éliminer de toute autre façon, en totalité ou en partie, un montant dû en imputant sur ce montant à recevoir de l'autre partie. Ces accords réduisent effectivement le risque de crédit de la Banque autant qu'il le serait si les mêmes contreparties étaient responsables de l'exposition brute aux termes des mêmes contrats sous-jacents.

Les accords de compensation sont constitués habituellement d'une convention-cadre de compensation qui précise les modalités générales de l'entente entre les contreparties, y compris des informations sur le mode de calcul du montant compensé, le type de sûretés et la définition de cas de défaillance et d'autres circonstances entraînant la résiliation liés à des transactions relevant de l'entente. Les conventions-cadres de compensation comprennent les modalités visant toutes les opérations pertinentes (ou le plus grand nombre possible) entre les contreparties. Plusieurs transactions distinctes sont regroupées sous cette convention-cadre de compensation générale, qui agit comme contrat juridique unique qui régit la conduite des activités entre les contreparties. En plus d'atténuer le risque de crédit, le regroupement de transactions distinctes sous une seule convention-cadre de compensation qui permet de compenser les transactions visées, contribue aussi à atténuer les risques de règlement liés aux transactions couvrant plusieurs territoires ou comportant plusieurs contrats. Ces accords comprennent les accords de compensation, les conventions-cadres de pension livrée sur titres et les conventions-cadres de prêt de titres.

Dans le cadre normal des activités, la Banque conclut des contrats pour acheter et vendre des produits et des services avec divers fournisseurs. Certains de ces contrats peuvent comporter des dispositions en matière de compensation qui permettent la compensation de différentes dettes fournisseurs et créances clients en cas de défaillance de l'une des parties. Bien qu'il ne soit pas présenté dans le tableau ci-après, le montant brut de tous les montants à payer aux fournisseurs de la Banque ou à recevoir de ceux-ci est présenté au poste Créances clients et autres éléments dans le tableau à la note 16 et au poste Comptes fournisseurs, charges à payer et autres éléments dans le tableau à la note 18.

La Banque conclut également des transactions normalisées sur actions et obligations. Dans certains cas, des mécanismes de compensation peuvent permettre de compenser les montants à payer aux courtiers et à recevoir des courtiers relativement à ces acquisitions ou cessions. Bien qu'ils ne soient pas présentés dans le tableau ci-après, les montants à recevoir sont présentés au poste Montants à recevoir des courtiers et des clients, et les montants à payer sont présentés au poste Montants à payer aux courtiers et aux clients.

Le tableau ci-dessous présente un sommaire des actifs et passifs financiers qui font l'objet d'une convention-cadre de compensation exécutoire ou d'un accord similaire, y compris les montants qui ne sont pas autrement compensés dans le bilan consolidé ainsi que les actifs financiers affectés en garantie reçus pour atténuer le risque de crédit de ces actifs et passifs financiers. Les montants bruts des actifs et passifs financiers sont rapprochés aux montants nets présentés au poste pertinent du bilan consolidé, compte tenu des opérations réalisées avec les mêmes contreparties qui ont été compensées dans le bilan consolidé. Les montants connexes et les actifs affectés en garantie reçus qui ne sont pas compensés dans le bilan consolidé, mais qui autrement font l'objet de la même convention-cadre de compensation exécutoire ou d'un accord similaire, sont alors présentés de façon à obtenir un montant net.

Compensation des actifs financiers et des passifs financiers

(en millions de dollars canadiens)

	Aux					
	31 octobre 2021					
	Montants faisant l'objet d'une convention-cadre de compensation exécutoire ou d'un accord similaire, qui ne sont pas compensés dans le bilan consolidé ^{1, 2}					
	Montants bruts des instruments financiers comptabilisés, avant la compensation d'éléments du bilan	Montants bruts des instruments financiers comptabilisés qui sont compensés dans le bilan consolidé	Montant net des instruments financiers présentés dans le bilan consolidé	Montants faisant l'objet d'une convention-cadre de compensation exécutoire	Actifs affectés en garantie	Montant net
Actifs financiers						
Dérivés	60 692 \$	6 265 \$	54 427 \$	34 239 \$	9 774 \$	10 414 \$
Valeurs mobilières prises en pension	191 818	24 534	167 284	10 130	156 505	649
Total	252 510	30 799	221 711	44 369	166 279	11 063
Passifs financiers						
Dérivés	63 387	6 265	57 122	34 239	21 660	1 223
Obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension	168 631	24 534	144 097	10 130	133 626	341
Total	232 018 \$	30 799 \$	201 219 \$	44 369 \$	155 286 \$	1 564 \$
						31 octobre 2020
Actifs financiers						
Dérivés	55 732 \$	1 490 \$	54 242 \$	34 970 \$	8 914 \$	10 358 \$
Valeurs mobilières prises en pension	198 273	29 111	169 162	38 335	129 682	1 145
Total	254 005	30 601	223 404	73 305	138 596	11 503
Passifs financiers						
Dérivés	54 693	1 490	53 203	34 970	16 998	1 235
Obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension	217 987	29 111	188 876	38 335	149 882	659
Total	272 680 \$	30 601 \$	242 079 \$	73 305 \$	166 880 \$	1 894 \$

¹ La garantie excédantaire découlant du surdimensionnement n'est pas reflétée dans le tableau.

² Comprennent des montants dont les droits à compensation contractuels sont sujets à une incertitude en vertu des lois du territoire en cause.

Les valeurs mobilières sont détenues par la Banque à des fins de transaction et à des fins autres que de transaction. Les valeurs mobilières détenues à des fins de transaction sont comprises au poste Prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction dans le bilan consolidé. Les valeurs mobilières détenues à des fins autres que de transaction sont comprises aux postes Actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net, Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net, Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, ou

Titres de créance au coût amorti, déduction faite de la provision pour pertes sur créances dans le bilan consolidé.

a) DURÉES CONTRACTUELLES RESTANTES JUSQU'À L'ÉCHÉANCE DES VALEURS MOBILIÈRES

Les durées contractuelles restantes jusqu'à l'échéance des valeurs détenues par la Banque sont présentées dans le tableau suivant.

Calendrier des échéances des valeurs mobilières

(en millions de dollars canadiens)

	Durée restante jusqu'à l'échéance ¹						31 octobre 2021	Aux 31 octobre 2020
	1 an et moins	Plus de 1 an à 3 ans	Plus de 3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans à 10 ans	Plus de 10 ans	Aucune échéance précise	Total	Total
Valeurs mobilières détenues à des fins de transaction								
Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement								
Obligations des gouvernements canadiens								
Fédéral	3 219 \$	5 402 \$	514 \$	1 725 \$	336 \$	– \$	11 196 \$	21 492 \$
Provinces	1 542	1 710	959	1 396	2 719	–	8 326	8 468
Obligations émises par le gouvernement fédéral des États-Unis, des gouvernements d'États, des municipalités et d'autres organismes américains								
	1 206	3 742	1 072	1 319	5 902	–	13 241	22 825
Autres obligations émises et garanties par des gouvernements de l'OCDE								
	4 200	858	890	1 227	610	–	7 785	4 563
Titres adossés à des créances hypothécaires								
Résidentiel	236	554	556	–	–	–	1 346	1 527
Commercial	–	57	36	61	–	–	154	163
	10 403	12 323	4 027	5 728	9 567	–	42 048	59 038
Autres titres de créance								
Émetteurs canadiens								
	698	1 597	1 312	1 510	853	–	5 970	5 615
Autres émetteurs								
	3 724	4 039	2 554	1 762	316	–	12 395	13 353
	4 422	5 636	3 866	3 272	1 169	–	18 365	18 968
Titres de capitaux propres								
Actions ordinaires								
	–	–	–	–	–	60 074	60 074	43 842
Actions privilégiées								
	–	–	–	–	–	50	50	37
	–	–	–	–	–	60 124	60 124	43 879
Droits conservés								
	–	4	2	3	–	–	9	14
Total des valeurs mobilières détenues à des fins de transaction								
	14 825 \$	17 963 \$	7 895 \$	9 003 \$	10 736 \$	60 124 \$	120 546 \$	121 899 \$
Actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net								
Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement								
Obligations émises par le gouvernement fédéral des États-Unis, des gouvernements d'États, des municipalités et d'autres organismes américains								
	– \$	– \$	– \$	– \$	155 \$	– \$	155 \$	388 \$
	–	–	–	–	155	–	155	388
Autres titres de créance								
Émetteurs canadiens								
	–	67	211	1	–	359	638	652
Titres adossés à des actifs								
	131	3 555	699	1 056	174	–	5 615	3 292
Autres émetteurs								
	–	–	–	–	–	67	67	170
	131	3 622	910	1 057	174	426	6 320	4 114
Titres de capitaux propres								
Actions ordinaires								
	–	–	–	–	–	561	561	293
Actions privilégiées								
	–	–	–	–	–	17	17	35
	–	–	–	–	–	578	578	328
Total des actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net								
	131 \$	3 622 \$	910 \$	1 057 \$	329 \$	1 004 \$	7 053 \$	4 830 \$
Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net								
Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement								
Obligations des gouvernements canadiens								
Fédéral	247 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	247 \$	1 129 \$
Provinces	322	45	8	1 049	101	–	1 525	545
Obligations émises par le gouvernement fédéral des États-Unis, des gouvernements d'États, des municipalités et d'autres organismes américains								
	–	–	22	–	–	–	22	11
Autres obligations émises et garanties par des gouvernements de l'OCDE								
	338	29	–	–	–	–	367	384
	907	74	30	1 049	101	–	2 161	2 069
Autres titres de créance								
Émetteurs canadiens								
	262	852	734	460	10	–	2 318	2 180
Autres émetteurs								
	25	20	16	24	–	–	85	490
	287	872	750	484	10	–	2 403	2 670
Total des actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net								
	1 194 \$	946 \$	780 \$	1 533 \$	111 \$	– \$	4 564 \$	4 739 \$

¹ Représente les échéances contractuelles. Les échéances réelles peuvent différer en raison des privilèges de remboursement anticipé incorporés au contrat.

Calendrier des échéances des valeurs mobilières (suite)

(en millions de dollars canadiens)

							Aux	
							31 octobre 2021	31 octobre 2020
	Durée restante jusqu'à l'échéance ¹							
	1 an et moins	Plus de 1 an à 3 ans	Plus de 3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans à 10 ans	Plus de 10 ans	Aucune échéance précise	Total	Total
Valeurs mobilières à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global								
Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement								
Obligations des gouvernements canadiens								
Fédéral	2 596 \$	2 005 \$	4 811 \$	2 684 \$	423 \$	– \$	12 519 \$	14 126 \$
Provinces	1 120	2 596	3 635	9 940	852	–	18 143	16 502
Obligations émises par le gouvernement fédéral des États-Unis, des gouvernements d'États, des municipalités et d'autres organismes américains								
	10 495	2 696	2 625	13	3 471	–	19 300	33 034
Autres obligations émises et garanties par des gouvernements de l'OCDE								
	5 302	286	784	192	–	–	6 564	10 756
Titres adossés à des créances hypothécaires								
	1 161	93	–	–	–	–	1 254	3 865
	20 674	7 676	11 855	12 829	4 746	–	57 780	78 283
Autres titres de créance								
Titres adossés à des actifs								
	1 682	538	1 432	684	2 645	–	6 981	10 006
Obligations de sociétés et autres								
	1 825	2 386	2 146	1 723	24	–	8 104	9 895
	3 507	2 924	3 578	2 407	2 669	–	15 085	19 901
Titres de capitaux propres								
Actions ordinaires								
	–	–	–	–	–	4 117	4 117	2 387
Actions privilégiées								
	–	–	–	–	–	482	482	212
	–	–	–	–	–	4 599	4 599	2 599
Total des valeurs mobilières à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global								
	24 181 \$	10 600 \$	15 433 \$	15 236 \$	7 415 \$	4 599 \$	77 464 \$	100 783 \$
Titres de créance au coût amorti, déduction faite de la provision pour pertes sur créances								
Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement								
Obligations des gouvernements canadiens								
Fédéral	13 060 \$	1 079 \$	5 392 \$	1 288 \$	1 774 \$	– \$	22 593 \$	17 981 \$
Provinces	65	923	2 492	7 428	22	–	10 930	5 627
Obligations émises par le gouvernement fédéral des États-Unis, des gouvernements d'États, des municipalités et d'autres organismes américains								
	1 586	30 807	18 452	47 166	37 292	–	135 303	113 845
Autres obligations émises et garanties par des gouvernements de l'OCDE								
	7 483	15 754	13 123	3 373	–	–	39 733	37 140
	22 194	48 563	39 459	59 255	39 088	–	208 559	174 593
Autres titres de créance								
Titres adossés à des actifs								
	654	4 989	8 204	6 512	12 813	–	33 172	27 197
Portefeuille d'obligations garanties par une hypothèque non liées à des organismes								
	–	–	–	–	16 214	–	16 214	16 992
Émetteurs canadiens								
	–	88	1 110	931	4	–	2 133	887
Autres émetteurs								
	1 938	2 993	1 867	2 063	–	–	8 861	8 010
	2 592	8 070	11 181	9 506	29 031	–	60 380	53 086
Total des titres de créance au coût amorti, déduction faite de la provision pour pertes sur créances								
	24 786	56 633	50 640	68 761	68 119	–	268 939	227 679
Total des valeurs mobilières								
	65 117 \$	89 764 \$	75 658 \$	95 590 \$	86 710 \$	65 727 \$	478 566 \$	459 930 \$

¹ Représente les échéances contractuelles. Les échéances réelles peuvent différer en raison des privilèges de remboursement anticipé incorporés au contrat.

b) PROFITS LATENTS (PERTES LATENTES) SUR LES VALEURS MOBILIÈRES

Le tableau suivant présente un sommaire des profits latents et des pertes latentes aux 31 octobre 2021 et 2020.

Profits latents (pertes latentes) sur les valeurs mobilières à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

(en millions de dollars canadiens)

	31 octobre 2021				31 octobre 2020			
	Coût/ coût amorti ¹	Profits bruts latents	(Pertes brutes latentes)	Juste valeur	Coût/ coût amorti ¹	Profits bruts latents	(Pertes brutes latentes)	Juste valeur
Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement								
Obligations des gouvernements canadiens								
Fédéral	12 428 \$	98 \$	(7) \$	12 519 \$	13 967 \$	160 \$	(1) \$	14 126 \$
Provinces	17 935	218	(10)	18 143	16 342	181	(21)	16 502
Obligations émises par le gouvernement fédéral des États-Unis, des gouvernements d'États, des municipalités et d'autres organismes américains								
	19 232	83	(15)	19 300	32 875	192	(33)	33 034
Autres obligations émises et garanties par des gouvernements de l'OCDE								
	6 551	13	–	6 564	10 720	39	(3)	10 756
Titres adossés à des créances hypothécaires								
	1 251	3	–	1 254	3 855	11	(1)	3 865
	57 397	415	(32)	57 780	77 759	583	(59)	78 283
Autres titres de créance								
Titres adossés à des actifs								
	6 957	30	(6)	6 981	10 051	26	(71)	10 006
Obligations de sociétés et autres								
	8 054	68	(18)	8 104	9 853	79	(37)	9 895
	15 011	98	(24)	15 085	19 904	105	(108)	19 901
Total des titres de créance	72 408	513	(56)	72 865	97 663	688	(167)	98 184
Titres de capitaux propres								
Actions ordinaires								
	3 887	310	(80)	4 117	2 641	26	(280)	2 387
Actions privilégiées								
	470	43	(31)	482	303	–	(91)	212
	4 357	353	(111)	4 599	2 944	26	(371)	2 599
Total des valeurs mobilières à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	76 765 \$	866 \$	(167) \$	77 464 \$	100 607 \$	714 \$	(538) \$	100 783 \$

¹ Comprend la conversion des soldes au coût amorti au taux de change au comptant à la fin de la période.

c) TITRES DE CAPITAUX PROPRES DÉSIGNÉS À LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

La Banque a désigné certains titres de capitaux propres comme des titres de capitaux propres à la JVAERG. Le tableau suivant présente la juste valeur des

titres de capitaux propres désignés à la JVAERG et les revenus de dividendes comptabilisés à l'égard de ceux-ci aux 31 octobre 2021 et 2020 et pour les exercices clos à ces dates.

Titres de capitaux propres désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

(en millions de dollars canadiens)

	Aux		Exercices clos les	
	31 octobre 2021	31 octobre 2020	31 octobre 2021	31 octobre 2020
		Juste valeur	Revenus de dividendes comptabilisés	
Actions ordinaires	4 117 \$	2 387 \$	143 \$	93 \$
Actions privilégiées	482	212	18	14
Total	4 599 \$	2 599 \$	161 \$	107 \$

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2021, la Banque a cédé certains titres de capitaux propres conformément à sa stratégie de placement d'une juste valeur de 146 millions de dollars (40 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 octobre 2020). Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2021, la Banque a dégagé des profits (pertes) cumulés de 15 millions de dollars ((18) millions de dollars pour l'exercice clos le 31 octobre 2020) à la cession de ces titres de capitaux propres et a comptabilisé des revenus de dividendes de 2 millions de dollars au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2021 (néant pour l'exercice clos le 31 octobre 2020).

d) PROFITS NETS RÉALISÉS (PERTES NETTES RÉALISÉES) SUR LES TITRES DE CRÉANCE

La Banque a cédé certains titres de créance évalués au coût amorti et à la JVAERG au cours de l'exercice. Le tableau suivant présente les profits nets réalisés et les pertes nettes réalisées sur les titres vendus pour les exercices clos les 31 octobre 2021 et 2020.

Profits nets réalisés (pertes nettes réalisées) sur les titres de créance

(en millions de dollars canadiens)

	Exercices clos les	
	31 octobre 2021	31 octobre 2020
Titres de créance au coût amorti	(61) \$	13 \$
Titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	75	27
Total	14 \$	40 \$

e) QUALITÉ DU CRÉDIT DES TITRES DE CRÉANCE

La Banque évalue le risque de crédit des expositions autres que de détail par emprunteur individuel, en utilisant la NRE et la NRF, comme il est décrit dans les passages ombragés de la section « Gestion des risques » du rapport de gestion de 2021. Ce système sert à évaluer toutes les expositions autres que de détail, y compris les titres de créance.

Le tableau suivant présente la valeur comptable brute des titres de créance évalués au coût amorti et des titres de créance à la JVAERG par notation de risque interne aux fins de la gestion du risque de crédit et ventile les titres de créance selon qu'ils font l'objet de provisions à l'étape 1, à l'étape 2 ou à l'étape 3. Pour de plus amples renseignements sur la provision pour pertes sur créances (au bilan et à l'état du résultat) à l'égard des titres de créance, se reporter au tableau « Provision pour pertes sur créances (au bilan) » de la note 8.

Titres de créance par notation de risque

(en millions de dollars canadiens)

	31 octobre 2021				31 octobre 2020			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
	<i>Aux</i>							
Titres de créance								
Première qualité	339 426 \$	– \$	s. o. \$	339 426 \$	322 842 \$	– \$	s. o. \$	322 842 \$
Qualité inférieure	2 235	83	s. o.	2 318	2 762	244	s. o.	3 006
Actifs surveillés et classés	s. o.	62	s. o.	62	s. o.	17	s. o.	17
Défaillance	s. o.	s. o.	–	–	s. o.	s. o.	–	–
Total des titres de créance	341 661	145	–	341 806	325 604	261	–	325 865
Provision pour pertes sur créances relative aux titres de créance au coût amorti	2	–	–	2	2	–	–	2
Total des titres de créance, déduction faite de la provision	341 659	145	–	341 804	325 602	261	–	325 863

Au 31 octobre 2021, le total des titres de créance, déduction faite de la provision, présenté dans le tableau ci-dessus comprenait des titres de créance évalués au coût amorti, déduction faite de la provision, de 268 939 millions de dollars (227 679 millions de dollars au 31 octobre 2020) et des titres de créances évalués à la JVAERG de 72 865 millions de dollars (98 184 millions de dollars au 31 octobre 2020).

Aux 31 octobre 2021 et 2020, la différence entre les pertes de crédit attendues fondées sur des pondérations probabilistes et les pertes de crédit attendues selon le scénario de base sur les titres de créance à la JVAERG ou au coût amorti n'était pas significative. Pour plus de renseignements, se reporter à la note 3.

NOTE 8 PRÊTS, PRÊTS DOUTEUX ET PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES

a) Le tableau suivant présente les détails sur les prêts et les acceptations de la Banque aux 31 octobre 2021 et 2020.

Prêts et acceptations

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Aux 31 octobre</i>	
	2021	2020
Prêts hypothécaires résidentiels	268 340 \$	252 219 \$
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers	189 864	185 460
Cartes de crédit	30 738	32 334
Entreprises et gouvernements	240 070	255 799
	729 012	725 812
Engagements de clients au titre d'acceptations	18 448	14 941
Prêts à la JVAERG (Note 5)	1 602	2 502
Total des prêts et acceptations	749 062	743 255
Total de la provision pour pertes sur prêts	6 390	8 290
Total des prêts et acceptations, déduction faite de la provision	742 672	734 965

Aux fins de la présentation dans le tableau Prêts et acceptations par notation de risque, les prêts aux entreprises et aux gouvernements (y compris les prêts à la JVAERG) et les engagements de clients au titre d'acceptations sont regroupés de la manière suivante :

Prêts et acceptations – Entreprises et gouvernements

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Aux 31 octobre</i>	
	2021	2020
Prêts au coût amorti	240 070 \$	255 799 \$
Engagements de clients au titre d'acceptations	18 448	14 941
Prêts à la JVAERG (Note 5)	1 602	2 502
Prêts et acceptations	260 120	273 242
Provision pour pertes sur prêts et acceptations	2 751	3 415
Prêts et acceptations, déduction faite de la provision	257 369	269 827

b) Qualité du crédit des prêts

En ce qui a trait aux expositions dans le portefeuille de détail, notamment en ce qui concerne les particuliers et les petites entreprises, la Banque gère les expositions par groupe, à l'aide de techniques de notation de crédit prédictives. Pour les expositions autres que de détail, une NRE est attribuée à chaque emprunteur selon sa PD, d'après des modèles exclusifs d'évaluation des risques propres à une industrie ou un secteur et selon des jugements d'experts. Pour plus de renseignements, notamment sur les fourchettes de PD s'alignant sur les notations de risque des expositions de détail ainsi que sur l'échelle de NRE en 21 points de la Banque s'alignant sur les notations de risque et les notations de crédit externes pour les expositions autres que de détail, se reporter aux passages ombragés de la section « Gestion des risques » du rapport de gestion de 2021.

Les tableaux suivants présentent la valeur comptable brute des prêts, des acceptations et des expositions au risque de crédit sur les engagements de prêt et les contrats de garantie financière par notation de risque interne aux fins de

la gestion du risque de crédit et ventilent les prêts et expositions selon qu'ils font l'objet de provisions à l'étape 1, à l'étape 2 ou à l'étape 3.

Prêts et acceptations par notation de risque

(en millions de dollars canadiens)

	31 octobre 2021				31 octobre 2020				Aux
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total	
Prêts hypothécaires résidentiels^{1, 2, 3}									
Risque faible	208 030 \$	4 113 \$	s. o.	212 143 \$	169 710 \$	3 125 \$	s. o.	172 835 \$	
Risque normal	38 922	9 768	s. o.	48 690	56 663	9 938	s. o.	66 601	
Risque moyen	–	4 405	s. o.	4 405	–	7 690	s. o.	7 690	
Risque élevé	–	2 380	266	2 646	–	4 120	443	4 563	
Défaillance	s. o.	s. o.	456	456	s. o.	s. o.	530	530	
Total des prêts	246 952	20 666	722	268 340	226 373	24 873	973	252 219	
Provision pour pertes sur prêts	35	175	51	261	32	205	65	302	
Prêts, déduction faite de la provision	246 917	20 491	671	268 079	226 341	24 668	908	251 917	
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers⁴									
Risque faible	94 425	1 397	s. o.	95 822	77 178	1 199	s. o.	78 377	
Risque normal	62 484	1 255	s. o.	63 739	59 349	1 360	s. o.	60 709	
Risque moyen	18 201	3 917	s. o.	22 118	28 094	3 631	s. o.	31 725	
Risque élevé	1 073	6 346	379	7 798	3 700	9 940	638	14 278	
Défaillance	s. o.	s. o.	387	387	s. o.	s. o.	371	371	
Total des prêts	176 183	12 915	766	189 864	168 321	16 130	1 009	185 460	
Provision pour pertes sur prêts	520	914	139	1 573	567	1 265	187	2 019	
Prêts, déduction faite de la provision	175 663	12 001	627	188 291	167 754	14 865	822	183 441	
Cartes de crédit									
Risque faible	5 467	7	s. o.	5 474	3 916	49	s. o.	3 965	
Risque normal	10 109	68	s. o.	10 177	7 027	129	s. o.	7 156	
Risque moyen	8 909	1 158	s. o.	10 067	10 431	804	s. o.	11 235	
Risque élevé	476	4 319	149	4 944	3 493	6 180	206	9 879	
Défaillance	s. o.	s. o.	76	76	s. o.	s. o.	99	99	
Total des prêts	24 961	5 552	225	30 738	24 867	7 162	305	32 334	
Provision pour pertes sur prêts	671	996	138	1 805	624	1 726	204	2 554	
Prêts, déduction faite de la provision	24 290	4 556	87	28 933	24 243	5 436	101	29 780	
Entreprises et gouvernements^{1, 2, 3, 5}									
Première qualité ou risque faible ou normal	110 129	699	s. o.	110 828	120 106	250	s. o.	120 356	
Qualité inférieure ou risque moyen	125 638	12 149	s. o.	137 787	126 509	11 818	s. o.	138 327	
Actifs surveillés et classés ou risque élevé	108	10 547	70	10 725	890	12 567	120	13 577	
Défaillance	s. o.	s. o.	780	780	s. o.	s. o.	982	982	
Total des prêts et acceptations	235 875	23 395	850	260 120	247 505	24 635	1 102	273 242	
Provision pour pertes sur prêts et acceptations	1 037	1 407	307	2 751	1 321	1 706	388	3 415	
Prêts et acceptations, déduction faite de la provision	234 838	21 988	543	257 369	246 184	22 929	714	269 827	
Total des prêts et acceptations⁶	683 971	62 528	2 563	749 062	667 066	72 800	3 389	743 255	
Total de la provision pour pertes sur prêts^{6, 7}	2 263	3 492	635	6 390	2 544	4 902	844	8 290	
Total des prêts et acceptations, déduction faite de la provision⁶	681 708 \$	59 036 \$	1 928 \$	742 672 \$	664 522 \$	67 898 \$	2 545 \$	734 965 \$	

¹ Au 31 octobre 2021, aucune provision pour pertes sur prêts n'avait été établie pour les prêts douteux d'un montant de 86 millions de dollars (111 millions de dollars au 31 octobre 2020), étant donné que la valeur réalisable de la garantie dépasse le montant du prêt.

² Au 31 octobre 2021, excluent les prêts détenus à des fins de transaction et les prêts détenus à des fins autres que de transaction à la JVRN d'une juste valeur respectivement de 12 milliards de dollars (13 milliards de dollars au 31 octobre 2020) et 2 milliards de dollars (4 milliards de dollars au 31 octobre 2020).

³ Au 31 octobre 2021, comprennent les prêts hypothécaires assurés de 82 milliards de dollars (86 milliards de dollars au 31 octobre 2020).

⁴ Au 31 octobre 2021, comprennent les prêts immobiliers aux particuliers assurés par des gouvernements canadiens de 10 milliards de dollars (12 milliards de dollars au 31 octobre 2020).

⁵ Au 31 octobre 2021, comprennent les prêts garantis par des organismes gouvernementaux de 26 milliards de dollars (27 milliards de dollars au 31 octobre 2020), qui sont principalement classés comme des prêts d'emprunteurs ayant une note de crédit de qualité inférieure ou de catégorie moindre selon le risque de crédit de l'emprunteur.

⁶ Au 31 octobre 2021, l'étape 3 comprenait les prêts dépréciés acquis d'un montant de 152 millions de dollars (232 millions de dollars au 31 octobre 2020) et la provision connexe pour pertes sur prêts d'un montant de 6 millions de dollars (10 millions de dollars au 31 octobre 2020) qui sont inclus dans la catégorie de notation de risque « Défaillance » puisque ces prêts étaient dépréciés au moment de leur acquisition.

⁷ Inclut la provision pour pertes sur prêts liée aux prêts qui sont évalués à la JVAERG de néant au 31 octobre 2021 (1 million de dollars au 31 octobre 2020).

Prêts et acceptations par notation de risque (suite) – Instruments de crédit hors bilan¹

(en millions de dollars canadiens)

	31 octobre 2021				31 octobre 2020			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
	Aux							
Expositions de détail²								
Risque faible	222 348 \$	232 \$	s. o. \$	222 580 \$	200 226 \$	724 \$	s. o. \$	200 950 \$
Risque normal	80 529	501	s. o.	81 030	78 448	1 124	s. o.	79 572
Risque moyen	13 993	551	s. o.	14 544	35 187	1 444	s. o.	36 631
Risque élevé	890	1 004	–	1 894	2 004	3 025	–	5 029
Défaillance	s. o.	s. o.	–	–	s. o.	s. o.	–	–
Expositions autres que de détail³								
Première qualité	195 293	–	s. o.	195 293	194 182	–	s. o.	194 182
Qualité inférieure	80 076	5 329	s. o.	85 405	76 280	6 553	s. o.	82 833
Actifs surveillés et classés	38	5 097	–	5 135	18	4 416	–	4 434
Défaillance	s. o.	s. o.	86	86	s. o.	s. o.	144	144
Total des instruments de crédit hors bilan	593 167	12 714	86	605 967	586 345	17 286	144	603 775
Provision pour les instruments de crédit hors bilan	386	467	3	856	381	672	34	1 087
Total des instruments de crédit hors bilan, déduction faite de la provision	592 781 \$	12 247 \$	83 \$	605 111 \$	585 964 \$	16 614 \$	110 \$	602 688 \$

¹ Compte non tenu des engagements hypothécaires.

² Au 31 octobre 2021, comprennent des lignes de crédit personnelles et sur cartes de crédit de 318 milliards de dollars (321 milliards de dollars au 31 octobre 2020), lesquelles sont annulables sans condition en tout temps, au gré de la Banque.

³ Au 31 octobre 2021, comprennent la tranche non utilisée de 48 milliards de dollars (43 milliards de dollars au 31 octobre 2020) des facilités de crédit et de liquidité sans engagement.

c) Le tableau ci-après présente des informations sur les prêts douteux de la Banque aux 31 octobre 2021 et 2020.

Prêts douteux¹

(en millions de dollars canadiens)

	31 octobre 2021				31 octobre 2020			
	Solde de principal non remboursé ²	Valeur comptable	Provision connexe pour pertes sur créances	Moyenne des prêts douteux bruts	Solde de principal non remboursé ²	Valeur comptable	Provision connexe pour pertes sur créances	Moyenne des prêts douteux bruts
	Aux							
Prêts hypothécaires résidentiels	681 \$	630 \$	51 \$	717 \$	885 \$	825 \$	67 \$	781 \$
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers	799	746	139	850	1 068	988	186	1 067
Cartes de crédit	224	225	138	258	305	305	204	446
Entreprises et gouvernements	912	810	301	968	1 134	1 039	377	1 137
Total	2 616 \$	2 411 \$	629 \$	2 793 \$	3 392 \$	3 157 \$	834 \$	3 431 \$

¹ Les soldes excluent les prêts dépréciés acquis.

² Représente le solde exigible aux termes du contrat.

d) Le tableau suivant présente les détails sur la provision pour pertes sur créances de la Banque aux 31 octobre 2021 et 2020 et pour les exercices clos à ces dates, y compris sur la provision pour les instruments hors bilan dans les catégories applicables.

Provision pour pertes sur créances (au bilan)

(en millions de dollars canadiens)

	Solde au début de la période	Provision pour pertes sur créances (à l'état du résultat)	Radiations, nettes des reprises	Écart de conversion, cessions et autres ajustements	Solde à la fin de la période	Solde au début de la période	Provision pour pertes sur créances (à l'état du résultat)	Radiations, nettes des reprises	Écart de conversion, cessions et autres ajustements	Solde à la fin de la période
<i>Exercices clos les 31 octobre</i>										
	2021					2020				
Prêts hypothécaires résidentiels	302 \$	(26) \$	(10) \$	(5) \$	261 \$	110 \$	214 \$	(25) \$	3 \$	302 \$
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers	2 112	135	(531)	(67)	1 649	1 309	1 798	(983)	(12)	2 112
Cartes de crédit	3 184	(14)	(708)	(148)	2 314	1 929	2 691	(1 414)	(22)	3 184
Entreprises et gouvernements	3 779	(320)	(249)	(188)	3 022	1 684	2 539	(378)	(66)	3 779
Total de la provision pour pertes sur prêts, y compris les instruments hors bilan	9 377	(225)	(1 498)	(408)	7 246	5 032	7 242	(2 800)	(97)	9 377
Titres de créance au coût amorti	2	-	-	-	2	1	-	-	1	2
Titres de créance à la JVAERG	5	1	-	1	7	3	-	-	2	5
Total de la provision pour pertes sur créances sur les titres de créances	7	1	-	1	9	4	-	-	3	7
Total de la provision pour pertes sur créances	9 384 \$	(224) \$	(1 498) \$	(407) \$	7 255 \$	5 036 \$	7 242 \$	(2 800) \$	(94) \$	9 384 \$
Dont :										
Provision pour pertes sur créances sur les prêts au coût amorti	8 289 \$				6 390 \$	4 447 \$				8 289 \$
Provision pour pertes sur créances sur les prêts à la JVAERG	1				-	-				1
Provision pour pertes sur prêts	8 290				6 390	4 447				8 290
Provision pour les instruments hors bilan	1 087				856	585				1 087
Provision pour pertes sur créances pour les titres de créance	7				9	4				7

e) Le tableau suivant présente les détails sur la provision pour pertes sur prêts par étape de la Banque aux 31 octobre 2021 et 2020 et pour les exercices clos à ces dates.

Provision pour pertes sur prêts par étape

(en millions de dollars canadiens)

	2021				2020			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3 ¹	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3 ¹	Total
Prêts hypothécaires résidentiels								
Solde au début de la période	32 \$	205 \$	65 \$	302 \$	28 \$	26 \$	56 \$	110 \$
Provision pour pertes sur créances								
Transfert à l'étape 1 ²	126	(123)	(3)	–	66	(65)	(1)	–
Transfert à l'étape 2	(38)	56	(18)	–	(33)	46	(13)	–
Transfert à l'étape 3	–	(14)	14	–	–	(14)	14	–
Réévaluation nette en raison des transferts entre les étapes ³	(20)	12	–	(8)	(20)	29	–	9
Nouveaux montages ou acquisitions ⁴	21	s. o.	s. o.	21	15	s. o.	s. o.	15
Remboursements nets ⁵	(4)	(4)	–	(8)	–	(1)	–	(1)
Décomptabilisation d'actifs financiers (à l'exclusion des cessions et des radiations) ⁶	(6)	(35)	(55)	(96)	(4)	(11)	(22)	(37)
Modifications des risques, paramètres et modèles ⁷	(74)	83	56	65	(21)	196	53	228
Cessions	–	–	–	–	–	–	–	–
Radiations	–	–	(16)	(16)	–	–	(26)	(26)
Reprises	–	–	6	6	1	(1)	1	1
Écart de conversion et autres ajustements	(2)	(5)	2	(5)	–	–	3	3
Solde à la fin de la période	35 \$	175 \$	51 \$	261 \$	32 \$	205 \$	65 \$	302 \$
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers								
Solde, y compris les instruments hors bilan, au début de la période	595 \$	1 330 \$	187 \$	2 112 \$	717 \$	417 \$	175 \$	1 309 \$
Provision pour pertes sur créances								
Transfert à l'étape 1 ²	1 154	(1 143)	(11)	–	490	(473)	(17)	–
Transfert à l'étape 2	(145)	201	(56)	–	(438)	504	(66)	–
Transfert à l'étape 3	(7)	(195)	202	–	(11)	(147)	158	–
Réévaluation nette en raison des transferts entre les étapes ³	(332)	157	8	(167)	(216)	473	11	268
Nouveaux montages ou acquisitions ⁴	221	s. o.	s. o.	221	327	s. o.	s. o.	327
Remboursements nets ⁵	(96)	(96)	(14)	(206)	(92)	(62)	(11)	(165)
Décomptabilisation d'actifs financiers (à l'exclusion des cessions et des radiations) ⁶	(93)	(159)	(41)	(293)	(95)	(73)	(31)	(199)
Modifications des risques, paramètres et modèles ⁷	(727)	901	406	580	(83)	698	952	1 567
Cessions	–	–	–	–	–	–	–	–
Radiations	–	–	(848)	(848)	–	–	(1 261)	(1 261)
Reprises	–	–	317	317	–	–	278	278
Écart de conversion et autres ajustements	(20)	(36)	(11)	(67)	(4)	(7)	(1)	(12)
Solde, y compris les instruments hors bilan, à la fin de la période	550	960	139	1 649	595	1 330	187	2 112
Moins la provision pour les instruments hors bilan ⁸	30	46	–	76	28	65	–	93
Solde à la fin de la période	520 \$	914 \$	139 \$	1 573 \$	567 \$	1 265 \$	187 \$	2 019 \$

¹ Comprend la provision pour pertes sur prêts liée aux prêts dépréciés acquis.

² Les transferts représentent les transferts d'une étape à l'autre avant la réévaluation des pertes de crédit attendues.

³ Représente la réévaluation automatique entre des pertes de crédit attendues pour la douze mois à venir (étape 1) et des pertes de crédit attendues pour la durée de vie (étape 2 ou étape 3) en raison des transferts d'une étape à l'autre nécessaires du fait de la migration du risque de crédit, comme il est décrit à la rubrique « Augmentation importante du risque de crédit » de la note 2, *Sommaire des principales méthodes comptables*, et à la note 3, *Jugements, estimations et hypothèses comptables importants*, tous les autres facteurs ayant une incidence sur la variation des pertes de crédit attendues demeurant constants.

⁴ Représentent l'augmentation de la provision découlant des nouveaux montages de prêts, des prêts acquis ou des prêts renouvelés.

⁵ Représentent les variations de la provision liées aux variations des flux de trésorerie associées aux nouveaux octrois ou aux remboursements sur les prêts en cours.

⁶ Représente la diminution de la provision découlant des prêts entièrement remboursés et exclut la diminution associée aux prêts qui ont été cédés ou radiés en totalité.

⁷ Représentent les variations de la provision liées aux modifications des risques (p. ex., la PD) de la période considérée découlant des modifications apportées aux facteurs macroéconomiques, au niveau de risque, aux paramètres et/ou aux modèles après la migration d'une étape à l'autre. Pour plus de renseignements, se reporter aux rubriques « Évaluation des pertes de crédit attendues » et « Informations prospectives et jugement d'expert en matière de crédit » de la note 2, *Sommaire des principales méthodes comptables*, et à la note 3, *Jugements, estimations et hypothèses comptables importants*.

⁸ La provision pour pertes sur prêts pour les instruments hors bilan est comptabilisée dans les autres passifs au bilan consolidé.

Provision pour pertes sur prêts par étape (suite)

(en millions de dollars canadiens)

Exercices clos les 31 octobre

	2021				2020			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3 ¹	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3 ¹	Total
Cartes de crédit²								
Solde, y compris les instruments hors bilan, au début de la période	799 \$	2 181 \$	204 \$	3 184 \$	934 \$	673 \$	322 \$	1 929 \$
Provision pour pertes sur créances								
Transfert à l'étape 1 ³	1 509	(1 488)	(21)	–	1 000	(970)	(30)	–
Transfert à l'étape 2	(180)	232	(52)	–	(598)	673	(75)	–
Transfert à l'étape 3	(8)	(632)	640	–	(19)	(638)	657	–
Réévaluation nette en raison des transferts entre les étapes ⁴	(478)	277	10	(191)	(356)	830	22	496
Nouveaux montages ou acquisitions ⁵	122	s. o.	s. o.	122	174	s. o.	s. o.	174
Remboursements nets ⁶	(98)	(20)	20	(98)	(35)	(7)	35	(7)
Décomptabilisation d'actifs financiers (à l'exclusion des cessions et des radiations) ⁷	(50)	(131)	(219)	(400)	(145)	(174)	(378)	(697)
Modifications des risques, paramètres et modèles ⁸	(696)	973	276	553	(152)	1 814	1 063	2 725
Cessions	–	–	–	–	–	–	–	–
Radiations	–	–	(1 011)	(1 011)	–	–	(1 720)	(1 720)
Reprises	–	–	303	303	–	–	306	306
Écart de conversion et autres ajustements	(42)	(94)	(12)	(148)	(4)	(20)	2	(22)
Solde, y compris les instruments hors bilan, à la fin de la période	878	1 298	138	2 314	799	2 181	204	3 184
Moins la provision pour les instruments hors bilan ⁹	207	302	–	509	175	455	–	630
Solde à la fin de la période	671 \$	996 \$	138 \$	1 805 \$	624 \$	1 726 \$	204 \$	2 554 \$
Entreprises et gouvernements¹⁰								
Solde, y compris les instruments hors bilan, au début de la période	1 499 \$	1 858 \$	422 \$	3 779 \$	736 \$	740 \$	208 \$	1 684 \$
Provision pour pertes sur créances								
Transfert à l'étape 1 ¹¹	476	(471)	(5)	–	255	(248)	(7)	–
Transfert à l'étape 2	(497)	508	(11)	–	(459)	482	(23)	–
Transfert à l'étape 3	(5)	(103)	108	–	(14)	(131)	145	–
Réévaluation nette en raison des transferts entre les étapes ¹¹	(117)	122	(2)	3	(94)	256	(4)	158
Nouveaux montages ou acquisitions ¹¹	1 123	s. o.	s. o.	1 123	871	s. o.	s. o.	871
Remboursements nets ¹¹	(24)	(122)	(92)	(238)	(52)	(68)	(54)	(174)
Décomptabilisation d'actifs financiers (à l'exclusion des cessions et des radiations) ¹¹	(813)	(758)	(358)	(1 929)	(459)	(503)	(242)	(1 204)
Modifications des risques, paramètres et modèles ¹¹	(384)	578	527	721	727	1 334	827	2 888
Cessions	–	–	(4)	(4)	–	–	(22)	(22)
Radiations	–	–	(298)	(298)	–	–	(430)	(430)
Reprises	–	–	49	49	–	–	52	52
Écart de conversion et autres ajustements	(72)	(86)	(26)	(184)	(12)	(4)	(28)	(44)
Solde, y compris les instruments hors bilan, à la fin de la période	1 186	1 526	310	3 022	1 499	1 858	422	3 779
Moins la provision pour les instruments hors bilan ⁹	149	119	3	271	178	152	34	364
Solde à la fin de la période	1 037	1 407	307	2 751	1 321	1 706	388	3 415
Total de la provision, y compris celle pour les instruments hors bilan, à la fin de la période	2 649	3 959	638	7 246	2 925	5 574	878	9 377
Moins le total de la provision pour les instruments hors bilan	386	467	3	856	381	672	34	1 087
Total de la provision pour pertes sur prêts à la fin de la période	2 263 \$	3 492 \$	635 \$	6 390 \$	2 544 \$	4 902 \$	844 \$	8 290 \$

¹ Comprend la provision pour pertes sur prêts liée aux prêts dépréciés acquis.

² Les prêts sur cartes de crédit sont considérés comme douteux et sont transférés à l'étape 3 lorsque les paiements sont en souffrance depuis 90 jours et radiés après 180 jours de retard. Pour plus de renseignements, se reporter à la note 2.

³ Les transferts représentent les transferts d'une étape à l'autre avant la réévaluation des pertes de crédit attendues.

⁴ Représente la réévaluation automatique entre des pertes de crédit attendues pour les douze mois à venir (étape 1) et des pertes de crédit attendues pour la durée de vie (étape 2 ou étape 3) en raison des transferts d'une étape à l'autre nécessaires du fait de la migration du risque de crédit, comme il est décrit à la rubrique « Augmentation importante du risque de crédit » de la note 2, *Sommaire des principales méthodes comptables, et à la note 3, Jugements, estimations et hypothèses comptables importants*, tous les autres facteurs ayant une incidence sur la variation des pertes de crédit attendues demeurant constants.

⁵ Représentent l'augmentation de la provision découlant des nouveaux montages de prêts, des prêts acquis ou des prêts renouvelés.

⁶ Représentent les variations de la provision liées aux variations des flux de trésorerie associées aux nouveaux octrois ou aux remboursements sur les prêts en cours.

⁷ Représente la diminution de la provision découlant des prêts entièrement remboursés et exclut la diminution associée aux prêts qui ont été cédés ou radiés en totalité.

⁸ Représentent les variations de la provision liées aux modifications des risques (p. ex., la PD) de la période considérée découlant des modifications apportées aux facteurs macroéconomiques, au niveau de risque, aux paramètres et/ou aux modèles après la migration d'une étape à l'autre. Pour plus de renseignements, se reporter aux rubriques « Évaluation des pertes de crédit attendues » et « Informations prospectives et jugement d'expert en matière de crédit » de la note 2, *Sommaire des principales méthodes comptables, et à la note 3, Jugements, estimations et hypothèses comptables importants*.

⁹ La provision pour pertes sur prêts pour les instruments hors bilan est comptabilisée dans les autres passifs au bilan consolidé.

¹⁰ Comprendent la provision pour pertes sur prêts liée aux engagements de clients au titre d'acceptations.

¹¹ Pour des explications sur ces postes, se reporter au tableau « Provision pour pertes sur prêts » figurant à la page précédente de la présente note.

La provision pour pertes sur créances pour tous les actifs financiers restants n'est pas importante.

f) INFORMATIONS PROSPECTIVES

Des facteurs macroéconomiques pertinents sont intégrés aux paramètres de risque selon le cas. Des facteurs de risque additionnels propres aux industries ou aux secteurs sont également incorporés, lorsque cela est pertinent. Les principales variables macroéconomiques qui sont utilisées dans la détermination des pertes de crédit attendues comprennent le taux de chômage par région pour toutes les

expositions de détail et les indices d'accès à la propriété par région pour les prêts hypothécaires résidentiels et les lignes de crédit domiciliaires. Pour les prêts aux entreprises et aux gouvernements, les principales variables macroéconomiques comprennent le produit intérieur brut (PIB), le taux de chômage, les taux d'intérêt et les écarts de taux. Se reporter à la note 3 pour en savoir plus sur la façon dont les informations prospectives sont générées et prises en compte pour déterminer si une augmentation importante du risque de crédit est survenue et pour évaluer les pertes de crédit attendues.

Variables macroéconomiques

Les variables macroéconomiques retenues sont projetées sur l'horizon prévisionnel. Le tableau suivant présente les valeurs moyennes des variables macroéconomiques pour les quatre trimestres civils à partir du trimestre considéré et les quatre années restantes de l'horizon prévisionnel pour le scénario de base, le scénario optimiste et le scénario pessimiste qui ont servi à la détermination des pertes de crédit attendues de la Banque aux 31 octobre 2021 et 2020. Plus l'horizon

prévisionnel est long, moins les données prospectives sont faciles à obtenir et plus les projections qui reposent sur les hypothèses entourant les relations structurelles entre les paramètres économiques sont incertaines. Comparativement à il y a un an, l'économie a réalisé d'importants progrès pour se relever du choc provoqué par la pandémie de COVID-19. À mesure que le temps passe et que l'économie se remet du choc initial causé par la pandémie, l'incertitude entourant les perspectives économiques continue de se dissiper.

Variables macroéconomiques

	Aux					
	31 octobre 2021					
	Scénario de base		Scénario optimiste		Scénario pessimiste	
	Moyenne T4 2021- T3 2022 ¹	Quatre années restantes de l'horizon prévisionnel ¹	Moyenne T4 2021- T3 2022 ¹	Quatre années restantes de l'horizon prévisionnel ¹	Moyenne T4 2021- T3 2022 ¹	Quatre années restantes de l'horizon prévisionnel ¹
Taux de chômage						
Canada	6,3 %	5,7 %	6,3 %	5,4 %	8,0 %	7,3 %
États-Unis	4,3	3,5	4,3	3,2	5,7	4,8
PIB réel						
Canada	4,0	2,1	5,1	2,1	(0,1)	2,5
États-Unis	4,5	2,1	5,6	2,0	1,3	2,4
Prix des propriétés résidentielles						
Canada (prix moyen des propriétés résidentielles) ²	4,7	1,0	6,4	2,0	1,0	(0,4)
États-Unis (IPP CoreLogic) ³	10,6	3,1	13,5	3,2	7,4	1,9
Taux d'intérêt directeurs des banques centrales						
Canada	0,25	1,52	0,44	1,84	0,25	0,86
États-Unis	0,25	1,67	0,44	2,02	0,25	1,02
Rendement des obligations du Trésor américain à 10 ans	1,93	2,24	2,14	2,33	1,33	2,06
Écart des obligations américaines de notation BBB à 10 ans (points de pourcentage)	1,45	1,79	1,39	1,71	1,73	1,79
Taux de change (dollar américain/dollar canadien)	0,78 \$	0,79 \$	0,79 \$	0,80 \$	0,76 \$	0,77 \$

	31 octobre 2020					
	Scénario de base		Scénario optimiste		Scénario pessimiste	
	Moyenne T4 2020- T3 2021 ¹	Quatre années restantes de l'horizon prévisionnel ¹	Moyenne T4 2020- T3 2021 ¹	Quatre années restantes de l'horizon prévisionnel ¹	Moyenne T4 2020- T3 2021 ¹	Quatre années restantes de l'horizon prévisionnel ¹
Taux de chômage						
Canada	8,4 %	6,1 %	7,8 %	5,7 %	10,2 %	6,2 %
États-Unis	7,8	4,8	7,1	4,1	9,4	5,1
PIB réel						
Canada	2,4	2,2	3,2	2,8	(0,7)	2,9
États-Unis	1,8	2,4	2,3	3,0	(1,5)	3,1
Prix des propriétés résidentielles						
Canada (prix moyen des propriétés résidentielles) ²	6,0	1,1	7,4	3,1	(3,5)	3,5
États-Unis (IPP CoreLogic) ³	2,9	2,9	3,4	4,1	(2,4)	4,1
Taux d'intérêt directeurs des banques centrales						
Canada	0,25	0,50	0,25	0,64	0,25	0,39
États-Unis	0,25	0,50	0,25	0,72	0,25	0,39
Rendement des obligations du Trésor américain à 10 ans	0,96	1,82	1,39	2,78	0,69	1,71
Écart des obligations américaines de notation BBB à 10 ans (points de pourcentage)	1,87	1,80	1,77	1,53	2,14	1,81
Taux de change (dollar américain/dollar canadien)	0,78 \$	0,77 \$	0,78 \$	0,81 \$	0,76 \$	0,77 \$

¹ Les valeurs représentent les valeurs moyennes pour les périodes mentionnées et la moyenne de la croissance d'un exercice à l'autre du PIB réel et des prix des propriétés résidentielles.

² Le prix moyen des propriétés résidentielles correspond au prix de vente moyen des propriétés vendues publié par le Service inter-agences; les données sont colligées par l'Association canadienne de l'immeuble.

³ L'indice des prix des propriétés résidentielles de CoreLogic (IPP CoreLogic) est un indice fondé sur la méthode des ventes répétées qui suit l'évolution à la hausse ou à la baisse des prix des mêmes propriétés au fil du temps.

g) SENSIBILITÉ DE LA PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES

Les pertes de crédit attendues sont sensibles aux données utilisées dans les modèles internes, aux variables macroéconomiques des scénarios prospectifs et aux pondérations probabilistes respectives afin de déterminer les pertes de crédit attendues fondées sur des pondérations probabilistes, et à d'autres facteurs pris en compte lorsqu'un jugement d'expert en matière de crédit est exercé. Les variations de ces données, hypothèses, modèles et jugements auraient une incidence sur la détermination si une augmentation importante du risque de crédit est survenue et sur l'évaluation des pertes de crédit attendues. Pour plus de renseignements et en connaître davantage sur les jugements importants appliqués en raison de la COVID-19, se reporter à la note 3.

Le tableau suivant présente les pertes de crédit attendues selon le scénario de base et les pertes de crédit attendues fondées sur des pondérations probabilistes, ces dernières étant tirées de trois scénarios de pertes de crédit attendues pour les prêts productifs et les instruments hors bilan. L'écart reflète l'incidence de l'utilisation de plusieurs scénarios élaborés à partir des pertes de crédit attendues selon le scénario de base et la variation des pertes de crédit attendues en découlant en raison de la sensibilité et de l'absence de linéarité résultant de l'utilisation des scénarios macroéconomiques.

Variations des pertes de crédit attendues fondées sur des pondérations probabilistes par rapport aux pertes de crédit attendues selon le scénario de base

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Aux	
	31 octobre 2021	31 octobre 2020
Pertes de crédit attendues fondées sur des pondérations probabilistes	6 608 \$	8 500 \$
Pertes de crédit attendues selon le scénario de base	6 412	8 157
Écart – en dollars	196 \$	343 \$
Écart – en pourcentage	3,0 %	4,0 %

Les pertes de crédit attendues pour les prêts productifs et les instruments hors bilan correspondent au montant global des pertes de crédit attendues fondées sur des pondérations probabilistes à l'étape 1 et à l'étape 2, soit respectivement les pertes de crédit attendues pour les douze mois à venir et les pertes de crédit attendues pour la durée de vie. Un transfert des pertes de crédit attendues de l'étape 1 à l'étape 2 survient à la suite d'une augmentation importante du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale du prêt. Le tableau suivant présente l'estimation de l'incidence de la catégorisation par étapes des pertes de crédit attendues en indiquant les pertes de crédit attendues pour tous les prêts productifs et les instruments hors bilan calculées à partir des pertes de crédit attendues pour les douze mois à venir par rapport au montant global des pertes de crédit attendues fondées sur des pondérations probabilistes actuelles, tous les profils de risque demeurant constants.

Prêts en souffrance mais non douteux^{1, 2}

(en millions de dollars canadiens)

	31 octobre 2021			31 octobre 2020		
	De 31 à 60 jours	De 61 à 89 jours	Total	De 31 à 60 jours	De 61 à 89 jours	Total
Prêts hypothécaires résidentiels	229 \$	62 \$	291 \$	221 \$	64 \$	285 \$
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers	512	156	668	590	200	790
Cartes de crédit	186	113	299	218	149	367
Entreprises et gouvernements	785	139	924	723	329	1 052
Total	1 712 \$	470 \$	2 182 \$	1 752 \$	742 \$	2 494 \$

¹ Incluent les prêts qui sont évalués à la JVAERG.

² Les prêts faisant l'objet d'un report dans le cadre d'un programme d'allègement en raison de la COVID-19 offert par une banque ne sont pas considérés comme étant en souffrance ou en retard. Lorsque ces prêts étaient déjà en souffrance, les jours de retard ne continuaient

j) ACTIFS FINANCIERS MODIFIÉS

Afin d'offrir un soutien financier aux clients qui subissent les répercussions économiques de la COVID-19, la Banque a mis en place certains programmes d'aide, y compris des options de report des paiements de prêts hypothécaires résidentiels, de prêts sur lignes de crédit domiciliaires, de prêts aux particuliers, de prêts auto et de prêts commerciaux et aux PME. Compte tenu des modifications en vertu des programmes d'aide en raison de la COVID-19, le coût amorti des actifs financiers comportant une provision pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie et modifiés durant l'exercice clos le 31 octobre 2021 s'élevait à 489 millions de dollars (7,7 milliards de dollars pour l'exercice clos le 31 octobre 2020) avant la modification, les profits ou pertes découlant de la modification ayant été négligeables. La valeur comptable brute des actifs financiers modifiés pour lesquels la correction de valeur pour pertes est passée de pertes de crédit attendues pour la durée de vie à pertes de crédit attendues pour les douze mois à venir au cours de

Incidence supplémentaire des pertes de crédit attendues pour la durée de vie

(en millions de dollars canadiens)

	31 octobre 2021	Aux 31 octobre 2020
Pertes de crédit attendues fondées sur des pondérations probabilistes	6 608 \$	8 500 \$
Tous les prêts productifs et instruments hors bilan selon des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	4 903	6 482
Incidence supplémentaire des pertes de crédit attendues pour la durée de vie	1 705 \$	2 018 \$

h) BIENS SAISIS

Les biens saisis sont des actifs non financiers qui ont fait l'objet d'une reprise de possession dans le cadre de laquelle la Banque obtient les titres, devient propriétaire ou prend possession des propriétés individuelles, comme des biens immobiliers, qui sont gérées aux fins de vente de manière ordonnée, et le produit en découlant est affecté à la réduction ou au remboursement de tout solde du prêt en souffrance. En général, la Banque n'installe pas ses activités dans des propriétés saisies. La Banque s'en remet principalement à des évaluations de tiers pour établir la valeur comptable des biens saisis. Les biens saisis détenus en vue de la vente s'élevaient à 53 millions de dollars au 31 octobre 2021 (77 millions de dollars au 31 octobre 2020) et étaient comptabilisés dans les autres actifs au bilan consolidé.

i) PRÊTS EN SOUFFRANCE MAIS NON DOUTEUX

Un prêt est classé comme en souffrance lorsqu'un emprunteur a omis de faire un paiement exigible à l'échéance prévue au contrat. Le tableau suivant présente de l'information sur les prêts en souffrance mais non douteux. Les prêts qui sont en souffrance depuis moins de 31 jours aux termes du contrat ne sont pas pris en compte puisqu'ils ne sont pas une indication, de façon générale, qu'un emprunteur ne respectera pas ses obligations de paiement.

pas à s'accumuler pendant la période de report. Le calcul des jours en souffrance pour les prêts faisant l'objet d'un report commence après la période de report.

l'exercice clos le 31 octobre 2021 s'est élevée à 1,1 milliard de dollars (609 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 octobre 2020).

k) ACTIFS REÇUS EN GARANTIE

Au 31 octobre 2021, les actifs reçus en garantie à l'égard du total des prêts douteux bruts représentaient 83 % (86 % au 31 octobre 2020) du total des prêts douteux bruts. La juste valeur des actifs non financiers reçus en garantie est déterminée à la date d'octroi du prêt. Une réévaluation des actifs non financiers reçus en garantie est effectuée si une modification importante est apportée aux modalités du prêt ou si le prêt est considéré comme douteux. La direction prend en compte la nature de la garantie, le rang de la créance et la structure du prêt pour estimer la valeur de la garantie. Ces flux de trésorerie estimés sont passés en revue au moins une fois l'an ou plus souvent si de nouveaux renseignements indiquent un changement dans l'échéancier ou le montant à recevoir.

NOTE 9 TRANSFERTS D'ACTIFS FINANCIERS

TITRISATIONS DE PRÊTS

La Banque titrise des prêts par l'intermédiaire d'entités structurées ou de tiers autres que des entités structurées. La plupart des titrisations de prêts ne sont pas admissibles à la décomptabilisation étant donné que, dans la plupart des cas, la Banque demeure exposée à la quasi-totalité des risques de remboursement anticipé, de taux d'intérêt ou de crédit liés aux actifs financiers titrisés, et n'a pas

transféré la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des actifs titrisés. Lorsqu'un prêt n'est pas admissible à la décomptabilisation, celui-ci n'est pas sorti du bilan, les droits conservés ne sont pas comptabilisés et un passif de titrisation est inscrit au titre du produit en espèces reçu. Certains coûts de transaction engagés sont aussi incorporés à l'actif et sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La Banque titrise des prêts hypothécaires résidentiels assurés aux termes du Programme des titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* soutenu par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL). Les titres adossés à des créances hypothécaires créés par l'entremise du Programme des titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* sont vendus à la Fiducie canadienne pour l'habitation (FCH) aux termes du Programme d'obligations hypothécaires du Canada, vendus à des investisseurs tiers ou détenus par la Banque. La FCH émet des obligations hypothécaires du Canada à des investisseurs tiers et affecte le produit tiré de cette émission à l'acquisition de titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* émis par la Banque ou d'autres émetteurs de prêts hypothécaires sur le marché canadien. Les actifs acquis par la FCH sont regroupés dans une fiducie unique à partir de laquelle sont émises les obligations hypothécaires du Canada. La Banque demeure exposée à la quasi-totalité des risques liés aux prêts hypothécaires sous-jacents, ayant conservé un swap de titrisation en vertu duquel le risque lié au paiement du principal et d'intérêts aux termes du Programme des titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* est transféré à la Banque en échange d'un coupon réglé à l'émission d'obligations hypothécaires du Canada; en conséquence, la vente des titres n'est pas admissible à la décomptabilisation.

La Banque titrise des prêts hypothécaires résidentiels créés aux États-Unis par l'entremise d'organismes gouvernementaux des États-Unis. Ces prêts sont admissibles à la décomptabilisation du bilan consolidé de la Banque. Dans le cadre de la titrisation, la Banque conserve le droit de gérer les prêts hypothécaires transférés. Les titres adossés à des créances hypothécaires créés par la titrisation sont habituellement vendus à des investisseurs tiers.

La Banque titrise aussi des prêts aux particuliers et des prêts aux entreprises et aux gouvernements par l'intermédiaire d'entités qui pourraient être structurées. Par suite de ces titrisations, les actifs financiers peuvent être décomptabilisés selon les ententes individuelles portant sur chacune des transactions.

En outre, la Banque transfère des créances sur cartes de crédit ainsi que des prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers à des entités structurées qu'elle consolide. Pour plus de renseignements, se reporter à la note 10.

Le tableau suivant résume les types d'actifs titrisés qui n'ont pas été admissibles à la décomptabilisation et les passifs de titrisation connexes aux 31 octobre 2021 et 2020.

Actifs financiers non admissibles à la décomptabilisation dans le cadre des programmes de titrisation de la Banque

(en millions de dollars canadiens)

	31 octobre 2021		31 octobre 2020	
	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
Nature de la transaction				
Titrisation de prêts hypothécaires résidentiels	24 428 \$	24 367 \$	25 622 \$	25 271 \$
Autres actifs financiers transférés dans le cadre de la titrisation ¹	4 209	4 207	4 101	4 084
Total	28 637	28 574	29 723	29 355
Passifs connexes²	28 707 \$	28 767 \$	29 861 \$	29 486 \$

¹ Comprennent des titres adossés à des actifs, du papier commercial adossé à des actifs (PCAA), de la trésorerie, des mises en pension et des obligations du gouvernement du Canada qui sont utilisés pour répondre aux exigences de financement des structures de titrisation de la Banque après la titrisation initiale de prêts hypothécaires.

² Comprennent des passifs de titrisation comptabilisés au coût amorti de 15 milliards de dollars au 31 octobre 2021 (16 milliards de dollars au 31 octobre 2020) et des passifs de titrisation comptabilisés à la juste valeur de 14 milliards de dollars au 31 octobre 2021 (14 milliards de dollars au 31 octobre 2020).

Autres actifs financiers non admissibles à la décomptabilisation

La Banque conclut certaines transactions dans le cadre desquelles elle transfère des marchandises et des actifs financiers déjà comptabilisés, comme des titres de créance et de capitaux propres, mais conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à ces actifs. Ces actifs transférés ne sont pas décomptabilisés, et les transferts sont inscrits comme des transactions de financement. Dans le cadre des transactions de cette nature, dont les plus fréquentes sont les mises en pension et les prêts de valeurs mobilières, la Banque conserve la quasi-totalité des risques de crédit, de prix, de taux d'intérêt et de change de même que des avantages inhérents aux actifs.

Le tableau suivant résume la valeur comptable des actifs financiers et les transactions connexes qui n'ont pas été admissibles à la décomptabilisation ainsi que les passifs financiers connexes aux 31 octobre 2021 et 2020.

Autres actifs financiers non admissibles à la décomptabilisation¹

(en millions de dollars canadiens)

	Aux	
	31 octobre 2021	31 octobre 2020
Valeur comptable des actifs		
<i>Nature de la transaction</i>		
Mises en pension ^{2, 3}	20 849 \$	28 665 \$
Prêts de valeurs mobilières	44 234	38 934
Total	65 083	67 599
Valeur comptable des passifs connexes³	20 871 \$	27 971 \$

¹ Certains montants comparatifs ont été retraités afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice considéré.

² Comprennent des actifs de 2,0 milliards de dollars au 31 octobre 2021 (2,4 milliards de dollars au 31 octobre 2020) découlant de mises en pension ou de swaps garantis par des métaux précieux physiques.

³ Tous les passifs connexes découlent des mises en pension.

TRANSFERTS D'ACTIFS FINANCIERS ADMISSIBLES À LA DÉCOMPTABILISATION

Actifs financiers transférés décomptabilisés en totalité dans lesquels la Banque a une implication continue

Une implication continue peut survenir si la Banque conserve des droits ou des obligations contractuels par suite du transfert des actifs financiers. Certains prêts aux entreprises et aux gouvernements titrisés par la Banque sont décomptabilisés du bilan consolidé de la Banque. Dans les cas où la Banque décomptabilise en totalité les prêts aux entreprises et aux gouvernements, la Banque peut être exposée aux risques des prêts transférés du fait d'un droit conservé. Au 31 octobre 2021, la juste valeur des droits conservés s'établissait à 9 millions de dollars (14 millions de dollars au 31 octobre 2020). Un profit ou une perte à la vente de ces prêts est comptabilisé immédiatement dans les autres produits, compte tenu de l'incidence de la comptabilité de couverture sur les actifs vendus, le cas échéant. Le profit ou la perte dépend de la valeur comptable antérieure des prêts faisant l'objet du transfert, réparti entre les actifs vendus et les droits conservés en fonction de leur juste valeur relative à la date du transfert. Pour l'exercice clos le 31 octobre 2021, les produits de négociation sur les droits conservés se sont établis à néant (néant pour l'exercice clos le 31 octobre 2020).

Certains portefeuilles de prêts hypothécaires résidentiels aux États-Unis créés par la Banque sont vendus et décomptabilisés du bilan consolidé de la Banque. Dans certains cas, la Banque continue à s'impliquer dans la gestion de ces prêts. Au 31 octobre 2021, la valeur comptable de ces droits de gestion s'établissait à 87 millions de dollars (61 millions de dollars au 31 octobre 2020), et leur juste valeur, à 93 millions de dollars (56 millions de dollars au 31 octobre 2020). Un profit ou une perte à la vente de ces prêts est comptabilisé immédiatement dans les produits (pertes) sur les instruments financiers détenus à des fins autres que de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net. Le profit (la perte) à la vente des prêts pour l'exercice clos le 31 octobre 2021 s'est élevé à 66 millions de dollars (78 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 octobre 2020).

Programme Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes

En vertu du programme Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC) financé par Sa Majesté du chef du Canada (le « gouvernement du Canada ») et par Exportations et développement Canada à titre d'agent du gouvernement du Canada, la Banque a consenti à ses clients admissibles des

services bancaires aux entreprises un prêt jusqu'à hauteur de 60 000 \$ sans intérêt assorti d'une exonération partielle jusqu'au 31 décembre 2022. Si le prêt n'est pas remboursé d'ici le 31 décembre 2022, il sera prolongé de trois ans à un taux d'intérêt annuel de 5 %. La date limite pour demander un nouveau prêt en vertu du programme CUEC ou un prêt supplémentaire était le 30 juin 2021. Le financement fourni à la Banque par le gouvernement du Canada dans le cadre du programme CUEC est assorti d'une obligation de remettre les montants recouverts sur les prêts consentis aux termes du programme et est autrement sans recours pour la Banque. Par conséquent, la Banque doit remettre la totalité des montants de principal et d'intérêts recouverts sur les prêts aux termes du programme

CUEC au gouvernement du Canada, mais elle n'est pas tenue de rembourser les montants impayés des clients ou annulés. La Banque reçoit un remboursement des charges d'administration qu'elle engage pour administrer le programme au nom du gouvernement du Canada. Les prêts consentis en vertu de ce programme ne sont pas comptabilisés au bilan consolidé de la Banque puisque la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à ces prêts est transférée au gouvernement du Canada. Au 31 octobre 2021, la Banque avait consenti à environ 213 000 de ses clients (184 000 au 31 octobre 2020) des prêts dans le cadre du programme CUEC et financé des prêts dans le cadre de ce programme d'un montant d'environ 11,6 milliards de dollars (7,3 milliards de dollars au 31 octobre 2020).

NOTE 10

ENTITÉS STRUCTURÉES

La Banque utilise des entités structurées à différentes fins, notamment 1) pour faciliter le transfert de risques précis aux clients; 2) comme véhicules de financement pour elle-même ou pour le compte de clients; ou 3) pour détenir distinctement des actifs au nom d'investisseurs. En règle générale, des restrictions prévues dans les conventions pertinentes empêchent la Banque d'accéder aux actifs de l'entité structurée.

La Banque s'associe à des entités structurées qu'elle soutient ainsi qu'à des entités soutenues par des tiers. Pour établir si elle est le promoteur d'une entité structurée, la Banque évalue notamment si elle est le principal utilisateur de l'entité; si la marque ou l'appellation commerciale de l'entité est liée à la Banque; et si la Banque offre une garantie implicite ou explicite aux investisseurs ou autres tiers quant au rendement de l'entité. La Banque n'est pas considérée être le promoteur d'une entité structurée si elle n'offre à l'entité que des services dans des conditions normales de concurrence, par exemple en agissant comme gestionnaire, distributeur, dépositaire, gestionnaire d'actifs ou agent de prêt. Le soutien d'une entité structurée peut indiquer que la Banque détient un pouvoir sur l'entité au moment de sa création; toutefois, ce n'est pas suffisant pour déterminer si la Banque doit consolider l'entité. Que la Banque soutienne ou non une entité, la consolidation est déterminée au cas par cas pour chacune des entités.

a) ENTITÉS STRUCTURÉES SOUTENUES

La présente rubrique décrit les liens de la Banque avec les principales entités structurées soutenues.

Titrisations

La Banque titrise ses propres actifs et facilite la titrisation d'actifs de clients par l'entremise d'entités structurées, comme les conduits qui émettent du PCAA ou d'autres entités de titrisation qui émettent des valeurs mobilières à plus long terme. Les titrisations sont une source importante de liquidité pour la Banque, qui lui permet de diversifier ses sources de financement et d'optimiser son approche de gestion de son bilan.

La Banque soutient des conduits de titrisation monocéants et des conduits de titrisation multicédants. Selon les caractéristiques spécifiques de l'entité, les rendements variables absorbés par le PCAA peuvent être atténués de façon importante par les rendements variables conservés par les vendeurs. La Banque offre des facilités de liquidité à certains conduits en faveur des investisseurs dans le PCAA, lesquelles sont structurées comme des facilités de prêts entre la Banque, en qualité d'unique prêteur, et les entités soutenues par la Banque. Si une entité avait de la difficulté à émettre du PCAA en raison de l'illiquidité du marché pour le papier commercial, elle pourrait recourir à la facilité de prêt et affecter le produit au paiement du PCAA arrivant à échéance. Le PCAA qu'émet chaque conduit multicédant est émis au nom de ce dernier et est assorti d'un recours à l'égard des actifs financiers que détient le conduit multicédant et il ne confère aucun droit de recours à l'égard de la Banque, sauf par l'intermédiaire de notre participation dans les facilités de liquidité. L'exposition de la Banque aux rendements variables de ces conduits découlant des facilités de liquidité qu'elles leur offrent et de tout autre engagement connexe est atténuée par l'exposition continue des vendeurs aux rendements variables, comme il est décrit ci-après. En raison des services administratifs et de distribution de valeurs mobilières que la Banque offre à ses conduits de titrisation soutenus, elle pourrait se retrouver à détenir un placement dans le PCAA émis par ces entités. Dans certains cas, la Banque pourrait également fournir des rehaussements de crédit ou négocier des dérivés avec les conduits de titrisation. La Banque reçoit, de la part des conduits, des honoraires qui sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

La Banque vend des actifs aux conduits monocéants qu'elle contrôle et consolide. Le contrôle découle d'un pouvoir de la Banque sur les principales décisions économiques de l'entité, surtout, de la composition des actifs vendus au conduit et de l'exposition aux rendements variables des actifs transférés, généralement au moyen d'un dérivé ou de l'atténuation du risque de crédit qu'elle offre sous forme de réserves au comptant, de surdimensionnement ou de garanties sur le rendement du portefeuille d'actifs de l'entité.

Les conduits multicédants offrent aux clients des sources de financement alternatives par la titrisation de leurs actifs. Ces conduits sont semblables aux conduits monocéants; toutefois, les actifs sont acquis de plus d'un vendeur

et sont regroupés dans un seul portefeuille d'actifs. Chaque opération est structurée à l'aide d'une protection de premier niveau contre les pertes liées à l'opération fournie par le tiers vendeur. Ce rehaussement peut varier, notamment un surdimensionnement, des écarts de taux excédentaires, des catégories subordonnées d'actifs financiers, des garanties ou des lettres de crédit. En général, la Banque est réputée disposer du pouvoir sur les principales décisions économiques de l'entité, notamment le choix des vendeurs et des actifs connexes vendus ainsi que sur d'autres décisions à l'égard de la gestion des risques courus par le conduit. L'exposition de la Banque aux rendements variables des conduits multicédants découlant des facilités de liquidité offertes et de tout autre engagement connexe est atténuée par l'exposition continue des vendeurs aux rendements variables de l'entité. Lorsque la Banque dispose du pouvoir sur les conduits multicédants, mais qu'elle n'est pas exposée à des rendements variables importants, elle ne consolide pas ces entités. Lorsque la Banque est exposée aux rendements variables d'un conduit multicédant découlant des facilités de liquidité offertes, qu'elle dispose du pouvoir sur l'entité et qu'elle a la capacité d'utiliser son pouvoir pour influencer sur les rendements variables importants, la Banque consolide le conduit.

Fonds de placement et autres entités de gestion de placements

Dans le cadre de ses activités de gestion de placements, la Banque crée des fonds et des fiducies de placement (y compris des fonds communs de placement), ce qui lui permet d'offrir à ses clients une exposition très diversifiée à différents profils de risque selon l'appétit pour le risque du client. Ces entités peuvent être gérées de façon active ou dirigées de façon passive, par exemple par le suivi d'un indice précis, en fonction de la stratégie de placement de l'entité. Le financement de ces entités est obtenu par l'émission de valeurs mobilières aux investisseurs, en général sous forme de parts de fonds. Selon la stratégie et le profil de risque propres à chacune des entités, les produits tirés de cette émission servent à l'achat par l'entité d'un portefeuille d'actifs. Le portefeuille d'une entité peut comprendre des placements en valeurs mobilières, en dérivés ou en autres actifs, y compris en trésorerie. À la création d'un nouveau fonds de placement ou d'une nouvelle fiducie de placement, la Banque investira généralement un montant du capital de départ dans l'entité, ce qui lui permet d'établir un historique de rendement dans le marché. Au fil du temps, la Banque vend sa participation dans le capital de départ à des investisseurs tiers, au fur et à mesure que les actifs gérés de l'entité augmentent. Par conséquent, la participation de la Banque dans le placement en capital de départ dans ses propres fonds et fiducies de placement soutenus n'est généralement pas importante par rapport aux états financiers consolidés. Outre les placements en capital de départ, la participation de la Banque dans ces entités est en général limitée aux honoraires gagnés pour la prestation de services de gestion de placements. Habituellement, la Banque n'offre pas de garantie à l'égard du rendement de ces fonds.

En règle générale, la Banque est considérée disposer d'un pouvoir sur les principales décisions économiques des entités de gestion de placements soutenues; toutefois, elle ne consolide pas une entité à moins d'être exposée à des rendements variables importants de l'entité. Le droit conférant un pouvoir est déterminé au cas par cas selon la politique de consolidation de la Banque.

Véhicules de financement

La Banque peut utiliser des entités structurées afin de financer ses activités de façon rentable, y compris en mobilisant des capitaux ou en obtenant du financement. Ces entités structurées comprennent : 1) Fiducie de capital TD IV (Fiducie IV) et 2) TD Covered Bond (Legislative) Guarantor Limited Partnership (l'« entité d'obligations sécurisées »). La Banque avait émis précédemment des titres de Fiducie de capital TD III – série 2008 (TD CaTS III) par l'intermédiaire de Fiducie de capital TD III (Fiducie III) qui étaient présentés au poste Participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales dans le bilan consolidé. Les TD CaTS III ont été rachetés en totalité le 31 décembre 2018 pour un montant de 1 milliard de dollars majoré de toute distribution payable non versée à la date de rachat.

Fiducie IV a émis des titres de fiducie de capital innovateurs qui font partie des fonds propres de catégorie 1 de la Banque, mais qui, selon Bâle III, sont considérés comme des instruments de fonds propres non admissibles pour lesquels les règles de retrait progressif de Bâle III s'appliquent. Le produit de ces émissions a été

investi dans des billets de dépôt bancaires qui génèrent des bénéfices aux fins de distribution aux investisseurs. Fiducie IV détient des actifs qui ne sont exposés qu'au risque de crédit propre à la Banque. La Banque est considérée disposer d'un pouvoir décisionnel sur les principales activités économiques de Fiducie IV; toutefois, la Banque ne consolide pas la fiducie du fait qu'elle n'absorbe pas les rendements variables importants de la fiducie puisqu'elle n'est en fin de compte qu'exposée au risque de crédit qui lui est propre. Le 30 juin 2019, Fiducie IV a racheté la totalité des billets de Fiducie de capital TD IV – série 1 (TD CaTS IV – 1) en circulation d'un montant en principal de 550 millions de dollars. Le 30 juin 2021, Fiducie IV a racheté la totalité des billets de Fiducie de capital TD IV – série 3 (TD CaTS IV – 3) en circulation d'un montant en principal de 750 millions de dollars. Le 1^{er} novembre 2021, Fiducie IV a racheté la totalité des billets de Fiducie de capital TD IV – série 2 (TD CaTS IV – 2) en circulation d'un montant en principal de 450 millions de dollars. Se reporter à la note 20 pour plus de renseignements.

La Banque émet, ou a émis, des titres de créance en vertu de son programme d'obligations sécurisées dont les remboursements de principal et les paiements d'intérêts des billets sont garantis par l'entité d'obligations sécurisées. La Banque a vendu un portefeuille d'actifs à l'entité d'obligations sécurisées et a consenti un prêt à cette dernière afin de faciliter l'achat. Des restrictions prévues dans la convention pertinente empêchent la Banque d'accéder aux actifs de l'entité d'obligations sécurisées. Les investisseurs dans les obligations sécurisées de la Banque peuvent avoir un recours contre la Banque dans le cas où les actifs de l'entité d'obligations sécurisées seraient insuffisants pour régler les passifs aux termes des obligations sécurisées. La Banque consolide l'entité d'obligations sécurisées puisqu'elle dispose d'un pouvoir décisionnel sur les principales activités économiques de cette entité et conserve tous ses rendements variables.

b) ENTITÉS STRUCTURÉES SOUTENUES PAR DES TIERS

En plus des entités structurées soutenues par la Banque, la Banque a également des liens avec des entités structurées soutenues par des tiers. Les principaux liens avec les entités structurées soutenues par des tiers sont décrits à la section suivante.

Programmes de titrisation soutenus par des tiers

La Banque participe au programme de titrisation d'entités structurées soutenues par des gouvernements, y compris la SCHL, société d'État du gouvernement du Canada, et d'entités semblables soutenues par des gouvernements américains. La SCHL garantit les obligations hypothécaires du Canada émises par l'entremise de la FCH.

La Banque est exposée aux rendements variables de la FCH, parce qu'elle détient des swaps de titrisation en raison de sa participation au programme de la FCH. La Banque ne dispose pas d'un pouvoir sur la FCH puisque ses principales activités économiques sont contrôlées par le gouvernement du Canada. L'exposition de la Banque à la FCH est incluse dans le solde des prêts hypothécaires résidentiels, comme il est mentionné à la note 9, mais n'est pas présentée dans le tableau de la présente note.

La Banque participe à des programmes de titrisation soutenus par des organismes gouvernementaux américains. La Banque n'est pas exposée à des rendements variables importants de ces organismes et ne dispose pas d'un pouvoir décisionnel sur les principales activités économiques de ces organismes, lesquels sont contrôlés par le gouvernement des États-Unis.

Détention de placements et dérivés

La Banque peut détenir des participations dans des entités structurées de tiers, surtout sous forme de placements directs dans des valeurs mobilières ou de parts sociales émises par ces entités structurées ou de dérivés négociés avec des contreparties qui sont des entités structurées. Les placements dans des entités structurées et les dérivés négociés avec ces entités sont comptabilisés au bilan consolidé de la Banque. En général, la Banque ne consolide pas les entités structurées de tiers lorsque ses liens se limitent à détenir des placements ou des dérivés puisque la Banque n'a habituellement pas de pouvoir sur les principales décisions économiques de ces entités.

Transactions de financement

Dans le cadre normal des activités, la Banque peut conclure des transactions de financement avec des entités structurées de tiers, y compris des prêts commerciaux, des prises en pension, des prêts sur marge de courtage de gros et des transactions semblables de prêts garantis. Bien que ces transactions exposent la Banque au risque de crédit des contreparties des entités structurées, cette

exposition est atténuée par les sûretés liées à ces transactions. En général, la Banque ne dispose d'aucun pouvoir ni n'est exposée aux rendements variables importants en raison des transactions de financement avec les entités structurées et habituellement ne consolide pas ces entités. Les transactions de financement avec des entités structurées soutenues par des tiers sont incluses dans les états financiers consolidés de la Banque et ne sont pas présentées dans le tableau de la présente note.

Relations de services dans des conditions de pleine concurrence

En plus des liens décrits ci-dessus, la Banque peut également offrir des services à des entités structurées dans des conditions de pleine concurrence, par exemple à titre de sous-conseiller d'un fonds de placement ou de gestionnaire d'actifs. De même, les services de gestion de placements de la Banque offerts aux investisseurs institutionnels peuvent comprendre des transactions avec des entités structurées. En raison de la prestation de ces services, la Banque peut être exposée aux rendements variables de ces entités structurées, par exemple parce qu'elle reçoit des honoraires ou qu'elle est exposée à court terme aux valeurs mobilières des entités structurées. Cette exposition est généralement atténuée par des sûretés ou un autre accord contractuel avec l'entité structurée ou son promoteur. Habituellement, la Banque ne dispose d'aucun pouvoir ni n'est exposée aux rendements variables importants en raison de la prestation de services dans des conditions de pleine concurrence à une entité structurée et, par conséquent, ne consolide pas ces entités. Les honoraires et autres expositions découlant des relations de services sont inclus dans les états financiers consolidés de la Banque et ne sont pas présentés dans le tableau de la présente note.

c) LIENS AVEC DES ENTITÉS STRUCTURÉES CONSOLIDÉES

Titrisations

La Banque titrise les créances sur cartes de crédit, les prêts à la consommation et d'autres prêts aux particuliers par l'entremise d'entités de titrisation, surtout des conduits monocédañts. Ces conduits sont consolidés par la Banque en fonction des facteurs décrits précédemment. Outre l'exposition créée du fait qu'elle agit comme vendeur et promoteur des conduits de titrisation consolidés décrits ci-dessus, y compris en raison des facilités de liquidité fournies, la Banque n'a conclu aucun accord contractuel ou non contractuel l'engageant à fournir un soutien financier aux conduits de titrisation consolidés. Les participations de la Banque dans des conduits de titrisation sont généralement de rang supérieur aux participations détenues par d'autres parties, conformément aux politiques en matière de placement et de gestion des risques de la Banque. Par conséquent, la Banque n'a aucune obligation importante d'absorber les pertes avant les autres détenteurs d'émissions aux fins de titrisation.

Autres entités structurées consolidées

En raison de faits et circonstances précis à l'égard des liens de la Banque avec les entités structurées, la Banque peut consolider les entités de gestion de placements, les véhicules de financement ou les entités structurées soutenues par des tiers, en fonction des facteurs décrits précédemment. Outre son exposition créée du fait qu'elle agit comme promoteur ou investisseur des entités structurées comme décrit précédemment, la Banque n'a habituellement pas d'autres accords contractuels ou non contractuels l'engageant à fournir un soutien financier à ces entités structurées consolidées.

d) LIENS AVEC DES ENTITÉS STRUCTURÉES NON CONSOLIDÉES

Le tableau ci-après présente des informations sur les participations de la Banque dans des entités structurées non consolidées. Les entités structurées non consolidées incluent à la fois la TD et des entités soutenues par des tiers. Les titrisations comprennent des titres dans des conduits multicédañts soutenus par la TD, ainsi que des titrisations adossées à des créances hypothécaires et adossées à des actifs soutenues par des tiers, notamment des titres émis par des organismes soutenus par le gouvernement, comme les obligations hypothécaires du Canada, et des titres émis par des organismes gouvernementaux américains. Les fonds et les fiducies de placement incluent des titres dans des fonds et des fiducies gérés par des tiers, ainsi que des titres dans des fonds et des fiducies de gestion de placements soutenus par la TD et des engagements auprès de certains fonds municipaux aux États-Unis. Les montants présentés dans la colonne Autres sont liés en majorité à des placements dans des entités communautaires américaines comportant des avantages fiscaux, qui sont décrits à la note 12. Ces participations n'entraînent pas la consolidation de ces entités, la TD n'exerçant pas de pouvoir sur ces entités.

Valeur comptable des entités structurées non consolidées et risque maximal lié à l'exposition à ces entités¹

(en millions de dollars canadiens)

	31 octobre 2021				31 octobre 2020			
	Titrisations	Fonds et fiducies de placement	Autres	Total	Titrisations	Fonds et fiducies de placement	Autres	Total
ACTIFS FINANCIERS								
Prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction	10 060 \$	1 083 \$	– \$	11 143 \$	7 810 \$	845 \$	– \$	8 655 \$
Actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net	5 770	665	64	6 499	3 680	513	68	4 261
Dérivés ²	–	95	–	95	–	368	6	374
Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	–	6	–	6	–	23	–	23
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	23 446	2 247	3	25 696	30 278	2 395	7	32 680
Titres de créance au coût amorti, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	117 246	424	–	117 670	104 914	28	–	104 942
Prêts	2 399	4	–	2 403	2 134	5	–	2 139
Divers	4	–	3 021	3 025	8	–	3 098	3 106
Total de l'actif	158 925	4 524	3 088	166 537	148 824	4 177	3 179	156 180
PASSIFS FINANCIERS								
Dérivés ²	–	513	–	513	–	150	–	150
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert	2 199	365	–	2 564	3 337	335	–	3 672
Total du passif	2 199	878	–	3 077	3 337	485	–	3 822
Exposition hors bilan³	13 372	5 962	1 299	20 633	16 431	5 105	1 289	22 825
Risque maximal de perte découlant des liens avec les entités structurées non consolidées	170 098 \$	9 608 \$	4 387 \$	184 093 \$	161 918 \$	8 797 \$	4 468 \$	175 183 \$
Taille des entités structurées non consolidées soutenues⁴	10 266 \$	42 834 \$	450 \$	53 550 \$	10 862 \$	37 286 \$	1 200 \$	49 348 \$

¹ Certains montants comparatifs ont été retraités afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour la période considérée.

² Les dérivés exposés essentiellement au taux d'intérêt classique ou au risque de change ne sont pas inclus dans ces montants puisque ces dérivés sont conçus pour s'aligner avec les flux de trésorerie de l'entité structurée et les risques sont absorbés par les investisseurs et ne sont pas principalement conçus pour exposer la Banque aux rendements variables créés par l'entité.

³ Aux fins de la présentation, l'exposition hors bilan représente la valeur nominale des facilités de liquidité, des garanties et d'autres engagements hors bilan compte non tenu de l'incidence des sûretés ou d'autres rehaussements de crédit.

⁴ La taille des entités structurées non consolidées soutenues est fournie selon la mesure la plus appropriée pour la taille de ce genre d'entités : 1) la valeur nominale des billets émis par des conduits de titrisation et des émetteurs de titres de créance semblables; 2) le total des actifs gérés des fonds et des fiducies de placement; et 3) le total de la juste valeur de la société de personnes ou des titres de capitaux propres émis par des sociétés de personnes et des émetteurs de titres de capitaux propres semblables.

Entités structurées non consolidées soutenues dans lesquelles la Banque n'a aucune participation importante à la fin de la période

Les entités structurées non consolidées soutenues dans lesquelles la Banque n'a aucune participation importante à la fin de la période sont surtout des fonds et des fiducies de placement créés pour les activités de gestion de placements. En général, la Banque ne détient pas de placement, à l'exception du capital de départ, dans ces entités structurées. Toutefois, la Banque continue de gagner des honoraires sur les services de gestion de placements fournis à ces entités, dont certains peuvent être fondés sur le rendement du fonds. Les honoraires à payer sont généralement de rang supérieur dans la priorité de paiement des entités et sont également adossés à des sûretés, ce qui limite l'exposition de la Banque aux pertes de ces entités. Les produits autres que d'intérêts gagnés par la Banque

en raison de ses liens avec ces entités de gestion de placements pour l'exercice clos le 31 octobre 2021 se sont élevés à 2,3 milliards de dollars (2,1 milliards de dollars pour l'exercice clos le 31 octobre 2020), dont un montant de 2,0 milliards de dollars (1,8 milliard de dollars pour l'exercice clos le 31 octobre 2020) a été reçu directement de ces entités. Le total des actifs gérés dans ces entités au 31 octobre 2021 s'établissait à 286,8 milliards de dollars (241,4 milliards de dollars au 31 octobre 2020). Tous les actifs transférés par la Banque au cours de la période sont regroupés avec les actifs obtenus de tiers sur le marché. À l'exception de ce qui a été présenté précédemment, la Banque n'a conclu aucun accord contractuel ou non contractuel de fournir un soutien financier à des entités structurées non consolidées.

NOTE 11 DÉRIVÉS
a) CATÉGORIES DE PRODUITS DÉRIVÉS ET EXPOSITIONS AUX RISQUES

La majorité des contrats de dérivés de la Banque sont des transactions hors Bourse qui sont négociées de façon bilatérale entre la Banque et la contrepartie au contrat. Les autres contrats de dérivés sont des contrats négociés par l'intermédiaire de Bourses organisées et réglementées et consistent principalement en certaines options et en certains contrats à terme standardisés.

La Banque conclut des opérations sur dérivés à des fins de transaction et à des fins autres que de transaction. Les dérivés détenus à des fins autres que de transaction visent principalement à gérer les risques liés au taux d'intérêt, au taux de change et le risque actions en ce qui a trait aux activités de financement, de prêt et de placement, et aux autres activités de gestion des risques de marché structurel de la Banque. La stratégie de la Banque en matière de gestion de ces

risques est présentée dans les passages ombragés de la section « Gestion des risques » du rapport de gestion.

Lorsque la comptabilité de couverture est appliquée, seule une composante de risque particulière ou une combinaison de composantes de risque est couverte, notamment les composantes relatives au taux d'intérêt de référence, au taux de change et aux actions. Toutes ces composantes de risque sont observables dans la conjoncture du marché pertinente et la variation de la juste valeur ou la variabilité des flux de trésorerie attribuable à ces composantes de risque peuvent être évaluées de façon fiable en ce qui a trait aux éléments couverts. La Banque conclut également des opérations sur dérivés pour couvrir économiquement certaines expositions qui ne respectent pas les critères de la comptabilité de couverture ou pour lesquelles il est impossible d'appliquer la comptabilité de couverture.

Dans les cas où les dérivés sont utilisés dans des relations de couverture, les principales sources d'inefficacité peuvent être attribuées aux écarts entre les instruments de couverture et les éléments couverts :

- Les écarts dans les taux fixes, lorsque les taux d'intérêt contractuels des éléments couverts à taux fixe sont désignés.
- Les écarts dans les facteurs d'actualisation, lorsque les dérivés de couverture sont garantis.
- Le RVC sur les dérivés de couverture.
- Les conditions essentielles ne concordent pas, par exemple la durée et l'échéancier des flux de trésorerie ne concordent pas entre les instruments de couverture et les éléments couverts.

Afin de réduire l'inefficacité, la Banque désigne la composante de risque de taux de référence des flux de trésorerie contractuels des éléments couverts et conclut des dérivés de couverture avec des contreparties de première qualité. La plupart des dérivés de couverture de la Banque sont garantis.

Dérivés de taux d'intérêt

Les swaps de taux d'intérêt sont des contrats négociés hors Bourse permettant à deux parties de s'échanger des flux de trésorerie, d'après un taux appliqué à un notionnel déterminé, pour une période donnée. Ils incluent les swaps de taux d'intérêt qui sont négociés et réglés par l'entremise d'une chambre de compensation qui agit à titre de contrepartie centrale. Dans le cadre d'un swap de taux d'intérêt type, une partie est tenue de payer un taux d'intérêt fixe du marché en échange d'un taux d'intérêt variable du marché établi de temps à autre, les deux étant calculés à partir du même notionnel. Le montant notionnel n'est pas échangé.

Les contrats de garantie de taux d'intérêt sont des contrats négociés hors Bourse qui permettent de fixer effectivement un taux d'intérêt futur pour une période donnée. Un contrat de garantie de taux d'intérêt type prévoit que les parties procéderont, à une date future prédéterminée, à un règlement en espèces, correspondant à la différence entre un taux d'intérêt contractuel et un taux du marché qui sera établi dans l'avenir, calculé à partir d'un notionnel convenu. Le montant notionnel n'est pas échangé.

Les options sur taux d'intérêt sont des contrats en vertu desquels une partie (l'acheteur de l'option) obtient d'une autre partie (le vendeur de l'option), en échange d'une prime, le droit, mais non l'obligation, d'acheter ou de vendre, à une date future précise ou à une série de dates futures ou pendant une période déterminée, un instrument financier donné au prix prévu au contrat. L'instrument financier sous-jacent est assorti d'un prix du marché qui varie selon les fluctuations des taux d'intérêt. Pour gérer son risque de taux d'intérêt, la Banque agit à titre de vendeur et d'acheteur de ces options. Ces options sont négociées tant sur les marchés boursiers que hors Bourse. Les contrats à terme standardisés sur taux d'intérêt sont des contrats standardisés négociés en Bourse. Ils sont fondés sur un engagement de vendre ou d'acheter une quantité précise d'un instrument financier à une date future déterminée, au prix prévu au contrat. Ces contrats diffèrent des contrats de garantie de taux d'intérêt en ce sens qu'ils portent sur des montants standardisés, à des dates de règlement standardisées, et qu'ils sont négociés en Bourse.

La Banque utilise des swaps de taux d'intérêt pour couvrir son exposition au risque de taux d'intérêt de référence en modifiant les caractéristiques de refixation du taux ou d'échéance des actifs et passifs existants ou prévus, y compris les activités de financement et de placement. Ces swaps sont désignés comme couvertures de juste valeur d'actifs et de passifs à taux fixe ou comme couvertures de flux de trésorerie d'actifs et de passifs à taux variable. Pour ce qui est des couvertures de juste valeur, la Banque évalue l'efficacité de la couverture en fonction de la variation de la juste valeur ou des flux de trésorerie de l'instrument de couverture dérivé par rapport à la variation de la juste valeur ou des flux de trésorerie de l'élément couvert. En ce qui concerne les couvertures de flux de trésorerie, la Banque utilise un dérivé hypothétique ayant des modalités qui correspondent exactement aux conditions essentielles de l'élément couvert comme moyen pour évaluer la variation de la juste valeur ou des flux de trésorerie de l'élément couvert.

Dérivés de change

Les contrats de change à terme de gré à gré sont des engagements négociés hors Bourse entre deux parties visant l'échange d'une quantité donnée d'une monnaie contre la livraison d'une quantité donnée d'une seconde monnaie, à une date future ou à l'intérieur d'une fourchette de dates.

Les contrats de swap comprennent les swaps de devises et les swaps combinés de taux d'intérêt et de devises. Les swaps de devises consistent à acheter une monnaie sur le marché au comptant et à la vendre simultanément sur le marché à terme, ou inversement. Les swaps combinés de taux d'intérêt et de devises sont des transactions dans le cadre desquelles les parties s'échangent des flux de trésorerie liés au principal et aux intérêts libellés dans des monnaies différentes sur une période donnée. Ces contrats servent à gérer le risque de change, le risque de taux d'intérêt, ou les deux.

Les contrats de change à terme standardisés sont semblables aux contrats de change à terme de gré à gré, sauf qu'ils portent sur des montants standardisés, avec des dates de règlement standardisées, et qu'ils sont négociés en Bourse.

La Banque a recours à des instruments non dérivés, tels que des passifs de dépôt libellés en monnaies étrangères, et à des instruments dérivés, tels que des swaps de devises et des contrats de change à terme de gré à gré, afin de couvrir son exposition au risque de change. Ces instruments de couverture sont désignés comme couvertures d'un investissement net ou couvertures de flux de trésorerie. Pour ce qui est des couvertures d'un investissement net, la Banque évalue l'efficacité de la couverture en fonction de la variation de la juste valeur de l'instrument de couverture par rapport aux profits et pertes de change de l'investissement net dans un établissement à l'étranger. En ce qui concerne les couvertures de flux de trésorerie, la Banque évalue l'efficacité de la couverture en fonction de la variation de la juste valeur de l'instrument de couverture par rapport à la variation des flux de trésorerie de l'actif ou du passif libellé en monnaie étrangère attribuable au risque de change, au moyen de la méthode du dérivé hypothétique.

Dérivés de crédit

La Banque a recours à des dérivés de crédit, tels que des swaps sur défaillance de crédit et des swaps sur le rendement total, pour gérer les risques de son portefeuille de prêts aux grandes entreprises et d'autres instruments en espèces ainsi que pour gérer le risque de crédit de contrepartie sur les dérivés. Le risque de crédit correspond à l'éventualité d'une perte financière si un emprunteur ou la contrepartie à une transaction ne respecte pas les obligations de paiement convenues. Dans le cadre de ses techniques de gestion des risques de portefeuille, la Banque a recours à des dérivés de crédit pour atténuer le risque de concentration par industrie et le risque par emprunteur. Le risque de crédit, le risque juridique et les autres risques associés à ces transactions sont contrôlés au moyen de procédures bien établies. La politique de la Banque consiste à ne conclure ces transactions qu'avec des institutions financières de grande qualité. Le risque de crédit lié à une telle contrepartie est géré selon les mêmes processus d'approbation, de limite et de surveillance que la Banque applique à toutes les contreparties à l'égard desquelles elle court un risque de crédit.

Les dérivés de crédit sont des contrats négociés hors Bourse qui permettent de transférer le risque de crédit d'un instrument financier sous-jacent (habituellement appelé l'actif de référence) d'une partie à une autre. Les dérivés de crédit les plus courants sont les swaps sur défaillance de crédit, qui comprennent les contrats qui sont négociés par l'entremise d'une chambre de compensation, et les swaps sur le rendement total. Dans un swap sur défaillance de crédit, l'acheteur du swap acquiert du vendeur du swap, en échange d'une prime, une protection de crédit sur un actif ou un groupe d'actifs de référence. L'acheteur peut aussi payer la prime convenue dès le départ ou sur une période. La protection de crédit indemnise l'acheteur à l'égard de la baisse de valeur de l'actif ou du groupe d'actifs de référence lorsque certains incidents de crédit se produisent, comme une faillite ou la variation de la notation de crédit ou de l'indice de crédit spécifique. Le règlement peut se faire en trésorerie ou comporter la demande de livraison de l'actif de référence au vendeur du swap. Dans le cadre d'un swap sur le rendement total, une partie accepte de payer ou de recevoir de l'autre partie des montants en trésorerie établis en fonction des variations de la valeur d'un actif ou d'un groupe d'actifs de référence, y compris tout rendement comme l'intérêt gagné sur ces actifs, en échange de montants qui sont fondés sur les taux de financement en vigueur sur le marché. Ces règlements en trésorerie sont effectués qu'il y ait ou non un incident de crédit.

Autres dérivés

La Banque est également partie à des transactions sur des dérivés d'actions et des dérivés de marchandises, tant sur les marchés boursiers que hors Bourse.

Les swaps sur actions sont des contrats négociés hors Bourse dans le cadre desquels une partie convient de payer à l'autre partie ou de recevoir d'elle des montants en trésorerie en fonction des variations de la valeur d'un indice boursier, d'un panier d'actions ou d'un titre en particulier. Ces contrats comprennent parfois un paiement à l'égard des dividendes.

Les options sur actions confèrent à l'acheteur de l'option, en échange d'une prime, le droit, mais non l'obligation, d'acheter du vendeur de l'option, ou de lui vendre, un sous-jacent sous la forme d'un indice boursier, d'un panier d'actions ou d'un titre en particulier au prix prévu au contrat. Ces options sont négociées tant sur les marchés boursiers que hors Bourse.

Les contrats à terme standardisés sur indice boursier sont des contrats standardisés négociés en Bourse. Ils reposent sur une entente visant le paiement ou la réception d'un montant en trésorerie calculé en fonction de la différence entre le cours prévu au contrat d'un indice boursier sous-jacent et le cours correspondant sur le marché à une date future donnée. Il ne se fait aucune livraison réelle des actions composant l'indice boursier sous-jacent. Ces contrats portent sur des montants standardisés avec des dates de règlement standardisées.

Les contrats de marchandises comprennent les contrats à terme de gré à gré, les contrats à terme standardisés, les swaps et les options qui portent sur des marchandises comme les métaux précieux et les produits liés à l'énergie, qui sont négociés tant sur les marchés boursiers que hors Bourse.

Lorsque la comptabilité de couverture est appliquée, la Banque utilise des contrats à terme de gré à gré sur actions ou des swaps sur le rendement total

pour couvrir son exposition au risque actions. Ces dérivés sont désignés comme couvertures de flux de trésorerie. La Banque évalue l'efficacité de la couverture en fonction de la variation de la juste valeur de l'instrument de couverture par rapport à la variation des flux de trésorerie de l'élément couvert attribuable à l'évolution des cours des actions, au moyen de la méthode du dérivé hypothétique.

Juste valeur des dérivés

(en millions de dollars canadiens)

	31 octobre 2021		31 octobre 2020	
	Juste valeur à la date du bilan		Juste valeur à la date du bilan	
	Positive	Négative	Positive	Négative
Dérivés détenus ou émis à des fins de transaction				
Contrats de taux d'intérêt				
Contrats de garantie de taux d'intérêt	37 \$	68 \$	38 \$	71 \$
Swaps	7 430	9 450	12 290	15 068
Options vendues	–	698	–	1 321
Options achetées	774	–	1 322	–
Total des contrats de taux d'intérêt	8 241	10 216	13 650	16 460
Contrats de change				
Contrats à terme de gré à gré	9	1 849	818	1 361
Swaps	16 638	14 947	10 858	9 649
Swaps combinés de taux d'intérêt et de devises	16 279	15 061	15 106	14 431
Options vendues	–	238	–	286
Options achetées	172	–	256	–
Total des contrats de change	33 098	32 095	27 038	25 727
Contrats dérivés de crédit				
Swaps sur défaillance de crédit – protection acquise	1	207	3	165
Swaps sur défaillance de crédit – protection vendue	67	–	7	9
Total des contrats dérivés de crédit	68	207	10	174
Autres contrats				
Dérivés d'actions	3 752	6 223	3 649	3 328
Contrats de marchandises	2 891	1 904	2 414	1 993
Total des autres contrats	6 643	8 127	6 063	5 321
Juste valeur – à des fins de transaction	48 050	50 645	46 761	47 682
Dérivés détenus ou émis à des fins autres que de transaction				
Contrats de taux d'intérêt				
Contrats de garantie de taux d'intérêt	2	1	2	1
Swaps	2 000	1 465	4 299	2 671
Options vendues	1	1	–	2
Options achetées	38	–	9	–
Total des contrats de taux d'intérêt	2 041	1 467	4 310	2 674
Contrats de change				
Contrats à terme de gré à gré	1 475	267	608	187
Swaps	5	1	8	1
Swaps combinés de taux d'intérêt et de devises	1 238	2 812	1 964	1 399
Total des contrats de change	2 718	3 080	2 580	1 587
Contrats dérivés de crédit				
Swaps sur défaillance de crédit – protection acquise	2	138	9	153
Total des contrats dérivés de crédit	2	138	9	153
Autres contrats				
Dérivés d'actions	1 616	1 792	582	1 107
Total des autres contrats	1 616	1 792	582	1 107
Juste valeur – à des fins autres que de transaction	6 377	6 477	7 481	5 521
Total de la juste valeur	54 427 \$	57 122 \$	54 242 \$	53 203 \$

Le tableau suivant catégorise les dérivés détenus ou émis à des fins autres que de transaction selon qu'ils ont été désignés comme constitutifs de relations admissibles à la comptabilité de couverture ou qu'ils ne l'ont pas été aux 31 octobre 2021 et 2020.

Juste valeur des dérivés à des fins autres que de transaction¹

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Aux</i>									
	31 octobre 2021									
	Actifs dérivés					Passifs dérivés				
	Dérivés désignés comme constitutifs de relations de couverture admissibles			Dérivés non désignés comme constitutifs de relations de couverture admissibles		Dérivés désignés comme constitutifs de relations de couverture admissibles			Dérivés non désignés comme constitutifs de relations de couverture admissibles	
	Juste valeur	Flux de trésorerie	Investissement net	de relations de couverture admissibles	Total	Juste valeur	Flux de trésorerie	Investissement net	de relations de couverture admissibles	Total
Dérivés détenus ou émis à des fins autres que de transaction										
Contrats de taux d'intérêt	548 \$	148 \$	– \$	1 345 \$	2 041 \$	346 \$	213 \$	– \$	908 \$	1 467 \$
Contrats de change	–	2 631	–	87	2 718	–	2 887	–	193	3 080
Contrats dérivés de crédit	–	–	–	2	2	–	–	–	138	138
Autres contrats	–	927	–	689	1 616	–	–	–	1 792	1 792
Juste valeur – à des fins autres que de transaction	548 \$	3 706 \$	– \$	2 123 \$	6 377 \$	346 \$	3 100 \$	– \$	3 031 \$	6 477 \$
										31 octobre 2020
Dérivés détenus ou émis à des fins autres que de transaction										
Contrats de taux d'intérêt	1 624 \$	1 061 \$	– \$	1 625 \$	4 310 \$	884 \$	81 \$	– \$	1 709 \$	2 674 \$
Contrats de change	–	2 503	–	77	2 580	–	1 546	–	41	1 587
Contrats dérivés de crédit	–	–	–	9	9	–	–	–	153	153
Autres contrats	–	200	–	382	582	–	142	–	965	1 107
Juste valeur – à des fins autres que de transaction	1 624 \$	3 764 \$	– \$	2 093 \$	7 481 \$	884 \$	1 769 \$	– \$	2 868 \$	5 521 \$

¹ Certains actifs dérivés remplissent les conditions pour être compensés par certains passifs dérivés dans le bilan consolidé. Pour plus de renseignements, se reporter à la note 6.

Couvertures de juste valeur

Le tableau suivant présente l'incidence des couvertures de juste valeur sur le bilan consolidé et l'état du résultat consolidé.

Couvertures de juste valeur

(en millions de dollars canadiens)

Aux 31 octobre ou pour les exercices clos les 31 octobre

	2021					
	Variation de valeur des éléments couverts liée à l'évaluation de l'inefficacité	Variation de juste valeur des instruments de couverture liée à l'évaluation de l'inefficacité	Inefficacité de couverture	Valeur comptable des éléments couverts	Cumul des ajustements de couverture de juste valeur des éléments couverts ¹	Cumul des ajustements de couverture de juste valeur des éléments couverts dont la désignation a été annulée
Actif						
<i>Risque de taux d'intérêt</i>						
Titres de créance au coût amorti	(2 039) \$	2 065 \$	26 \$	86 716 \$	466 \$	58 \$
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(1 952)	1 981	29	47 306	(277)	30
Prêts	(1 603)	1 661	58	61 346	(95)	25
Total de l'actif	(5 594)	5 707	113	195 368	94	113
Passif						
<i>Risque de taux d'intérêt</i>						
Dépôts	2 529	(2 569)	(40)	123 765	638	20
Passifs de titrisation au coût amorti	20	(20)	–	1 536	147	–
Billets et débentures subordonnés	91	(92)	(1)	1 326	(16)	11
Total du passif	2 640	(2 681)	(41)	126 627	769	31
Total	(2 954) \$	3 026 \$	72 \$			
						2020
Actif						
<i>Risque de taux d'intérêt</i>						
Titres de créance au coût amorti	1 377 \$	(1 384) \$	(7) \$	59 095 \$	2 572 \$	215 \$
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	1 413	(1 414)	(1)	66 000	1 812	52
Prêts	1 834	(1 838)	(4)	36 019	2 059	37
Total de l'actif	4 624	(4 636)	(12)	161 114	6 443	304
Passif						
<i>Risque de taux d'intérêt</i>						
Dépôts	(3 962)	3 922	(40)	142 464	4 703	72
Passifs de titrisation au coût amorti	(201)	202	1	3 519	230	–
Billets et débentures subordonnés	(246)	246	–	2 658	111	(13)
Total du passif	(4 409)	4 370	(39)	148 641	5 044	59
Total	215 \$	(266) \$	(51) \$			
						2019
Total	1 966 \$	(1 992) \$	(26) \$			

¹ La Banque détient des portefeuilles d'actifs et de passifs financiers à taux fixe pour lesquels le principal varie fréquemment en raison des montages, des octrois, des échéances et des remboursements anticipés. Les couvertures du risque de taux d'intérêt liées à ces portefeuilles sont rééquilibrées de manière dynamique.

Couvertures de flux de trésorerie et couvertures d'investissements nets

Le tableau suivant présente l'incidence des couvertures de flux de trésorerie et des couvertures d'investissements nets sur l'état du résultat consolidé et l'état du résultat global consolidé de la Banque.

Couvertures de flux de trésorerie et couvertures d'investissements nets

(en millions de dollars canadiens)

Exercices clos les 31 octobre

	2021					
	Variation de valeur des éléments couverts liée à l'évaluation de l'inefficacité	Variation de juste valeur des instruments de couverture liée à l'évaluation de l'inefficacité	Inefficacité de couverture	Profits (pertes) de couverture comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ¹	Montant du cumul des autres éléments du résultat global reclassé en résultat ¹	Variation nette des autres éléments du résultat global ¹
Couvertures de flux de trésorerie²						
Couvertures de flux de trésorerie ³	2 084 \$	(2 087) \$	(3) \$	(1 682) \$	1 162 \$	(2 844) \$
Risque de change ^{4, 5, 6}	1 962	(1 962)	–	(2 441)	(2 604)	163
Risque actions	(952)	952	–	952	836	116
Total des couvertures de flux de trésorerie	3 094 \$	(3 097) \$	(3) \$	(3 171) \$	(606) \$	(2 565) \$
Couvertures d'investissements nets	(2 649) \$	2 649 \$	– \$	2 649 \$	– \$	2 649 \$
						2020
Couvertures d'investissements nets²						
Risque de taux d'intérêt ³	(3 884) \$	3 891 \$	7 \$	4 222 \$	609 \$	3 613 \$
Risque de change ^{4, 5, 6}	(1 129)	1 122	(7)	650	1 043	(393)
Risque actions	364	(364)	–	(364)	(294)	(70)
Total des couvertures de flux de trésorerie	(4 649) \$	4 649 \$	– \$	4 508 \$	1 358 \$	3 150 \$
Couvertures d'investissements nets	394 \$	(394) \$	– \$	(394) \$	(2 077) \$	1 683 \$
						2019
Total des couvertures de flux de trésorerie²	(4 958) \$	4 961 \$	3 \$	4 697 \$	(673) \$	5 370 \$
Couvertures d'investissements nets	(180) \$	180 \$	– \$	180 \$	– \$	180 \$

¹ L'incidence sur les autres éléments du résultat global est présentée avant impôt.

² Au cours des exercices clos les 31 octobre 2021, 31 octobre 2020 et 31 octobre 2019, les opérations prévues couvertes se sont réalisées dans tous les cas.

³ Les éléments couverts comprennent les flux de trésorerie d'intérêts prévus sur les prêts, les dépôts et les passifs de titrisation.

⁴ Pour les instruments non dérivés désignés comme des couvertures du risque de change, la variation de la juste valeur est évaluée comme étant les profits et les pertes attribuables aux fluctuations des taux de change au comptant.

⁵ Les swaps de devises peuvent servir à couvrir 1) le risque de change, ou 2) une combinaison du risque de taux d'intérêt et du risque de change dans une seule relation de couverture. Les swaps de devises pour ces deux types de relations de couverture sont présentés dans la catégorie de risque (risque de change) ci-dessus.

⁶ Les éléments couverts comprennent les flux de trésorerie qui correspondent au remboursement du principal et aux versements d'intérêts sur les valeurs mobilières, les prêts, les dépôts, les autres passifs, et les billets et débiteures subordonnés libellés en monnaies étrangères.

Rapprochement du cumul des autres éléments du résultat global¹

(en millions de dollars canadiens)

Exercices clos les 31 octobre

	2021				
	Cumul des autres éléments du résultat global au début de l'exercice	Variation nette des autres éléments du résultat global	Cumul des autres éléments du résultat global à la fin de l'exercice	Cumul des autres éléments du résultat global sur les couvertures désignées	Cumul des autres éléments du résultat global sur les couvertures annulées
Couvertures de flux de trésorerie					
Risque de taux d'intérêt	5 216 \$	(2 844) \$	2 372 \$	(1 063) \$	3 435 \$
Risque de change	(40)	163	123	123	–
Risque actions	(45)	116	71	71	–
Total des couvertures de flux de trésorerie	5 131 \$	(2 565) \$	2 566 \$	(869) \$	3 435 \$
Couvertures d'investissements nets	(3 826) \$	2 649 \$	(1 177) \$	(1 177) \$	– \$
Risque de change					
					2020
Couvertures de flux de trésorerie					
Risque de taux d'intérêt	1 603 \$	3 613 \$	5 216 \$	1 881 \$	3 335 \$
Risque de change	353	(393)	(40)	(40)	–
Risque actions	25	(70)	(45)	(45)	–
Total des couvertures de flux de trésorerie	1 981 \$	3 150 \$	5 131 \$	1 796 \$	3 335 \$
Couvertures d'investissements nets					
Risque de change	(5 509) \$	1 683 \$	(3 826) \$	(3 826) \$	– \$

¹ Présenté avant impôt.

b) NOTIONNELS

Les notionnels ne figurent pas à titre d'actifs ou de passifs, car ils représentent la valeur nominale du contrat à laquelle est appliqué un taux ou un prix pour déterminer le montant de flux de trésorerie à échanger. Les notionnels

ne représentent pas le profit ou la perte éventuels liés au risque de marché ni le risque de crédit auquel sont exposés ces instruments financiers dérivés.

Le tableau suivant présente le notionnel des dérivés négociés hors Bourse et en Bourse.

Dérivés négociés hors Bourse et en Bourse¹

(en millions de dollars canadiens)

					31 octobre 2021	Aux 31 octobre 2020	
Détenus à des fins de transaction							
Négoiés hors Bourse ²							
	Réglés par l'intermédiaire d'une chambre de compensation ³	Non réglés par l'intermédiaire d'une chambre de compensation	Négoiés en Bourse	Total	Détenus à des fins autres que de transactions ⁴	Total	Total
Notionnel							
Contrats de taux d'intérêt							
Contrats à terme standardisés	– \$	– \$	896 396 \$	896 396 \$	– \$	896 396 \$	546 034 \$
Contrats de garantie de taux d'intérêt	501 519	16 976	–	518 495	831	519 326	1 478 749
Swaps	10 575 475	358 754	–	10 934 229	1 586 445	12 520 674	10 366 800
Options vendues	–	71 408	37 057	108 465	493	108 958	366 308
Options achetées	–	74 010	41 807	115 817	3 133	118 950	453 038
Total des contrats de taux d'intérêt	11 076 994	521 148	975 260	12 573 402	1 590 902	14 164 304	13 210 929
Contrats de change							
Contrats à terme standardisés	–	–	–	–	–	–	–
Contrats à terme de gré à gré	–	189 096	–	189 096	32 500	221 596	148 254
Swaps	–	2 366 501	–	2 366 501	589	2 367 090	2 036 494
Swaps combinés de taux d'intérêt et de devises	–	967 297	–	967 297	72 663	1 039 960	993 460
Options vendues	–	19 156	17	19 173	–	19 173	17 903
Options achetées	–	16 742	16	16 758	–	16 758	17 920
Total des contrats de change	–	3 558 792	33	3 558 825	105 752	3 664 577	3 214 031
Contrats dérivés de crédit							
Swaps sur défaillance de crédit – protection acquise	8 014	87	–	8 101	3 563	11 664	12 742
Swaps sur défaillance de crédit – protection vendue	2 805	158	–	2 963	–	2 963	1 544
Total des contrats dérivés de crédit	10 819	245	–	11 064	3 563	14 627	14 286
Autres contrats							
Dérivés d'actions	–	90 810	99 190	190 000	25 716	215 716	176 064
Contrats de marchandises	265	52 231	50 847	103 343	–	103 343	103 271
Total des autres contrats	265	143 041	150 037	293 343	25 716	319 059	279 335
Total	11 088 078 \$	4 223 226 \$	1 125 330 \$	16 436 634 \$	1 725 933 \$	18 162 567 \$	16 718 581 \$

¹ Certains montants comparatifs ont été retraités afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice considéré.

² Les sûretés détenues en vertu d'une annexe de soutien au crédit pour réduire le risque de crédit de contrepartie comprennent des actifs liquides de grande qualité, notamment de la trésorerie et des titres de grande qualité émis par des gouvernements. Les sûretés acceptables sont régies par la politique en matière de négociation de titres garantis.

³ Les dérivés réglés par l'intermédiaire d'une chambre de compensation centrale réduisent le risque de règlement en raison de la possibilité de régler sur la base des soldes nets aux fins

des fonds propres; par conséquent, ces instruments bénéficient d'un traitement privilégié aux fins des fonds propres comparativement aux instruments dérivés non réglés par l'intermédiaire d'une chambre de compensation centrale.

⁴ Au 31 octobre 2021, comprennent 1 442 milliards de dollars de dérivés négociés hors Bourse réglés par l'intermédiaire de chambres de compensation (1 191 milliards de dollars au 31 octobre 2020) et 284 milliards de dollars de dérivés négociés hors Bourse non réglés par l'intermédiaire d'une chambre de compensation (357 milliards de dollars au 31 octobre 2020). Il n'y avait aucun dérivé négocié en Bourse aux 31 octobre 2021 et 2020.

Le tableau suivant catégorise le notionnel des dérivés détenus ou émis à des fins autres que de transaction selon qu'ils ont été désignés comme constitutifs de relations admissibles à la comptabilité de couverture ou qu'ils ne l'ont pas été.

Notionnel des dérivés détenus à des fins autres que de transaction¹

(en millions de dollars canadiens)

Dérivés détenus ou émis à des fins de couverture (autres que de transaction)	Aux				
	31 octobre 2021				
	Juste valeur	Flux de trésorerie ²	Investissement net ²	Dérivés non désignés comme constitutifs de relations de couverture admissibles	Total
Contrats de taux d'intérêt	343 266 \$	196 272 \$	– \$	1 051 364 \$	1 590 902 \$
Contrats de change	–	93 518	–	12 234	105 752
Contrats dérivés de crédit	–	–	–	3 563	3 563
Autres contrats	–	1 655	–	24 061	25 716
Total du notionnel des dérivés détenus à des fins autres que de transaction	343 266 \$	291 445 \$	– \$	1 091 222 \$	1 725 933 \$
				31 octobre 2020	
Contrats de taux d'intérêt	313 461 \$	193 897 \$	– \$	878 784 \$	1 386 142 \$
Contrats de change	–	121 263	44	8 855	130 162
Contrats dérivés de crédit	–	–	–	4 197	4 197
Autres contrats	–	1 630	–	26 137	27 767
Total du notionnel des dérivés détenus à des fins autres que de transaction	313 461 \$	316 790 \$	44 \$	917 973 \$	1 548 268 \$

¹ Certains montants comparatifs ont été retraités afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice considéré.

² Certains swaps de devises sont exécutés au moyen de multiples dérivés, y compris des swaps de taux d'intérêt. Ces dérivés servent à couvrir le risque de taux de change des couvertures de flux de trésorerie et des couvertures d'un investissement net.

Le tableau suivant présente le notionnel des dérivés négociés hors Bourse et en Bourse selon leur durée contractuelle jusqu'à l'échéance.

Dérivés selon la durée restante jusqu'à l'échéance¹

(en millions de dollars canadiens)

Notionnel	Aux				31 octobre 2020
	1 an et moins	Plus de 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	
Contrats de taux d'intérêt					
Contrats à terme standardisés	753 637 \$	142 759 \$	– \$	896 396 \$	546 034 \$
Contrats de garantie de taux d'intérêt	511 577	6 975	774	519 326	1 478 749
Swaps	3 709 285	5 940 843	2 870 546	12 520 674	10 366 800
Options vendues	61 295	42 264	5 399	108 958	366 308
Options achetées	68 691	44 084	6 175	118 950	453 038
Total des contrats de taux d'intérêt	5 104 485	6 176 925	2 882 894	14 164 304	13 210 929
Contrats de change					
Contrats à terme standardisés	–	–	–	–	–
Contrats à terme de gré à gré	209 208	10 872	1 516	221 596	148 254
Swaps	2 327 855	34 976	4 259	2 367 090	2 036 494
Swaps combinés de taux d'intérêt et de devises	223 966	578 933	237 061	1 039 960	993 460
Options vendues	17 824	1 349	–	19 173	17 903
Options achetées	15 209	1 549	–	16 758	17 920
Total des contrats de change	2 794 062	627 679	242 836	3 664 577	3 214 031
Contrats dérivés de crédit					
Swaps sur défaillance de crédit – protection acquise	1 887	3 807	5 970	11 664	12 742
Swaps sur défaillance de crédit – protection vendue	542	1 636	785	2 963	1 544
Total des contrats dérivés de crédit	2 429	5 443	6 755	14 627	14 286
Autres contrats					
Dérivés d'actions	155 105	60 539	72	215 716	176 064
Contrats de marchandises	86 102	16 996	245	103 343	103 271
Total des autres contrats	241 207	77 535	317	319 059	279 335
Total	8 142 183 \$	6 887 582 \$	3 132 802 \$	18 162 567 \$	16 718 581 \$

¹ Certains montants comparatifs ont été retraités afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice considéré.

Le tableau suivant présente le notionnel et le prix moyen des dérivés désignés comme constitutifs de relations admissibles à la comptabilité de couverture.

Instruments de couverture selon la durée restante jusqu'à l'échéance

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

				Aux	
				31 octobre 2021	31 octobre 2020
	1 an et moins	Plus de 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Total
Notionnel					
Risque de taux d'intérêt					
Swaps de taux d'intérêt					
Notionnel – payer (fixe)	39 887 \$	78 361 \$	86 540 \$	204 788 \$	161 022 \$
Taux d'intérêt fixe moyen (%)	1,14	1,41	1,50		
Notionnel – recevoir (fixe)	46 931	176 544	25 166	248 641	228 757
Taux d'intérêt fixe moyen (%)	0,64	1,27	1,24		
Total du notionnel – risque de taux d'intérêt	86 818	254 905	111 706	453 429	389 779
Risque de change¹					
Contrats à terme de gré à gré					
Notionnel – USD/CAD	680	2 124	76	2 880	1 655
Taux de change à terme moyen	1,27	1,29	1,28		
Notionnel – EUR/CAD	2 625	10 834	613	14 072	17 027
Taux de change à terme moyen	1,61	1,65	1,62		
Notionnel – autres	–	–	–	–	44
Swaps de devises^{2, 3}					
Notionnel – USD/CAD	17 567	21 476	1 287	40 330	54 679
Taux de change moyen	1,27	1,30	1,26		
Notionnel – EUR/CAD	329	15 411	2 549	18 289	21 916
Taux de change moyen	1,43	1,51	1,50		
Notionnel – GBP/CAD	2 117	847	334	3 298	5 375
Taux de change moyen	1,68	1,72	1,71		
Notionnel – autres paires de devises ⁴	6 509	7 698	457	14 664	20 608
Total du notionnel – risque de change	29 827	58 390	5 316	93 533	121 304
Risque actions					
Notionnel – dérivés d'actions	1 655	–	–	1 655	1 657
Total du notionnel	118 300 \$	313 295 \$	117 022 \$	548 617 \$	512 740 \$

¹ Les passifs de dépôt libellés en monnaies étrangères servent aussi à couvrir le risque de change. Au 31 octobre 2021, la valeur comptable de ces instruments de couverture non dérivés s'élevait à 32,4 milliards de dollars (27,9 milliards de dollars au 31 octobre 2020) pour les instruments désignés comme couvertures d'investissements nets.

² Les swaps de devises peuvent servir à couvrir 1) le risque de change, ou 2) une combinaison du risque de taux d'intérêt et du risque de change dans une seule relation de couverture. Les swaps de devises pour ces deux types de relations de couverture sont présentés dans la catégorie de risque (risque de change) ci-dessus.

³ Certains swaps de devises sont exécutés au moyen de multiples dérivés, y compris des swaps de taux d'intérêt. Au 31 octobre 2021, le notionnel de ces swaps de taux d'intérêt, qui n'est pas présenté dans le tableau ci-dessus, était de 86,1 milliards de dollars (117,6 milliards de dollars au 31 octobre 2020).

⁴ Comprennent les dérivés conclus dans le cadre de la gestion des expositions aux devises détenues à des fins autres que de transaction, lorsque plus d'une devise est utilisée avant de couvrir le dollar canadien ou que la paire de devises ne représente pas un risque important pour la Banque.

Réforme des taux d'intérêt de référence

Les relations de couverture de la Banque sont exposées de façon importante aux taux de référence comme le LIBOR en dollar américain et le LIBOR en livre sterling. En raison de la réforme des taux interbancaires offerts, ces taux de référence peuvent être abandonnés, faire face à un changement de méthode ou devenir illiquides lorsque l'établissement des taux de référence alternatifs comme les nouveaux taux de référence sera plus répandu. L'exercice du jugement pourrait être nécessaire pour déterminer si certaines relations de couverture qui comportent une couverture des variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie attribuables aux risques de taux d'intérêt ou de change sont toujours admissibles à la comptabilité de couverture.

Les relations de couverture affectées continueront de faire l'objet d'une surveillance pour chacun des taux de référence importants qui devraient être remplacés par des taux de référence alternatifs. Puisqu'il est probable que les

nouveaux taux de référence alternatifs diffèrent des anciens taux de référence, de nouvelles stratégies de couverture pourraient être requises ou les stratégies de couverture en place pourraient devoir être modifiées afin de mieux aligner les instruments de couverture dérivés avec les éléments couverts. Compte tenu de l'évolution constante des conditions du marché, l'évaluation de l'incidence de ces changements sur les stratégies de couverture et les plans d'atténuation de la Banque se poursuit.

Le tableau ci-après présente le notionnel des instruments dérivés désignés comme constitutifs de relations admissibles à la comptabilité de couverture pour chaque taux de référence important, qui n'étaient pas encore indexés à un taux de référence alternatif relativement aux contrats échéant après le 31 décembre 2021, pour le LIBOR en livre sterling, et après le 30 juin 2023, pour le LIBOR en dollar américain.

Instruments dérivés désignés comme constitutifs de relations admissibles à la comptabilité de couverture^{1, 2}

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Aux</i>	
	31 octobre 2021	31 octobre 2020
Dérivés de couverture échéant après le 31 décembre 2021 (pour le LIBOR en livre sterling) et le 30 juin 2023 (pour le LIBOR en dollar américain)		
Notionnel		
Risque de taux d'intérêt		
Swaps de taux d'intérêt		
LIBOR en dollar américain	183 399 \$	158 428 \$
LIBOR en livre sterling	-	-
Risque de change		
Swaps de taux d'intérêt		
LIBOR en dollar américain	13 347	9 792
LIBOR en livre sterling	1 694	1 726
Swaps combinés de taux d'intérêt et de devises³		
LIBOR en dollar américain	18 288	14 301
LIBOR en livre sterling	1 694	2 589
Total	218 422 \$	186 836 \$

¹ Passage du LIBOR en dollar américain au SOFR. Passage du LIBOR en livre sterling au SONIA.

² Compte non tenu des dérivés de couverture dont les taux de référence se rapportent aux taux offerts dans plusieurs territoires, notamment le taux Canadian Dollar Offered Rate.

³ Les swaps de devises peuvent servir à couvrir le risque de change ou une combinaison du risque de taux d'intérêt et du risque de change dans une seule relation de couverture. Ces deux types de couvertures sont présentés sous le risque de change comme étant la catégorie de risque.

c) RISQUES LIÉS AUX DÉRIVÉS

Risque de marché

En l'absence de paiements en trésorerie initiaux compensatoires, les dérivés n'ont généralement pas de valeur marchande initiale. Leur valeur, positive ou négative, découle des fluctuations des taux d'intérêt, des cours du change, des cours des actions, des prix des marchandises ou des taux de crédit, ou des variations d'indices pertinents, de telle sorte que les dérivés contractés précédemment deviennent plus ou moins avantageux par rapport aux contrats ayant des conditions similaires et la même durée résiduelle qui pourraient être négociés compte tenu de la conjoncture courante du marché.

Le potentiel d'augmentation ou de diminution de la valeur des dérivés attribuable aux facteurs susmentionnés est généralement appelé risque de marché.

Risque de crédit

Le risque de crédit lié aux dérivés, aussi appelé risque de crédit de contrepartie, est le risque de subir une perte financière si une contrepartie manque à son obligation envers la Banque.

Les risques de crédit liés aux dérivés sont assujettis aux mêmes approbations, limites et normes de surveillance de crédit que celles qui sont utilisées pour gérer d'autres transactions qui créent un risque de crédit. Cela inclut l'évaluation de la solvabilité des contreparties et la gestion de la taille des portefeuilles, de leur diversification et de leur profil d'échéances. La Banque recherche activement des stratégies d'atténuation des risques par l'utilisation de conventions-cadres de compensation de dérivés multiproduits, de garanties et d'autres techniques d'atténuation des risques. Les conventions-cadres de compensation réduisent les risques pour la Banque, en ce qu'elles lui permettent d'obtenir une compensation avec déchéance du terme dans les transactions avec les contreparties assujetties à de telles conventions si certains événements se produisent. Le coût de remplacement courant et le montant de l'équivalent-crédit présentés dans le tableau ci-après sont calculés selon l'approche standard pour mesurer le risque de crédit de contrepartie. Selon cette approche, les coûts de remplacement courants tiennent compte de la juste valeur des positions, des sûretés fournies et reçues et des clauses énoncées dans les conventions-cadres de compensation. Le montant de l'équivalent-crédit correspond au total du coût de remplacement courant et du risque futur éventuel, lequel est calculé par l'application de facteurs établis par le BSIF au notionnel des dérivés. Le montant pondéré en fonction des risques est établi par l'application des coefficients de pondération des risques adéquats au montant de l'équivalent-crédit.

Risque de crédit lié aux dérivés

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Aux</i>					
	31 octobre 2021			31 octobre 2020		
	Coût de remplacement courant	Montant de l'équivalent- crédit	Montant pondéré en fonction des risques	Coût de remplacement courant	Montant de l'équivalent- crédit	Montant pondéré en fonction des risques
Contrats de taux d'intérêt						
Contrats de garantie de taux d'intérêt	15 \$	275 \$	164 \$	20 \$	325 \$	229 \$
Swaps	2 117	7 817	1 710	4 347	10 607	2 641
Options vendues	4	71	18	33	129	36
Options achetées	33	114	31	5	75	23
Total des contrats de taux d'intérêt	2 169	8 277	1 923	4 405	11 136	2 929
Contrats de change						
Contrats à terme de gré à gré	558	2 799	465	465	2 364	353
Swaps	2 799	18 649	1 975	1 999	15 638	1 370
Swaps combinés de taux d'intérêt et de devises	1 490	10 075	1 170	2 087	10 422	1 500
Options vendues	7	145	52	29	135	44
Options achetées	22	132	64	8	104	28
Total des contrats de change	4 876	31 800	3 726	4 588	28 663	3 295
Autres contrats						
Contrats dérivés de crédit	3	426	88	3	508	123
Dérivés d'actions	252	7 129	1 390	689	8 513	1 376
Contrats de marchandises	1 524	5 176	1 340	714	3 610	975
Total des autres contrats	1 779	12 731	2 818	1 406	12 631	2 474
Total des dérivés	8 824	52 808	8 467	10 399	52 430	8 698
Contrats conclus avec des contreparties centrales admissibles (CC admissibles)						
	5 937	20 945	611	3 274	14 150	410
Total	14 761 \$	73 753 \$	9 078 \$	13 673 \$	66 580 \$	9 108 \$

Coût de remplacement courant des dérivés

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Canada ¹		États-Unis ¹		Autres pays ¹		Aux Total	
	31 octobre 2021	31 octobre 2020	31 octobre 2021	31 octobre 2020	31 octobre 2021	31 octobre 2020	31 octobre 2021	31 octobre 2020
Par secteur								
Institutions financières	2 962 \$	2 562 \$	64 \$	123 \$	223 \$	309 \$	3 249 \$	2 994 \$
Gouvernements	1 389	2 156	13	26	180	116	1 582	2 298
Autres	2 202	2 092	1 228	2 397	563	618	3 993	5 107
Total du coût de remplacement courant	6 553 \$	6 810 \$	1 305 \$	2 546 \$	966 \$	1 043 \$	8 824 \$	10 399 \$
Par région de risque					31 octobre 2021	31 octobre 2020	31 octobre 2021 % de répartition	31 octobre 2020 % de répartition
Canada					2 419 \$	3 752 \$	27,4 %	36,1 %
États-Unis					3 336	4 078	37,8	39,2
Autres pays								
Royaume-Uni					656	371	7,4	3,6
Autres pays européens					1 243	1 414	14,1	13,6
Autres					1 170	784	13,3	7,5
Total – Autres pays					3 069	2 569	34,8	24,7
Total du coût de remplacement courant					8 824 \$	10 399 \$	100,0 %	100,0 %

¹ D'après la région géographique de l'unité responsable de la comptabilisation des produits.

Certains contrats dérivés de la Banque sont régis par des conventions-cadres de dérivés qui contiennent des clauses qui pourraient permettre aux contreparties de la Banque d'exiger, à la survenance éventuelle d'un certain événement :

1) de remettre des sûretés ou un autre moyen de réparation acceptable, comme la cession des contrats en cause à une contrepartie acceptable; ou 2) de régler les contrats dérivés en cours. Le plus souvent, ces événements éventuels comprennent un abaissement de la notation attribuée aux dettes de premier rang de la Banque, soit à titre de contrepartie ou de garante d'une des filiales de la Banque. Au 31 octobre 2021, la position globale de passif net de ces contrats aurait exigé : 1) de remettre des sûretés ou un autre moyen de réparation acceptable totalisant 73 millions de dollars (120 millions de dollars au 31 octobre 2020) dans l'éventualité de l'abaissement de un cran ou de deux crans de la notation des dettes de premier rang de la Banque; et 2) un financement total de néant (néant au 31 octobre 2020) à la suite de la résiliation et du règlement des contrats de dérivés en cours dans l'éventualité d'un abaissement de un cran ou de deux crans de la notation des dettes de premier rang de la Banque.

Certains contrats dérivés de la Banque sont régis par des conventions-cadres de dérivés qui contiennent des clauses de soutien au crédit permettant aux contreparties de la Banque d'exiger la remise de sûretés en fonction de l'exposition nette à la réévaluation à la valeur du marché

de tous les contrats de dérivés régis par une pareille convention-cadre de dérivés. Certaines de ces conventions peuvent permettre aux contreparties de la Banque d'exiger des garanties supplémentaires en cas d'abaissement de la notation de crédit de premier rang de la Banque. Au 31 octobre 2021, la juste valeur de tous les dérivés qui sont assortis de conditions liées au risque de crédit dans une position de passif net était de 12 milliards de dollars (11 milliards de dollars au 31 octobre 2020). La Banque a fourni une sûreté de 15 milliards de dollars (14 milliards de dollars au 31 octobre 2020) pour cette exposition de risque dans le cadre normal des activités. Au 31 octobre 2021, l'abaissement de un cran de la notation de crédit de premier rang de la Banque aurait obligé la Banque à fournir une sûreté de 182 millions de dollars (202 millions de dollars au 31 octobre 2020) en plus de celle déjà fournie dans le cadre normal des activités. Un abaissement de deux crans de la notation de crédit de premier rang de la Banque aurait obligé la Banque à fournir une sûreté de 266 millions de dollars (249 millions de dollars au 31 octobre 2020) en plus de celle déjà fournie dans le cadre normal des activités.

NOTE 12

PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET DES COENTREPRISES

PARTICIPATION DANS THE CHARLES SCHWAB CORPORATION

La Banque exerce une influence notable sur The Charles Schwab Corporation (« Schwab ») et a la capacité de participer aux décisions en matière de politiques financières et d'exploitation de Schwab en raison de la participation de la Banque, de sa représentation au conseil d'administration et de la convention sur les comptes de dépôt assuré entre la Banque et Schwab (la « convention sur les CDA avec Schwab »). Par conséquent, la Banque comptabilise sa participation dans Schwab selon la méthode de la mise en équivalence. La quote-part de la Banque du résultat attribuable aux actionnaires ordinaires de Schwab est présentée avec un décalage d'un mois. La Banque tient compte des changements survenus dans la période ultérieure qui pourraient avoir une incidence importante sur les résultats.

Au 31 octobre 2021, la participation comme présentée de la Banque dans Schwab s'établissait à 13,41 % (13,51 % au 31 octobre 2020) des actions ordinaires avec droit de vote et des actions ordinaires sans droit de vote de Schwab en circulation, et sa juste valeur s'élevait à 26 milliards de dollars (21 milliards de dollars américains) (14 milliards de dollars (10 milliards de dollars américains) au 31 octobre 2020) selon le cours de clôture de 82,03 \$ US (41,11 \$ US au 31 octobre 2020) à la Bourse de New York.

La Banque et Schwab sont parties à une convention d'actionnaires (la « convention d'actionnaires ») en vertu de laquelle la Banque a le droit de désigner deux des membres du conseil d'administration de Schwab et elle a des représentants qui siègent à deux comités du conseil d'administration, sous

réserve du respect de certaines conditions par la Banque. Les membres du conseil d'administration que la Banque a désignés comprennent actuellement le président du Groupe et chef de la direction de la Banque et le président du conseil d'administration de la Banque. La convention d'actionnaires stipule que la Banque ne peut détenir plus de 9,9 % des actions ordinaires avec droit de vote de Schwab et est soumise aux restrictions habituelles de statu quo et, sous réserve de certaines exceptions, à certaines restrictions de transfert. La date d'échéance initiale de la convention sur les CDA avec Schwab est le 1^{er} juillet 2031. Pour plus de renseignements sur la convention sur les CDA avec Schwab, se reporter à la note 28.

Les états financiers résumés de Schwab, fondés sur les derniers états financiers consolidés publiés, sont présentés dans les tableaux ci-dessous. La valeur comptable de la participation de la Banque dans Schwab s'élevant à 11,1 milliards de dollars au 31 octobre 2021 (12,2 milliards de dollars au 31 octobre 2020) représente la quote-part de la Banque des capitaux propres de Schwab, rajustés en fonction du goodwill, des autres immobilisations incorporelles et du montant cumulé des écarts de conversion. La quote-part de la Banque du résultat net de sa participation dans Schwab de 785 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 octobre 2021 (sans objet pour l'exercice clos le 31 octobre 2020) tient compte du résultat net après les ajustements relatifs à l'amortissement après impôt de certaines immobilisations incorporelles.

Bilan consolidé résumé

(en millions de dollars canadiens)	Au
	30 septembre 2021
Actif	
Montants nets à recevoir des clients de services de courtage	107 118 \$
Valeurs mobilières disponibles à la vente	466 536
Autres actifs	178 247
Total de l'actif	751 901 \$
Passif	
Dépôts bancaires	489 192 \$
Montants à payer aux clients de services de courtage	139 913
Autres passifs	51 706
Total du passif	680 811
Capitaux propres	71 090
Total du passif et des capitaux propres	751 901 \$

État du résultat consolidé résumé

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Exercice clos le
	30 septembre 2021
Produits nets	
Produits d'intérêts nets	9 726 \$
Honoraires d'administration et de gestion d'actifs	5 246
Produits liés aux activités de négociation et autres produits	7 759
Total des produits nets	22 731
Charges excluant les intérêts	
Salaires et avantages du personnel	6 894
Divers	6 788
Total des charges excluant les intérêts	13 682
Résultat avant impôt sur le résultat	9 049
Charge d'impôt sur le résultat	2 216
Résultat net	6 833
Dividendes sur actions privilégiées et autres	566
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	6 267
Autres éléments du résultat global	(5 676)
Total du résultat global	591 \$
Résultat par action ordinaire en circulation – de base (en dollars canadiens)	3,34 \$
Résultat par action ordinaire en circulation – dilué (en dollars canadiens)	3,32

PARTICIPATION DANS TD AMERITRADE HOLDING CORPORATION

Le 6 octobre 2020, Schwab a réalisé son acquisition de TD Ameritrade Holding Corporation (« TD Ameritrade »), dont la Banque était un actionnaire important (la « transaction avec Schwab »). Aux termes de la transaction avec Schwab, tous les actionnaires de TD Ameritrade, y compris la Banque, ont échangé chaque action de TD Ameritrade qu'ils détenaient contre 1,0837 action ordinaire de Schwab. À la clôture, la Banque a échangé sa participation d'environ 43 % dans TD Ameritrade, contre une participation d'environ 13,5 % dans Schwab, dont 9,9 % en actions ordinaires avec droit de vote et le reste en actions ordinaires sans droit de vote, convertibles en actions ordinaires avec droit de vote si transférées à un tiers. La Banque a comptabilisé un profit net à la vente de sa participation dans TD Ameritrade de 1,4 milliard de dollars (2,3 milliards de dollars après impôt) au quatrième trimestre de 2020, lequel a été comptabilisé dans les autres produits (pertes) à l'état du résultat consolidé. Le profit découle principalement de la réévaluation à la vente de la participation de la Banque dans TD Ameritrade, après l'élimination de la tranche latente se rapportant à la participation de la Banque dans Schwab et la sortie d'un passif d'impôt différé lié à la participation de la Banque dans TD Ameritrade, compte tenu des coûts de transaction. La Banque a également reclassé les profits latents (pertes latentes) de change cumulés classés dans le cumul des autres éléments du résultat global découlant de l'investissement à l'étranger de la Banque dans TD Ameritrade lors de la vente de sa participation,

avec une reprise compensatoire dans le cumul des autres éléments du résultat global des éléments de couverture désignés et des taxes connexes se rapportant à cet investissement à l'étranger. La transaction a eu une incidence à peu près neutre sur les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires au moment de la clôture.

Avant la clôture de la transaction avec Schwab, la Banque avait une influence notable sur TD Ameritrade et elle comptabilisait sa participation dans TD Ameritrade selon la méthode de la mise en équivalence. La quote-part de la Banque du résultat de TD Ameritrade, compte non tenu des dividendes, était présentée avec un décalage d'un mois.

En vertu de la convention d'actionnaires relative à la participation en actions de la Banque dans TD Ameritrade, la Banque avait le droit de nommer cinq des douze membres du conseil d'administration de TD Ameritrade. Immédiatement avant la clôture de la transaction avec Schwab, les administrateurs désignés par la Banque comprenaient le président du Groupe et chef de la direction de la Banque et quatre administrateurs indépendants de la TD ou des filiales aux États-Unis de la TD.

Les états financiers résumés de TD Ameritrade, fondés sur ses états financiers consolidés, sont présentés dans les tableaux ci-dessous.

Bilan consolidé résumé¹

(en millions de dollars canadiens)	Au
	30 septembre 2020
Actif	
Montants à recevoir des courtiers et des organismes de compensation	2 070 \$
Montants nets à recevoir des clients	36 938
Autres actifs, montant net	36 223
Total de l'actif	75 231 \$
Passif	
Montants à payer aux courtiers et aux organismes de compensation	4 307 \$
Montants à payer aux clients	50 382
Autres passifs	7 174
Total du passif	61 863
Capitaux propres	13 368
Total du passif et des capitaux propres	75 231 \$

¹ Les valeurs mobilières des clients sont comptabilisées à la date de règlement alors que la Banque comptabilise les valeurs mobilières des clients à la date de transaction.

États du résultat consolidés résumés

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Exercices clos les 30 septembre	
	2020	2019
Produits		
Produits d'intérêts nets	1 873 \$	2 036 \$
Produits tirés des commissions et autres produits	6 202	5 947
Total des produits	8 075	7 983
Charges d'exploitation		
Salaires et avantages du personnel	1 905	1 756
Divers	2 388	2 245
Total des charges d'exploitation	4 293	4 001
Autres charges (produits)	143	94
Résultat avant impôt	3 639	3 888
Charge d'impôt sur le résultat	910	957
Résultat net¹	2 729 \$	2 931 \$
Résultat par action – de base (en dollars canadiens)	5,04 \$	5,27 \$
Résultat par action – dilué (en dollars canadiens)	5,02	5,26

¹ La quote-part de la Banque du résultat de TD Ameritrade est fondée sur les états financiers consolidés publiés de TD Ameritrade après la conversion en dollars canadiens et est assujettie à des ajustements relatifs à l'amortissement de certaines immobilisations incorporelles.

PARTICIPATIONS DANS D'AUTRES ENTREPRISES ASSOCIÉES OU COENTREPRISES

À l'exception de Schwab présentée ci-dessus, la Banque ne détenait aucune participation significative lorsque prise individuellement dans des entreprises associées ou des coentreprises aux 31 octobre 2021 et 2020. La valeur comptable de la participation de la Banque dans d'autres entreprises associées et coentreprises s'établissait à 3,3 milliards de dollars au 31 octobre 2021 (3,4 milliards de dollars au 31 octobre 2020).

Les autres entreprises associées et coentreprises étaient principalement composées de participations dans des fonds privés ou dans des sociétés de personnes qui effectuent des placements en actions, fournissent du financement par emprunt ou soutiennent les placements communautaires comportant des avantages fiscaux. Les participations dans ces entités génèrent des rendements surtout sous forme de crédits d'impôt du gouvernement fédéral américain et des gouvernements d'États américains, y compris des crédits d'impôt à l'habitation pour personnes à faible revenu, des crédits d'impôt pour les nouveaux marchés et des crédits d'impôt pour les travaux de restauration de bâtiment historique.

NOTE 13 ACQUISITIONS ET CESSIONS IMPORTANTES

La Banque a conclu deux acquisitions au cours de l'exercice 2021 :

Acquisition de la Société de financement direct d'équipement Wells Fargo au Canada

Le 1^{er} mai 2021, la Banque a conclu l'acquisition de la Société de financement direct d'équipement Wells Fargo au Canada auprès de Wells Fargo & Company. Les résultats de l'entreprise acquise ont été consolidés à compter de la date d'acquisition et sont inclus dans le secteur Services de détail au Canada.

Acquisition de Headlands Tech Global Markets, LLC

Le 1^{er} juillet 2021, la Banque a conclu l'acquisition de Headlands Tech Holding Global Markets, LLC, entreprise de négociation quantitative de titres à revenu fixe de Chicago. Les résultats de l'entreprise acquise ont été consolidés à compter de la date d'acquisition et sont inclus dans le secteur Services bancaires de gros.

Ces acquisitions ont été comptabilisées comme des regroupements d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. L'excédent de la contrepartie comptable sur la juste valeur des actifs corporels nets acquis est affecté aux autres immobilisations incorporelles et au goodwill.

Entente pour l'émission des cartes de crédit du programme de fidélisation d'Air Canada

Le 10 janvier 2019, l'entente à long terme que la Banque a conclue avec Air Canada concernant le programme de fidélisation du transporteur (l'« entente sur le programme de fidélisation ») est entrée en vigueur conjointement avec la conclusion de l'acquisition par Air Canada d'AIMIA Canada Inc., qui administre le programme de fidélisation Aéroplan (la « transaction »). Conformément à l'entente sur le programme de fidélisation, la Banque est devenue le principal émetteur de cartes de crédit pour le nouveau programme de fidélisation d'Air Canada au moment de son lancement en novembre 2020, et le sera jusqu'en 2030. Les titulaires de cartes de crédit TD Aéroplan sont devenus membres du nouveau programme de fidélisation d'Air Canada, et leurs milles ont été transférés au moment du lancement du nouveau programme de fidélisation d'Air Canada en 2020.

Dans le cadre de la transaction, la Banque a payé à Air Canada 622 millions de dollars plus les taxes de vente applicables, dont un montant de 547 millions de

dollars (446 millions de dollars après taxes de vente et impôt sur le résultat) a été comptabilisé au poste Charges autres que d'intérêts – Divers dans l'état du résultat consolidé, et un montant de 75 millions de dollars, à titre d'immobilisations incorporelles qui sera amortie sur la durée de l'entente sur le programme de fidélisation. De plus, la Banque a effectué un paiement anticipé de 308 millions de dollars plus les taxes de vente applicables pour l'achat futur de points de fidélisation sur une période de dix ans.

Acquisition de Greystone Capital Management Inc.

Le 1^{er} novembre 2018, la Banque a acquis la totalité des actions en circulation de Greystone Capital Management Inc., société mère de Greystone Managed Investments Inc. (« Greystone »), pour une contrepartie de 821 millions de dollars, dont une tranche de 479 millions de dollars a été réglée en espèces et une tranche de 342 millions de dollars a été réglée en actions ordinaires de la TD. La valeur de 4,7 millions d'actions ordinaires émises en contrepartie est fondée sur le cours moyen pondéré en fonction du volume des actions ordinaires de la Banque négociées au cours des dix jours précédant immédiatement le cinquième jour ouvrable avant la date d'acquisition et a été comptabilisée en fonction du cours des actions à la clôture de l'acquisition. Des actions ordinaires d'une valeur de 167 millions de dollars émises à l'intention des actionnaires employés dans le cadre de l'acquisition ont été entières jusqu'au 1^{er} novembre 2020, pour une période de deux ans après l'acquisition, sous réserve que les actionnaires employés demeurent à l'emploi de la Banque, et étaient comptabilisées à titre de charge de rémunération sur la période d'entierement de deux ans.

L'acquisition a été comptabilisée comme un regroupement d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. Au 1^{er} novembre 2018, l'acquisition représentait un ajout aux actifs de 165 millions de dollars et aux passifs, de 46 millions de dollars. Une tranche de 140 millions de dollars de l'excédent de la contrepartie comptable sur la juste valeur des actifs nets identifiables était affectée aux immobilisations incorporelles au titre des relations clients, une tranche de 37 millions de dollars, au passif d'impôt différé, et une tranche de 432 millions de dollars, au goodwill. Le goodwill n'est pas déductible aux fins de l'impôt. Les comptes de l'entreprise acquise ont été consolidés à compter de la date d'acquisition et inclus dans le secteur Services de détail au Canada.

NOTE 14 GOODWILL ET AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

La valeur recouvrable des UGT de la Banque est calculée à l'aide de modèles d'évaluation internes qui tiennent compte de divers facteurs et hypothèses comme les résultats prévus, les taux de croissance, les taux d'actualisation et les taux de croissance finaux. La direction doit exercer son jugement pour estimer la valeur recouvrable des UGT, et l'utilisation de différentes hypothèses et estimations pour le calcul pourrait influencer sur la détermination de l'existence d'une dépréciation et l'évaluation du goodwill. La direction est d'avis que les hypothèses et estimations utilisées sont raisonnables et justifiables. Si possible, les hypothèses émises à l'interne sont comparées à des données de marché pertinentes. Les valeurs comptables des UGT de la Banque sont établies par la direction à l'aide de modèles de capital basés sur le risque aux fins de l'ajustement des actifs et passifs nets par UGT. Ces modèles intègrent divers facteurs, notamment le risque de marché, le risque de crédit et le risque opérationnel, y compris le capital investi (composé du goodwill et des autres immobilisations incorporelles). Tout capital qui n'est pas directement attribuable aux UGT est détenu dans le secteur Siège social. À la date du dernier test de dépréciation, le capital s'établissait à environ 25,3 milliards de dollars et avait principalement trait aux actifs de trésorerie et au capital excédentaire gérés dans le secteur Siège social. Les comités de surveillance du capital de la Banque surveillent les méthodes de répartition du capital de la Banque.

Principales hypothèses

La valeur recouvrable de chaque UGT ou groupe d'UGT a été établie d'après sa valeur d'utilité estimative. Pour l'appréciation de la valeur d'utilité, les flux de

trésorerie futurs estimés sur la base de la prévision interne de la Banque sont actualisés au moyen d'un taux d'actualisation avant impôt approprié.

Les principales hypothèses utilisées dans les tests de dépréciation du goodwill sont les suivantes :

Taux d'actualisation

Les taux d'actualisation avant impôt utilisés représentent les appréciations actuelles du marché des risques spécifiques à chaque groupe d'UGT et sont tributaires du profil de risque et des besoins en capitaux de chacun des groupes d'UGT.

Valeur finale

Le résultat inclus dans les tests de dépréciation du goodwill de chaque secteur d'exploitation est basé sur la prévision interne de la Banque, qui projette les flux de trésorerie attendus sur les cinq prochaines années. Au-delà de la prévision interne de la Banque, il a été présumé que les flux de trésorerie augmenteront selon un taux de croissance final fixe. Les taux de croissance finaux se fondent sur la croissance à long terme prévue du produit intérieur brut et sur l'inflation, et ils se situent entre 2,0 % et 3,8 % (2,0 % et 4,0 % en 2020).

Compte tenu de la sensibilité des principales hypothèses susmentionnées, la direction a déterminé qu'une modification raisonnable de ces hypothèses ne ferait pas en sorte que la valeur recouvrable de l'un des groupes d'UGT soit inférieure à sa valeur comptable.

Goodwill par secteur

(en millions de dollars canadiens)

	Services de détail au Canada	Services de détail aux États-Unis ¹	Services bancaires de gros	Total
Valeur comptable du goodwill au 1 ^{er} novembre 2019	2 836 \$	13 980 \$	160 \$	16 976 \$
Écarts de conversion et autres	10	162	–	172
Valeur comptable du goodwill au 31 octobre 2020 ²	2 846 \$	14 142 \$	160 \$	17 148 \$
Ajouts (cessions)	40	–	116	156
Écarts de conversion et autres	(62)	(1 008)	(2)	(1 072)
Valeur comptable du goodwill au 31 octobre 2021²	2 824 \$	13 134 \$	274 \$	16 232 \$

Taux d'actualisation avant impôt

2020	9,7–11,0 %	9,2–11,8 %	12,7 %
2021	9,6–11,0	9,4–10,0	13,3

¹ Le goodwill se rapporte surtout aux services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis.

² Le cumul des pertes de valeur était de néant aux 31 octobre 2021 et 2020.

AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Le tableau ci-dessous présente de l'information sur les autres immobilisations incorporelles de la Banque aux 31 octobre 2021 et 2020.

Autres immobilisations incorporelles

(en millions de dollars canadiens)

	Immobilisations incorporelles liées aux dépôts de base	Immobilisations incorporelles liées aux cartes de crédit	Logiciels internes	Autres logiciels	Autres immobilisations incorporelles	Total
Coût						
Au 1 ^{er} novembre 2019	2 576 \$	842 \$	2 927 \$	295 \$	743 \$	7 383 \$
Ajouts	–	–	327	44	41	412
Cessions	–	–	(55)	(25)	–	(80)
Immobilisations incorporelles entièrement amorties	–	–	(391)	(37)	–	(428)
Écarts de conversion et autres	30	2	26	1	6	65
Au 31 octobre 2020	2 606 \$	844 \$	2 834 \$	278 \$	790 \$	7 352 \$
Ajouts	–	–	401	58	310	769
Cessions	–	–	(275)	(5)	–	(280)
Immobilisations incorporelles entièrement amorties	–	–	(251)	(75)	–	(326)
Écarts de conversion et autres	(186)	(10)	(84)	(11)	(41)	(332)
Au 31 octobre 2021	2 420 \$	834 \$	2 625 \$	245 \$	1 059 \$	7 183 \$
Amortissement et dépréciation						
Au 1 ^{er} novembre 2019	2 481 \$	628 \$	1 167 \$	191 \$	413 \$	4 880 \$
Cessions	–	–	(32)	(25)	–	(57)
Pertes (reprises de pertes) de valeur	–	–	4	–	13	17
Dotations aux amortissements pour l'exercice	54	60	528	73	66	781
Immobilisations incorporelles entièrement amorties	–	–	(391)	(37)	–	(428)
Écarts de conversion et autres	28	2	(1)	2	3	34
Au 31 octobre 2020	2 563 \$	690 \$	1 275 \$	204 \$	495 \$	5 227 \$
Cessions	–	–	(272)	(5)	–	(277)
Pertes (reprises de pertes) de valeur	–	–	–	–	(4)	(4)
Dotations aux amortissements pour l'exercice	29	61	487	53	76	706
Immobilisations incorporelles entièrement amorties	–	–	(251)	(75)	–	(326)
Écarts de conversion et autres	(184)	(11)	(32)	(12)	(27)	(266)
Au 31 octobre 2021	2 408 \$	740 \$	1 207 \$	165 \$	540 \$	5 060 \$
Valeur comptable nette :						
Au 31 octobre 2020	43 \$	154 \$	1 559 \$	74 \$	295 \$	2 125 \$
Au 31 octobre 2021	12	94	1 418	80	519	2 123

Le tableau ci-dessous présente de l'information sur les terrains, bâtiments, matériel et mobilier, et autres actifs amortissables de la Banque aux 31 octobre 2021 et 2020.

Terrains, bâtiments, matériel et mobilier, et autres actifs amortissables¹

(en millions de dollars canadiens)

	Terrains	Bâtiments	Matériel informatique	Mobilier, agencements et autres actifs amortissables	Améliorations locatives	Total
Coût						
Au 1 ^{er} novembre 2019	987 \$	2 510 \$	732 \$	1 351 \$	3 062 \$	8 642 \$
Ajouts	1	152	233	149	380	915
Cessions	(1)	(16)	(76)	(74)	(71)	(238)
Actifs entièrement amortis	–	(44)	(90)	(20)	(69)	(223)
Écarts de conversion et autres	(19)	(107)	4	(10)	8	(124)
Au 31 octobre 2020	968	2 495	803	1 396	3 310	8 972
Ajouts	2	144	179	131	235	691
Cessions	(1)	(87)	(31)	(67)	(137)	(323)
Actifs entièrement amortis	–	(27)	(126)	(68)	(108)	(329)
Écarts de conversion et autres ²	(93)	(171)	(7)	(50)	(143)	(464)
Au 31 octobre 2021	876 \$	2 354 \$	818 \$	1 342 \$	3 157 \$	8 547 \$
Cumul des amortissements et des pertes de valeur						
Au 1 ^{er} novembre 2019	– \$	939 \$	355 \$	648 \$	1 502 \$	3 444 \$
Dotation aux amortissements pour l'exercice	–	179	172	156	170	677
Cessions	–	(28)	(48)	(62)	(42)	(180)
Pertes de valeur	–	53	3	–	–	56
Actifs entièrement amortis	–	(44)	(90)	(20)	(69)	(223)
Écarts de conversion et autres	–	(123)	(18)	(3)	25	(119)
Au 31 octobre 2020	–	976	374	719	1 586	3 655
Dotation aux amortissements pour l'exercice	–	103	157	153	256	669
Cessions	–	(84)	(28)	(66)	(135)	(313)
Pertes de valeur	–	54	–	–	–	54
Actifs entièrement amortis	–	(27)	(126)	(68)	(108)	(329)
Écarts de conversion et autres ²	–	(115)	(2)	(17)	(66)	(200)
Au 31 octobre 2021	– \$	907 \$	375 \$	721 \$	1 533 \$	3 536 \$
Valeur comptable nette, compte non tenu des actifs au titre de droits d'utilisation :						
Au 31 octobre 2020	968 \$	1 519 \$	429 \$	677 \$	1 724 \$	5 317 \$
Au 31 octobre 2021	876	1 447	443	621	1 624	5 011

¹ Certains montants comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice considéré.

² Comprennent des ajustements liés au reclassement des locaux des actifs non courants détenus en vue de la vente aux autres actifs.

Le tableau ci-après présente de l'information sur les actifs au titre de droits d'utilisation de la Banque qui sont comptabilisés selon IFRS 16. Pour plus de renseignements sur les obligations locatives connexes, se reporter à la

note 18, *Autres passifs*, et à la note 27, *Provisions, passifs éventuels, engagements, garanties, actifs donnés en garantie et sûretés*.

Valeur comptable nette des actifs au titre de droits d'utilisation

(en millions de dollars canadiens)

	Terrains	Bâtiments	Matériel informatique	Total
Au 1 ^{er} novembre 2019	1 027 \$	3 377 \$	59 \$	4 463 \$
Ajouts	2	733	–	735
Amortissement	(98)	(476)	(17)	(591)
Réévaluations, modifications et ajustements des paiements de loyers variables	14	186	–	200
Résiliations et dépréciation	(2)	(18)	–	(20)
Écarts de conversion et autres	13	19	–	32
Au 31 octobre 2020	956 \$	3 821 \$	42 \$	4 819 \$
Ajouts	–	119	52	171
Amortissement	(87)	(534)	(16)	(637)
Réévaluations, modifications et ajustements des paiements de loyers variables	19	84	–	103
Résiliations et dépréciation	(38)	(83)	(24)	(145)
Écarts de conversion et autres	(70)	(71)	–	(141)
Au 31 octobre 2021	780 \$	3 336 \$	54 \$	4 170 \$

Total de la valeur comptable nette des terrains, des bâtiments, du matériel et mobilier et des autres actifs amortissables¹

(en millions de dollars canadiens)

	Terrains	Bâtiments	Matériel informatique	Mobilier, agencements et autres actifs amortissables	Améliorations locatives	Total
Au 31 octobre 2020	1 924 \$	5 340 \$	471 \$	677 \$	1 724 \$	10 136 \$
Au 31 octobre 2021	1 656	4 783	497	621	1 624	9 181

¹ Certains montants comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice considéré.

NOTE 16 AUTRES ACTIFS

Autres actifs

(en millions de dollars canadiens)

	31 octobre 2021	31 octobre 2020
Créances clients et autres éléments	9 144 \$	10 799 \$
Intérêts courus	2 196	2 336
Actif d'impôt exigible	1 862	2 294
Actif au titre des régimes à prestations définies	637	9
Actifs liés aux assurances, compte non tenu des placements	2 040	2 268
Charges payées d'avance	1 300	1 150
Total	17 179 \$	18 856 \$

NOTE 17 DÉPÔTS

Les dépôts à vue comprennent tous les dépôts pour lesquels la Banque n'a pas le droit de demander un préavis de retrait. Ces dépôts représentent généralement les comptes chèques.

Les dépôts sur préavis comprennent tous les dépôts pour lesquels la Banque peut légalement demander un préavis de retrait. Ces dépôts représentent généralement les comptes d'épargne.

Les dépôts à terme comprennent tous les dépôts encaissables à une date d'échéance fixe, acquis par les clients pour gagner de l'intérêt sur une période fixe. La durée varie de un jour à dix ans. Les dépôts sont généralement des dépôts à terme, des certificats de placement garanti, des créances de premier rang et d'autres instruments semblables. Le montant global des dépôts à terme en coupures de 100 000 \$ ou plus au 31 octobre 2021 s'établissait à 283 milliards de dollars (287 milliards de dollars au 31 octobre 2020).

Dépôts

(en millions de dollars canadiens)

	Par type			Par pays			31 octobre 2021	31 octobre 2020
	À vue	À préavis	À terme ¹	Canada	États-Unis	Autres pays	Total	Total
Particuliers	23 116 \$	559 301 \$	51 081 \$	296 487 \$	337 011 \$	– \$	633 498 \$	625 200 \$
Banques ²	11 312	196	9 409	18 082	25	2 810	20 917	28 969
Entreprises et gouvernements ³	135 764	219 845	115 101	316 879	151 584	2 247	470 710	481 164
	170 192	779 342	175 591	631 448	488 620	5 057	1 125 125	1 135 333
Détenus à des fins de transaction ²	–	–	22 891	11 812	3 567	7 512	22 891	19 177
Désignés à la juste valeur par le biais du résultat net ^{2,4}	–	–	113 905	56 007	36 050	21 848	113 905	59 626
Total	170 192 \$	779 342 \$	312 387 \$	699 267 \$	528 237 \$	34 417 \$	1 261 921 \$	1 214 136 \$

Dépôts non productifs d'intérêts inclus ci-dessus

Au Canada	72 705 \$	55 920 \$
À l'étranger	82 756	76 099

Dépôts productifs d'intérêts inclus ci-dessus

Au Canada	626 562	604 625
À l'étranger	479 890	472 913
Fonds fédéraux américains déposés ²	8	4 579

Total^{3,5}	1 261 921 \$	1 214 136 \$
----------------------------	---------------------	---------------------

¹ Comprennent une dette de premier rang de 43,1 milliards de dollars (27,6 milliards de dollars au 31 octobre 2020) qui est assujettie au régime de recapitalisation interne des banques. Ce régime confère à la Société d'assurance-dépôts du Canada certains pouvoirs, y compris la capacité de convertir en actions ordinaires certaines actions et certains passifs admissibles dans le cas où la Banque serait en défaillance.

² Comprennent les dépôts et les avances auprès de la FHLB.

³ Comprennent une somme de 25,1 milliards de dollars (40,5 milliards de dollars au 31 octobre 2020) relative à des détenteurs d'obligations sécurisées et une somme de 0,5 milliard de dollars (1,2 milliard de dollars au 31 octobre 2020) liée à Fiducie de capital TD IV.

⁴ Les passifs financiers désignés à la JVRN dans le bilan consolidé comprennent également des engagements de prêts et des contrats de garantie financière désignés à la JVRN de 83 millions de dollars (39 millions de dollars au 31 octobre 2020).

⁵ Comprend des dépôts de 719 milliards de dollars (708 milliards de dollars au 31 octobre 2020) libellés en dollars américains et de 44 milliards de dollars (44 milliards de dollars au 31 octobre 2020) libellés dans d'autres monnaies.

Dépôts à terme selon la durée restante jusqu'à l'échéance

(en millions de dollars canadiens)

							31 octobre 2021	31 octobre 2020
	1 an et moins	Plus de 1 an à 2 ans	Plus de 2 ans à 3 ans	Plus de 3 ans à 4 ans	Plus de 4 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Total
Particuliers	36 187 \$	7 611 \$	4 570 \$	1 099 \$	1 585 \$	29 \$	51 081 \$	59 268 \$
Banques	9 401	2	-	-	2	4	9 409	14 869
Entreprises et gouvernements	42 887	28 880	21 276	8 488	7 491	6 079	115 101	167 883
Détenus à des fins de transaction	16 086	2 135	1 598	1 087	831	1 154	22 891	19 177
Désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	112 778	1 127	-	-	-	-	113 905	59 626
Total	217 339 \$	39 755 \$	27 444 \$	10 674 \$	9 909 \$	7 266 \$	312 387 \$	320 823 \$

Dépôts à terme encaissables dans un an ou moins

(en millions de dollars canadiens)

				31 octobre 2021	31 octobre 2020
	3 mois et moins	Plus de 3 mois à 6 mois	Plus de 6 mois à 12 mois	Total	Total
Particuliers	15 549 \$	8 491 \$	12 147 \$	36 187 \$	41 213 \$
Banques	9 241	135	25	9 401	14 859
Entreprises et gouvernements	27 875	8 268	6 744	42 887	97 278
Détenus à des fins de transaction	7 070	4 867	4 149	16 086	10 993
Désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	36 375	33 708	42 695	112 778	59 626
Total	96 110 \$	55 469 \$	65 760 \$	217 339 \$	223 969 \$

NOTE 18 AUTRES PASSIFS

Autres passifs

(en millions de dollars canadiens)

	31 octobre 2021	31 octobre 2020
Comptes fournisseurs, charges à payer et autres éléments ¹	7 499 \$	6 571 \$
Intérêts courus	714	1 142
Charges salariales à payer	4 151	2 900
Chèques et autres effets en voie de règlement	2 667	2 440
Passif d'impôt exigible	82	275
Passif d'impôt différé	244	284
Passif au titre des régimes à prestations définies	1 592	3 302
Obligations locatives ²	5 473	6 095
Passifs liés aux entités structurées	4 407	5 898
Provisions	1 304	1 569
Total	28 133 \$	30 476 \$

¹ Comprennent des dividendes et distributions à verser de 1 404 millions de dollars au 31 octobre 2021 (1 383 millions de dollars au 31 octobre 2020).

² Pour plus de renseignements sur l'échéance des obligations locatives et des paiements de loyers, se reporter à la note 27.

NOTE 19 BILLETS ET DÉBENTURES SUBORDONNÉS

Les billets et les débentures subordonnés sont des obligations directes non garanties de la Banque ou de ses filiales, dont le droit de paiement est subordonné aux droits des déposants et de certains autres créanciers. Les rachats, annulations,

échanges et modifications de débentures subordonnées admissibles à titre de fonds propres réglementaires sont assujettis au consentement et à l'approbation du BSIF.

Billets et débetures subordonnés

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Date d'échéance	Taux d'intérêt (%)	Écart de taux révisé (%)	Date de rachat au pair la plus rapprochée	Aux	
				31 octobre 2021	31 octobre 2020
26 mai 2025	9,150	s. o.	–	200 \$	200 \$
14 septembre 2028 ¹	3,589 ²	1,060 ²	14 septembre 2023	1 749	1 743
25 juillet 2029 ¹	3,224 ²	1,250 ²	25 juillet 2024	1 550	1 561
22 avril 2030 ¹	3,105 ²	2,160 ²	22 avril 2025	2 952	2 974
4 mars 2031 ¹	4,859 ²	3,490 ²	4 mars 2026	1 271	1 279
15 septembre 2031 ¹	3,625 ³	2,205 ³	15 septembre 2026	1 765	1 881
26 janvier 2032 ¹	3,060 ²	1,330 ²	26 janvier 2027	1 743	1 839
Total				11 230 \$	11 477 \$

¹ Les billets et débetures subordonnés comprennent des dispositions relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV) et sont admissibles à titre de fonds propres réglementaires en vertu de la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF. Pour plus de renseignements, se reporter à la note 21.

² Le taux d'intérêt est pour la période allant jusqu'à la date de rachat au pair la plus rapprochée exclusivement et, par la suite, il sera rajusté à un taux équivalant au taux des acceptations bancaires de trois mois (au sens donné dans le document de placement applicable) majoré de l'écart de taux révisé indiqué.

³ Le taux d'intérêt est pour la période allant jusqu'à la date de rachat au pair la plus rapprochée exclusivement et, par la suite, il sera rajusté à un taux équivalant au taux médian des swaps de cinq ans majoré de l'écart de taux révisé indiqué.

La variation totale des billets et débetures subordonnés pour l'exercice clos le 31 octobre 2021 découle surtout de la conversion des monnaies étrangères et de l'ajustement au montant de base des couvertures de juste valeur.

NOTE 20 TITRES DE FIDUCIE DE CAPITAL

La Banque a émis des titres de fiducie de capital innovateurs par l'entremise de Fiducie IV.

BILLETS DE FIDUCIE DE CAPITAL TD IV – SÉRIES 1 À 3

Le 26 janvier 2009, Fiducie IV a émis les billets TD CaTS IV – 1 venant à échéance le 30 juin 2108 et les billets TD CaTS IV – 2 venant à échéance le 30 juin 2108 et, le 15 septembre 2009, les billets TD CaTS IV – 3 venant à échéance le 30 juin 2108 (collectivement, les « billets TD CaTS IV »). Le produit des émissions a été investi dans des billets de dépôt bancaires.

Le 30 juin 2019, Fiducie IV a racheté la totalité des billets TD CaTS IV – 1 en circulation. Le 30 juin 2021, Fiducie IV a racheté la totalité des billets TD CaTS IV – 3 en circulation. Le 1^{er} novembre 2021, Fiducie IV a racheté la totalité des billets TD CaTS IV – 2 en circulation. La Banque ne consolide pas la Fiducie IV, car elle n'absorbe pas de rendements importants de la Fiducie IV, n'étant en fin de compte exposée qu'au risque de crédit qui lui est propre. Par conséquent, les billets TD CaTS IV ne sont pas présentés au bilan consolidé de la Banque, mais les billets de dépôt émis à la Fiducie IV sont présentés dans les dépôts au bilan consolidé. Se reporter aux notes 10 et 17 pour de plus amples renseignements.

Titres de fiducie de capital

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	En milliers de parts	Dates de distribution / paiement des intérêts	Rendement annuel	Date de rachat		
				Au gré de l'émetteur	31 octobre 2021	31 octobre 2020
Billets TD CaTS IV émis par Fiducie IV						
Billets de Fiducie de capital TD IV – série 2	450	30 juin, 31 déc.	10,000 % ¹	30 juin 2014	450	450
Billets de Fiducie de capital TD IV – série 3	750	30 juin, 31 déc.	6,631 %	31 déc. 2014	–	750
	1 200				450 \$	1 200 \$

¹ Pour la période allant du 26 janvier 2009 inclusivement jusqu'au 30 juin 2039 exclusivement. À compter du 30 juin 2039 et tous les cinq ans par la suite, le taux d'intérêt sera ramené à un niveau correspondant au rendement des obligations du gouvernement du Canada de cinq ans majoré de 9,735 %.

NOTE 21 CAPITAUX PROPRES

ACTIONS ORDINAIRES

Les actionnaires ont autorisé la Banque à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires, sans valeur nominale, pour une contrepartie illimitée. Les actions ordinaires ne sont ni rachetables ni convertibles. D'habitude, les dividendes sont déclarés trimestriellement par le conseil d'administration de la Banque, et le montant peut varier d'un trimestre à l'autre.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES ET AUTRES INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES

Actions privilégiées

Les actionnaires ont autorisé la Banque à émettre un nombre illimité d'actions privilégiées de premier rang de catégorie A, en une ou plusieurs séries, sans valeur nominale. Les dividendes privilégiés non cumulatifs sont payables chaque

trimestre lorsque le conseil d'administration de la TD en déclare. Toutes les actions privilégiées comprennent des dispositions relatives aux FPUNV, lesquelles sont nécessaires pour que les actions privilégiées soient admissibles à titre de fonds propres réglementaires en vertu de la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF. Selon ces dispositions, les actions privilégiées sont converties en un nombre variable d'actions ordinaires si un événement déclencheur survient. Un événement déclencheur est un événement où le BSIF détermine que la Banque n'est plus viable, ou sur le point de le devenir, et qu'elle le redeviendra après la conversion de l'ensemble de ses instruments de fonds propres autres que ses actions ordinaires, ou si la Banque accepte, ou convient d'accepter, une injection de capitaux ou une aide équivalente de la part du gouvernement fédéral ou d'un gouvernement provincial du Canada, sans laquelle le BSIF aurait déterminé la Banque non viable.

Billets avec remboursement de capital à recours limité

Le 29 juillet 2021, la Banque a émis des billets avec remboursement de capital à recours limité admissibles à titre de FPUNV, série 1 (les « BRCRL ») d'un montant de 1 750 millions de dollars, dont le recours de chaque billet se limite aux actifs détenus dans une fiducie consolidée par la Banque (la « fiducie à recours limité »). Les actifs de la fiducie à recours limité sont constitués des actions privilégiées à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série 26 comprenant des dispositions relatives aux FPUNV (« actions privilégiées de série 26 ») d'un montant de 1 750 millions de dollars, à un prix de 1 000 \$ l'action, qui ont été émises parallèlement à l'émission des BRCRL. Les actions privilégiées de série 26 sont éliminées des états financiers consolidés de la Banque.

Les BRCRL portent intérêt à un taux fixe de 3,6 % par année, payable semestriellement, jusqu'au 31 octobre 2026, qui par la suite sera rajusté tous les cinq ans pour correspondre au rendement des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans alors en vigueur majoré de 2,747 %, jusqu'à leur échéance le 31 octobre 2081. La Banque peut racheter les BRCRL, en totalité ou en partie, pendant la période allant du 1^{er} octobre au 31 octobre, inclusivement, à compter de 2026 et chaque cinq ans par la suite, avec l'approbation préalable écrite du BSIF. Dans l'éventualité i) du non-paiement des intérêts après une date de paiement d'intérêts, ii) du non-paiement du prix de rachat dans le cas du rachat des BRCRL, iii) du non-paiement du principal majoré des intérêts courus et impayés à la date d'échéance des BRCRL, iv) d'un cas de défaillance aux termes des BRCRL, ou v) d'un événement déclencheur, le recours de chaque porteur de BRCRL se limitera à sa quote-part des actifs de la fiducie à recours limité.

Les BRCRL, en raison du recours qu'ils comportent à l'égard des actions privilégiées de série 26, comprennent des dispositions standards relatives aux FPUNV, lesquelles sont nécessaires pour qu'ils soient admissibles à titre d'autres éléments de fonds propres de catégorie 1 conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF. Les dispositions relatives aux FPUNV exigent que les instruments soient convertis en un nombre variable d'actions ordinaires si un événement déclencheur survient. À la survenance d'un tel événement, chaque action privilégiée de série 26 détenue dans la fiducie à recours limité sera automatiquement et immédiatement convertie en un nombre variable d'actions ordinaires qui seront remises aux porteurs de BRCRL en contrepartie du principal et des intérêts courus et impayés sur les BRCRL. Le nombre d'actions ordinaires émises sera déterminé en appliquant la formule de conversion énoncée dans les dispositions relatives aux actions privilégiées de série 26.

Les BRCRL sont des instruments hybrides comportant des composantes capitaux propres et passif puisque le versement d'intérêts et le remboursement du principal en trésorerie sont effectués au gré de la Banque. Le non-paiement des intérêts et du principal en trésorerie ne constitue pas un cas de défaillance, mais déclenche la remise des actions privilégiées de série 26. La composante passif a une valeur nominale et, par conséquent, le produit reçu à l'émission a été présenté dans les capitaux propres, et tout versement d'intérêts est comptabilisé à titre de distribution sur les autres instruments de capitaux propres.

Le tableau suivant présente un sommaire des variations des actions et autres instruments de capitaux propres émis et en circulation et des actions propres détenues pour les exercices clos les 31 octobre 2021 et 2020.

Actions et autres instruments de capitaux propres émis et en circulation et actions propres détenues

(en millions d'actions ou d'autres instruments de capitaux propres et en millions de dollars canadiens)

	31 octobre 2021		31 octobre 2020	
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant
Actions ordinaires				
Solde au début de l'exercice	1 816,1	22 487 \$	1 812,5	21 713 \$
Produit des actions émises à l'exercice d'options sur actions	2,8	165	1,5	79
Actions émises dans le cadre du plan de réinvestissement des dividendes	5,0	414	14,1	838
Rachat d'actions aux fins d'annulation et autres	–	–	(12,0)	(143)
Solde à la fin de l'exercice – actions ordinaires	1 823,9	23 066 \$	1 816,1	22 487 \$
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres				
Actions privilégiées – catégorie A				
Série 1	20,0	500 \$	20,0	500 \$
Série 3	20,0	500	20,0	500
Série 5	20,0	500	20,0	500
Série 7	14,0	350	14,0	350
Série 9	8,0	200	8,0	200
Série 12 ¹	–	–	28,0	700
Série 14 ²	–	–	40,0	1 000
Série 16	14,0	350	14,0	350
Série 18	14,0	350	14,0	350
Série 20	16,0	400	16,0	400
Série 22	14,0	350	14,0	350
Série 24	18,0	450	18,0	450
	158,0	3 950 \$	226,0	5 650 \$
Autres instruments de capitaux propres				
Billets avec remboursement de capital à recours limité – série 1 ³	1,8	1 750 \$	–	– \$
Solde à la fin de l'exercice – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	159,8	5 700 \$	226,0	5 650 \$
Actions propres – actions ordinaires⁴				
Solde au début de l'exercice	0,5	(37) \$	0,6	(41) \$
Achat d'actions	136,8	(10 859)	135,6	(8 752)
Vente d'actions	(135,4)	10 744	(135,7)	8 756
Solde à la fin de l'exercice – actions propres – actions ordinaires	1,9	(152) \$	0,5	(37) \$
Actions propres – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres⁴				
Solde au début de l'exercice	0,1	(4) \$	0,3	(6) \$
Achat d'actions et d'autres instruments de capitaux propres	5,3	(205)	6,0	(122)
Vente d'actions et d'autres instruments de capitaux propres	(5,3)	199	(6,2)	124
Solde à la fin de l'exercice – actions propres – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	0,1	(10) \$	0,1	(4) \$

¹ Le 30 avril 2021, la Banque a racheté la totalité de ses 28 millions d'actions privilégiées de premier rang de catégorie A à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série 12 comprenant des dispositions relatives aux FPUNV (les « actions privilégiées de série 12 »), à un prix de rachat de 25,00 \$ par action privilégiée de série 12, pour un coût de rachat total de 700 millions de dollars.

² Le 31 octobre 2021, la Banque a racheté la totalité de ses 40 millions d'actions privilégiées de premier rang de catégorie A, à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série 14, comprenant des dispositions relatives aux FPUNV (les « actions privilégiées de série 14 ») à un prix de rachat de 25,00 \$ par action privilégiée de série 14, pour un coût de rachat total de 1 milliard de dollars; le produit du rachat a été payé après le 31 octobre 2021.

³ Pour les billets avec remboursement de capital à recours limité, le nombre d'actions correspond au nombre de billets émis. Parallèlement à l'émission des BRCRL, la Banque a émis 1,75 million d'actions privilégiées de série 26 à un prix de 1 000 \$ par action.

⁴ Lorsque, dans le cadre de ses activités de négociation, la Banque acquiert ses propres instruments de capitaux propres, ceux-ci sont classés à titre d'actions propres, et leur coût est porté en déduction des capitaux propres.

Conditions rattachées aux actions privilégiées

	Date d'émission	Rendement annuel (%) ¹	Écart de taux révisé (%) ¹	Date du prochain rachat / de la conversion ¹	Convertible en ¹
Actions privilégiées à taux rajusté comprenant des dispositions relatives aux FPUNV²					
Série 1	4 juin 2014	3,662	2,24	31 octobre 2024	Série 2
Série 3	31 juillet 2014	3,681	2,27	31 juillet 2024	Série 4
Série 5	16 décembre 2014	3,876	2,25	31 janvier 2025	Série 6
Série 7	10 mars 2015	3,201	2,79	31 juillet 2025	Série 8
Série 9	24 avril 2015	3,242	2,87	31 octobre 2025	Série 10
Série 16	14 juillet 2017	4,50	3,01	31 octobre 2022	Série 17
Série 18	14 mars 2018	4,70	2,70	30 avril 2023	Série 19
Série 20	13 septembre 2018	4,75	2,59	31 octobre 2023	Série 21
Série 22	28 janvier 2019	5,20	3,27	30 avril 2024	Série 23
Série 24	4 juin 2019	5,10	3,56	31 juillet 2024	Série 25

¹ Les dividendes privilégiés non cumulatifs pour chaque série sont payables chaque trimestre lorsque le conseil d'administration de la TD en déclare. À la prochaine date de rachat ou de conversion et tous les cinq ans par la suite, le taux de dividende sur les actions privilégiées à taux rajusté sera ramené à un niveau correspondant au rendement des obligations du gouvernement du Canada de cinq ans alors en vigueur majoré de l'écart de taux révisé indiqué. Les actions privilégiées à taux rajusté sont convertibles en actions privilégiées à taux variable de la série correspondante, et vice versa. Si les actions privilégiées à taux rajusté sont converties en actions privilégiées à taux variable d'une série donnée, le taux de dividende

pour le trimestre sera équivalent au rendement des bons du Trésor du gouvernement du Canada de 90 jours alors en vigueur majoré de l'écart de taux révisé indiqué.

² Sous réserve du consentement des organismes de réglementation, rachetables à la date de rachat indiquée et tous les cinq ans par la suite, à un prix de 25 \$ l'action. Convertibles à la date de conversion indiquée et tous les cinq ans par la suite si le rachat n'a pas lieu. Si ces actions sont converties, les porteurs d'actions ont la possibilité de les reconverter en actions privilégiées de la série d'origine tous les cinq ans.

DISPOSITIONS RELATIVES AUX FPUNV

Toutes les actions privilégiées de catégorie A comprennent des dispositions relatives aux FPUNV. Si un événement déclencheur faisant intervenir les FPUNV devait survenir, et compte non tenu des actions privilégiées de série 26 émises à l'égard des BRCRL, le nombre maximal d'actions ordinaires qui pourrait être émis serait un total de 790 millions d'actions, en supposant qu'aucun dividende n'a été déclaré et n'était impayé sur ces actions privilégiées au moment de la conversion.

Les BRCRL, en raison du recours qu'ils comportent à l'égard de leurs actions privilégiées de série 26, comprennent des dispositions relatives aux FPUNV. Pour les BRCRL, si un événement déclencheur faisant intervenir les FPUNV devait survenir, le nombre maximal d'actions ordinaires qui pourrait être émis serait de 350 millions d'actions, en supposant qu'aucun dividende n'a été déclaré et n'était impayé sur les actions privilégiées de série 26 au moment de la conversion.

Pour les billets et débentures subordonnés admissibles comme FPUNV, si un événement déclencheur faisant intervenir les FPUNV devait survenir, le nombre maximal d'actions ordinaires qui pourrait être émis serait un total de 3,2 milliards d'actions, en supposant qu'il n'y ait aucun intérêt couru ni impayé sur ces billets et débentures subordonnés.

RESTRICTIONS EN MATIÈRE DE DIVIDENDES

En vertu de la *Loi sur les banques*, la Banque ne peut pas déclarer de dividendes sur ses actions privilégiées ou ordinaires s'il existe un motif valable de croire que, ce faisant, elle enfreindrait les règlements de la *Loi sur les banques* en matière d'adéquation des fonds propres et de liquidité ou les lignes directrices du BSIF. La Banque ne prévoit pas que cette condition l'empêchera de verser des dividendes dans le cadre normal des activités.

En outre, la capacité de la Banque de verser des dividendes sur ses actions ordinaires sans l'approbation des porteurs d'actions privilégiées en circulation est restreinte, à moins que tous les dividendes sur actions privilégiées n'aient été déclarés et versés ou réservés aux fins de versement. Actuellement, ces limites ne restreignent pas le versement de dividendes sur les actions ordinaires ou les actions privilégiées.

Le 13 mars 2020, le BSIF a publié un communiqué de presse annonçant une série de mesures visant à soutenir la résilience des institutions financières en réponse aux défis que pose la COVID-19. Dans le cadre de ces mesures, il était attendu que les institutions financières fédérales interrompent les augmentations de dividendes et les rachats d'actions. Le 4 novembre 2021, le BSIF a levé à

compter de cette date l'attente quant au fait que les institutions financières fédérales interrompent les augmentations de dividendes réguliers ou les rachats d'actions.

DIVIDENDES

Le 1^{er} décembre 2021, le conseil d'administration a approuvé un dividende de quatre-vingt-neuf cents (89 cents) par action ordinaire entièrement libérée du capital social de la Banque pour le trimestre se terminant le 31 janvier 2022. Ce dividende sera payable à compter du 31 janvier 2022 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 10 janvier 2022.

PLAN DE RÉINVESTISSEMENT DES DIVIDENDES

La Banque offre un plan de réinvestissement des dividendes à ses actionnaires ordinaires. La participation à ce plan est facultative et, en vertu des conditions du plan, les dividendes en espèces sur les actions ordinaires servent à acheter des actions ordinaires additionnelles. Au gré de la Banque, les actions ordinaires peuvent être émises sur le capital autorisé de la Banque, au cours moyen des cinq derniers jours de négociation précédant la date de versement des dividendes, moins un escompte variant entre 0 % et 5 %, au gré de la Banque, ou achetées sur le marché libre, au cours du marché.

Pour l'exercice clos le 31 octobre 2021, l'ensemble des 5,1 millions d'actions ordinaires émises sur le capital autorisé de la Banque aux termes du plan de réinvestissement des dividendes ont été émises sans escompte. Pour l'exercice clos le 31 octobre 2020, 4,1 millions d'actions ordinaires ont été émises sur le capital autorisé de la Banque, sans escompte, et 10,0 millions d'actions ordinaires ont été émises sur le capital autorisé de la Banque, à un escompte de 2 %, aux termes du plan de réinvestissement des dividendes.

OFFRE PUBLIQUE DE RACHAT DANS LE COURS NORMAL DES ACTIVITÉS

Le 1^{er} décembre 2021, le conseil d'administration a approuvé le lancement d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant jusqu'à 50 millions d'actions ordinaires de la Banque, sous réserve de l'approbation du BSIF et de la Bourse de Toronto. Le moment et le montant de quelque rachat aux termes du programme sont assujettis à l'approbation des autorités de réglementation et à l'appréciation de la direction en fonction des facteurs comme la conjoncture des marchés et l'adéquation des fonds propres.

PRODUITS ET CHARGES D'ASSURANCE

Les produits et les charges d'assurance sont présentés à l'état du résultat consolidé respectivement dans les produits d'assurance et les indemnités d'assurance et charges connexes, déduction faite de l'incidence de la réassurance.

Cela comprend les résultats liés à l'assurance de dommages, à l'assurance de personnes ainsi que les réassurances prises en charge et cédées au Canada et à l'échelle internationale.

Produits d'assurance et indemnités d'assurance et charges connexes

(en millions de dollars canadiens)	Exercices clos les 31 octobre		
	2021	2020	2019
Produits d'assurance			
Primes gagnées			
Montant brut	5 186 \$	4 845 \$	4 632 \$
Réassurance cédée	652	643	915
Primes gagnées, montant net	4 534	4 202	3 717
Produits tirés des commissions et autres produits ¹	343	363	565
Produits d'assurance	4 877	4 565	4 282
Indemnités d'assurance et charges connexes			
Montant brut	2 841	3 380	2 987
Réassurance cédée	134	494	200
Indemnités d'assurance et charges connexes	2 707 \$	2 886 \$	2 787 \$

¹ Les commissions de réassurance reçues et payées sont incluses dans les produits tirés des commissions et autres produits. Les commissions de réassurance payées et portées en diminution des produits tirés des commissions ont atteint 85 millions de dollars en 2021 (92 millions de dollars en 2020; 123 millions de dollars en 2019).

RAPPROCHEMENT DES VARIATIONS DES PASSIFS LIÉS AUX ASSURANCES

Les passifs liés aux assurances englobent les montants bruts liés à la provision pour sinistres impayés (rubrique a) ci-après), les primes non acquises (rubrique b) ci-après) et les autres passifs liés aux assurances (rubrique c) ci-après).

a) Variation de la provision pour sinistres impayés

Le tableau suivant présente les variations de la provision pour sinistres impayés relative à l'assurance de dommages au cours de l'exercice.

Variation de la provision pour sinistres impayés

(en millions de dollars canadiens)	31 octobre 2021			31 octobre 2020		
	Montant brut	Réassurance / Autres montants à recouvrer	Montant net	Montant brut	Réassurance / Autres montants à recouvrer	Montant net
Solde au début de l'exercice	5 142 \$	246 \$	4 896 \$	4 840 \$	141 \$	4 699 \$
Coûts des demandes d'indemnisation pour l'année de survenance en cours	2 629	100	2 529	2 948	302	2 646
Évolution (favorable) défavorable des sinistres pour les années de survenance antérieures	(354)	(13)	(341)	(354)	(5)	(349)
Augmentation (diminution) liée à des modifications d'hypothèses :						
Taux d'actualisation	(84)	(1)	(83)	123	–	123
Provision pour écarts défavorables	(3)	(1)	(2)	25	4	21
Indemnités d'assurance et charges connexes	2 188	85	2 103	2 742	301	2 441
Indemnités payées au cours de l'exercice :						
De l'année de survenance en cours	(1 085)	(33)	(1 052)	(1 346)	(179)	(1 167)
Des années de survenance antérieures	(1 136)	(68)	(1 068)	(1 084)	(7)	(1 077)
	(2 221)	(101)	(2 120)	(2 430)	(186)	(2 244)
Augmentation (diminution) de la réassurance / des autres montants à recouvrer	(13)	(13)	–	(10)	(10)	–
Solde à la fin de l'exercice	5 096 \$	217 \$	4 879 \$	5 142 \$	246 \$	4 896 \$

b) Variation des primes non acquises

Le tableau suivant présente les variations des primes non acquises relatives à l'assurance de dommages au cours de l'exercice.

Variation des primes non acquises

(en millions de dollars canadiens)	31 octobre 2021			31 octobre 2020		
	Montant brut	Réassurance	Montant net	Montant brut	Réassurance	Montant net
Solde au début de l'exercice	2 123 \$	24 \$	2 099 \$	1 869 \$	17 \$	1 852 \$
Primes souscrites	4 044	146	3 898	3 879	127	3 752
Primes gagnées	(3 824)	(145)	(3 679)	(3 625)	(120)	(3 505)
Solde à la fin de l'exercice	2 343 \$	25 \$	2 318 \$	2 123 \$	24 \$	2 099 \$

c) Variations des autres passifs liés aux assurances

Au 31 octobre 2021, les autres passifs liés aux assurances s'élevaient à 237 millions de dollars (325 millions de dollars au 31 octobre 2020). La diminution de 88 millions de dollars (augmentation de 114 millions de dollars en 2020) est surtout attribuable aux ajustements apportés aux modèles et aux variations des taux d'intérêt, contrebalancés en partie par l'âge des contrats en vigueur et les modifications apportées aux hypothèses actuarielles ayant une incidence sur les passifs actuariels.

ÉVOLUTION DES SINISTRES LIÉS À L'ASSURANCE DE DOMMAGES

Le tableau suivant montre les estimations du cumul des sinistres subis, y compris les sinistres subis, mais non encore signifiés, ainsi que l'évolution au cours des périodes indiquées et le cumul des paiements à ce jour. Les estimations initiales relatives aux provisions sont évaluées mensuellement afin de déterminer s'il y a excédent ou insuffisance. L'évaluation repose sur les versements réels lors du règlement complet ou partiel des demandes d'indemnisation et sur les estimations actuelles des engagements d'indemnisation à l'égard des demandes non encore réglées ou des sinistres non encore déclarés.

Sinistres subis par année de survenance

(en millions de dollars canadiens)

	Année de survenance										Total
	2012 et avant	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	
Coût final des indemnisations, montant net, à la fin de l'année de survenance	4 622 \$	2 245 \$	2 465 \$	2 409 \$	2 438 \$	2 425 \$	2 631 \$	2 727 \$	2 646 \$	2 529 \$	
Estimations révisées											
Un an plus tard	5 033	2 227	2 334	2 367	2 421	2 307	2 615	2 684	2 499		
Deux ans plus tard	4 957	2 191	2 280	2 310	2 334	2 258	2 573	2 654			
Trois ans plus tard	4 952	2 158	2 225	2 234	2 264	2 201	2 522				
Quatre ans plus tard	4 832	2 097	2 147	2 162	2 200	2 151					
Cinq ans plus tard	4 704	2 047	2 084	2 115	2 159						
Six ans plus tard	4 658	2 004	2 044	2 100							
Sept ans plus tard	4 563	1 982	2 037								
Huit ans plus tard	4 529	1 974									
Neuf ans plus tard	4 537										
Estimations actuelles du cumul des sinistres	4 537	1 974	2 037	2 100	2 159	2 151	2 522	2 654	2 499	2 529	
Cumul des paiements à ce jour	(4 380)	(1 931)	(1 946)	(1 941)	(1 925)	(1 808)	(1 978)	(1 883)	(1 588)	(1 052)	
Provision non actualisée, montant net, pour sinistres impayés	157	43	91	159	234	343	544	771	911	1 477	4 730 \$
Incidence de l'actualisation											(278)
Provision pour écarts défavorables											427
Provision, montant net, pour sinistres impayés											4 879 \$

SENSIBILITÉ AU RISQUE D'ASSURANCE

Diverses hypothèses sont formulées à l'égard du niveau futur des demandes d'indemnisation, du comportement des titulaires de police, des charges et des ventes au moment de la conception de produits et de l'établissement des prix ainsi que de la détermination de passifs actuariels. Ces hypothèses exigent beaucoup de jugement professionnel. La provision pour demandes d'indemnisation est sensible à certaines hypothèses. Il n'est pas possible de quantifier la sensibilité à certaines hypothèses comme les changements législatifs ou l'incertitude à l'égard du processus d'estimation. L'expérience réelle peut différer des hypothèses faites par la Banque.

Pour l'assurance de dommages, la principale hypothèse étayant les estimations des engagements d'indemnisation consiste à supposer que l'expérience passée peut servir à prévoir l'évolution des sinistres et, par conséquent, le coût définitif de leur indemnisation. Ces méthodes extrapolent donc l'évolution des pertes payées et subies, les coûts moyens d'indemnisation par sinistre et le nombre de sinistres en fonction de l'évolution observée durant les années antérieures et de la

sinistralité attendue. L'estimation des engagements d'indemnisation repose aussi sur divers facteurs quantitatifs et qualitatifs, dont le taux d'actualisation, la marge pour écarts défavorables, la réassurance, les tendances relatives à la gravité et à la fréquence des sinistres, et d'autres facteurs externes.

L'incidence des facteurs qualitatifs et d'autres facteurs imprévus pourrait nuire à la capacité de la Banque d'évaluer avec exactitude le risque lié aux polices d'assurance émises par la Banque. En outre, il peut y avoir des décalages importants entre la survenance d'un événement assuré et le moment où cet événement est déclaré à la Banque ainsi que des décalages additionnels entre le moment de la déclaration d'un sinistre et celui du règlement définitif du sinistre.

Le tableau ci-après présente la sensibilité des engagements d'indemnisation pour l'assurance de dommages aux variations raisonnablement possibles du taux d'actualisation, de la marge pour écarts défavorables et de la fréquence et de la gravité des sinistres, toutes les autres hypothèses demeurant constantes. Les variations de ces hypothèses peuvent être non linéaires.

Sensibilité des hypothèses critiques – Passifs au titre des contrats d'assurance de dommages

(en millions de dollars canadiens)

	31 octobre 2021		31 octobre 2020	
	Incidence sur le résultat net avant impôt sur le résultat	Incidence sur les capitaux propres	Incidence sur le résultat net avant impôt sur le résultat	Incidence sur les capitaux propres
Incidence d'une variation de 1 % des principales hypothèses				
Taux d'actualisation				Aux
Augmentation de l'hypothèse	126 \$	93 \$	130 \$	96 \$
Diminution de l'hypothèse	(135)	(100)	(140)	(103)
Marge pour écarts défavorables				
Augmentation de l'hypothèse	(47)	(35)	(47)	(35)
Diminution de l'hypothèse	47	35	47	35
Incidence d'une variation de 5 % des principales hypothèses				
Fréquence des demandes d'indemnisation				
Augmentation de l'hypothèse	(56) \$	(42) \$	(52) \$	(39) \$
Diminution de l'hypothèse	56	42	52	39
Gravité des sinistres				
Augmentation de l'hypothèse	(226)	(167)	(225)	(166)
Diminution de l'hypothèse	226	167	225	166

Pour l'assurance de personnes, les processus servant à établir les hypothèses critiques sont comme suit :

- Les hypothèses relatives à la mortalité, à la morbidité et à la déchéance des polices reposent sur les données de l'industrie et sur les données historiques de l'entreprise.
- Les hypothèses relatives aux charges reposent sur une étude des charges mise à jour chaque année qui sert à déterminer les charges prévues pour les années à venir.
- Les taux de réinvestissement d'actifs reposent sur les taux de rendement projetés, et les passifs sont calculés selon la méthode canadienne axée sur le bilan (MCAB).

Une analyse de sensibilité aux variations possibles des hypothèses relatives à l'assurance de personnes a été effectuée, et l'incidence n'est pas importante sur les états financiers consolidés de la Banque.

CONCENTRATION DU RISQUE D'ASSURANCE

Le risque de concentration est le risque attribuable à de fortes expositions à des risques similaires qui sont positivement corrélés.

Le risque associé aux produits automobiles, résidentiels et autres peut varier selon la région géographique du risque assuré. Le risque de concentration du risque d'assurance, selon le type de risque, est atténué en cédant ce risque par l'intermédiaire des contrats de réassurance ainsi que par une sélection prudente

et la mise en œuvre de stratégies de souscription, qui sont elles-mêmes en grande partie réalisées au moyen de la diversification des activités et des régions géographiques. Pour l'assurance auto, des lois sont en place à l'échelle des provinces, ce qui entraîne des différences sur le plan des indemnités versées d'une province à une autre.

Au 31 octobre 2021, pour les activités d'assurance de dommages, les polices d'assurance auto représentaient 65,8 % des primes nettes souscrites (66,3 % au 31 octobre 2020), suivies des polices d'assurance résidentielle qui représentaient 33,8 % (33,3 % au 31 octobre 2020). La distribution par province montre que les activités sont surtout concentrées en Ontario, avec 49,8 % des primes nettes souscrites (52,3 % au 31 octobre 2020). Les provinces de l'Ouest représentaient 32,5 % (31,7 % au 31 octobre 2020), les provinces de l'Atlantique, 10,8 % (9,4 % au 31 octobre 2020) et le Québec, 6,9 % (6,6 % au 31 octobre 2020).

Le risque de concentration n'est pas une préoccupation importante pour le secteur de l'assurance de personnes, celui-ci ne présentant pas un niveau important de caractéristiques propres aux régions, contrairement au secteur de l'assurance de dommages. La réassurance sert à limiter l'obligation par sinistre. Le risque de concentration est davantage atténué par la diversification des risques non corrélés, ce qui limite l'incidence d'une pandémie régionale et d'autres risques de concentration. Afin d'améliorer la compréhension de l'exposition à ce risque, un scénario de pandémie est testé chaque année.

NOTE 23 RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS

PLAN D'OPTIONS SUR ACTIONS

La Banque a un plan d'options sur actions à l'intention de certains employés clés. Aux termes du plan, des options sur actions ordinaires d'une durée de dix ans et dont les droits s'acquerraient sur quatre ans sont attribuées aux employés admissibles de la Banque. Ces options sont assorties d'un droit d'achat d'actions ordinaires de la Banque à un prix fixe égal au cours de clôture des actions à la Bourse de Toronto le jour précédant la date d'attribution des options. En vertu

de ce plan, 12 millions d'actions ordinaires ont été réservées aux fins d'émission future (14 millions au 31 octobre 2020; 16 millions au 31 octobre 2019). Les options en cours viennent à échéance à diverses dates jusqu'au 12 décembre 2030. Le tableau suivant présente un sommaire de la situation des options sur actions de la Banque et des informations connexes pour les exercices clos les 31 octobre 2021, 2020 et 2019, rajusté pour refléter rétrospectivement l'effet du dividende en actions de 2014.

Situation des options sur actions

(en millions d'actions et en dollars canadiens)

	2021		2020		2019	
	Nombre d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré
Options en cours au début de l'exercice	13,1	61,27 \$	12,8	57,35 \$	13,1	53,12 \$
Attribuées	2,2	71,88	2,1	72,84	2,2	69,39
Exercées	(2,8)	50,67	(1,5)	43,60	(2,3)	44,07
Périmées/expirées	(0,3)	71,50	(0,3)	65,99	(0,2)	66,59
Options en cours à la fin de l'exercice	12,2	65,36 \$	13,1	61,27 \$	12,8	57,35 \$
Options exerçables à la fin de l'exercice	4,4	54,36 \$	5,4	48,50 \$	4,7	44,77 \$

Le cours moyen pondéré des actions visées par les options exercées en 2021 était de 80,95 \$ (70,21 \$ en 2020; 74,15 \$ en 2019).

Le tableau qui suit présente un résumé de l'information sur les options sur actions en cours et exerçables au 31 octobre 2021.

Fourchette des prix d'exercice

(en millions d'actions et en dollars canadiens)

	Options en cours			Options exerçables	
	Nombre d'actions en circulation	Durée contractuelle résiduelle moyenne pondérée (en années)	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'actions exerçables	Prix d'exercice moyen pondéré
36,64 \$ – 40,54 \$	0,5	0,9	40,26	0,5	40,26
47,59 \$ – 52,46 \$	1,5	2,6	50,33	1,5	50,33
53,15 \$ – 65,75 \$	2,4	4,5	59,79	2,4	59,79
69,39 \$ – 71,88 \$	4,1	8,0	70,67	–	–
72,64 \$ – 72,84 \$	3,7	7,1	72,75	–	–

Pour l'exercice clos le 31 octobre 2021, la Banque a comptabilisé une charge de rémunération pour l'attribution d'options sur actions de 25,6 millions de dollars (11,2 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 octobre 2020; 11,1 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 octobre 2019). Pour l'exercice clos le 31 octobre 2021, 2,2 millions d'options (2,1 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2020; 2,2 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2019) ont été attribuées par la Banque à une juste valeur moyenne pondérée de 8,90 \$ l'option (5,55 \$ l'option en 2020; 5,64 \$ l'option en 2019) estimée selon un modèle d'évaluation des options fondé sur un arbre binomial.

Le tableau suivant présente les hypothèses utilisées pour l'estimation de la juste valeur des options pour les exercices clos les 31 octobre 2021, 2020 et 2019.

Hypothèses utilisées pour l'estimation de la juste valeur des options¹

(en dollars canadiens, sauf indication contraire)	2021	2020	2019
Taux d'intérêt sans risque	0,71 %	1,59 %	2,03 %
Durée contractuelle des options	10 ans	10 ans	10 ans
Volatilité prévue ²	18,50 %	12,90 %	12,64 %
Rendement de l'action prévu	3,61 %	3,50 %	3,48 %
Prix d'exercice / cours de l'action	71,88 \$	72,84 \$	69,39 \$

¹ Les informations présentées pour l'exercice comparatif ont été mises à jour afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice considéré.

² La volatilité prévue est calculée d'après la volatilité quotidienne moyenne évaluée sur une période historique.

AUTRES PLANS DE RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS

La Banque gère des plans d'unités d'actions subalternes et d'unités d'actions fondées sur la performance qui sont offerts à certains de ses employés. En vertu de ces plans, des unités d'actions équivalant à des actions ordinaires de la Banque et dont les droits s'acquiescent généralement sur une période de trois ans sont attribuées aux participants. Au cours de la période d'acquisition, les équivalents de dividendes s'accumulent et sont dévolus aux participants sous forme d'unités d'actions additionnelles. À la date d'échéance, le participant reçoit des espèces représentant la valeur des unités d'actions. Le nombre final d'unités d'actions fondées sur la performance variera généralement entre 80 % et 120 % du nombre d'unités en circulation à l'échéance (soit les unités initiales attribuées plus les unités additionnelles en guise de dividendes) selon le rendement total pour les actionnaires de la Banque par rapport à la moyenne du groupe de référence de grandes institutions financières canadiennes. Au 31 octobre 2021, le nombre d'unités d'actions en cours en vertu de ces plans était de 22 millions (22 millions en 2020).

La Banque offre également des plans d'unités d'actions différées aux employés admissibles et aux administrateurs externes. En vertu de ces plans, une tranche de

la rémunération annuelle incitative des participants peut être différée, ou dans le cas des administrateurs externes, une tranche de leur rémunération annuelle peut être versée sous forme d'unités d'actions équivalant à des actions ordinaires de la Banque. Les unités d'actions différées ne sont rachetables qu'au moment de la cessation d'emploi du participant ou au terme de son mandat d'administrateur. Lorsque ces conditions sont remplies, les unités d'actions différées doivent être rachetées pour une contrepartie au comptant au plus tard à la fin de l'année civile suivante. Les équivalents de dividendes sont dévolus aux participants sous forme d'unités additionnelles. Au 31 octobre 2021, 6,5 millions d'unités d'actions différées étaient en cours (6,8 millions au 31 octobre 2020).

La charge de rémunération pour ces plans est comptabilisée dans l'exercice au cours duquel le participant gagne la rémunération incitative. Les variations de la valeur de ces plans sont constatées dans l'état du résultat consolidé, déduction faite de l'incidence des couvertures connexes. Pour l'exercice clos le 31 octobre 2021, la Banque a comptabilisé une charge de rémunération pour ces plans, déduction faite de l'incidence des couvertures, de 511 millions de dollars (500 millions de dollars en 2020; 546 millions de dollars en 2019). La charge de rémunération comptabilisée compte non tenu de l'incidence des couvertures s'est établie à 1,3 milliard de dollars (206 millions de dollars en 2020; 662 millions de dollars en 2019). Au 31 octobre 2021, la valeur comptable du passif lié à ces plans, fondée sur le cours de clôture de l'action, était de 2,4 milliards de dollars (1,5 milliard de dollars au 31 octobre 2020) et était présentée dans les autres passifs au bilan consolidé.

PLAN D'ACTIONNARIAT DES EMPLOYÉS

La Banque offre également un plan d'achat d'actions aux employés au Canada. Les employés peuvent verser tout montant de leurs gains admissibles (déduction faite des retenues à la source), sous réserve d'un plafond annuel de 10 % de leur salaire, au plan d'actionnariat des employés. Pour les employés participants sous l'échelon de vice-président, la Banque verse un montant correspondant à la totalité des premiers 250 \$ des cotisations de l'employé chaque année et à 50 % du reste des cotisations de l'employé jusqu'à concurrence de 3,5 % des gains admissibles de l'employé, moyennant un plafond de 2 250 \$. Les cotisations de la Banque sont acquises lorsqu'un employé compte deux années de service continu à la Banque. Pour l'exercice clos le 31 octobre 2021, les cotisations de la Banque ont totalisé 81 millions de dollars (82 millions de dollars en 2020; 74 millions de dollars en 2019) et ont été passées en charges dans les charges salariales. Au 31 octobre 2021, 22 millions d'actions ordinaires étaient détenues en vertu du plan d'actionnariat des employés (22 millions au 31 octobre 2020). Les actions dans le plan d'actionnariat des employés sont achetées sur le marché libre et sont considérées comme étant en circulation dans le calcul du résultat de base et dilué par action de la Banque. Les dividendes gagnés sur les actions ordinaires de la Banque détenues dans le plan d'actionnariat des employés servent à l'achat sur le marché libre d'actions ordinaires additionnelles pour le plan d'actionnariat des employés.

NOTE 24 AVANTAGES DU PERSONNEL

RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE

La Banque finance un certain nombre de régimes de retraite et de régimes d'avantages complémentaires de retraite offerts à ses employés et anciens employés admissibles. Les régimes de retraite comprennent des régimes de retraite à prestations définies, des régimes de retraite à cotisations définies et des régimes complémentaires, qui procurent des prestations de retraite en sus des plafonds établis par la loi. La Banque offre aussi certains avantages postérieurs à l'emploi.

Les régimes de retraite à prestations définies principaux de la Banque, soit l'Association de la caisse de retraite de La Banque Toronto-Dominion (l'« Association ») et le volet à prestations définies du Régime de retraite TD (Canada) (le « RRTD PD »), sont des régimes de retraite pour les employés admissibles de la Banque au Canada qui ont choisi de participer à l'Association ou au RRTD PD. L'Association a cessé d'accepter de nouveaux membres le 30 janvier 2009, et le RRTD PD a été établi le 1^{er} mars 2009. Depuis le 31 décembre 2018, le RRTD PD a cessé d'être offert aux nouveaux employés embauchés à partir de cette date. Tous les nouveaux employés permanents embauchés au Canada à compter du 1^{er} janvier 2019 peuvent adhérer au volet à cotisations définies du RRTD (le « RRTD CD ») après un an de service. Les prestations versées en vertu des régimes de retraite à prestations définies principaux sont calculées en fonction de la durée de participation aux régimes

et de la moyenne des cinq meilleures années de salaire consécutives du participant au cours des dix dernières années de participation aux régimes. Les prestations prévues par le RRTD CD sont capitalisées à même le solde des cotisations accumulées du participant et de la Banque majoré des revenus générés par les placements du participant. La charge de retraite annuelle du RRTD CD est égale aux cotisations de la Banque au régime.

La capitalisation des régimes de retraite à prestations définies principaux de la Banque est assurée par les cotisations de la Banque et celles des participants aux régimes par l'intermédiaire d'une fiducie distincte. Conformément à la loi, la Banque verse à chaque régime des montants établis selon une méthode actuarielle et, en dernier ressort, il lui incombe de s'assurer que le passif des régimes fait l'objet d'une capitalisation appropriée au fil du temps. Tout déficit mis au jour par les évaluations aux fins de la capitalisation doit généralement être capitalisé sur une période pouvant aller jusqu'à quinze ans. La politique de capitalisation des régimes de retraite de la Banque consiste à verser au moins les cotisations annuelles minimales requises selon la loi. Les versements en sus des cotisations minimales exigées sont faits de façon discrétionnaire. Les régimes de retraite à prestations définies principaux de la Banque sont agréés auprès du BSIF et de l'Agence du revenu du Canada et ils sont assujettis aux lois et règlements applicables aux régimes de retraite de compétence fédérale. Les cotisations de 2021, 2020 et 2019 ont été effectuées conformément aux rapports d'évaluation

actuarielle aux fins de la capitalisation respectivement en date du 31 octobre 2020, du 31 octobre 2019 et du 31 octobre 2018. Des évaluations aux fins de la capitalisation sont en cours de préparation en date du 31 octobre 2021.

Les régimes d'avantages complémentaires de retraite à prestations définies sont des régimes non capitalisés et, lorsqu'ils sont offerts, ils comprennent généralement l'assurance médicale et l'assurance dentaire ou un montant de remise annuel pouvant être utilisé pour réduire le coût de la couverture. Pour être admissibles aux avantages complémentaires de retraite, les employés doivent répondre à certaines exigences relatives à l'âge et au nombre d'années de service et sont généralement tenus d'assumer une partie du coût des avantages. Depuis le 1^{er} juin 2017, le principal régime d'avantages complémentaires de retraite à prestations définies de la Banque, qui couvrait ses employés admissibles au Canada, a cessé d'être offert aux nouveaux employés embauchés à partir de cette date.

a) STRATÉGIE DE PLACEMENT ET RÉPARTITION DES ACTIFS

Les régimes de retraite à prestations définies principaux visent à atteindre un taux de rendement qui correspond à au moins la variation de la valeur des passifs respectifs du régime sur des périodes mobiles de cinq ans. L'objectif principal de la gestion des placements est d'obtenir des rendements raisonnables, conformes aux possibilités qui se présentent sur le marché, tout en prenant en considération la conjoncture économique et les passifs des régimes, en assurant une gestion de portefeuille prudente et en respectant les profils cibles de risque des régimes.

La répartition des actifs par catégorie d'actifs pour les régimes de retraite à prestations définies principaux est présentée ci-après.

Répartition des actifs des régimes

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

			Association ¹				RRTD PD ¹	
	Fourchette cible	% du total	Juste valeur		Fourchette cible	% du total	Juste valeur	
			Cotée	Non cotée			Cotée	Non cotée
Au 31 octobre 2021								
Titres de créance	40-70 %	56 %	– \$	3 877 \$	20-50 %	34 %	– \$	1 023 \$
Titres de capitaux propres	19-45	26	589	1 238	30-60	51	461	1 055
Placements alternatifs ²	1-30	18	–	1 279	5-40	15	–	431
Divers ³	s. o.	s. o.	–	(532)	s. o.	s. o.	–	(79)
Total		100 %	589 \$	5 862 \$		100 %	461 \$	2 430 \$
Au 31 octobre 2020								
Titres de créance	30-70 %	55 %	– \$	3 670 \$	25-50 %	40 %	– \$	940 \$
Titres de capitaux propres	24-55	31	685	1 402	30-70	47	344	756
Placements alternatifs ²	6-35	14	–	899	5-35	13	–	301
Divers ³	s. o.	s. o.	–	(685)	s. o.	s. o.	–	(72)
Total		100 %	685 \$	5 286 \$		100 %	344 \$	1 925 \$
Au 31 octobre 2019								
Titres de créance	40-70 %	55 %	– \$	3 374 \$	25-50 %	34 %	– \$	634 \$
Titres de capitaux propres	24-42	32	1 002	976	30-70	54	368	639
Placements alternatifs ²	6-35	13	–	760	5-35	12	–	229
Divers ³	s. o.	s. o.	–	(276)	s. o.	s. o.	–	111
Total		100 %	1 002 \$	4 834 \$		100 %	368 \$	1 613 \$

¹ Les régimes de retraite à prestations définies principaux investissent dans des véhicules de placement qui peuvent détenir des actions ou des titres de créance émis par la Banque.

² Les placements alternatifs des régimes de retraite à prestations définies principaux sont surtout des fonds de titres de participation privés, des fonds d'infrastructures et des fonds immobiliers.

³ Se compose principalement de montants à payer à des courtiers et à recevoir de ceux-ci au titre de valeurs mobilières négociées mais pas encore réglées, d'obligations prises en pension, d'intérêts et de dividendes à recevoir et d'actifs du compte d'amélioration des prestations de retraite, lesquels sont investis dans certains fonds communs de placement et fonds en gestion commune, au choix des participants.

Les instruments de créance d'entités gouvernementales détenus par les régimes de retraite à prestations définies principaux de la Banque doivent avoir une notation d'au moins BBB- au moment de l'achat.

Les portefeuilles en actions des régimes de retraite à prestations définies principaux sont largement diversifiés, surtout dans des sociétés de qualité dont la capitalisation est de moyenne à forte, et aucun titre ne peut à lui seul dépasser 10 % de la valeur du portefeuille d'actions. Des actions étrangères peuvent être acquises pour diversifier davantage le portefeuille d'actions.

Les instruments dérivés peuvent être utilisés par les régimes de retraite à prestations définies principaux pourvu qu'ils ne le soient pas pour créer un effet de levier, à moins que l'effet de levier vise à gérer les risques. Les régimes de retraite à prestations définies principaux sont autorisés à investir dans des instruments alternatifs, comme des actions de sociétés à capital fermé, des actions d'infrastructure et des biens immobiliers.

b) PRATIQUES EN MATIÈRE DE GESTION DES RISQUES

Les régimes de retraite à prestations définies principaux de la Banque sont sous la surveillance d'une seule structure de gouvernance des régimes de retraite mise en place par le comité des ressources humaines du conseil d'administration de la Banque. La structure de gouvernance comprend la formation de comités de gouvernance des régimes de retraite qui sont responsables de surveiller les opérations et les placements des régimes, en agissant comme fiduciaire. Les

changements importants et stratégiques apportés aux régimes de retraite doivent être approuvés par le conseil d'administration de la Banque.

Les placements des régimes de retraite à prestations définies principaux comprennent des instruments financiers exposés à divers risques, notamment le risque de marché (y compris les risques de change, de taux d'intérêt, d'inflation, de prix et d'écart de taux), les risques de crédit et le risque de liquidité. Les principaux risques importants auxquels font face les régimes de retraite à prestations définies sont la baisse des taux d'intérêt ou des écarts de crédit, ce qui ferait augmenter la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations projetées d'un montant supérieur à la variation de la valeur des actifs des régimes, et le risque de longévité (c'est-à-dire la baisse des taux de mortalité).

Les stratégies de symétrie entre les actifs et les passifs sont utilisées afin d'obtenir en priorité un équilibre approprié entre un rendement adéquat et les variations des valeurs des passifs qui sont couvertes par les variations des valeurs des actifs.

Les régimes de retraite à prestations définies principaux gèrent ces risques financiers conformément à la *Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension*, aux règlements applicables ainsi qu'aux politiques écrites en matière de placements. Les pratiques de gestion des risques particulières qui font l'objet d'un suivi pour les régimes de retraite à prestations définies principaux portent sur le rendement, le risque de crédit et la composition de l'actif.

c) AUTRES RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE IMPORTANTS

Régime de retraite de Canada Trust (CT)

Depuis l'acquisition de Services financiers CT inc., la Banque finance un régime de retraite à prestations définies qui a cessé d'être offert aux nouveaux participants, mais pour lequel les participants actifs continuent d'accumuler des droits à prestation. La capitalisation du régime de retraite est assurée par les cotisations de la Banque et des participants au régime.

Régimes de retraite de TD Bank, N.A.

TD Bank, N.A. et ses filiales maintiennent un régime à cotisations définies 401(k) qui couvre la totalité des employés. La charge de retraite annuelle est égale aux cotisations de la Banque au régime.

TD Bank, N.A. a également bloqué des régimes de retraite à prestations définies qui couvrent certains anciens employés de TD Banknorth et de Financement auto TD (auparavant de Services financiers Chrysler). TD Bank, N.A. a aussi des régimes d'avantages complémentaires de retraite fermés qui offrent une couverture restreinte d'assurance médicale et d'assurance-vie à certains groupes d'employés d'anciennes organisations.

Régimes de retraite d'État

La Banque verse également des contributions aux régimes de retraite d'État, y compris le Régime de pensions du Canada, le Régime des rentes du Québec et la sécurité sociale en vertu de la *Federal Insurance Contributions Act* des États-Unis.

d) CHARGES LIÉES AUX RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉFINIES

Le tableau suivant présente les charges liées aux régimes à cotisations définies de la Banque.

Charges liées aux régimes de retraite à cotisations définies

(en millions de dollars canadiens)	Exercices clos les		
	31 octobre 2021	31 octobre 2020	31 octobre 2019
Régimes de retraite à cotisations définies ¹	178 \$	169 \$	150 \$
Régimes de retraite d'État ²	355	347	324
Total	533 \$	516 \$	474 \$

¹ Comprennent le RRTD CD et le régime à cotisations définies 401(k) de TD Bank, N.A.

² Comprennent le Régime de pensions du Canada, le Régime des rentes du Québec et la sécurité sociale en vertu de la *Federal Insurance Contributions Act* des États-Unis.

e) INFORMATIONS FINANCIÈRES SUR LES RÉGIMES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉFINIES

Le tableau suivant présente la situation financière des régimes de retraite à prestations définies principaux et du principal régime d'avantages complémentaires de retraite à prestations définies de la Banque, ainsi que de ses autres régimes de retraite à prestations définies et régimes d'avantages complémentaires de retraite importants. Les autres régimes offerts par la Banque et certaines de ses filiales ne sont pas considérés comme importants aux fins de la présentation de l'information financière.

Obligations, actifs, situation de capitalisation et charges des régimes d'avantages du personnel à prestations définies

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Régimes de retraite principaux			Principal régime d'avantages complémentaires de retraite ¹			Autres régimes de retraite et régimes d'avantages complémentaires de retraite ²		
	2021	2020	2019	2021	2020	2019	2021	2020	2019
Variation des obligations au titre des prestations projetées									
Obligations au titre des prestations projetées au début de l'exercice	9 668 \$	8 558 \$	6 539 \$	506 \$	620 \$	535 \$	2 967 \$	2 948 \$	2 569 \$
Coût au titre des services rendus – prestations acquises	522	467	326	9	17	14	8	9	9
Coût financier sur les obligations au titre des prestations projetées	210	236	240	11	17	20	56	80	106
(Profit) perte de réévaluation – hypothèses financières	(1 460)	617	1 565	(45)	(101)	92	(86)	128	430
(Profit) perte de réévaluation – hypothèses démographiques	–	–	–	–	(44)	(26)	5	(80)	2
(Profit) perte de réévaluation – ajustements liés à l'expérience	137	56	83	(1)	9	–	(1)	9	6
Cotisations des participants	107	107	107	–	–	–	–	–	–
Prestations versées	(396)	(373)	(303)	(14)	(12)	(15)	(139)	(144)	(143)
Variation du taux de change	–	–	–	–	–	–	(130)	20	(1)
Coûts des services passés (crédit) ³	–	–	1	–	–	–	11	(3)	(30)
Obligations au titre des prestations projetées aux 31 octobre	8 788	9 668	8 558	466	506	620	2 691	2 967	2 948
Obligations au titre des prestations projetées entièrement ou partiellement capitalisées	8 788	9 668	8 558	–	–	–	1 879	2 067	2 073
Obligations au titre des prestations projetées non capitalisées	–	–	–	466	506	620	812	900	875
Total des obligations au titre des prestations projetées aux 31 octobre	8 788	9 668	8 558	466	506	620	2 691	2 967	2 948
Variation des actifs des régimes									
Actifs des régimes à la juste valeur au début de l'exercice	8 240	7 817	6 643	–	–	–	2 046	1 959	1 733
Produits d'intérêts sur les actifs des régimes	186	221	253	–	–	–	37	52	73
Profit (perte) de réévaluation – rendement des actifs des régimes moins les produits d'intérêts	740	15	773	–	–	–	106	96	205
Cotisations des participants	107	107	107	–	–	–	–	–	–
Cotisations de l'employeur	474	463	352	14	12	15	38	72	96
Prestations versées	(396)	(373)	(303)	(14)	(12)	(15)	(139)	(144)	(143)
Variation du taux de change	–	–	–	–	–	–	(118)	18	(1)
Charges administratives au titre des prestations définies	(9)	(10)	(8)	–	–	–	(3)	(7)	(4)
Actifs des régimes à la juste valeur aux 31 octobre	9 342	8 240	7 817	–	–	–	1 967	2 046	1 959
Excédent (déficit) des actifs des régimes à la juste valeur par rapport aux obligations au titre des prestations projetées	554	(1 428)	(741)	(466)	(506)	(620)	(724)	(921)	(989)
Incidence du plafond de l'actif et de l'exigence de capitalisation minimale	–	–	–	–	–	–	(12)	(14)	(13)
Actif (passif) net au titre des prestations définies	554	(1 428)	(741)	(466)	(506)	(620)	(736)	(935)	(1 002)
Comptabilisé dans :									
Autres actifs au bilan consolidé de la Banque	554	–	–	–	–	–	79	3	6
Autres passifs au bilan consolidé de la Banque	–	(1 428)	(741)	(466)	(506)	(620)	(815)	(938)	(1 008)
Actif (passif) net au titre des prestations définies	554	(1 428)	(741)	(466)	(506)	(620)	(736)	(935)	(1 002)
Charge annuelle									
Inclus dans la charge nette liée aux avantages du personnel :									
Coût au titre des services rendus – prestations acquises	522	467	326	9	17	14	8	9	9
Frais (produits) d'intérêts nets sur le passif (l'actif) net au titre des prestations définies	24	15	(13)	11	17	20	19	28	33
Coûts des services passés (crédit) ³	–	–	1	–	–	–	11	(3)	(30)
Charges administratives au titre des prestations définies	11	10	10	–	–	–	3	5	6
Total	557 \$	492 \$	324 \$	20 \$	34 \$	34 \$	41 \$	39 \$	18 \$
Hypothèses actuarielles utilisées pour calculer la charge annuelle									
Taux d'actualisation moyen pondéré des obligations au titre des prestations projetées	2,85 %	3,08 %	4,10 %	2,76 %	3,07 %	4,10 %	2,74 %	3,12 %	4,37 %
Taux d'augmentation moyen pondéré des salaires	2,53 %	2,57 %	2,54 %	3,00 %	3,00 %	3,00 %	1,03 %	1,00 %	1,03 %
Espérance de vie présumée à 65 ans, en années									
Homme âgé de 65 ans	23,4	23,4	23,3	23,4	23,4	23,3	21,5	22,1	22,1
Femme âgée de 65 ans	24,2	24,1	24,1	24,2	24,1	24,1	23,1	23,7	23,7
Homme âgé de 45 ans	24,4	24,3	24,3	24,4	24,3	24,3	22,2	22,7	22,7
Femme âgée de 45 ans	25,1	25,1	25,0	25,1	25,1	25,0	23,9	24,5	24,5
Hypothèses actuarielles utilisées pour calculer les obligations au titre des prestations projetées aux 31 octobre									
Taux d'actualisation moyen pondéré des obligations au titre des prestations projetées	3,50 %	2,85 %	3,08 %	3,43 %	2,76 %	3,07 %	2,99 %	2,74 %	3,12 %
Taux d'augmentation moyen pondéré des salaires	2,46 %	2,53 %	2,57 %	2,80 %	3,00 %	3,00 %	0,98 %	1,03 %	1,00 %
Espérance de vie présumée à 65 ans, en années									
Homme âgé de 65 ans	23,5	23,4	23,4	23,5	23,4	23,4	21,6	21,5	22,1
Femme âgée de 65 ans	24,2	24,2	24,1	24,2	24,2	24,1	23,1	23,1	23,7
Homme âgé de 45 ans	24,4	24,4	24,3	24,4	24,4	24,3	22,3	22,2	22,7
Femme âgée de 45 ans	25,1	25,1	25,1	25,1	25,1	25,1	24,0	23,9	24,5

¹ Le taux d'augmentation du coût des soins de santé pour le prochain exercice utilisé pour prévoir le coût des prestations visées par le principal régime d'avantages complémentaires de retraite à prestations définies est de 3,13 %. On a présumé une diminution graduelle du taux à 1,08 % d'ici 2040 et son maintien à ce niveau par la suite (en 2020, 3,26 % diminuant graduellement à 1,06 % d'ici 2040 et son maintien à ce niveau par la suite).

² Comprennent le régime de retraite à prestations définies de CT, le régime de retraite à prestations définies de TD Banknorth, les régimes de retraite à prestations définies et les

régimes d'avantages complémentaires de retraite de Financement auto TD et les régimes de retraite complémentaires à prestations définies.

³ Comprennent un profit de 33 millions de dollars lié au régime d'avantages complémentaires de retraite de Financement auto TD qui a été modifié au cours de l'exercice 2019.

La Banque a comptabilisé les montants suivants dans le bilan consolidé.

Montants comptabilisés dans le bilan consolidé

(en millions de dollars canadiens)

	Aux		
	31 octobre 2021	31 octobre 2020	31 octobre 2019
Autres actifs			
Régimes de retraite à prestations définies principaux	554 \$	– \$	– \$
Autres régimes de retraite à prestations définies et régimes d'avantages complémentaires de retraite	79	3	6
Autres régimes d'avantages du personnel ¹	4	6	7
Total	637	9	13
Autres passifs			
Régimes de retraite à prestations définies principaux	–	1 428	741
Principal régime d'avantages complémentaires de retraite à prestations définies	466	506	620
Autres régimes de retraite à prestations définies et régimes d'avantages complémentaires de retraite	815	938	1 008
Autres régimes d'avantages du personnel ¹	311	430	412
Total	1 592	3 302	2 781
Montant net comptabilisé	(955) \$	(3 293) \$	(2 768) \$

¹ Se composent des autres régimes de retraite et des autres régimes d'avantages complémentaires de retraite offerts par la Banque et ses filiales qui ne sont pas considérés comme importants aux fins de la présentation de l'information financière.

Le tableau suivant présente les réévaluations comptabilisées dans les autres éléments du résultat global pour les régimes de retraite à prestations définies principaux et le principal régime d'avantages complémentaires de retraite

à prestations définies de la Banque et les autres régimes de retraite et d'avantages complémentaires à la retraite de la Banque.

Montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ayant trait à la réévaluation des régimes de retraite à prestations définies^{1, 2}

(en millions de dollars canadiens)

	Principaux régimes de retraite			Principal régime d'avantages complémentaires de retraite			Autres régimes de retraite et régimes d'avantages complémentaires de retraite		
	<i>Exercices clos les 31 octobre</i>								
	2021	2020	2019	2021	2020	2019	2021	2020	2019
Profits (pertes) de réévaluation – hypothèses financières	1 460 \$	(617) \$	(1 565) \$	45 \$	101 \$	(92) \$	86 \$	(128) \$	(430) \$
Profits (pertes) de réévaluation – hypothèses démographiques	–	–	–	–	44	26	(5)	80	(2)
Profits (pertes) de réévaluation – ajustements liés à l'expérience	(137)	(56)	(83)	1	(9)	–	1	(9)	(6)
Profits (pertes) de réévaluation – rendement des actifs des régimes moins les intérêts	742	15	775	–	–	–	108	93	207
Total	2 065 \$	(658) \$	(873) \$	46 \$	136 \$	(66) \$	190 \$	36 \$	(231) \$

¹ Les montants sont présentés avant impôt.

² Excluent les profits (pertes) nets de réévaluation de 121 millions de dollars ((44) millions de dollars en 2020; (75) millions de dollars en 2019) comptabilisés dans les autres éléments du

résultat global à l'égard des autres régimes d'avantages à prestations définies offerts par la Banque et certaines de ses filiales qui ne sont pas considérés comme importants aux fins de la présentation de l'information financière.

f) FLUX DE TRÉSORERIE

La Banque prévoit verser pour l'exercice se clôturant le 31 octobre 2022 des cotisations de 465 millions de dollars aux régimes de retraite à prestations définies principaux, de 20 millions de dollars au principal régime d'avantages complémentaires de retraite à prestations définies et de 40 millions de dollars à ses autres régimes de retraite à prestations définies et régimes d'avantages

complémentaires de retraite. Les montants des cotisations futures peuvent varier par suite de l'examen par la Banque de ses niveaux de cotisation au cours de l'exercice.

Le tableau suivant présente les paiements futurs prévus au titre des prestations pour les dix prochaines années.

Paiements futurs prévus au titre des prestations

(en millions de dollars canadiens)

	Régimes de retraite principaux	Principal régime d'avantages complémentaires de retraite	Autres régimes de retraite et d'avantages complémentaires de retraite
Paiements prévus au titre des prestations à verser en :			
2022	410 \$	20 \$	144 \$
2023	433	21	145
2024	453	22	148
2025	472	23	150
2026	490	24	150
2027 à 2031	2 672	131	750
Total	4 930 \$	241 \$	1 487 \$

g) PROFIL DES ÉCHÉANCES

La répartition des obligations au titre des prestations projetées des régimes entre les participants actifs, les retraités et les participants dont les prestations sont différées se présente comme suit :

Répartition des obligations au titre des prestations projetées

(en millions de dollars canadiens)

	Régimes de retraite principaux			Principal régime d'avantages complémentaires de retraite			Autres régimes de retraite et régimes d'avantages complémentaires de retraite		
	<i>Aux 31 octobre</i>								
	2021	2020	2019	2021	2020	2019	2021	2020	2019
Participants actifs	6 048 \$	6 812 \$	5 925 \$	191 \$	209 \$	318 \$	375 \$	503 \$	494 \$
Participants dont les prestations sont différées	596	650	577	–	–	–	497	579	588
Retraités	2 144	2 206	2 056	275	297	302	1 819	1 885	1 866
Total	8 788 \$	9 668 \$	8 558 \$	466 \$	506 \$	620 \$	2 691 \$	2 967 \$	2 948 \$

La durée moyenne pondérée des obligations au titre des prestations projetées se présente comme suit :

Duration des obligations au titre des prestations projetées

(nombre d'années)

	Régimes de retraite principaux			Principal régime d'avantages complémentaires de retraite			Autres régimes de retraite et régimes d'avantages complémentaires de retraite		
	<i>Aux 31 octobre</i>								
	2021	2020	2019	2021	2020	2019	2021	2020	2019
Duration moyenne pondérée	15	16	16	14	15	18	12	13	13

h) ANALYSE DE SENSIBILITÉ

Le tableau ci-après présente la sensibilité des obligations au titre des prestations projetées pour les régimes de retraite à prestations définies principaux de la Banque, pour le principal régime d'avantages complémentaires de retraite à prestations définies, et pour les autres régimes de retraite à prestations définies et régimes d'avantages complémentaires de retraite importants de la Banque aux hypothèses actuarielles qui sont considérées comme importantes par la Banque. Ces hypothèses actuarielles comprennent le taux d'actualisation,

le taux d'augmentation des salaires, l'espérance de vie, ainsi que le taux de variation des coûts des soins de santé, selon le cas. L'analyse de sensibilité figurant dans ce tableau devrait être utilisée avec prudence, car elle est hypothétique et l'incidence des variations de chaque hypothèse clé pourrait ne pas être linéaire. Pour chaque test de sensibilité, l'incidence d'une modification raisonnable possible d'un seul facteur est présentée, et les autres hypothèses demeurent inchangées. Les résultats réels pourraient entraîner la variation simultanée de plusieurs hypothèses clés, ce qui pourrait accroître ou réduire le degré de sensibilité.

Sensibilité des hypothèses actuarielles des régimes d'avantages à prestations définies importants

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	<i>Au</i>		
	31 octobre 2021		
	Augmentation (diminution) des obligations		
	Régimes de retraite principaux	Principal régime d'avantages complémentaires de retraite	Autres régimes de retraite et régimes d'avantages complémentaires de retraite
Incidence d'une variation absolue des principales hypothèses actuarielles			
Taux d'actualisation			
Diminution de 1 % de l'hypothèse	1 467 \$	69 \$	352 \$
Augmentation de 1 % de l'hypothèse	(1 136)	(56)	(292)
Taux d'augmentation des salaires			
Diminution de 1 % de l'hypothèse	(287)	– ¹	– ¹
Augmentation de 1 % de l'hypothèse	276	– ¹	– ¹
Espérance de vie			
Diminution de 1 an de l'hypothèse	(176)	(14)	(89)
Augmentation de 1 an de l'hypothèse	173	14	89
Hypothèse initiale utilisée pour le taux de variation des coûts des soins de santé			
Diminution de 1 % de l'hypothèse	s. o.	(11)	s. o.
Augmentation de 1 % de l'hypothèse	s. o.	13	s. o.

¹ Une variation absolue de cette hypothèse n'est pas importante.

La charge (le recouvrement) d'impôt sur le résultat se compose de ce qui suit :

Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat

(en millions de dollars canadiens)

	Exercices clos les 31 octobre		
	2021	2020	2019
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat – état du résultat consolidé			
Impôt exigible			
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat pour la période considérée	3 370 \$	2 287 \$	2 675 \$
Ajustements au titre d'exercices antérieurs et autres	(7)	(70)	93
Total de l'impôt exigible	3 363	2 217	2 768
Impôt différé			
Charge (recouvrement) d'impôt différé afférent à la naissance et au renversement des différences temporaires	332	(1 075)	54
Effet des variations des taux d'imposition	2	(1)	10
Ajustements au titre d'exercices antérieurs et autres	(76)	11	(97)
Total de l'impôt différé	258	(1 065)	(33)
Total de la charge (du recouvrement) d'impôt sur le résultat – état du résultat consolidé	3 621	1 152	2 735
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat – état des autres éléments du résultat global			
Impôt exigible	916	406	37
Impôt différé	(99)	705	1 070
Total de la charge (du recouvrement) d'impôt sur le résultat – état des autres éléments du résultat global	817	1 111	1 107
Impôt sur le résultat – autres éléments ne se rapportant pas aux produits, y compris les regroupements d'entreprises et les autres ajustements			
Impôt exigible	(13)	(30)	(7)
Impôt différé	(20)	(194)	(6)
	(33)	(224)	(13)
Total de la charge (du recouvrement) d'impôt sur le résultat	4 405	2 039	3 829
Impôt exigible			
Fédéral	2 226	1 170	1 256
Provincial	1 548	818	891
Étranger	492	605	651
	4 266	2 593	2 798
Impôt différé			
Fédéral	232	(143)	127
Provincial	160	(96)	87
Étranger	(253)	(315)	817
	139	(554)	1 031
Total de la charge (du recouvrement) d'impôt sur le résultat	4 405 \$	2 039 \$	3 829 \$

Le taux d'imposition prévu par la loi et le taux d'imposition effectif est présenté dans le tableau qui suit.

Rapprochement avec le taux d'imposition prévu par la loi

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	2021	2020	2019
Impôt au taux d'imposition canadien prévu par la loi	4 498 \$	3 141 \$	3 502 \$
Augmentation (diminution) attribuable aux éléments suivants :			
Dividendes reçus	(120)	(120)	(104)
Écarts de taux liés aux activités internationales ¹	(787)	(1 927)	(728)
Divers – montant net	30	58	65
Charge d'impôt sur le résultat et taux d'imposition effectif	3 621 \$	1 152 \$	2 735 \$
	26,3 %	9,7 %	20,7 %

¹ Représentent l'incidence de la vente en 2020 de la participation de la Banque dans TD Ameritrade, y compris un profit sur réévaluation non imposable, le reclassement de profits de change cumulés non imposables hors du cumul des autres éléments du résultat global et la reprise d'un passif d'impôt différé.

L'Agence du revenu du Canada (ARC), Revenu Québec et l'Alberta Tax and Revenue Administration (ATRA) refusent certaines déductions demandées par la Banque au titre des dividendes. Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2021, Revenu Québec a établi de nouvelles cotisations à l'égard de la Banque représentant des impôts additionnels et des intérêts de 8 millions de dollars pour l'année d'imposition de 2015. Au 31 octobre 2021, l'ARC avait établi de nouvelles cotisations à l'égard de la Banque représentant des impôts et des intérêts de 1 032 millions de dollars pour les exercices de 2011 à 2015, Revenu Québec avait établi de nouvelles cotisations à l'égard de la Banque représentant des impôts et des intérêts de 34 millions de dollars pour les exercices de 2011 à 2015 et l'ATRA avait établi de nouvelles cotisations à l'égard de la Banque représentant

des impôts et des intérêts de 33 millions de dollars pour les exercices de 2011 à 2014. Le 30 novembre 2021, l'ARC a établi de nouvelles cotisations à l'égard de la Banque représentant des impôts additionnels et des intérêts de 154 millions de dollars pour l'année d'imposition de 2016. La Banque a reçu des avis de nouvelles cotisations représentant des impôts additionnels et des intérêts totalisant 1 253 millions de dollars. La Banque s'attend à ce que l'ARC, Revenu Québec et l'ATRA continuent à établir de nouvelles cotisations pour les années non frappées de prescription pour les mêmes raisons. La Banque est d'avis que les positions prises dans ses déclarations fiscales étaient conformes et entend contester toute nouvelle cotisation.

Les actifs et passifs d'impôt différé comprennent ce qui suit :

Actifs et passifs d'impôt différé

(en millions de dollars canadiens)

	31 octobre 2021	31 octobre 2020
<i>Aux</i>		
Actifs d'impôt différé		
Provision pour pertes sur créances	1 371 \$	1 705 \$
Prêts détenus à des fins de transaction	35	43
Avantages du personnel	863	834
Régimes de retraite	-	516
Pertes pouvant être reportées en avant	69	96
Crédits d'impôt	35	133
Terrains, bâtiments, matériel et mobilier, et autres actifs amortissables	146	111
Immobilisations incorporelles	182	87
Divers	230	236
Total des actifs d'impôt différé	2 931	3 761
Passifs d'impôt différé		
Valeurs mobilières	657	1 404
Régimes de retraite	75	-
(Produit) charge différé	48	73
Goodwill	130	124
Total des passifs d'impôt différé	910	1 601
Actifs d'impôt différé nets	2 021	2 160
Pris en compte dans le bilan consolidé comme suit :		
Actifs d'impôt différé	2 265	2 444
Passifs d'impôt différé ¹	244	284
Actifs d'impôt différé nets	2 021 \$	2 160 \$

¹ Inclus dans les autres passifs au bilan consolidé.

Le montant des différences temporaires, des pertes fiscales non utilisées et des crédits d'impôt non utilisés pour lesquels aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé au bilan consolidé s'établissait à 668 millions de dollars au 31 octobre 2021 (669 millions de dollars au 31 octobre 2020), dont un montant de 25 millions de dollars (5 millions de dollars au 31 octobre 2020) devrait expirer dans au plus cinq ans.

Certaines différences temporaires imposables liées aux participations de la Banque dans des filiales, des succursales et des entreprises associées, et liées

aux investissements dans des coentreprises, n'avaient pas entraîné la comptabilisation de passifs d'impôt différé au 31 octobre 2021. Le montant total de ces différences temporaires s'établissait à 80 milliards de dollars au 31 octobre 2021 (81 milliards de dollars au 31 octobre 2020).

La variation de l'actif d'impôt différé net pour les exercices clos les 31 octobre se présente comme suit :

Charge (recouvrement) d'impôt différé

(en millions de dollars canadiens)

	2021				2020			
	État du résultat consolidé	Autres éléments du résultat global	Regroupements d'entreprises et autres	Total	État du résultat consolidé	Autres éléments du résultat global	Regroupements d'entreprises et autres	Total
Charge (recouvrement) d'impôt différé								
Provision pour pertes sur créances	335 \$	-	-	335 \$	(740) \$	-	-	(740) \$
Prêts détenus à des fins de transaction	9	-	-	9	7	-	-	7
Avantages du personnel	(46)	17	-	(29)	(23)	33	-	10
Régimes de retraite	(26)	617	-	591	(1)	(171)	-	(172)
Pertes pouvant être reportées en avant	27	-	-	27	(1)	-	-	(1)
Crédits d'impôt	98	-	-	98	95	-	-	95
Terrains, bâtiments, matériel et mobilier, et autres actifs amortissables	(35)	-	-	(35)	(159)	-	(194)	(353)
Immobilisations incorporelles	(95)	-	-	(95)	(127)	-	-	(127)
Autres actifs d'impôt différé	25	-	(20)	5	(148)	-	-	(148)
Valeurs mobilières	(14)	(733)	-	(747)	34	843	-	877
(Produit) charge différé	(25)	-	-	(25)	(18)	-	-	(18)
Goodwill	5	-	-	5	16	-	-	16
Total de la charge (du recouvrement) d'impôt différé	258 \$	(99) \$	(20) \$	139 \$	(1 065) \$	705 \$	(194) \$	(554) \$

NOTE 2 6 RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pour la période.

Le résultat dilué par action est calculé au moyen de la même méthode que celle employée pour établir le résultat de base par action, sauf que certains ajustements sont apportés au résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires et au nombre

moyen pondéré d'actions en circulation dans le but de tenir compte de l'effet dilutif de toutes les actions ordinaires potentielles qui seraient censées être émises par la Banque.

Le tableau suivant présente le résultat de base et le résultat dilué par action de la Banque pour les exercices clos les 31 octobre 2021, 2020 et 2019.

Résultat de base et dilué par action

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Exercices clos les 31 octobre		
	2021	2020	2019
Résultat de base par action			
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	14 049 \$	11 628 \$	11 416 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en millions)	1 817,7	1 807,3	1 824,2
Résultat de base par action (en dollars canadiens)	7,73 \$	6,43 \$	6,26 \$
Résultat dilué par action			
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	14 049 \$	11 628 \$	11 416 \$
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires, y compris l'incidence des titres dilutifs	14 049	11 628	11 416
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en millions)	1 817,7	1 807,3	1 824,2
Effet des titres dilutifs			
Options sur actions potentiellement exerçables (en millions) ¹	2,5	1,5	3,1
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation – dilué (en millions)	1 820,2	1 808,8	1 827,3
Résultat dilué par action (en dollars canadiens) ¹	7,72 \$	6,43 \$	6,25 \$

¹ Pour les exercices clos les 31 octobre 2021 et 2019, aucune option en cours n'a été exclue du calcul du résultat dilué par action. Pour l'exercice clos le 31 octobre 2020, le calcul du résultat dilué par action exclut un nombre moyen d'options en cours de 7,5 millions, à un

prix d'exercice moyen pondéré de 70,04 \$, puisque le prix des options était supérieur au cours moyen des actions ordinaires de la Banque.

NOTE 2 7 PROVISIONS, PASSIFS ÉVENTUELS, ENGAGEMENTS, GARANTIES, ACTIFS DONNÉS EN GARANTIE ET SÛRETÉS
a) PROVISIONS

Le tableau suivant présente les provisions de la Banque comptabilisées dans les autres passifs.

Provisions

(en millions de dollars canadiens)

	Restructuration	Litiges et divers ¹	Total
Solde au 1 ^{er} novembre 2020	90 \$	392 \$	482 \$
Ajouts	58	203	261
Montants utilisés	(72)	(187)	(259)
Reprise des montants non utilisés	(11)	(8)	(19)
Écarts de conversion et autres	(8)	(9)	(17)
Solde au 31 octobre 2021, avant provision pour pertes sur créances pour les instruments hors bilan	57 \$	391 \$	448 \$
Ajouter la provision pour pertes sur créances pour les instruments hors bilan ²			856
Solde au 31 octobre 2021			1 304 \$

¹ Comprennent les contrats de location déficitaires associés aux paiements non locatifs, notamment les taxes et charges d'exploitation estimées, qui sont inclus dans les charges d'occupation, amortissement compris, à l'état du résultat consolidé.

² Pour plus de renseignements, se reporter à la note 8.

b) QUESTIONS D'ORDRE JURIDIQUE ET RÉGLEMENTAIRE
LITIGES

Dans le cadre normal des activités, la Banque et ses filiales font l'objet de diverses poursuites judiciaires et procédures administratives, dont des poursuites civiles, des examens des autorités de réglementation, des enquêtes, des audits et des demandes de renseignements de la part de divers organismes de réglementation gouvernementaux et autorités chargées de l'application des lois dans divers territoires. La Banque constitue des provisions lorsqu'il devient probable qu'elle subira une perte et que le montant peut être estimé de façon fiable. La Banque évalue aussi la fourchette globale estimative des pertes raisonnablement possibles (c'est-à-dire celles qui ne sont ni probables ni peu probables) pouvant découler de poursuites judiciaires et procédures administratives, en sus des provisions. Au 31 octobre 2021, la fourchette estimative des pertes raisonnablement possibles allait de néant à environ 1,45 milliard de dollars (elles allaient de néant à environ 951 millions de dollars au 31 octobre 2020). Les provisions et les pertes raisonnablement possibles de la Banque représentent les meilleures estimations de la Banque en fonction des informations disponibles à l'heure actuelle à

l'égard des procédures pouvant faire l'objet d'estimations, bien qu'un certain nombre de facteurs puisse amener les provisions et les pertes raisonnablement possibles de la Banque à être très différentes de ses pertes réelles ou prévues. Par exemple, les estimations de la Banque exigent beaucoup de jugement, en raison des différentes étapes auxquelles se trouvent les procédures, de l'existence de multiples codéfendeurs dont la part de responsabilité reste à déterminer, des nombreuses questions en suspens toujours en cause dans plusieurs procédures, dont certaines échappent à la volonté de la Banque ou portent sur des théories et des interprétations juridiques nouvelles, de l'incertitude planant sur les divers dénouements possibles de ces procédures et du fait que les procédures sous-jacentes évolueront au fil du temps. De plus, certaines poursuites visent des dommages-intérêts très importants ou indéterminés.

De l'avis de la direction, d'après ses connaissances actuelles et les avis de ses conseillers juridiques, l'issue de l'une ou de l'ensemble de ces procédures n'aura pas d'incidence défavorable importante sur la situation financière consolidée ou sur les flux de trésorerie consolidés de la Banque. Toutefois, en raison des facteurs susmentionnés et d'autres incertitudes inhérentes aux litiges et aux questions d'ordre réglementaire, il est possible que l'incidence de l'issue des poursuites judiciaires ou

procédures administratives puisse être importante sur les résultats d'exploitation consolidés de la Banque pour n'importe laquelle des périodes de présentation.

Litige Stanford – La Banque a été nommée défenderesse dans l'affaire *Rotstain v. Trustmark National Bank, et al.*, un recours collectif devant la United States District Court for the Northern District of Texas (la « cour de district du nord ») portant sur une combine à la Ponzi de 7,2 milliards de dollars américains qui aurait été montée par R. Allen Stanford, le propriétaire de Stanford International Bank, Limited (SIBL), une banque extraterritoriale ayant son siège à Antigua. Les requérants disent représenter une catégorie d'investisseurs dans des certificats de dépôt émis par SIBL. La Banque a fourni certains services de banque correspondante à SIBL. Les requérants allèguent que la Banque et quatre autres banques auraient aidé et encouragé M. Stanford, ou encore auraient conspiré avec lui, dans la perpétration de la fraude, et que les banques défenderesses auraient reçu des transferts frauduleux de SIBL en percevant des frais en contrepartie de certains services rendus.

L'Official Stanford Investors Committee (OSIC), un comité reconnu par la Cour comme représentant les investisseurs lésés, a reçu l'autorisation d'intervenir dans la poursuite et a entamé des poursuites semblables contre toutes les banques défenderesses.

La Cour a refusé en partie et accepté en partie la requête en rejet de poursuite présentée par la Banque le 21 avril 2015. La Cour a également établi un échéancier de certification du recours collectif, exigeant des parties qu'elles présentent leurs communications préalables et soumettent leurs exposés à l'appui de leur demande de recours collectif. La requête de certification du recours collectif a été déposée entièrement le 26 octobre 2015. Le 23 juin 2015, les requérants au recours collectif ont déposé une requête modifiée faisant valoir certaines autres lois étatiques dans leur poursuite contre la Banque. La requête présentée par la Banque visant le rejet de l'ensemble de la poursuite dans sa dernière version modifiée a été entièrement déposée le 18 août 2015. Le 22 avril 2016, la Banque a présenté une requête à la Cour pour que celle-ci renvoie sa décision de rejet d'avril 2015 liée à certaines poursuites lancées par l'OSIC ayant trait à la *Texas Uniform Fraudulent Transfer Act*, en faisant valoir un changement législatif annoncé par la Cour suprême du Texas le 1^{er} avril 2016. Le 28 juillet 2016, la Cour a rendu sa décision et a rejeté la requête en rejet de poursuite présentée par les défenderesses visant la demande de recours collectif des requérants. La Cour a également rejeté la requête visant la révision de sa décision de rejet relative aux requêtes de l'OSIC. La Banque a déposé sa réponse à la demande de recours collectif des requérants le 26 août 2016. Le 4 novembre 2016, l'OSIC a déposé une requête d'intervenant modifiée dans sa poursuite contre la Banque. Celle-ci a déposé sa réponse à cette requête modifiée le 19 décembre 2016.

Le 7 novembre 2017, la Cour a rendu une décision rejetant la requête de certification du recours collectif. La Cour a conclu que les requérants n'ont pas démontré que les questions de fait communes prévaudraient compte tenu des différentes présentations de ventes qui leur auraient été faites.

Le 21 novembre 2017, les demandeurs dans le cadre du recours collectif ont déposé une requête en vertu de la Rule 23(f) afin d'obtenir la permission de porter en appel devant la United States Court of Appeals for the Fifth Circuit la décision de la Cour de district rejetant la requête en certification du recours. La Banque s'est opposée à cette requête le 4 décembre 2017. La United States Court of Appeals for the Fifth Circuit a rejeté cette requête le 20 avril 2018.

Le 28 février 2019, la Banque et les autres banques défenderesses ont déposé une requête en jugement sur les actes de procédure dans l'affaire OSIC visant à obtenir le rejet de trois allégations (aide et encouragement à la fraude, aide et encouragement à la conversion, et aide et encouragement à manquer à une obligation de fiduciaire). Au 4 avril 2019, le dossier de la requête avait été pleinement constitué. Le 10 septembre 2019, l'OSIC a présenté une requête pour permission de modifier sa poursuite contre la Banque et les autres banques défenderesses afin d'y ajouter d'autres allégations de fait. Au 15 octobre 2019, le dossier de la requête avait été pleinement constitué. Le 15 juin 2020, la cour de district du nord a accueilli la requête de l'OSIC pour permission de modifier sa poursuite contre la Banque et les autres banques défenderesses, et la deuxième requête d'intervenant modifiée de l'OSIC dans sa poursuite contre la Banque et certaines autres banques défenderesses a été déposée à la même date. Le 10 juillet 2020, la cour de district du nord a donc ordonné aux termes de la requête convenue entre les parties de prolonger jusqu'au 31 juillet 2020 l'échéance de la Banque pour produire une réponse à la deuxième requête d'intervenant modifiée. Le 31 juillet 2020, la Banque a déposé sa réponse à la deuxième requête d'intervenant modifiée. Le 7 juillet 2020, la Banque et les autres banques défenderesses ont demandé le retrait de la requête en jugement sur les actes de procédure et, le 14 août 2020, la cour a rendu une ordonnance déclarant la requête théorique.

Le 3 mai 2019, deux groupes de requérants composés de plus de 950 investisseurs dans des certificats de dépôt émis par SIBL et de ceux ayant acheté un ou plusieurs certificats de ces investisseurs ont déposé une requête pour être autorisés à intervenir dans la poursuite engagée par l'OSIC contre la Banque et les autres banques défenderesses. Le 18 septembre 2019, la Cour a rejeté la requête. Le 14 octobre 2019, un groupe de requérants (composé de 147 investisseurs) a déposé un avis d'appel auprès de la United States Court of Appeals for the Fifth Circuit, et le dossier d'appel était pleinement constitué

au 8 avril 2020. Le 7 octobre 2020, la United States Court of Appeals for the Fifth Circuit a entendu les débats sur l'appel. Le 3 février 2021, la United States Court of Appeals for the Fifth Circuit a confirmé la décision de rejet d'intervention prise par la cour de district du sud. Le 17 février 2021, la Banque et les autres banques intimées ont déposé une requête demandant une nouvelle audience à l'égard de la décision de la United States Court of Appeals for the Fifth Circuit sur la qualité de l'OSIC de continuer les poursuites des intervenants. Le 12 mars 2021, la United States Court of Appeals for the Fifth Circuit a rejeté la requête demandant une nouvelle audience, mais a clarifié sa décision antérieure concernant la qualité de l'OSIC de continuer les poursuites des intervenants.

Le 1^{er} novembre 2019, un deuxième groupe de requérants (composé de 1 286 investisseurs) a déposé une requête devant le tribunal de l'État du Texas contre la Banque et les autres banques défenderesses, soit l'affaire *Smith v. Independent Bank, et al.*, comportant des demandes semblables à celles présentées dans l'affaire *Rotstain v. Trustmark National Bank, et al.* Le 26 novembre 2019, le séquestre américain nommé pour la Stanford Receivership Estate a déposé une requête devant la cour de district du nord visant à empêcher l'introduction d'une instance devant la cour de l'État du Texas. Le 15 janvier 2020, la cour de district du nord a accueilli la requête. Le 26 février 2020, une autre banque défenderesse a fait renvoyer devant la United States District Court for the Southern District of Texas (la « cour de district du sud ») l'instance qui avait été portée devant la cour de l'État du Texas. Le 13 avril 2020, cette même banque défenderesse et les requérants ont demandé à la cour de district du sud de suspendre l'instance pour une période initiale de 120 jours. Le 20 avril 2020, la cour de district du sud a suspendu tous les délais jusqu'au 14 août 2020. Le 14 juillet 2020, la banque défenderesse et les requérants ont demandé que la cour de district du sud prolonge la suspension de l'instance pour une période additionnelle de 90 jours. Le 19 juillet 2020, la cour de district du sud a suspendu l'instance jusqu'au 14 novembre 2020. Le 30 octobre 2020, la banque défenderesse et les requérants ont demandé que la cour de district du sud prolonge la suspension de l'instance pour une autre période de 60 jours. Le 30 novembre 2020, la cour de district du sud a suspendu l'affaire *Smith v. Independent Bank, et al.*, et le dossier a été clos sur le plan administratif, sous réserve de son rétablissement sur requête des parties. Le 29 janvier 2021, la banque défenderesse et les requérants ont demandé à la cour de district du sud de prolonger cette suspension et cette fermeture administrative pour une période additionnelle de 60 jours. Le 1^{er} février 2021, la cour de district du sud a accueilli la demande. Le 2 avril 2021, la cour de district du sud a accordé une autre prolongation de la suspension jusqu'au 31 juillet 2021, et le dossier demeure clos sur le plan administratif.

Le 12 février 2021, la Banque et les autres banques défenderesses ont déposé une requête en jugement sommaire dans l'affaire *Rotstain v. Trustmark National Bank, et al.*, et le dossier de la requête était pleinement constitué au 9 avril 2021.

Le 19 mars 2021, les requérants dans l'affaire *Rotstain v. Trustmark National Bank, et al.* ont déposé un avis d'abandon de quatre des sept allégations formulées contre la Banque, soit i) avoir aidé et encouragé des transferts frauduleux et y avoir participé; ii) avoir aidé et encouragé un stratagème frauduleux et y avoir participé; iii) avoir aidé et encouragé la conversion et y avoir participé; et iv) complot civil. Le 25 mars 2021, la cour de district du nord a annulé la date de mise en état du 6 mai 2021 afin de permettre au tribunal de première instance de fixer les délais appropriés après le renvoi.

Le 9 août 2021, la Banque a présenté une requête pour permission de déposer une deuxième requête en jugement sommaire sur les motifs que les allégations restantes intentées par l'OSIC sont interdites selon le jugement rendu par la Cour supérieure de justice de l'Ontario le 8 juin 2021. Au 13 septembre 2021, le dossier de la requête avait été pleinement constitué.

La Banque a aussi été nommée défenderesse dans deux affaires devant la Cour supérieure de justice de l'Ontario : 1) *McDonald v. The Toronto Dominion Bank*, une poursuite déposée par les colliquitateurs de SIBL nommés par la Cour suprême des Caraïbes orientales, et 2) *Dynasty Furniture Manufacturing Ltd., et al. v. The Toronto-Dominion Bank*, une poursuite déposée par cinq investisseurs dans des certificats de dépôt émis par Stanford. Les poursuites faisaient valoir que la Banque aurait fait preuve de négligence et aurait aidé SIBL à commettre une fraude en connaissance de cause. Le procès de ces deux poursuites s'est déroulé du 11 janvier 2021 au 29 avril 2021. Le 8 juin 2021, la Cour supérieure a rendu son jugement en rejetant les deux poursuites. Le 8 juillet 2021, les colliquitateurs ont déposé une requête en autorisation d'appel à l'égard de leur poursuite devant la Cour d'appel de l'Ontario. Aucun appel n'a été déposé dans le cadre de l'affaire *Dynasty Furniture*. La Banque s'attend à ce que l'appel à l'égard de la poursuite des colliquitateurs soit entendu en 2022.

Frais de carte de crédit – Entre 2011 et 2013, sept projets de recours collectifs ont été initiés, dont cinq demeurent en cours en Colombie-Britannique, en Alberta, en Saskatchewan, en Ontario et au Québec : *Coburn and Watson's Metropolitan Home v. Bank of America Corporation, et al.*; *Macaronies Hair Club v. BOFA Canada Bank, et al.*; *Hello Baby Equipment inc. v. BOFA Canada Bank, et al.*; *Bancroft-Snell, et al. v. Visa Canada Corporation, et al.*; et *9085-4886 Québec Inc. v. Visa Canada Corporation, et al.*

Les membres du groupe formant le recours collectif sont des commerçants canadiens qui acceptent Visa Canada Corporation (Visa) ou MasterCard International Incorporated (MasterCard) (collectivement les « réseaux ») pour le paiement de produits et services. Bien que des différences existent entre les recours, il est allégué dans la majorité d'entre eux que, de mars 2001 jusqu'à présent, les réseaux auraient conspiré avec leurs banques émettrices et leurs acquéreurs pour fixer des frais excessifs et que certaines règles auraient eu pour effet d'accroître les frais des commerçants.

La Banque avec les banques défenderesses restantes ont collectivement conclu un règlement national à l'égard des recours collectifs. Elles verseront collectivement un total de 120 millions de dollars en échange du rejet des recours portant sur les frais de cartes de crédit et d'autres litiges connexes. Le règlement est subordonné à l'approbation des cinq tribunaux auprès desquels les recours ont été déposés. Une audience d'approbation du règlement conjoint des cinq tribunaux est fixée au 6 décembre 2021.

Recours collectifs de consommateurs – La Banque, de même que plusieurs autres institutions financières canadiennes, a été nommée défenderesse dans un certain nombre de procédures engagées par des consommateurs pour lesquelles des demandes de recours collectifs à l'échelle provinciale ont été entamées visant différents frais et calculs de taux d'intérêt ainsi que différentes décisions relatives au crédit. Ces procédures en sont rendues à différentes étapes.

Litige avec un actionnaire de TD Ameritrade – Le 12 mai 2020, un actionnaire de TD Ameritrade Holding Corporation (« Ameritrade ») a déposé une demande de recours collectif (*Hawkes v. Bettino, et al.*, CA No. 2020-0360-PAF) devant la Court of Chancery du Delaware contestant la transaction entre Ameritrade et The Charles Schwab Corporation (« Schwab »). Dans la demande initiale, il était, entre autres, allégué que la fusion était assujettie à la loi sur les actionnaires intéressés du Delaware et qu'elle violait cette loi, car la fusion n'avait pas été subordonnée à l'approbation par 66 ⅔ % des voix exprimées par les porteurs d'actions d'Ameritrade, compte non tenu des actions détenues par la Banque et Schwab. Le 4 juin 2020, un pourcentage suffisant de porteurs d'actions d'Ameritrade ont voté en faveur de la transaction, et le demandeur a donc retiré cette revendication. Le 5 février 2021, le demandeur a déposé une demande modifiée nommant comme parties défenderesses la Banque, certaines entités affiliées de la Banque TD, les cinq anciens administrateurs d'Ameritrade nommés par la Banque, certains autres anciens dirigeants et administrateurs d'Ameritrade et Schwab. Selon la demande modifiée, la Banque était l'actionnaire contrôlant d'Ameritrade et a manqué à son obligation fiduciaire en négociant avec Schwab une convention sur les comptes de dépôt assuré modifiée qui a permis de détourner indûment des autres actionnaires d'Ameritrade la contrepartie de la fusion. Réitérant ces mêmes allégations, la demande modifiée énonce que les administrateurs nommés par la Banque et les autres parties défenderesses individuelles ont manqué à leur obligation fiduciaire. Finalement, il est allégué dans la demande modifiée que Schwab a aidé et encouragé les violations commises par les autres parties défenderesses. Le 29 avril 2021, toutes les parties défenderesses ont demandé le rejet de cette demande pour absence de cause d'action. L'audience sur la requête en rejet a eu lieu le 18 novembre 2021.

c) ENGAGEMENTS

Arrangements relatifs au crédit

Dans le cadre normal des activités, la Banque prend divers engagements et conclut des contrats de passif éventuel. L'objectif principal de ces contrats est de rendre des fonds disponibles pour les besoins de financement des clients. La politique de la Banque sur les garanties à obtenir relativement à ces contrats et les types de garanties détenues est habituellement la même que pour les prêts consentis par la Banque.

Les lettres de crédit de soutien financier et les garanties d'exécution représentent des assurances irrévocables que la Banque effectuera les paiements dans l'éventualité où un client ne pourrait pas respecter ses obligations envers des tiers, et elles comportent les mêmes risques de crédit et les mêmes exigences de recours et de garantie additionnelle que les prêts consentis aux clients. Les lettres de crédit

de garanties d'exécution sont considérées comme des garanties non financières puisque le paiement ne repose pas sur la survenance d'un incident de crédit et est généralement lié à un incident déclencheur autre que financier.

Les lettres de crédit documentaires et commerciales sont des instruments émis au nom du client autorisant un tiers, sous réserve de conditions particulières, à tirer des traites sur la Banque jusqu'à concurrence d'un certain montant. La Banque est exposée au risque que le client ne règle pas les montants des traites, et ceux-ci sont garantis par les actifs qui s'y rattachent.

Les engagements de crédit représentent la partie non utilisée des crédits autorisés sous forme de prêts et d'engagements de clients au titre d'acceptations. La note 10 contient une description des types de facilités de liquidité que la Banque offre à ses conduits de titrisation.

La valeur des instruments de crédit indiqués ci-dessous représente le montant maximal du crédit additionnel que la Banque pourrait être obligée de consentir si les contrats étaient entièrement utilisés.

Instruments de crédit

	Aux	
	31 octobre 2021	31 octobre 2020
(en millions de dollars canadiens)		
Lettres de crédit de soutien financier et garanties d'exécution	31 153 \$	30 849 \$
Lettres de crédit documentaires et commerciales	209	107
Engagements de crédit¹		
Durée initiale de un an ou moins	54 563	66 902
Durée initiale de plus de un an	173 489	166 142
Total	259 414 \$	264 000 \$

¹ Les engagements de crédit excluent les lignes de crédit personnelles et les prêts sur cartes de crédit, lesquels sont annulables sans condition en tout temps, à la discrétion de la Banque.

De plus, au 31 octobre 2021, la Banque a un engagement de financer des placements dans des titres de participation privés pour une somme de 326 millions de dollars (290 millions de dollars au 31 octobre 2020).

Engagements ou contrats de location à long terme

La Banque a des obligations en vertu de contrats de location à long terme non résiliables visant les locaux, le matériel et le mobilier. Le profil des échéances pour les obligations locatives non actualisées s'élevé à 35 millions de dollars pour 2022; 45 millions de dollars pour 2023; 110 millions de dollars pour 2024; 233 millions de dollars pour 2025; 345 millions de dollars pour 2026; 6 115 millions de dollars pour 2027 et par la suite. Pour l'exercice clos le 31 octobre 2021, le total des paiements de loyers, y compris 14 millions de dollars (19 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 octobre 2020) pour les contrats de location à court terme et les contrats de location relatifs à des actifs de faible valeur, s'est élevé à 746 millions de dollars (754 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 octobre 2020).

d) ACTIFS VENDUS AVEC RECOURS

Dans le cadre de ses activités de titrisation, la Banque fait habituellement des déclarations usuelles et donne des garanties d'usage à l'égard des actifs sous-jacents qui peuvent entraîner l'obligation de racheter les actifs. Ces déclarations et garanties indiquent que la Banque, en sa qualité de vendeur, a procédé à la vente des actifs de bonne foi et conformément aux lois et aux exigences contractuelles applicables. Si ces critères n'étaient pas satisfaits, la Banque pourrait devoir racheter les prêts.

e) GARANTIES

Outre les lettres de crédit de soutien financier et de garanties d'exécution, les types de transactions suivants représentent les principales garanties que la Banque a conclues.

Rehaussements de crédit

La Banque garantit des paiements à des contreparties dans l'éventualité où les rehaussements de crédit de tiers à l'appui d'une catégorie d'actifs seraient insuffisants.

Ententes d'indemnisation

Dans le cadre normal des activités, la Banque prévoit des indemnisations dans des ententes avec diverses contreparties à des opérations, comme des ententes de prestation de services, des opérations de crédit-bail, et des ententes liées à des acquisitions et à des cessions. En vertu de ces ententes, la Banque peut être tenue d'indemniser les contreparties des coûts engagés par suite de diverses éventualités, comme des modifications des lois et des règlements et des réclamations en litige. Étant donné la nature de certaines ententes d'indemnisation, la Banque n'est pas en mesure de procéder à une estimation raisonnable du montant maximal qu'elle pourrait éventuellement être tenue de verser à ces contreparties.

Dans la mesure permise par la loi, la Banque prévoit également des indemnisations pour les administrateurs, les dirigeants et d'autres personnes contre qui certaines poursuites pourraient être intentées dans l'exercice de leurs fonctions à la Banque ou, à la demande de la Banque, à une autre entité.

f) ACTIFS AFFECTÉS EN GARANTIE ET SÛRETÉS

Dans le cadre normal des activités, des valeurs mobilières et d'autres actifs sont affectés en garantie de passifs ou de passifs éventuels, y compris de contrats de rachat, de passifs de titrisation, d'obligations sécurisées, d'obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert et de transactions d'emprunt de valeurs mobilières. Des actifs sont également déposés dans le but de participer aux systèmes de compensation et de paiement et aux institutions de dépôt ou d'avoir accès aux facilités des banques centrales de territoires étrangers, ou encore à titre de garantie pour les règlements de contrats auprès de Bourses de dérivés ou d'autres contreparties de dérivés.

Le tableau suivant présente des renseignements sur les actifs affectés en garantie contre des passifs et des actifs détenus comme sûretés ou réaffectés en garantie.

Sources et utilisations des actifs affectés en garantie et sûretés¹

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 octobre 2021	31 octobre 2020
Sources des actifs affectés en garantie et sûretés		
Actifs de la Banque		
Trésorerie et montants à recevoir de banques	223 \$	205 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	6 580	5 328
Prêts	85 698	112 190
Valeurs mobilières	98 199	103 334
Autres actifs	475	422
	191 175	221 479
Actifs de tiers ²		
Sûretés reçues et disponibles à la vente ou pouvant être réaffectées en garantie	354 873	336 325
Moins les sûretés qui ne sont pas réaffectées	(85 248)	(90 177)
	269 625	246 148
	460 800	467 627
Utilisations des actifs affectés en garantie et sûretés³		
Dérivés	14 864	12 002
Obligations liées à des valeurs mobilières mises en pension	170 314	189 659
Prêts et emprunts de valeurs mobilières	119 916	104 085
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert	34 424	32 770
Titrisation	29 030	32 513
Obligations sécurisées	31 152	41 434
Systèmes de compensation, systèmes de paiement et institutions de dépôt	9 261	8 976
Gouvernements et banques centrales étrangers	1 010	1 148
Autres	50 829	45 040
Total	460 800 \$	467 627 \$

¹ Certains montants comparatifs ont été retraités afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice considéré.

² Comprennent des sûretés reçues aux termes de prises en pension, d'emprunts de valeurs mobilières, de prêts sur marge et d'autres activités clients.

³ Comprennent des actifs au bilan d'un montant de 48,7 milliards de dollars au 31 octobre 2021 (56,3 milliards de dollars au 31 octobre 2020) que la Banque a affectés en garantie et que la contrepartie peut par la suite réaffecter en garantie.

NOTE 28 TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les parties sont considérées être liées lorsqu'une des parties a la capacité de contrôler directement ou indirectement l'autre partie ou d'exercer une influence notable sur l'autre partie dans la prise de décisions financières ou d'exploitation. Les parties liées de la Banque comprennent les principaux dirigeants, les membres de leur famille proche et leurs entités liées, les filiales, les entreprises associées, les coentreprises et les régimes d'avantages complémentaires de retraite pour les employés de la Banque.

TRANSACTIONS AVEC LES PRINCIPAUX DIRIGEANTS, LES MEMBRES DE LEUR FAMILLE PROCHE ET LEURS ENTITÉS LIÉES

Les principaux dirigeants sont les personnes qui détiennent l'autorité et à qui incombe la responsabilité de planifier, diriger et contrôler les activités de la Banque, directement ou indirectement. La Banque considère certains de ses dirigeants et administrateurs comme ses principaux dirigeants. La Banque accorde des prêts à ses principaux dirigeants, aux membres de leur famille proche et à leurs entités liées selon les conditions du marché, à l'exception des produits et services bancaires destinés aux principaux dirigeants, lesquels sont assujettis aux lignes directrices de politiques approuvées qui visent tous les membres du personnel.

Au 31 octobre 2021, l'encours des prêts à des parties liées accordés aux principaux dirigeants, aux membres de leur famille proche et à leurs entités liées s'élevait à 150 millions de dollars (449 millions de dollars au 31 octobre 2020).

RÉMUNÉRATION

La rémunération des principaux dirigeants se présente comme suit :

Rémunération

(en millions de dollars canadiens)	Exercices clos les 31 octobre		
	2021	2020	2019
Avantages du personnel à court terme	31 \$	27 \$	33 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	1	1	2
Paiements fondés sur des actions	39	30	35
Total	71 \$	58 \$	70 \$

En outre, la Banque offre des plans d'unités d'actions différées et d'autres plans aux administrateurs externes, aux dirigeants et à certains autres employés clés. Pour plus de renseignements, se reporter à la note 23.

Dans le cadre normal des activités, la Banque fournit également divers services bancaires aux sociétés affiliées et autres sociétés liées à des conditions similaires à celles offertes à des parties non liées.

TRANSACTIONS AVEC DES FILIALES, SCHWAB, TD AMERITRADE ET SYMCOR INC.

Les transactions conclues entre la Banque et ses filiales répondent à la définition de transactions entre parties liées. Si ces transactions sont éliminées à la consolidation, elles ne sont pas présentées comme des transactions entre parties liées.

Les transactions conclues entre la Banque, Schwab, TD Ameritrade et Symcor Inc. (Symcor) répondent également à la définition de transactions entre parties liées. Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2021, aucune transaction importante n'a été conclue entre la Banque, Schwab, TD Ameritrade et Symcor, outre celles qui sont décrites ci-dessous et à la note 12.

i) TRANSACTIONS AVEC SCHWAB ET TD AMERITRADE

Une description des transactions importantes conclues entre la Banque et ses sociétés affiliées et Schwab et TD Ameritrade est présentée ci-après.

Convention sur les comptes de dépôt assurés

La Banque est une des parties à la convention sur les CDA avec Schwab, qui est entrée en vigueur à la clôture de la transaction avec Schwab, le 6 octobre 2020, et dont la date d'échéance initiale est le 1^{er} juillet 2031. Dans le cadre de la convention sur les CDA avec Schwab, la Banque met à la disposition des clients de Schwab des comptes de dépôt assurés par la Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC) (sous réserve de certaines limites). Schwab procure des services de tenue des registres et de soutien relativement à la convention sur les CDA avec Schwab. Les honoraires de gestion aux termes de la convention sur les CDA avec Schwab sont fixés à 15 points de base (pdb) par année sur le solde quotidien moyen global dans les comptes de passage. Depuis le 1^{er} juillet 2021, Schwab a l'option de réduire les dépôts effectués aux termes de la convention sur les CDA avec Schwab, qui étaient de 176 milliards de dollars (142 milliards de dollars américains) au 31 octobre 2021, d'un montant maximal de 10 milliards de dollars américains par an (sous réserve de certains ajustements), jusqu'à un plancher de 50 milliards de dollars américains. La Banque a versé à Schwab des honoraires de 1,6 milliard de dollars pour l'exercice clos le 31 octobre 2021 relativement aux comptes de dépôt de passage (136 millions de dollars pour la période du 6 octobre 2020 au 31 octobre 2020). Le montant versé par la Banque est fonction du solde moyen des dépôts assurés, qui s'est établi à 186 milliards de dollars pour l'exercice clos le 31 octobre 2021 (194 milliards de dollars pour la période du 6 octobre 2020 au 31 octobre 2020), et de rendements selon des taux de référence du marché convenus, moins les intérêts réels versés aux clients de Schwab.

Avant l'entrée en vigueur de la convention sur les CDA avec Schwab à la clôture de la transaction avec Schwab, la Banque était partie d'une convention sur les

comptes de dépôt assurés avec TD Ameritrade (la « convention sur les CDA avec TD Ameritrade »), en vertu de laquelle elle mettait à la disposition des clients de TD Ameritrade des comptes de dépôt assurés par la FDIC (sous réserve de certaines limites) à titre de comptes de passage désignés ou de comptes de dépôt autres que de passage. TD Ameritrade procurait des services de marketing et de soutien relativement à la convention sur les CDA avec TD Ameritrade. La Banque gagnait des honoraires de gestion équivalant à 25 pdb par année sur le solde quotidien moyen global dans les comptes de passage (sous réserve d'ajustements fondés sur une formule précise). La Banque a versé des honoraires de 1,9 milliard de dollars pour l'exercice clos le 31 octobre 2020 avant la clôture de la transaction avec Schwab (2,2 milliards de dollars pour l'exercice clos le 31 octobre 2019) à TD Ameritrade à l'égard des comptes de dépôt de passage. Le montant versé par la Banque était fonction du solde moyen des dépôts assurés, qui s'est établi à 176 milliards de dollars pour l'exercice clos le 31 octobre 2020 avant la clôture de la transaction avec Schwab (140 milliards de dollars pour l'exercice clos le 31 octobre 2019), et de rendements selon des taux de référence du marché convenus, moins les intérêts réels versés aux clients de TD Ameritrade.

Au 31 octobre 2021, les montants à recevoir de Schwab s'établissaient à 26 millions de dollars (75 millions de dollars au 31 octobre 2020). Au 31 octobre 2021, les montants à payer à Schwab s'établissaient à 195 millions de dollars (344 millions de dollars au 31 octobre 2020).

La Banque et d'autres institutions financières ont consenti à Schwab et à ses filiales des facilités de prêt renouvelables non garanties. L'engagement total que la Banque a fourni s'établissait à 95 millions de dollars, et aucun montant n'était prélevé au 31 octobre 2021 (305 millions de dollars, aucun montant prélevé au 31 octobre 2020).

ii) TRANSACTIONS AVEC SYMCOR

La Banque détient un tiers du capital de Symcor, un fournisseur canadien de services d'impartition offrant une gamme diversifiée de solutions intégrées de services de traitement d'effets, de traitement et de production de relevés, et de gestion de trésorerie. La Banque comptabilise sa part des résultats de Symcor selon la méthode de la mise en équivalence. Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2021, la Banque a versé 76 millions de dollars (78 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 octobre 2020; 81 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 octobre 2019) pour ces services. Au 31 octobre 2021, le montant à payer à Symcor s'établissait à 12 millions de dollars (12 millions de dollars au 31 octobre 2020).

La Banque et deux autres banques actionnaires ont également consenti une facilité de prêt non garantie de 100 millions de dollars à Symcor, sur laquelle aucun montant n'était prélevé aux 31 octobre 2021 et 31 octobre 2020.

NOTE 29 INFORMATIONS SECTORIELLES

Aux fins de la présentation de l'information de gestion, la Banque présente ses résultats en fonction de trois secteurs d'exploitation comme suit : les Services de détail au Canada, lesquels comprennent les résultats des activités des services bancaires personnels et commerciaux au Canada, des cartes de crédit au Canada, de Financement auto TD au Canada et des activités de gestion de patrimoine et d'assurance au Canada; les Services de détail aux États-Unis, lesquels comprennent les résultats des activités des services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, des cartes de crédit aux États-Unis, de Financement auto TD aux États-Unis, des activités de gestion de patrimoine aux États-Unis et de la participation de la Banque dans Schwab; et les Services bancaires de gros. Les autres activités de la Banque sont regroupées au sein du secteur Siège social.

Le secteur Services de détail au Canada comprend les services bancaires personnels et commerciaux au Canada, lesquels offrent des produits et des services financiers aux particuliers, aux petites entreprises et aux commerces, Financement auto TD au Canada, les activités de cartes de crédit au Canada, les activités de gestion de patrimoine au Canada, lesquelles offrent des produits et des services de placement à des investisseurs institutionnels et de détail, et les activités d'assurance. Le secteur Services de détail aux États-Unis comprend les activités de services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis menées par TD Bank^{MD}, America's Most Convenient Bank^{MD}, principalement dans les États du nord-est et du centre du littoral de l'Atlantique, ainsi qu'en Floride, et les activités de gestion de patrimoine aux États-Unis, y compris Epoch et la participation en actions de la Banque dans Schwab. Le secteur Services bancaires de gros offre une vaste gamme de produits et services bancaires de marchés financiers, de placement et de financement de grandes entreprises, dont la prise ferme et la distribution de nouvelles émissions de titres de créance et d'actions, les conseils sur les acquisitions et dessaisissements stratégiques, et les solutions pour les besoins de transactions courantes, de financement et de placement des clients de la Banque. Les autres activités de la Banque sont regroupées au sein du secteur Siège social. Ce secteur comprend l'incidence de certains programmes de titrisation d'actifs, la gestion de trésorerie, la provision évaluée collectivement pour les pertes sur créances subies mais non encore décelées dans les Services de détail au Canada et les Services bancaires de gros, l'élimination de certains ajustements

en équivalence fiscale et les autres reclassements effectués par la direction, l'impôt au niveau de l'entreprise, ainsi que les produits et les charges résiduels non répartis.

Les résultats de chaque secteur d'exploitation reflètent les produits, les charges et les actifs du secteur. Étant donné la structure complexe de la Banque, son modèle d'information de gestion fait intervenir diverses estimations, hypothèses, répartitions et méthodes axées sur le risque pour calculer les prix de cession interne des fonds, les revenus intersectoriels, les taux d'imposition des bénéficiaires, les fonds propres et les charges indirectes, de même que les cessions de coûts pour mesurer les résultats par secteur d'exploitation. La base de la répartition et les méthodes sont revues à intervalles réguliers afin de s'aligner sur l'évaluation de la direction quant à la performance des secteurs d'exploitation de la Banque. Les prix de cession interne des fonds sont généralement calculés aux taux du marché. Les revenus intersectoriels sont négociés entre les secteurs d'exploitation et avoisinent la juste valeur des services fournis. La charge ou le recouvrement d'impôt sur le résultat est en général ventilé entre les secteurs selon un taux d'imposition prévu par la loi, et ils peuvent être ajustés compte tenu des éléments et des activités propres à chaque secteur. L'amortissement des immobilisations incorporelles acquises par suite de regroupements d'entreprises est compris dans le secteur Siège social. Par conséquent, le résultat net des secteurs d'exploitation est présenté avant l'amortissement de ces immobilisations incorporelles.

Les produits autres que d'intérêts de la Banque sont dérivés principalement des services de placement et de valeurs mobilières, des commissions sur crédit, des produits de négociation, des frais de service, des services de cartes et des produits d'assurance. La plus large part des produits tirés des services de placement et de valeurs mobilières est gagnée par le secteur Services de détail au Canada et le reste de ces produits, des secteurs Services de gros et Services de détail aux États-Unis. Les produits provenant des commissions sur crédit sont principalement attribuables aux secteurs Services bancaires de gros et Services de détail au Canada. Les produits de négociation sont gagnés dans le secteur Services bancaires de gros. Les produits tirés des frais de service et des services de cartes proviennent principalement des secteurs Services de détail aux États-Unis et Services de détail au Canada. Les produits d'assurance sont gagnés dans le secteur Services de détail au Canada.

Les produits d'intérêts nets au sein du secteur Services bancaires de gros sont présentés en équivalence fiscale, ce qui signifie que la valeur d'un produit non imposable ou exonéré d'impôt, comme les dividendes, est ajustée à la valeur équivalente avant impôt. L'équivalence fiscale permet à la Banque de mesurer les produits tirés de toutes les valeurs mobilières et de tous les prêts de manière uniforme. Elle procure en outre des éléments de comparaison plus significatifs

des produits d'intérêts nets avec ceux d'institutions semblables. Le rajustement de l'équivalence fiscale présenté dans le secteur Services bancaires de gros est renversé dans le secteur Siège social.

Le tableau suivant présente les résultats sectoriels pour les exercices clos les 31 octobre 2021, 2020 et 2019.

Résultats par secteur^{1, 2}

(en millions de dollars canadiens)

	Exercices clos les 31 octobre				
	2021				
	Services de détail au Canada	Services de détail aux États-Unis	Services bancaires de gros ³	Siège social ³	Total
Produits (pertes) d'intérêts nets	11 957 \$	8 074 \$	2 630 \$	1 470 \$	24 131 \$
Produits (pertes) autres que d'intérêts	13 549	2 684	2 070	259	18 562
Total des produits	25 506	10 758	4 700	1 729	42 693
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	258	(250)	(118)	(114)	(224)
Indemnités d'assurance et charges connexes	2 707	–	–	–	2 707
Charges autres que d'intérêts	11 003	6 417	2 709	2 947	23 076
Résultat avant impôt sur le résultat et quote-part du résultat net de la participation dans Schwab	11 538	4 591	2 109	(1 104)	17 134
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	3 057	504	539	(479)	3 621
Quote-part du résultat net de la participation dans Schwab ^{4, 5}	–	898	–	(113)	785
Résultat net	8 481 \$	4 985 \$	1 570 \$	(738) \$	14 298 \$
Total de l'actif au 31 octobre 2021	509 436 \$	559 503 \$	514 681 \$	145 052 \$	1 728 672 \$
	2020				
Produits (pertes) d'intérêts nets	12 061 \$	8 834 \$	1 990 \$	1 612 \$	24 497 \$
Produits (pertes) autres que d'intérêts	12 272	2 438	2 968	1 471	19 149
Total des produits	24 333	11 272	4 958	3 083	43 646
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	2 746	2 925	508	1 063	7 242
Indemnités d'assurance et charges connexes	2 886	–	–	–	2 886
Charges autres que d'intérêts	10 441	6 579	2 518	2 066	21 604
Résultat avant impôt sur le résultat et quote-part du résultat net de la participation dans TD Ameritrade	8 260	1 768	1 932	(46)	11 914
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	2 234	(167)	514	(1 429)	1 152
Quote-part du résultat net de la participation dans TD Ameritrade ⁵	–	1 091	–	42	1 133
Résultat net	6 026 \$	3 026 \$	1 418 \$	1 425 \$	11 895 \$
Total de l'actif au 31 octobre 2020	472 370 \$	566 629 \$	512 886 \$	163 980 \$	1 715 865 \$
	2019				
Produits (pertes) d'intérêts nets	12 349 \$	8 951 \$	911 \$	1 610 \$	23 821 \$
Produits (pertes) autres que d'intérêts	11 877	2 840	2 320	207	17 244
Total des produits	24 226	11 791	3 231	1 817	41 065
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	1 306	1 082	44	597	3 029
Indemnités d'assurance et charges connexes	2 787	–	–	–	2 787
Charges autres que d'intérêts	10 735	6 411	2 393	2 481	22 020
Résultat avant impôt sur le résultat et quote-part du résultat net de la participation dans TD Ameritrade	9 398	4 298	794	(1 261)	13 229
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	2 535	471	186	(457)	2 735
Quote-part du résultat net de la participation dans TD Ameritrade ⁵	–	1 154	–	38	1 192
Résultat net	6 863 \$	4 981 \$	608 \$	(766) \$	11 686 \$
Total de l'actif au 31 octobre 2019	452 163 \$	436 086 \$	458 420 \$	68 621 \$	1 415 290 \$

¹ Certains montants comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice considéré.

² La part des produits et des pertes sur créances revenant aux partenaires des programmes de détaillants est présentée dans le secteur Siège social et un montant correspondant (représentant la quote-part nette des partenaires) est comptabilisé dans les charges autres que d'intérêts, de sorte à éliminer toute incidence sur le résultat net comme présenté du secteur Siège social. Le résultat net présenté dans le secteur Services de détail aux États-Unis ne comprend que la part des produits et des pertes sur créances attribuable à la Banque en vertu des conventions.

³ Les produits d'intérêts nets au sein du secteur Services bancaires de gros sont présentés en équivalence fiscale. Le rajustement de l'équivalence fiscale présenté dans le secteur Services bancaires de gros est renversé dans le secteur Siège social.

⁴ Les montants après impôt pour l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises et la quote-part de la Banque des charges d'acquisition et d'intégration liées à l'acquisition de TD Ameritrade par Schwab sont comptabilisés dans le secteur Siège social.

⁵ La quote-part de la Banque du résultat de Schwab et de TD Ameritrade est présentée avec un décalage d'un mois. Pour plus de renseignements, se reporter à la note 12.

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES RÉSULTATS

Pour les besoins de la présentation des résultats selon la répartition géographique, les secteurs sont répartis en trois groupes : Canada, États-Unis et Autres pays. Les

transactions sont surtout comptabilisées d'après le lieu de l'unité responsable de la comptabilisation des produits ou des actifs. Ce lieu correspond fréquemment au lieu de l'entité juridique qui mène les activités et au lieu du client.

Répartition géographique des résultats¹

(en millions de dollars canadiens)

	Exercices clos les 31 octobre		Aux 31 octobre	
	2021		2021	
	Résultat net		Total de l'actif	
Canada	26 664 \$		935 856 \$	
États-Unis	14 091		652 829	
Autres pays	1 938		139 987	
Total	42 693 \$		1 728 672 \$	
	2020		2020	
Canada	24 141 \$		916 798 \$	
États-Unis	15 213		679 369	
Autres pays	4 292		119 698	
Total	43 646 \$		1 715 865 \$	
	2019		2019	
Canada	23 681 \$		769 314 \$	
États-Unis	15 396		524 397	
Autres pays	1 988		121 579	
Total	41 065 \$		1 415 290 \$	

¹ Certains montants comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice considéré.

NOTE 30 PRODUITS D'INTÉRÊTS ET CHARGES D'INTÉRÊTS

Le tableau suivant présente les produits d'intérêts et les charges d'intérêts par évaluation comptable.

Produits d'intérêts et charges d'intérêts¹

(en millions de dollars canadiens)

	Exercices clos les 31 octobre			
	2021		2020	
	Produits d'intérêts	Charges d'intérêts	Produits d'intérêts	Charges d'intérêts
Évalués au coût amorti ²	25 641 \$	3 394 \$	30 933 \$	6 547 \$
Évalués à la JVAERG	576	s. o.	1 543	s. o.
	26 217	3 394	32 476	6 547
Pas évalués au coût amorti ni à la JVAERG ³	3 364	2 056	3 357	4 789
Total	29 581 \$	5 450 \$	35 833 \$	11 336 \$

¹ Certains montants comparatifs ont été retraités afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice considéré.

² Comprennent des charges d'intérêts sur les obligations locatives de 144 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 octobre 2021 (153 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 octobre 2020).

³ Comprennent les produits d'intérêts, les charges d'intérêts et les revenus de dividendes des instruments financiers évalués ou désignés à la JVRN et des actions désignées à la JVAERG.

NOTE 31 RISQUE DE CRÉDIT

Il existe une concentration du risque de crédit lorsqu'un certain nombre d'emprunteurs ou de contreparties engagés dans des activités similaires sont situés dans la même région ou ont des caractéristiques économiques comparables. La capacité de ces emprunteurs ou contreparties à respecter des obligations

contractuelles peut être également touchée par l'évolution de la situation économique, politique ou autre. Le portefeuille de la Banque pourrait être sensible à l'évolution de la conjoncture dans certaines régions géographiques.

Concentration du risque de crédit

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Aux

	Prêts et engagements de clients au titre d'acceptations ^{1, 2}		Instruments de crédit ^{3, 4}		Instruments financiers dérivés ^{5, 6}	
	31 octobre 2021	31 octobre 2020	31 octobre 2021	31 octobre 2020	31 octobre 2021	31 octobre 2020
Canada	70 %	66 %	36 %	37 %	25 %	24 %
États-Unis	29	33	59	59	34	27
Royaume-Uni	–	–	1	1	13	22
Autres pays européens	–	–	3	2	18	18
Autres pays	1	1	1	1	10	9
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
	742 672 \$	734 958 \$	259 414 \$	264 000 \$	49 929 \$	51 225 \$

¹ En ce qui concerne le total des prêts et engagements de clients au titre d'acceptations, la seule industrie dont la concentration était égale ou supérieure à 5 % de la concentration totale se présentait comme suit au 31 octobre 2021 : immobilier, 10 % (10 % au 31 octobre 2020).

² Comprennent les prêts qui sont évalués à la JVAERG.

³ Au 31 octobre 2021, la Banque avait des engagements et des contrats de passif éventuel s'établissant à 259 milliards de dollars (264 milliards de dollars au 31 octobre 2020), y compris des engagements de crédit totalisant 228 milliards de dollars (233 milliards de dollars au 31 octobre 2020), dont le risque de crédit se répartissait comme dans le tableau ci-dessus.

⁴ En ce qui concerne les engagements de crédit, les industries dont la concentration était égale ou supérieure à 5 % de la concentration totale se présentaient comme suit au 31 octobre 2021 : institutions financières, 21 % (21 % au 31 octobre 2020); automobile, 9 % (9 % au 31 octobre 2020); pipelines, pétrole et gaz, 8 % (10 % au 31 octobre 2020);

énergie et services publics, 7 % (8 % au 31 octobre 2020); fabrication – divers et vente de gros, 7 % (7 % au 31 octobre 2020); services professionnels et autres services, 7 % (6 % au 31 octobre 2020); télécommunications, câblodistribution et médias, 6 % (6 % au 31 octobre 2020).

⁵ Au 31 octobre 2021, le coût de remplacement courant des instruments financiers dérivés, compte non tenu de l'incidence des conventions-cadres de compensation et des garanties, s'élevait à 50 milliards de dollars (51 milliards de dollars au 31 octobre 2020). D'après la région de la contrepartie ultime, le risque de crédit se répartissait comme dans le tableau ci-dessus. Le tableau ne tient pas compte de la juste valeur des dérivés négociés en Bourse.

⁶ La plus importante concentration par type de contrepartie était auprès des institutions financières (y compris les institutions financières non bancaires), soit 70 % du total au 31 octobre 2021 (64 % au 31 octobre 2020). La deuxième plus importante concentration était auprès des gouvernements et représentait 19 % du total au 31 octobre 2021 (24 % au 31 octobre 2020). Aucune autre industrie ne dépassait 5 % du total.

Le tableau suivant présente le risque de crédit maximal lié aux instruments financiers, avant la prise en compte des garanties détenues ou d'autres rehaussements de crédit.

Risque de crédit maximal brut

(en millions de dollars canadiens)

Aux

	31 octobre 2021	31 octobre 2020
Trésorerie et montants à recevoir de banques	5 931 \$	6 445 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	159 962	164 149
Valeurs mobilières ¹		
Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net		
Valeurs mobilières émises ou assurées par un gouvernement	2 161	2 069
Autres titres de créance	2 403	2 668
Détenues à des fins de transaction		
Valeurs mobilières émises ou assurées par un gouvernement	42 048	59 037
Autres titres de créance	18 365	18 968
Droits conservés	9	14
Valeurs mobilières détenues à des fins autres que de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net		
Valeurs mobilières émises ou assurées par un gouvernement	155	388
Autres titres de créance	6 320	4 114
Valeurs mobilières à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		
Valeurs mobilières émises ou assurées par un gouvernement	57 780	78 283
Autres titres de créance	15 085	19 901
Titres de créance au coût amorti		
Valeurs mobilières émises ou assurées par un gouvernement	208 559	174 593
Autres titres de créance	60 380	53 086
Valeurs mobilières prises en pension	167 284	169 162
Dérivés ²	54 427	54 242
Prêts		
Prêts hypothécaires résidentiels	268 079	251 915
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers	188 291	183 440
Cartes de crédit	28 933	29 778
Entreprises et gouvernements	237 319	252 390
Prêts détenus à des fins de transaction	12 405	12 959
Prêts détenus à des fins autres que de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net	2 337	3 718
Prêts à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	1 602	2 502
Engagements de clients au titre d'acceptations	18 448	14 941
Montants à recevoir des courtiers et des clients	32 357	33 951
Autres actifs	5 927	7 326
Total de l'actif	1 596 567	1 600 039
Instruments de crédit ³	259 414	264 000
Engagements de crédit annulables sans condition liés aux lignes de crédit personnelles et sur cartes de crédit	318 025	320 823
Total du risque de crédit	2 174 006 \$	2 184 862 \$

¹ Excluent les titres de capitaux propres.

² La valeur comptable des actifs dérivés représente l'exposition maximum au risque de crédit liée aux contrats de dérivés.

³ Le solde représente le montant maximal des fonds additionnels que la Banque pourrait être tenue de consentir si les contrats étaient entièrement utilisés. Le risque maximal réel pourrait différer du montant présenté ci-dessus. Pour plus de renseignements, se reporter à la note 27.

La Banque gère ses fonds propres conformément aux lignes directrices établies par le BSIF. Les lignes directrices sur les fonds propres réglementaires évaluent les fonds propres compte tenu du risque de crédit, du risque de marché de négociation et du risque opérationnel. La Banque applique plusieurs directives, procédures et contrôles en matière de fonds propres pour réaliser ses objectifs.

Objectifs de la Banque en matière de gestion des fonds propres :

- Posséder une structure de fonds propres appropriée, comme déterminée par :
 - la prise de position de la Banque en matière d'appétit pour le risque;
 - les exigences en matière de fonds propres définies par les organismes de réglementation pertinents;
 - l'évaluation interne des besoins de fonds propres effectuée par la Banque, y compris l'analyse des facteurs de stress, selon le profil de risque et les niveaux de tolérance au risque de la Banque.
- Obtenir le coût moyen pondéré le plus économiquement réalisable pour les fonds propres, tout en préservant une composition appropriée d'éléments de fonds propres afin de respecter les niveaux de capitalisation cibles.
- S'assurer d'avoir facilement accès à des sources de fonds propres appropriés, à un coût raisonnable, afin de :
 - protéger la Banque contre des événements générateurs de pertes inattendus;
 - soutenir et faciliter la croissance des affaires ou les acquisitions en respectant la stratégie de la Banque et son appétit pour le risque.
- Conserver de solides notations externes afin de gérer le coût global de financement de la Banque et de maintenir l'accès au financement requis.

Ces objectifs doivent cadrer avec l'objectif global de la Banque, qui est de fournir un rendement des capitaux propres satisfaisant pour les actionnaires.

Dispositif sur les fonds propres de Bâle III

Les exigences en matière de fonds propres du comité de Bâle sur le contrôle bancaire sont mieux connues sous le nom de Bâle III. Selon Bâle III, le total des fonds propres comprend trois composantes, soit les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, les autres éléments de fonds propres de catégorie 1 et les fonds propres de catégorie 2. Les ratios de fonds propres réglementaires sensibles aux risques sont calculés en divisant les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, les fonds propres de catégorie 1 et le total des fonds propres par leurs actifs pondérés en fonction des risques, compte tenu de toute exigence réglementaire minimale énoncée relativement au plancher réglementaire. En 2015, Bâle III a également mis en œuvre un ratio de levier non basé sur le risque pour compléter les exigences de fonds propres sensibles aux risques. Le ratio de levier a pour objectif d'empêcher le secteur bancaire d'utiliser le levier à outrance. Le ratio de levier est calculé en divisant les fonds propres de catégorie 1 par l'exposition à l'endettement, dont les principaux éléments comprennent les actifs au bilan, avec des ajustements faits aux expositions sur les cessions temporaires de titres et les dérivés, et des montants de l'équivalent-crédit pour les positions hors bilan.

Situation des fonds propres et ratios des fonds propres

Le dispositif de Bâle permet aux banques admissibles d'établir leurs fonds propres en fonction de leur méthode interne d'évaluation, de gestion et d'atténuation des risques. Il établit les méthodes d'évaluation pour le risque de crédit, le risque de marché de négociation et le risque opérationnel. La Banque utilise l'approche NI avancée pour l'ensemble de ses portefeuilles importants. Au troisième trimestre de 2020, la Banque a obtenu l'autorisation du BSIF de se servir de l'approche NI avancée pour calculer les actifs pondérés en fonction du risque de crédit dans le portefeuille autre que de détail du secteur Services de détail aux États-Unis.

Aux fins comptables, la Banque suit les IFRS pour la consolidation des filiales et des coentreprises. Aux fins des fonds propres réglementaires, toutes les filiales de la Banque sont consolidées, sauf les filiales d'assurances qui sont déconsolidées et traitées selon les exigences prescrites par la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF. Les filiales d'assurances sont assujetties à leurs propres normes de communication en matière d'adéquation des fonds propres, comme la ligne directrice du BSIF sur le test de suffisance du capital des sociétés d'assurance-vie.

Certaines des filiales de la Banque doivent respecter la réglementation du BSIF ou celle d'autres autorités de réglementation. Un grand nombre de ces filiales ont des exigences minimales de fonds propres qui pourraient limiter la capacité de la Banque à affecter une partie de ces fonds propres ou des fonds à d'autres fins.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2021, la Banque s'est conformée aux lignes directrices du BSIF en vertu du cadre de Bâle III sur les ratios de fonds propres et le ratio de levier. Depuis le 1^{er} janvier 2016, les cibles du BSIF pour les banques canadiennes désignées banques d'importance systémique intérieure (BSI) à l'égard du ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, du ratio de fonds propres de catégorie 1 et du ratio du total des fonds propres sont assujetties à un supplément de 1 % de fonds propres en actions ordinaires et sont respectivement de 8 %, 9,5 % et 11,5 %. Le 25 juin 2018, le BSIF a accru la transparence associée aux réserves de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires du deuxième pilier qui n'étaient pas communiquées par le passé en exigeant la présentation de la réserve pour stabilité intérieure. La réserve pour stabilité intérieure (RSI) est détenue par les BSI en vue de contrer les risques dont il est question dans le deuxième pilier. À l'heure actuelle, la réserve est établie à 2,5 % du total des actifs pondérés en fonction des risques et doit être constituée exclusivement de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, ce qui a fait passer à 10,5 % la cible des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires minimums du BSIF. En outre, le 22 novembre 2019, la Banque a été désignée comme une banque d'importance systémique mondiale (BISM). La cible du BSIF comprend le plus élevé des suppléments pour les BSI et les BISM, lesquels s'établissent actuellement à 1 %.

Le tableau qui suit résume la situation des fonds propres réglementaires de la Banque aux 31 octobre 2021 et 2020.

Situation des fonds propres réglementaires¹

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Aux	
	31 octobre 2021	31 octobre 2020
Fonds propres		
Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	69 937 \$	62 616 \$
Fonds propres de catégorie 1	75 716	69 091
Total des fonds propres	87 987	80 021
Actifs pondérés en fonction des risques servant à calculer les ratios de fonds propres	460 270	478 909
Ratios de fonds propres et de levier		
Ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	15,2 %	13,1 %
Ratio de fonds propres de catégorie 1	16,5	14,4
Ratio du total des fonds propres	19,1	16,7
Ratio de levier	4,8	4,5

¹ Comprend les ajustements aux fonds propres prévus par le BSIF en réponse à la pandémie de COVID-19. Pour plus de renseignements, se reporter à la section « Situation des fonds propres » du rapport de gestion.

Les politiques et les procédures relatives à la gestion des risques de la Banque sont présentées dans le rapport de gestion. Les passages ombragés de la section « Gestion des risques » du rapport de gestion, qui portent sur le risque de crédit, le risque de marché, le risque de liquidité et le risque d'assurance, font partie intégrante des états financiers consolidés de 2021.

La liste ci-après présente les filiales importantes détenues directement ou indirectement.

FILIALES IMPORTANTES¹

(en millions de dollars canadiens)

		31 octobre 2021
	Emplacement du siège social ou du bureau principal ²	Valeur comptable des actions détenues par la Banque ³
Amérique du Nord		
Meloche Monnex inc.	Montréal (Québec)	2 354 \$
Sécurité Nationale compagnie d'assurance	Montréal (Québec)	
Primum compagnie d'assurance	Toronto (Ontario)	
TD assurance directe inc.	Toronto (Ontario)	
Compagnie d'assurances générales TD	Toronto (Ontario)	
Compagnie d'assurance habitation et auto TD	Toronto (Ontario)	
TD Wealth Holdings Canada Limited	Toronto (Ontario)	5 085
Gestion de Placements TD Inc.	Toronto (Ontario)	
GMI Servicing Inc.	Regina (Saskatchewan)	
Gestion privée TD Waterhouse Inc.	Toronto (Ontario)	
TD Waterhouse Canada Inc.	Toronto (Ontario)	
Financement auto TD (Canada) inc.	Toronto (Ontario)	3 321
TD Group US Holdings LLC	Wilmington (Delaware)	68 575
Toronto Dominion Holdings (U.S.A.), Inc.	New York (New York)	
TD Prime Services LLC	New York (New York)	
TD Securities Automated Trading LLC	Chicago (Illinois)	
TD Securities (USA) LLC	New York (New York)	
Toronto Dominion (Texas) LLC	New York (New York)	
Toronto Dominion (New York) LLC	New York (New York)	
Toronto Dominion Capital (U.S.A.), Inc.	New York (New York)	
Toronto Dominion Investments, Inc.	New York (New York)	
TD Bank US Holding Company	Cherry Hill (New Jersey)	
Epoch Investment Partners, Inc.	New York (New York)	
TDAM USA Inc.	New York (New York)	
TD Bank USA, National Association	Cherry Hill (New Jersey)	
TD Bank, National Association	Cherry Hill (New Jersey)	
TD Auto Finance LLC	Farmington Hills (Michigan)	
TD Equipment Finance, Inc.	Cherry Hill (New Jersey)	
TD Private Client Wealth LLC	New York (New York)	
TD Wealth Management Services Inc.	Mt. Laurel (New Jersey)	
Services d'investissement TD Inc.	Toronto (Ontario)	38
TD, Compagnie d'assurance-vie	Toronto (Ontario)	93
La Société d'hypothèques TD	Toronto (Ontario)	11 041
La Société d'Hypothèques Pacifique TD	Vancouver (Colombie-Britannique)	
La Société Canada Trust	Toronto (Ontario)	
Valeurs Mobilières TD Inc.	Toronto (Ontario)	2 656
TD Vermillion Holdings Limited	Toronto (Ontario)	27 487
TD Financial International Ltd.	Hamilton (Bermudes)	
TD Reinsurance (Barbados) Inc.	St. James (Barbade)	
International		
TD Ireland Unlimited Company	Dublin (Irlande)	1 322
TD Global Finance Unlimited Company	Dublin (Irlande)	
TD Securities (Japan) Co. Ltd.	Tokyo (Japon)	12
Toronto Dominion Australia Limited	Sydney (Australie)	100
Toronto Dominion Investments B.V.	Londres (Angleterre)	1 022
TD Bank Europe Limited	London (Angleterre)	
Toronto Dominion Holdings (U.K.) Limited	London (Angleterre)	
TD Securities Limited	London (Angleterre)	
Toronto Dominion (South East Asia) Limited	Singapour (Singapour)	1 054

¹ À moins d'indication contraire, La Banque Toronto-Dominion détient directement, ou par l'entremise de ses filiales, 100 % de l'entité ou 100 % des actions avec droit de vote et sans droit de vote émises et en circulation des entités énumérées.

² Chaque filiale est constituée en société ou structurée dans le pays où se situe son siège social ou son bureau principal, à l'exception de Toronto Dominion Investments B.V., une société constituée aux Pays-Bas dont le bureau principal est situé au Royaume-Uni.

³ Les valeurs comptables ont été calculées afin de satisfaire aux exigences de communication du paragraphe 308 (3)(a)(ii) de la *Loi sur les banques*. Des opérations intersociétés peuvent avoir été incluses aux présentes. Toutefois, elles sont éliminées à des fins de présentation de l'information financière consolidée.

FILIALES SOUMISES À DES RESTRICTIONS LIMITANT LE TRANSFERT DE FONDS

Certaines filiales de la Banque doivent satisfaire à des exigences réglementaires, conformément aux lois applicables, afin de pouvoir transférer des fonds, y compris pour le versement de dividendes, le remboursement de prêts ou le rachat de débentures subordonnées émises, à la Banque. Ces exigences usuelles comprennent, entre autres, sans s'y limiter :

- les exigences des organismes de réglementation locaux en matière d'adéquation des fonds propres et de l'excédent;
- les exigences du dispositif de Bâle relatives au pilier 1 et au pilier 2;
- les exigences d'approbation de l'organisme de réglementation local;
- les lois locales sur les sociétés et sur les valeurs mobilières.

Au 31 octobre 2021, les actifs nets des filiales assujetties à des exigences réglementaires ou à des normes de fonds propres s'établissaient à 90,5 milliards de dollars (95,0 milliards de dollars au 31 octobre 2020), compte non tenu des éliminations intersociétés.

En plus des exigences réglementaires décrites ci-dessus, la Banque peut devoir respecter des restrictions importantes qui limitent sa capacité à utiliser les actifs ou à régler les passifs de membres de son groupe. Des restrictions contractuelles importantes peuvent découler de la fourniture de sûretés à des tiers dans le cadre normal des activités, par exemple dans le cas de transactions de financement garanties; dans le cas d'actifs titrisés qui sont rendus non disponibles par la suite pour un transfert par la Banque; et dans le cas d'actifs transférés dans d'autres entités structurées consolidées ou non consolidées. L'incidence de ces restrictions a été présentée aux notes 9 et 27.

Statistiques sur dix exercices – IFRS

Bilan consolidé résumé

(en millions de dollars canadiens)	2021	2020	2019	2018	2017	2016	2015	2014	2013	2012
ACTIF										
Liquidités et autres	165 893 \$	170 594 \$	30 446 \$	35 455 \$	55 156 \$	57 621 \$	45 637 \$	46 554 \$	32 164 \$	25 128 \$
Prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction ¹	231 220	256 342	261 144	262 115	254 361	211 111	188 317	168 926	188 016	199 280
Actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net	9 390	8 548	6 503	4 015	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
Dérivés	54 427	54 242	48 894	56 996	56 195	72 242	69 438	55 796	49 461	60 919
Titres de créance au coût amorti, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	268 939	227 679	130 497	107 171	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
Valeurs mobilières détenues jusqu'à l'échéance	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	71 363	84 395	74 450	56 977	29 961	–
Valeurs mobilières prises en pension	167 284	169 162	165 935	127 379	134 429	86 052	97 364	82 556	64 283	69 198
Prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts	722 622	717 523	684 608	646 393	612 591	585 656	544 341	478 909	444 922	408 848
Autres	108 897	111 775	87 263	95 379	94 900	79 890	84 826	70 793	53 214	47 680
Total de l'actif	1 728 672 \$	1 715 865 \$	1 415 290 \$	1 334 903 \$	1 278 995 \$	1 176 967 \$	1 104 373 \$	960 511 \$	862 021 \$	811 053 \$
PASSIF										
Dépôts détenus à des fins de transaction	22 891 \$	19 177 \$	26 885 \$	114 704 \$	79 940 \$	79 786 \$	74 759 \$	59 334 \$	50 967 \$	38 774 \$
Dérivés	57 122	53 203	50 051	48 270	51 214	65 425	57 218	51 209	49 471	64 997
Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	113 988	59 665	105 131	16	8	190	1 415	3 250	12	17
Dépôts	1 125 125	1 135 333	886 977	851 439	832 824	773 660	695 576	600 716	541 605	487 754
Autres	298 498	341 511	247 820	231 694	230 291	172 801	199 740	181 986	160 601	160 088
Billets et débetures subordonnés	11 230	11 477	10 725	8 740	9 528	10 891	8 637	7 785	7 982	11 318
Total du passif	1 628 854	1 620 366	1 327 589	1 254 863	1 203 805	1 102 753	1 037 345	904 280	810 638	762 948
CAPITAUX PROPRES										
Capitaux propres attribuables aux actionnaires										
Actions ordinaires	23 066	22 487	21 713	21 221	20 931	20 711	20 294	19 811	19 316	18 691
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	5 700	5 650	5 800	5 000	4 750	4 400	2 700	2 200	3 395	3 395
Actions propres et autres instruments de capitaux propres	(162)	(41)	(47)	(151)	(183)	(36)	(52)	(55)	(147)	(167)
Surplus d'apport	173	121	157	193	214	203	214	205	170	196
Résultats non distribués	63 944	53 845	49 497	46 145	40 489	35 452	32 053	27 585	23 982	20 868
Cumul des autres éléments du résultat global	7 097	13 437	10 581	6 639	8 006	11 834	10 209	4 936	3 159	3 645
	99 818	95 499	87 701	79 047	74 207	72 564	65 418	54 682	49 875	46 628
Participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	–	–	–	993	983	1 650	1 610	1 549	1 508	1 477
Total des capitaux propres	99 818	95 499	87 701	80 040	75 190	74 214	67 028	56 231	51 383	48 105
Total du passif et des capitaux propres	1 728 672 \$	1 715 865 \$	1 415 290 \$	1 334 903 \$	1 278 995 \$	1 176 967 \$	1 104 373 \$	960 511 \$	862 021 \$	811 053 \$

État du résultat consolidé résumé – comme présenté

(en millions de dollars canadiens)	2021	2020	2019	2018	2017	2016	2015	2014	2013	2012
Produits d'intérêts nets	24 131 \$	24 497 \$	23 821 \$	22 239 \$	20 847 \$	19 923 \$	18 724 \$	17 584 \$	16 074 \$	15 026 \$
Produits autres que d'intérêts	18 562	19 149	17 244	16 653	15 355	14 392	12 702	12 377	11 185	10 520
Total des produits	42 693	43 646	41 065	38 892	36 202	34 315	31 426	29 961	27 259	25 546
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	(224)	7 242	3 029	2 480	2 216	2 330	1 683	1 557	1 631	1 795
Indemnités d'assurance et charges connexes	2 707	2 886	2 787	2 444	2 246	2 462	2 500	2 833	3 056	2 424
Charges autres que d'intérêts	23 076	21 604	22 020	20 195	19 419	18 877	18 073	16 496	15 069	14 016
Résultat avant impôt sur le résultat et quote-part du résultat net de la participation dans Schwab et TD Ameritrade	17 134	11 914	13 229	13 773	12 321	10 646	9 170	9 075	7 503	7 311
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	3 621	1 152	2 735	3 182	2 253	2 143	1 523	1 512	1 135	1 085
Quote-part du résultat net de la participation dans Schwab et TD Ameritrade	785	1 133	1 192	743	449	433	377	320	272	234
Résultat net	14 298	11 895	11 686	11 334	10 517	8 936	8 024	7 883	6 640	6 460
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur autres instruments de capitaux propres	249	267	252	214	193	141	99	143	185	196
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires et aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	14 049 \$	11 628 \$	11 434 \$	11 120 \$	10 324 \$	8 795 \$	7 925 \$	7 740 \$	6 455 \$	6 264 \$
Attribuable aux :										
Actionnaires ordinaires	14 049 \$	11 628 \$	11 416 \$	11 048 \$	10 203 \$	8 680 \$	7 813 \$	7 633 \$	6 350 \$	6 160 \$
Participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	–	–	18	72	121	115	112	107	105	104

État des variations des capitaux propres consolidé résumé – comme présenté

(en millions de dollars canadiens)	2021	2020	2019	2018	2017	2016	2015	2014	2013	2012
Capitaux propres attribuables aux actionnaires										
Actions ordinaires	23 066 \$	22 487 \$	21 713 \$	21 221 \$	20 931 \$	20 711 \$	20 294 \$	19 811 \$	19 316 \$	18 691 \$
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	5 700	5 650	5 800	5 000	4 750	4 400	2 700	2 200	3 395	3 395
Actions propres et autres instruments de capitaux propres	(162)	(41)	(47)	(151)	(183)	(36)	(52)	(55)	(147)	(167)
Surplus d'apport	173	121	157	193	214	203	214	205	170	196
Résultats non distribués	63 944	53 845	49 497	46 145	40 489	35 452	32 053	27 585	23 982	20 868
Cumul des autres éléments du résultat global	7 097	13 437	10 581	6 639	8 006	11 834	10 209	4 936	3 159	3 645
Total	99 818	95 499	87 701	79 047	74 207	72 564	65 418	54 682	49 875	46 628
Participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	–	–	–	993	983	1 650	1 610	1 549	1 508	1 477
Total des capitaux propres	99 818 \$	95 499 \$	87 701 \$	80 040 \$	75 190 \$	74 214 \$	67 028 \$	56 231 \$	51 383 \$	48 105 \$

¹ Comprendent les actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net et les actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (valeurs mobilières disponibles à la vente selon IAS 39).

Statistiques sur dix exercices

Autres statistiques – IFRS – comme présentées

	2021	2020	2019	2018	2017	2016	2015	2014	2013	2012
Par action ordinaire										
1 Résultat de base	7,73 \$	6,43 \$	6,26 \$	6,02 \$	5,51 \$	4,68 \$	4,22 \$	4,15 \$	3,46 \$	3,40 \$
2 Résultat dilué	7,72	6,43	6,25	6,01	5,50	4,67	4,21	4,14	3,44	3,38
3 Dividendes	3,16	3,11	2,89	2,61	2,35	2,16	2,00	1,84	1,62	1,45
4 Valeur comptable	51,66	49,49	45,20	40,50	37,76	36,71	33,81	28,45	25,33	23,60
5 Cours de clôture	89,84	58,78	75,21	73,03	73,34	60,86	53,68	55,47	47,82	40,62
6 Cours de clôture par rapport à la valeur comptable	1,74	1,19	1,66	1,80	1,94	1,66	1,59	1,95	1,89	1,72
7 Plus-value du cours de clôture	52,8 %	(21,8) %	3,0 %	(0,4) %	20,5 %	13,4 %	(3,2) %	16,0 %	17,7 %	8,0 %
8 Rendement total pour les actionnaires (1 an)	58,9	(17,9)	7,1	3,1	24,8	17,9	0,4	20,1	22,3	11,9
Ratios de rendement										
9 Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	15,5 %	13,6 %	14,5 %	15,7 %	14,9 %	13,3 %	13,4 %	15,4 %	14,2 %	15,0 %
10 Rendement des actifs pondérés en fonction des risques aux fins des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires ^{1,2}	3,02	2,41	2,55	2,56	2,46	2,21	2,20	2,45	2,32	2,58
11 Ratio d'efficacité	54,1	49,5	53,6	51,9	53,6	55,0	57,5	55,1	55,3	54,9
12 Marge d'intérêts nette	1,56	1,72	1,95	1,95	1,96	2,01	2,05	2,18	2,20	2,23
13 Ratio de versement de dividendes	40,9	48,3	46,1	43,3	42,6	46,1	47,4	44,3	46,9	42,5
14 Rendement de l'action	3,9	4,8	3,9	3,5	3,6	3,9	3,7	3,5	3,8	3,7
15 Ratio cours/bénéfice	11,6	9,2	12,0	12,2	13,3	13,0	12,8	13,4	13,9	12,0
Qualité de l'actif										
16 Prêts douteux nets en % des prêts et acceptations nets ^{3,4}	0,24 %	0,32 %	0,33 %	0,37 %	0,38 %	0,46 %	0,48 %	0,46 %	0,50 %	0,52 %
17 Prêts douteux nets en % des capitaux propres ordinaires ^{3,4}	1,89	2,59	2,81	3,33	3,45	4,09	4,24	4,28	4,83	4,86
18 Provision pour pertes sur créances en % de la moyenne des prêts et acceptations nets ^{3,4}	(0,03)	1,00	0,45	0,39	0,37	0,41	0,34	0,34	0,38	0,43
Ratios des fonds propres¹										
19 Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires ^{2,5}	15,2 %	13,1 %	12,1 %	12,0 %	10,7 %	10,4 %	9,9 %	9,4 %	9,0 %	s. o. %
20 Ratio des fonds propres de catégorie 1 ^{1,2}	16,5	14,4	13,5	13,7	12,3	12,2	11,3	10,9	11,0	12,6
21 Ratio du total des fonds propres ^{1,2}	19,1	16,7	16,3	16,2	14,9	15,2	14,0	13,4	14,2	15,7
Autres										
22 Capitaux propres ordinaires par rapport au total de l'actif	5,4	5,2	5,8	5,5	5,4	5,8	5,7	5,5	5,4	5,3
23 Nombre d'actions ordinaires en circulation (en millions)	1 822,0	1 815,6	1 811,9	1 828,3	1 839,6	1 857,2	1 855,1	1 844,6	1 835,0	1 832,3
24 Capitalisation boursière (en millions de dollars canadiens)	163 686 \$	106 719 \$	136 274 \$	133 519 \$	134 915 \$	113 028 \$	99 584 \$	102 322 \$	87 748 \$	74 417 \$
25 Nombre moyen d'équivalents à temps plein ⁶	89 464	89 598	89 031	84 383	83 160	81 233	81 483	81 137	78 748	78 397
26 Nombre de succursales de services de détail ⁷	2 260	2 358	2 380	2 411	2 446	2 476	2 514	2 534	2 547	2 535
27 Nombre de bureaux de courtage de détail	86	87	113	109	109	111	108	111	110	112
28 Nombre de guichets bancaires automatiques	6 089	6 233	6 302	5 587	5 322	5 263	5 171	4 833	4 734	4 739

¹ Ces mesures sont présentées dans le présent document conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du Bureau du surintendant des institutions financières Canada. Depuis l'exercice 2013, les montants sont calculés conformément au dispositif sur les fonds propres de Bâle III et présentés selon la méthodologie « tout compris ». Avant l'exercice 2013, les montants étaient calculés selon le dispositif sur les fonds propres de Bâle II.

² Depuis l'exercice 2014, l'intégration du RVC s'est faite progressivement jusqu'au premier trimestre de 2019. À partir du troisième trimestre de 2014, les facteurs scalaires d'intégration du RVC pour la composante actifs pondérés en fonction des risques aux fins des fonds propres de catégorie 1 et du total des fonds propres étaient respectivement de 57 %, 65 % et 77 %. Pour les exercices 2015 et 2016, les facteurs scalaires d'intégration du RVC pour la composante actifs pondérés en fonction des risques aux fins des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, des fonds propres de catégorie 1 et du total des fonds propres étaient respectivement de 64 %, 71 % et 77 %. Pour l'exercice 2017, les facteurs scalaires correspondants étaient respectivement de 72 %, 77 % et 81 %. Pour l'exercice 2018, les facteurs scalaires correspondants étaient respectivement de 80 %, 83 % et 86 %, et pour l'exercice 2019, ils sont tous de 100 %. Avant le deuxième trimestre de 2018, les actifs pondérés en fonction des risques se rapportant au plancher réglementaire étaient calculés selon les coefficients de pondération en fonction des risques de Bâle I qui sont les mêmes pour tous les ratios de fonds propres.

³ Comprennent les engagements de clients au titre d'acceptations.

⁴ Compte non tenu des prêts dépréciés acquis et, avant le 1^{er} novembre 2017, de certains titres de créance classés comme prêts. Les titres de créance classés comme prêts sont désormais classés comme des titres de créance au coût amorti selon IFRS 9.

⁵ À l'exercice 2013, la Banque a mis en œuvre le dispositif sur les fonds propres de Bâle III. Par conséquent, la Banque a commencé à présenter les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires et le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires selon la méthodologie « tout compris ». Pour cette raison, les montants des exercices antérieurs à l'exercice 2013 ne s'appliquent pas (s. o.).

⁶ Au cours de l'exercice 2014, la Banque a harmonisé la définition d'équivalents temps plein dans tous ses secteurs. La définition inclut, notamment, les heures supplémentaires et les contractuels dans le calcul. Les chiffres correspondants des périodes antérieures à l'exercice 2014 n'ont pas été retraités.

⁷ Comprend les succursales de services de détail, de services aux clients privés et de services successoraux et fiduciaires.

Comités du conseil d'administration

COMITÉ	MEMBRES ¹	PRINCIPALES RESPONSABILITÉS ¹
Comité de gouvernance	Brian M. Levitt (président) Amy W. Brinkley Karen E. Maidment Alan N. MacGibbon	Gouvernance de la Banque : <ul style="list-style-type: none"> • Trouver des personnes qualifiées pour siéger au conseil d'administration et recommander à ce dernier des candidatures aux postes d'administrateur pour la prochaine assemblée annuelle des actionnaires, de même que des candidatures aux postes d'administrateur vacants entre les assemblées annuelles des actionnaires • Élaborer et recommander au conseil d'administration un ensemble de principes de gouvernance, y compris un code de conduite et d'éthique, conçu pour favoriser une saine culture de gouvernance au sein de la Banque • S'assurer que la Banque communique efficacement avec ses actionnaires, les autres parties intéressées et le public, à la fois de façon proactive et responsable • Surveiller l'harmonisation de la Banque avec son objectif et sa stratégie et la performance de la Banque au chapitre de la responsabilité d'entreprise en regard des questions environnementales et sociales, ainsi que l'information communiquée à cet effet • Assurer la surveillance des risques liés à la conduite à l'échelle de l'entreprise et agir à titre de comité de révision pour la Banque et certaines de ses filiales canadiennes qui sont des institutions financières sous réglementation fédérale • Surveiller l'évaluation du conseil d'administration et de ses comités
Comité des ressources humaines	Karen E. Maidment (présidente) Amy W. Brinkley David E. Kepler Brian M. Levitt Nadir H. Mohamed	Évaluation du rendement, de la rémunération et de la planification de la relève de la direction : <ul style="list-style-type: none"> • S'acquitter de la responsabilité du conseil d'administration en ce qui a trait à la direction, à la gestion du capital humain et à la rémunération, de la manière énoncée dans la charte du comité, et aider le conseil d'administration à faire de même • Établir les buts et objectifs généraux du chef de la direction et évaluer régulièrement le rendement du chef de la direction par rapport à ces objectifs • Recommander la rémunération du chef de la direction au conseil d'administration aux fins d'approbation, et examiner et approuver la rémunération de certains membres de la haute direction • Surveiller la stratégie, les plans, les politiques et les pratiques en matière de rémunération de la Banque pour veiller à ce qu'ils soient conformes aux principes et normes d'application de saines pratiques de rémunération du Conseil de stabilité financière, y compris une bonne prise en compte des risques • Superviser un processus rigoureux de planification des talents et de perfectionnement qui comprend l'examen et l'approbation des plans de relève pour les postes de dirigeants et d'autres fonctions de contrôle • Étudier les candidatures et recommander au conseil d'administration le meilleur candidat au poste de chef de la direction à des fins d'approbation • Produire un rapport sur la rémunération qui est publié dans la circulaire annuelle de procuration de la Banque, et examiner au besoin les principales déclarations publiques concernant la rémunération • Superviser la stratégie, la conception et la gestion des régimes de retraite, d'épargne-retraite et de prestations des employés de la Banque
Comité du risque	Amy W. Brinkley (présidente) Cherie L. Brant Colleen A. Goggins David E. Kepler Alan N. MacGibbon Karen E. Maidment	Supervision de la gestion des risques de la Banque : <ul style="list-style-type: none"> • Approuver le cadre de gestion des risques, les autres cadres de gestion associés aux risques et les politiques qui établissent les niveaux d'approbation des décisions pertinents ainsi que d'autres mesures pour gérer les risques courus par la Banque • Examiner et recommander la prise de position de la Banque en matière d'appétit pour le risque de l'entreprise en vue de l'approbation du conseil d'administration et superviser les risques importants de la Banque indiqués dans le cadre de gestion des risques • Examiner le profil de risque et le rendement de la Banque par rapport à son appétit pour le risque • Créer un forum pour une analyse globale de la position de l'entreprise sur le plan des risques, y compris l'évaluation des tendances et des risques actuels et émergents
Comité d'audit	Alan N. MacGibbon² (président) Brian C. Ferguson² Jean-René Halde Irene R. Miller² Claude Mongeau² S. Jane Rowe²	Supervision de la qualité et de l'intégrité de l'information financière de la Banque et du respect des exigences de réglementation : <ul style="list-style-type: none"> • Veiller à une présentation aux actionnaires claire, exacte et fiable de l'information financière • Voir à l'efficacité des contrôles internes, y compris ceux à l'égard de l'information financière • Être directement responsable de la sélection, de la rémunération, du maintien en poste de l'auditeur nommé par les actionnaires et de la supervision de son travail – l'auditeur externe nommé par les actionnaires relève directement du comité • Recevoir les rapports de l'auditeur externe nommé par les actionnaires, du chef des finances, de l'auditeur en chef, du chef de la conformité et du chef, Lutte mondiale contre le blanchiment d'argent, et évaluer l'efficacité et l'indépendance de chacun • Voir à l'établissement et au maintien de politiques et programmes visant raisonnablement à ce que la Banque respecte et continue de respecter les lois et règlements qui la régissent • Agir à titre de comité d'audit pour certaines filiales de la Banque qui sont des institutions financières sous réglementation fédérale <p>La notice annuelle 2021 de la Banque comprend des renseignements additionnels au sujet des responsabilités du comité d'audit quant à la nomination et à la supervision de l'auditeur externe indépendant nommé par les actionnaires.</p>

¹ Au 31 octobre 2021

² Nommé expert financier du comité d'audit